



# John Adams Library.

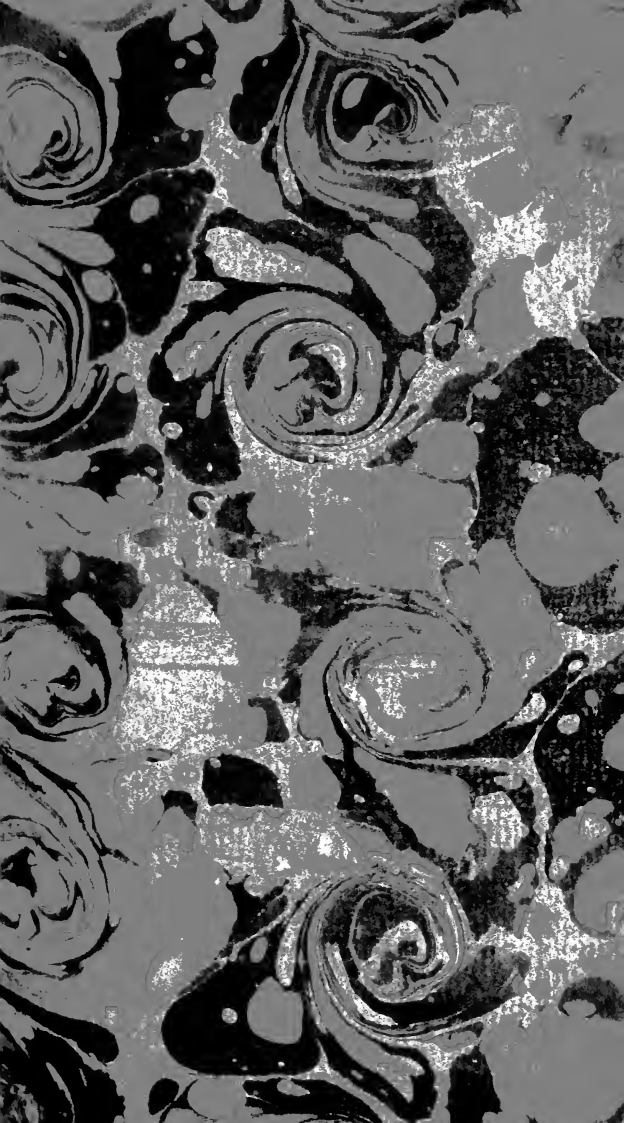
IN THE CUSTODY OF THE  
BOSTON PUBLIC LIBRARY.



SHELF N<sup>o</sup>.  
★ ADAMS ★

215.2

v. 4



3-7



# LETTRES

ET NEGOCIATIONS entre  
M<sup>r</sup>. JEAN DE WITT,

CONSEILLER PENSIONNAIRE & GARDE  
DES SCEAUX DES PROVINCES DE HOL-  
LANDE ET DE WEST-FRISE.

E T

MESSIEURS LES PLENIPOTENTIAL-  
RES DES PROVINCES UNIES  
DES PAIS-BAS.

aux Cours

DE FRANCE, D'ANGLETERRE;  
DE SUEDE, DE DANEMARC,  
DE POLOGNE &c.

*Depuis l'Année 1652. jusqu'à l'an 1669. inclus,*  
Traduites du Hollandois.

**TOME QUATRIEME.**

Contenant

LES NEGOCIATIONS DE  
Mrs. G. BOREEL, ET P. DE GROOT.

En France, & en Suède depuis l'an 1664 jusqu'à  
l'an 1669.



A AMSTERDAM,  
Chez les JANSSENS - WAESBERGE.

---

M. DCC. XXV.

X ADAMS 215,2

N. 4

# LETTRES

D E

Mr. JEAN DE WITT,

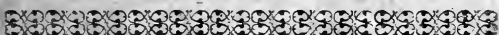
Conseiller Pensionnaire de Hollande  
& de West-Frise,

E T D E Mr.

CONRARD VAN BEUNINGEN,

Ministre Extraordinaire à la Cour  
de France,

*Depuis 1664. jusqu'en 1667. inclusivement.*



A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 6. Janvier 1667.*

M O N S I E U R,

Ma dernière Lettre étoit du 30. du passé ;  
je n'ai reçu que ce matin la votre du 31. J'y  
ai trouvé les Copies du Billet écrit au Com-  
te de *S. Albans*, & de la Lettre qu'il y a ré-  
pondu : je vous prie d'avoir soin de m'infor-  
mer exactement de tout ce qui se passera à  
cet égard, & de m'envoyer Copie de tout  
ce qui se fera par écrit ; j'ai remarqué, tant  
par ces Copies que par vos Lettres précé-  
dentes, qu'il doit y avoir encore une Lettre  
précédente du Comte de *S. Albans* ; mais  
comme son contenu ne peut être d'une gran-

*Tome IV.*

A —

de

de importance, il n'est pas nécessaire d'en parler; mais à l'avenir, faites moi tenir exactement tout ce qui concernera cette affaire, quel qu'en soit le contenu.

Leurs N. & G. P. s'intéressent fort aux Manufactures; mais sur tout les Villes où elles sont établies; ainsi vous devez faire les dernières instances pour obtenir satisfaction d'une manière que l'Etat en soit content, & informer exactement Leurs HH. & Leurs N. & G. PP. du succès de vos sollicitations.

Je n'ai jamais ajouté foi aux bruits qui ont couru, que le Frere de Mr. *Colbert*, ensuite Mr. de *Ruvigny*, & enfin Mr. de *Bellefont*, étoient allez en Angleterre. Je suis charmé que les autres qui l'avoient crû trop légèrement soient à présent désabusez.

Le Correspondant dont je vous ai parlé dans ma Lettre du 23. Décembre, est Mr. *Wicquesfort*, ou son Homme de Paris, que je ne connois pas. Mr. *Wicquesfort* continuë à fournir toutes les semaines à Leurs HH. PP. une espece de Gazette écrite, qui contient tout ce qui se passe à la Cour de France.

Mr. d'*Estrades* m'a communiqué une Lettre par rapport à ces fortes de bruits, dans laquelle on lui donne ordre de donner à l'Etat de nouvelles sûretés encore plus fortes que les précédentes s'il se peut; & il m'a offert pour caution sa personne, sa vie, & même de renoncer à son caractère. J'en ai fait part aux Commissaires de Leurs HH. PP. pour les affaires secretes; mais ils ont jugé qu'après les étroites & solennelles obligations du Traité, les autres étoient inutiles.

L'af.

L'affaire de Mr. d'*Armainvillers* va si-bien, qu'il y a long tems que sa Compagnie a été transferée du Comptoir de *Gorcum* sur celui de la *Brille*, où il y a du reste, & où il sera promptement payé, on l'aidera aussi autant que l'on pourra pour ses arrérages. Lors que l'occasion se présentera, je contribuërai de tout mon pouvoir à son avancement, les motifs de votre Lettre m'y engageront; mais il faut que je vous dise, que ci-devant, & en particulier pendant la Guerre contre l'Evêque de *Munster*, il n'a pas témoigné tout le zèle possible pour la Regence; il a toujours entretenu correspondance avec Mr. de *S.* . . . & autres semblables; mais j'espere qu'il suivra à l'avenir de meilleurs conseils.

Vous me marquez au bas de votre Lettre d'un avis que vous dites que vous m'envoyez, mais que je n'ai pas trouvé dans votre Paquet. Je n'ai rien autre chose à vous mander; ainsi je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 7. Janvier 1667.*

MONSIEUR,

J'ai eu l'honneur de vous écrire ma dernière le 31. du passé; j'ai reçu en son tems la votre du 30. du même mois. Je crains fort que tout ce que je pourai dire à l'avenir pour justifier les prétentions de Leurs HH. PP., par rapport au contre-salut du Pavillon, ne

soit d'aucune utilité. Quoi qu'il en soit, il feroit bon que l'on pût confirmer par des Attestations, ce que nous avons avancé du contre-salut rendu par *Montaguë & Lauson*, & que l'on eût des preuves pour détruire ce que l'on soutient ici opiniâtrément; savoir, que jamais les François n'ont rendu le salut en baissant le Pavillon, soit de Flotte à Flotte, d'Escadre à Escadre, ou de Vaisseau à Vaisseau, sinon, peut-être, dans le cas cité de l'année 1652. L'Attestation d'*Evertsz* dit le contraire, mais elle est unique; mais comme il dépose qu'il ne sait pas que cette affaire ait jamais été mise en dispute, il me semble qu'il ne seroit pas difficile d'avoir des preuves de rencontres particulieres, qui confirmassent cette déclaration générale. Aussitôt que j'aurai reçu les Pièces que l'on pourra obtenir, je remettrai cette affaire sur le tapis, & n'oublierai rien pour la terminer à la satisfaction de Leurs HH. PP.

Mr. de *Lionne* m'a dit, qu'on a envoyé à Mr. d'*Estrades* par la dernière Poste tous les Ordres nécessaires pour communiquer ce que vous savez à Mr. de *Clingenberg*.

Mr. de *Ruvigny* a reçu deux Lettres d'Angleterre par la dernière Poste, l'une du 27. & l'autre du 30. du passé; la première dit, que l'on devoit délibérer le lendemain dans le Conseil sur le départ de *S. Albans* & sur les Ordres dont on doit le charger. La seconde marque, qu'il partiroit avant huit jours, & qu'il ne pourra partir plutôt afin de lui donner toutes les Instructions nécessaires, & qu'il sera chargé de répondre à tous les Articles de

de la Lettre du 24. Novembre. La Reine-Mere d'Angleterre dit , qu'Elle n'a aucun avis , d'où on pût inférer ce que l'on doit se promettre de ce voyage, ni si ce Comte viendra seul , ou en compagnie, quoi que l'on parle sort de *Coventri*, ou du Fils du dernier Chancelier.

Je satisferai avec plaisir à vos Ordres , & aussi-tôt que les affaires de la Paix seront sur le Tapis, je vous ferai part de mes considérations ; mais ce ne sera que pour vous obéir & nullement en me flatant qu'elles soient d'aucune utilité.

Je ne cesse d'être attentif à ce qui se peut négocier entre cette Couronne-ci & celle de Suède ; mais je crois qu'il seroit plus aisé de tirer sur cela de bons avis de Stockholm où les choses doivent passer par un Conseil de quarante Personnes, que d'une Cour comme celle-ci , où tout se conduit avec le dernier secret. On est généralement d'avis que tout ceci concerne sur tout la Pologne ; & un Ministre étranger m'a assuré, qu'il le savoit avec plusieurs particularitez qu'il ne pouvoit me communiquer ; mais que c'étoit une chose dont on ne pouvoit douter. Je sai d'une autre Personne qui n'est pas aussi sûre, que le Traité avec la Suède porte, que cette Couronne assemblera seize mille hommes, & qu'Elle aura pour chaque Regiment de 1000. hommes 4000 livres par mois, & pour chaque Regiment de Cavalerie aussi de 1000. hommes 12000. livres par mois ; & que les Troupes devront passer en revûe devant un Ministre de France. Il se peut faire

que l'on ait en vûë la Pologne & d'autres choses en même tems. Mais si le Roi de France s'en mêle, je ne crois pas que Leurs HH. PP. ayent quelque chose à craindre de ce côté-là, pendant la Guerre d'Angleterre; de même Elles ne doivent rien en appréhender si cela se passe à l'insû de la France. Dans le premier cas, parce que l'on n'y consentiroit pas de ce côté-ci; dans le second, parce que l'on respectera la Puissance de la République & de ses Alliez, & particulièrement celle du Roi de France.

Aussi-tôt qu'il y a eudés Prisonniers François en Angleterre, le Roi a donné ordre pour leur entretien, pour leur habillement & leur logement. L'Etat ne devoit-il pas faire la même chose, c'est une affaire de conscience autant qu'elle est utile au Public; & je ne sai point quelle raison on a de ne pas traiter chez nous les Anglois sur le même pied que les notres sont traitez chez eux, afin d'employer à l'entretien de nos Gens ce que nous pourrions y faire de profit; les Anglois pourroient de même prendre soin des leurs. Je suis, &c.

A Mr. C. Van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 13. Janvier 1667.*

**M** O N S I E U R,

Ma dernière étoit du 6. du courant; j'ai  
reçu.



reçû en son tems la votre du 7. Elle nous apprend, & Mr. d'*Estrades* nous l'a communiqué aussi, que le Ministre de Suède résidant à Paris, avoit notifié à la Cour, comme Mr. *Appelboom* l'a fait ici, que le Roi de la Grande Bretagne consentoit à ce que l'on convint d'une Place neutre pour les Conférences, pourvû que Leurs HH. PP. lui en fissent la demande par Lettre de la manière qui a été proposée : après en avoir conféré avec Mrs. d'*Estrades* & *Clingenberg*, & de leur aveu, nous avons dressé une Lettre \* pour Sa Majesté Britannique, dont je vous envoie Copie; & afin que nous fussions sûrs qu'aussi-tôt que cette Lettre aura été déclarée, on choisira une Place agréable aux Rois de France & de Dannemark, j'ai fait réponse, du consentement des Commissaires de Leurs HH. PP., & de concert avec les Ministres de France & de Dannemark, à la Lettre que Mr. *Coget* m'avoit écrite en particulier le 14. Décembre dernier; je vous en envoie aussi une Copie. Je vous prie de vous servir de cette réponse, pour faire sentir à Mr. de *Lionne* avec quelle application Leurs HH. PP. travaillent à déterminer le choix du Lieu du Congrès, à la satisfaction de Sa Majesté T. C. Nous remettrons demain à Mr. *Appelboom* la Lettre pour le Roi d'Angleterre & ma réponse à Mr. *Coget*, afin qu'il l'envoie par la Poste qui part demain d'ici pour l'Angleterre.

A 4

Mr.

\* Voyez Lettres d'*Estrades* Tome IV. après une Lettre du 13. Janvier 1667.

Mr. d'Estrades m'a communiqué aujourd'hui les dernières Dépêches qu'il a reçues de sa Cour; nous y avons trouvé que nous nous sommes parfaitement conformez aux intentions du Roi, dans la susdite réponse. Mais nous trouvons dans ces \* Dépêches, que sur la Proposition qu'en avoit fait le Resident *Puffendorf* à Mr. de *Lionne*, Sa Majesté consentoit que le Roi d'Angleterre nommât trois Places neutres, dont les Rois de France & de Dannemark en choisiroient une; ou que ces deux Rois proposeroient les trois Places, & que Sa Majesté Britannique auroit le choix. Il me semble qu'il seroit plus avantageux de se réserver le droit de nommer les trois Villes, & que c'est un très-petit avantage que de se réserver seulement le choix d'une des trois. Comme Leurs HH. PP. ne seroient pas choquées qu'on tint les Conférences même en Angleterre, il est très-probable qu'Elles feront toujours contentes du choix qu'on fera d'un Lieu hors de ce Royaume quel qu'il soit, & par conséquent qu'Elles approuveront toujours ce que les deux Rois feront à cet égard. Ainsi, c'est à ces Princes à examiner s'ils ne donnent pas trop d'avantage au Roi d'Angleterre, en lui laissant la nomination des trois Places, & se bornant eux à en choisir une des trois.

Il paroît par les mêmes Dépêches, que Mr. de *Lionne* soupçonne qu'on ne garde pas assez le secret sur les Lettres dont Mr. d'Estrades

\* *Ibid.* Lettre de Mr. de *Lionne* du 7. Janvier 1667.

*trades* me donne Copie quelque fois : & il allégué en particulier, qu'il n'y a pas long tems que le Roi d'Angleterre avoit eu entre ses mains la Copie d'une Lettre qu'il avoit écrite à Mr. d'*Estrades*, six jours après qu'elle pouvoit avoir été reçûe à la Haye; & en même tems il en raporte le contenu en substance. Vous pouvez assurer Mr. de *Lionne*, que jamais aucune des Lettres que Mr. d'*Estrades* m'a communiquées, n'est sortie de mes mains, & qui plus est que je ne me souviens pas d'avoir jamais eu de Copie de celle dont il parle, je ne me souviens pas même d'en avoir eu aucune communication : qu'ainsi cela ne doit pas être cause qu'il soit plus sur la réserve que par le passé, ainsi qu'il paroît nous en menacer dans sa Lettre.

Vous me marquez bien le contenu des deux dernières Lettres de Mr. de *St. Albans* à Mr. de *Ruvigny*; mais je vous ai déjà marqué que dans des affaires de cette nature je souhaiterois d'avoir des Copies de ces Lettres : il me semble qu'on ne peut nous les refuser, puis qu'en pareille occasion nous n'aurions aucune réserve avec Mr. d'*Estrades*.

Je ne manquerai pas dans la première occasion, de prier Mr. le Lieutenant Amiral de *Ruyter* de passer des Attestations en forme par rapport au contre - salut rendu par *Montaguë & Lauson*; & je verrai s'il est possible d'en avoir de pareilles sur des occurrences semblables de la part des Vaisseaux, Escadres, ou Flottes des François. Je me flate qu'a-

près l'arrivée du Comte de *St. Albans* vous m'envoyerez vos considérations *articulativ*, sur ce que Leurs HH. PP. pourroient vous envoyer par forme d'instructions.

Nous avons toujours été fort embarrassé ici lors qu'il s'est agi de fournir à l'entretien & à l'habillement de nos prisonniers en Angleterre, ou de traiter ici les prisonniers Anglois avec la même barbarie que les notres sont traités chez eux. En effet, il est plus aisé au Roi d'Angleterre, à cause de la situation & du grand nombre de ses Ports, de faire des prisonniers sur nous, qu'à nous d'attraper de ses sujets; ainsi il resulteroit de-là que ce Roi retiendroit dans ses Etats un grand nombre d'hommes des troupes de Leurs HH. PP. sans qu'il lui en coûte rien & aux dépens de la République, ce qui affoibliroit doublement l'Etat, en hommes & en argent, outre que cela empêcheroit qu'il ne prêtât l'oreille aux propositions de Rançon. En effet, il semble que c'est dans cette espérance qu'il n'a pas voulu entendre jusqu'à présent à renvoyer quelques prisonniers dont on lui offroit la Rançon: d'un autre côté, les matelots qui servent sur les Vaisseaux de l'Etat se rendroient avec moins de résistance à l'Ennemi, dès qu'ils sauroient qu'ils y seroient bien vêtus & bien nourris; enfin, le mauvais traitement que nous ferions ici aux Anglois engageroit leurs camarades à combattre avec plus d'opiniâtreté & à se rendre avec plus de difficulté. Je n'ai rien d'important à ajoûter à ceci, & je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Paris le 14. Janvier 1667.

MONSIEUR,

Ma dernière étoit du 7. & j'ai bien reçu la votre du 6. du Courant. On m'a dit que le Roi avoit reçu un paquet de Londres par la dernière Poste; je ne sais si cela est vrai, & je n'ai aucune occasion de m'en informer à présent, puis que la Cour est à St. Germain: mais si cela est, vous l'apprendrez sans doute de Mr. d'Estrades, puis que je ne crois pas qu'on voulût rien déguiser de ce côté-ci.

Je n'ai traité aucune affaire ici avec plus de zèle & d'application que celle des Manufactures, car j'en connois toute l'importance: j'ai vu aussi que la plupart des Seigneurs de cette Cour goûtent les Raisons dont je me sers pour leur persuader qu'il n'est pas de l'intérêt de cette Cour-ci de bander si fort cette corde: Mr. Colbert même paroît en sentir la force, mais non pas assez pour l'engager à renoncer à son dessein d'établir des Manufactures de Draps, dont le succès lui paroît avec raison incertain, tant que le commerce de nos Draps sera libre. Je crains que nous ne soyons obligés d'avoir recours aux voyes de rétorsion: néanmoins je crois que ce ne doit point être avant la Paix.

On ne parle à la Cour, sur tout parmi les militaires, que d'une Guerre prochaine avec l'Espagne; d'un autre côté, les spéculatifs prétendent qu'il y a une Négociation sur le tapis entre cette Couronne & celle-ci pour échanger les Pais-Bas contre l'Alsace, le Roussillon, & une grosse somme d'argent; mais toutes ces nouvelles me paroissent sorties des cerveaux oisifs.

Je ne sai pourquoi Mr. *Hasselaer* me marque, en me parlant de la vente des bassins & éguières d'or, qu'il en faudra remettre le montant en Lettres de change, si l'on a envie d'en employer une partie à récompenser les Officiers François: rien n'est plus aisé que d'en avoir la juste valeur ou à la monnoye, ou ailleurs, pourvu qu'il me soit permis de tirer d'un des bassins autant d'or qu'il en faut pour en faire l'essai au fin. Je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 20. Janvier 1667.*

M O N S I E U R,

Depuis ma dernière qui étoit du 13. j'ai bien reçu la votre du 14.

Mr. d'*Estrades* m'a fait savoir qu'il n'avoit reçu aucun avis par la dernière Poste qui méritât quelque attention; ainsi ce qu'on vous aura dit d'un Paquet d'Angleterre adressé au  
Roi

Roi de France paroît bien être sans fondement. Ce Ministre a été en Conférence avec Mr. de *Ruyter* & moi, sur le contenu de ses Dépêches de l'Ordinaire précédent touchant les mesures que l'on pourroit prendre pour assurer le retour de la Flotte du Roi dans le Port de Brest : il nous a proposé \* que Leurs HH. PP s'obligeassent dans la Convention que l'on doit faire pour la jonction des Flottes, à faire reconduire celle de France par la leur dans le Canal, au moins jusques par de-là la Flotte Angloise, au cas que celle-ci se posât à l'Isle de *Wight*, à Portsmouth ou ailleurs dans le Canal. Nous lui avons répondu, que nous ne pouvions prévoir dès à présent ce qui pouvoit arriver après une Bataille; qu'il pouvoit arriver, ce qu'à Dieu ne plaise, que les Flottes de France & des Etats fussent battues en tout, ou en partie, il faudroit alors consulter la nécessité présente sur les moyens de gagner le premier Port pour s'y sauver; qu'il pourroit aussi arriver, qu'avec la bénédiction de Dieu, les Anglois fussent contraints de quitter la Mer, alors la Flotte de France pourroit sans aucun danger se retirer dans ses Ports, sans avoir besoin d'aucune Escorte; qu'on pourroit imaginer cent cas différens entre ces deux extrémités, & qu'il pourroit en arriver cent autres qu'on n'auroit pû prévoir, & que suivant les circonstances la Flotte de l'Etat, ou une partie, pourroit reconduire celle de France jusqu'au de-là de

A 7

l'en-

\* Voyez les Lettres d'*Estrades* Tome IV. la seconde partie de la Lettre du Comte d'*Estrades* du 20. Janvier 1667.

l'endroit où il pourroit y avoir quelque danger pour elle, & que réciproquement il pourroit arriver que ce feroit à celle de France à donner quelque renfort à la notre pour revenir : qu'ainsi on ne pouvoit rien arrêter à cet égard, & qu'il faudra prendre son parti sur le champ, suivant les circonstances où l'on se trouvera; ainsi, avec l'approbation des Commissaires de Leurs HH. PP. pour les affaires secrètes de la marine, j'ai remis à Mr. d'*Estrades* un Mémoire dont voici la Copie, & dans lequel se trouve une déclaration de nos vûës en général, & où Mrs. les Commissaires, Mr. de *Ruyter* & moi, nous déclarons qu'on ne peut rien décider touchant les cas particuliers, & qu'il faut laisser le soin aux Chefs de prendre leur Parti, *pro re natâ*.

On est encore ici dans la même inquiétude par rapport aux Manufactures, & les Marchands Drapiers de Leyden déclarent unanimement que les Marchands François n'offriront ni acheter, ni vendre publiquement de Draps de Hollande, si l'on ne révoque publiquement, à son detrompe, ou autrement selon l'usage, la défense qu'on leur a faite ci-devant; & ils affirment que cette défense a été faite non seulement aux Négocians, mais même aux Marchands en détail. Les moyens de rétorsion seront ici impraticables, à cause de la diversité de conduite des Amirautez dont l'une ne manquera pas de relâcher plus que l'autre pour attirer le debit de son côté, comme cela n'arrive que trop tous les jours, par rapport aux Manufactures d'Angleterre qui sont si expressément défendues.

J'ai



J'ai proposé hier à Mrs. les Conseillers Deputés, s'il ne seroit pas à propos de vous autoriser à retenir du produit des Bassins d'or ce qui sera nécessaire pour faire les presens dont on est convenu à Mr. *Pradel* & aux autres Officiers François. Leurs Nobles Puissances y ont consenti, & je ne doute point que Mr. *Hasselaer* ne vous en donne avis. J'ai fait examiner aujourd'hui dans les Registres de la Généralité en quels termes étoit couchée la Résolution prise sur ce sujet; mais à mon grand étonnement je n'y ai trouvé qu'un Projet de Résolution que Mr. *Hasselaer* vous enverra aussi; néanmoins je suis persuadé que l'intention de Leurs HH. PP. sera, que l'on fasse les Présens ainsi qu'ils ont été proposés alors. Je finis, en vous priant de me croire, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 21. Janvier 1667.*

MONSIEUR,

Ma dernière étoit du 14., j'ai reçu en son tems la votre datée du 13. du courant.

On a approuvé ici la Lettre que Leurs HH. PP. ont écrite au Roi de la Grande Bretagne, & que j'ai communiquée à Mr. *de Lionne*: en son particulier il a fort bien compris la remarque judicieuse que vous faites sur l'avantage qu'il y a à nommer les trois Places  
plû-

plûtôt que d'en choisir une : nous avons eu un long entretien sur ce sujet ; je lui ai dit, que suposant que l'on est d'accord sur l'exclusion de toute place située dans les Pais-Bas, on pourroit de part & d'autre proposer une Ville, & que si de cette maniere on ne s'accordoit pas, on pourroit s'en rapporter absolument, ou avec quelques restrictions aux Médiateurs. Il aprouva ceci d'autant plus, dit-il, qu'après avoir exclu les Pais-Bas Espagnols, il y a aparence que l'on s'accordera aisément, à moins que les Anglois ne voulussent choisir Breemen, Hambourg, ou quelqu'autre Place éloignée, & rejeter toutes les autres mieux situées pour eux & pour ce Royaume, ce qui n'est pas aparent ; peut-être marquera-t-on plus déterminément à Mr. d'*Estrades* le sentiment du Roi, & sans doute qu'il vous en fera part.

J'ai dit à Mr. de *Lionne* ce que vous me marquez pour détruire l'opinion où il paroît être que l'on a divulgué quelques-unes de ses Lettres adressées à Mr. d'*Estrades*. Il ne peut se persuader que la communication qu'il vous en a donnée n'ait donné lieu à ce qui en a été divulgué ; mais comme ce Seigneur ne se plaint cette fois-ci que de ce que les Anglois sont instruits de ce que l'on a écrit d'ici à Mr. d'*Estrades* pour désabuser Leurs HH. PP. sur ce qu'on leur avoit mandé de Bruxelles d'une Négociation séparée, & que les Anglois ont seulement appris par ce moyen certaines circonstances de plus que celles qu'on ne vouloit pas qu'ils ignorassent, puis que son Excellence tombe d'accord que cet avis étoit  
de

de la nature de ceux qui doivent être rendus publics, je ne doute pas que l'éclaircissement que j'ai eu avec lui ne fût pour prévenir tous les changemens qui auroient pû arriver dans la confiance que l'on doit vous faire de tout ce qui se passe.

Il me dit que ce qui avoit été rapporté en Angleterre à ce sujet, avoit donné lieu de soupçonner, que la déclaration que le Roi de France avoit faite de ses dispositions pour la Paix, fût bien sincere, & que ce soupçon avoit été cause qu'on avoit parlé de retarder le départ du Comte de *St Albans*.

La Reine-Mère d'Angleterre a reçu par la dernière Poste des Lettres du Roi d'Angleterre & du Comte de *St Albans*; on lui marque que l'on persiste-là dans les mêmes dispositions dont on lui a déjà donné avis. La personne que vous savez n'a reçu aucune nouvelle; je lui avois demandé une Copie de sa dernière Lettre, mais comme il faisoit scrupule de me l'accorder, tant parce que c'étoit une Lettre d'un ami, que parce qu'Elle ne contenoit rien qui pût donner lieu à quelque délibération; je me suis contenté d'en marquer le contenu.

Ce qu'on a écrit du voyage de *Coventry*, ou de quelqu'autre de même caractère, n'est fondé que sur des bruits publics, ou des avis que quelques particuliers ont reçu de Londres. La Cour n'en a eu aucun avis, je suis, &c.

P. S. Quand on parle ici d'un Accommodement entre Genève & le Duc de Savoie comme certain, on suppose que le  
Duc

Duc n'a pas la Caisse assez bien fournie pour rassembler les Forces dont il auroit besoin pour se rendre maître de cette grande Ville.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 27. Janvier 1667.*

MONSIEUR,

J'ai eu l'honneur de vous écrire le 20. du courant ; j'ai reçu en son tems la votre du 21. J'ai appris avec beaucoup de satisfaction, que le Roi & ses Ministres ont approuvé le contenu de la Lettre au Roi de la Grande Bretagne, & de celle que j'ai écrite à Mr. Coget. Nous attendrons avec impatience quel en fera le succès, par rapport au consentement sur le choix d'une Place neutre ; pour les conditions il faudra voir ce que produira le voyage du Comte de *S. Albans*.

Nous n'avons pas eu d'affaires fort importantes sur le Tapis ces jours passez, & nous avons employé ce tems à chercher les moyens d'engager les Provinces qui restent en arriere, à payer plus promptement leur Contingent. On a proposé, pour leur en faciliter les moyens, de reformer quelques-unes des nouvelles Troupes ; enfin, on a travaillé aux moyens de trouver d'avance de quoi payer les Subsidés promis à nos Alliez, & en particulier au Roi de Dannemark. Les Provinces  
qui

qui contribuent le plus & avec le plus d'exactitude, sont d'avis qu'on licencie les nouveaux Regimens, que l'on continue les recrûes qu'on a faites pendant cette Guerre, & qu'on mette sur la repartition de Gueldres & d'Overysfel quelques Compagnies qui sont sur celle de Hollande; afin que la Hollande se charge de la quote-part de ces Provinces dans le Subside promis à nos Alliez.

L'Agent *vander Weecke* m'a notifié qu'il a reçu ses Instructions pour terminer les Differens touchant Rhynberk & Issum, sans rien corriger au Projet que les Commissaires de Leurs HH. PP. lui ont remis dernièrement; ainsi je ne doute pas que cette affaire n'aille son train.

Vous retiendrez sur le prix des Baffins une somme de 35. mille florins destinée aux Presens qu'on doit faire à Mr. *Pradel* & aux autres Officiers du secours de France; sans doute que vous en recevrez aussi l'ordre d'ailleurs.

Je n'ai rien d'important à ajoûter, ainsi je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 28. Janvier 1667.*

M O N S I E U R,

Depuis ma dernière du 21. j'ai reçu la votre datée du 20. du courant. Mr. de *Ruvigny*  
n'a

n'a reçu aucune Lettre du Comte de *S. Albans*; mais la Reine Mere d'Angleterre en a reçu trois du 11. , du 14. & du 17. de ce mois, qu'Elle a d'abord communiquées à Mr. de *Ruvigny*, & celui-ci au Roi, qui a trouvé à propos qu'on m'en fît part; mais avant qu'on pût le faire, la Reine a retiré ses Lettres, parce qu'on me cherchoit à Paris pendant que j'étois à *S. Germain* où est la Cour; & comme l'on n'en a pas pris de Copie à ce que m'a dit Mr. de *Ruvigny*, il a fallu que je me contentasse de ce qu'il m'en a rapporté de bouche; savoir, que les deux premières Lettres marquoient, que la Cour d'Angleterre étoit dans d'autres dispositions, & qu'Elle avoit changé de résolution sur les affaires en question; mais la dernière Lettre marque, que le Roi ayant tenu Conseil chez le Chancelier qui a la goutte, avec ce Ministre & quelques autres Seigneurs, avoit dit au Comte de *S. Albans*, que l'on avoit dressé & arrêté ses instructions à sa satisfaction: la même Lettre ajoute qu'il les examinerait, & qu'ensuite il écrirait avec plus d'exactitude; néanmoins il a encore écrit depuis, & n'en dit pas un mot, il marque seulement qu'il est sur son départ, & qu'on ne lui écrive plus en Angleterre, mais seulement à Calais. On croit qu'*Isola* travaille à retarder la Paix; nous apprendrons à l'arrivée de ce Comte s'il y réussit. Je me flatte que l'affaire des Manufactures pourra se mettre en bon train, mais en supposant la possibilité des voyes de rétorsion; ainsi ce que vous pourrez m'en écrire doit être tenu fort secret.

Je

Je vous envoie ci-joint un Projet, pour trouver de l'argent d'une maniere moins à charge au Pais que celle dont on se sert ordinairement : je l'ai examiné tellement quellement; je doute qu'il soit praticable sur le pied proposé de 4. par cent d'intérêt; mais en augmentant un peu cet intérêt peut-être trouveroit-on aisément une grosse somme. Le secret consiste à emprunter cet argent de Gens à peu près d'un même âge, à condition que l'intérêt passeroit de ceux qui mourroient à ceux qui leur survivroient, avec quelque temperament & quelques restrictions; ce qui leve les inconveniens que j'ai remarqué dans de pareils Projets, & qu'on n'a point manqué d'objecter dans les Délibérations des Conseillers Députez. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 28. Janvier 1667.*

MONSIEUR,

Permettez-moi, avant de fermer ce Paquet, d'implorer votre Protection, & par votre moyen celle de Mrs. les Conseillers-Députez, dans une affaire qui ne me touche pas moins que si ma fortune entiere en dépendoit; puis qu'il s'ag t d'un de mes Amis à qui l'on porte des coups que je ressens, l'aimant comme moi même. Mr. *Vossins* vous  
aura

aura sans doute dit ce que Mrs. les Conseillers-Députés lui ont fait insinuer. Si l'on n'a eu en vûë que de l'engager, & donner son tems à écrire l'Histoire dont il est chargé, plutôt que de l'employer à des recherches capables de contenter la curiosité des Savans, on doit être persuadé qu'il est prêt à satisfaire aux desirs des Conseillers-Députés ; mais si l'on n'a envie que de lui faire sentir qu'on veut le priver de l'honoraire qui lui a été accordé, après qu'il a employé 40. années depuis son enfance à une étude assidue, & qu'il a dépensé le plus clair de son bien à amasser une Bibliothèque curieuse, remplie de Manuscrits & d'autres Livres ; en considération de son mérite personnel, & de celui de son Pere & de ses Freres, & pour aucune autre raison ; il me semble que l'on n'a guère raison de traiter avec tant de dureté cet unique reste d'une Famille si celebre dans la République des Lettres ; & qu'on ne doit pas deshonorer un Homme à qui des Rois & des Reines ont fait sentir leurs liberalitez, sans en avoir été sollicités, en lui ôtant celle qu'il reçoit de sa Patrie. Il n'y a point de País qui ne regarde comme un avantage glorieux d'avoir produit quelque Savant célèbre : c'est une gloire qu'on ne peut disputer à mon Ami, & je me flate qu'il lui suffira que vous vous déclariez en sa faveur ; je vous en prie dans les termes les plus forts, & je vous prie de me croire, &c.



A Mr. C. Van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 3. Février 1667.*

MONSIEUR,

J'ai bien reçu votre Lettre du 28. du passé, je vous ai écrit le 27. du même mois; la modération avec laquelle vous marquez que l'on commence à traiter en France l'affaire des Manufactures, pourroit faire ici un bon effet pour différer du moins la Résolution que les Commissaires de Leurs N. & G. P. avoient déjà projetée, par laquelle on auroit eu recours aux voyes de rétorsion, & qui ayant été approuvée infailliblement dans l'Assemblée qui est commencée aujourd'hui, auroit d'abord été mise en exécution. Je vous prie donc de me donner avis au plutôt, si l'on peut s'assurer qu'on ne recommencera pas au premier jour à troubler le Commerce, afin que je puisse en sûreté, après une pareille assurance, travailler à empêcher l'exécution de ce Projet de rétorsion; ce qui, si je ne me trompe, ne manquera point de contribuer à fortifier la bonne intelligence entre les deux Etats.

Le Projet pour trouver les sommes d'argent dont on a besoin, dont vous parlez dans votre dernière, est sans doute le même qui a déjà été examiné ici, & qui m'a toujours paru fort praticable: mais on y oppose une forte raison, c'est que l'on peut se flater en empruntant

pruntant à présent de l'argent à 4. pour cent, d'en reduire l'intérêt à 3. pour cent en tems de Paix, employant le profit de cette reduction à rembourser le Capital qui se trouvera acquité au bout de 41. ans; au lieu qu'en mettant en œuvre le Projet dont vous parlez, il faudra d'un côté promettre un plus gros intérêt, & de l'autre on ne pourra sortir de cette dette, qu'au bout de quatrevingt ou nonante ans : néanmoins on a trouvé à propos que Mrs. les Conseillers Députés donneroient leur avis à Leurs N. & G. P. sur le contenu de cette Période de votre Lettre, & sur celui du Billet que vous avez envoyé.

Il me semble que l'affaire de Mr. *Vossius* ne doit aucunement l'inquieter, puis que toute cette alarme qu'on lui a donnée, se réduit à lui recommander sérieusement d'achever l'Ouvrage pour lequel l'Etat lui paye une Pension; mais, comme il a allegué pour excuse, qu'il n'avoit pû avoir accès aux Registres & aux Archives, pour en tirer les lumieres nécessaires; Leurs N. P. ont pris une Résolution qui enjoint à Mr. le Secrétaire *van Beaumondt*, comme Garde des Chartres, & à moi, comme Conseiller Pensionnaire, de lui fournir tout ce qui est en notre pouvoir, dont il peut avoir besoin; j'espere qu'après cela il satisfera à l'attente des Etats, autrement il court risque de perdre la faveur des Regens, & d'en être blâmé, ce qui ne manqueroit pas de donner atteinte à sa réputation & à ses intérêts. Je n'ai rien d'important à ajoûter; ainsi, je finis en vous assurant que je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Paris le 4. Février 1667.

MONSIEUR,

J'ai eu l'honneur de vous écrire le 28. du passé, & j'ai depuis reçu votre Lettre du 27. J'apprends avec plaisir que les Differens qui restoient entre Leurs HH. PP. & l'Evêque de Cologne sont en termes d'Accommodement, & cela ne manquera pas de faire plaisir ici à la Cour.

Mr. de *Lionne* approuve fort ce que vous dites, qu'en convenant avec la Suède d'un Acte de Neutralité, on ne peut consentir qu'Elle conserve la liberté de donner au Roi d'Angleterre un secours de 4000. hommes, qu'en stipulant, qu'ils seront donc transportez en Angleterre, & qu'ils ne pourront être employez, ni contre le Roi de Dannemark, ni en Oost-Frise contre Leurs HH. PP. Son Excellence est sur tout de votre avis, que la prudence demande qu'on attende le retour de Mr. *Isbrandts*, avant de prendre aucune résolution sur ce sujet.

On a recours à de nouveaux ressorts, pour mettre la discorde entre le Roi & Leurs HH. PP. Mr. de *Lionne* m'a montré \* une Lettre  
Tome IV. B de

\* Voyez Lettres d'*Estrades* Tome IV. la fin de la Lettre d'*Estrades* du 27. Janvier 1667. & de celle de *Lionne* du 4. Février,

de Mr. *Gremonville* écrite de Vienne, où il est parlé d'une Ambassade que Leurs HH. PP. se disposent d'envoyer à l'Empereur ; cette Lettre ajoûte, que les Seigneurs du Conseil de l'Empereur se disent les uns aux autres, que Mr. *Friquet* les exhorte avec raison à garder le secret sur cette affaire, qu'on ne nomme point ; car autrement, disent-ils, on perdrait du côté de l'Angleterre ce qu'on gagne du côté de la Hollande. Ce Ministre m'a encore dit, que les Espagnols publient que vous leur avez conseillé de faire une Ligue avec l'Angleterre, pour la défense des Pais Bas ; & que l'on m'a ouï dire, qu'il valoit mieux vingt années de guerre avec l'Angleterre, qu'une année dans les Pais-Bas. Ce dernier article est certainement faux ; ainsi je ne doute pas que les autres ne soient de même. Je lui ai répondu qu'on devoit considérer ces sortes de rapports, comme des artifices dont se servoient les Anglois & les Espagnols, & qu'on ne devoit pas plus s'y arrêter qu'aux bruits qu'on fait courir dans les Provinces-Unies, qu'on travaille à une Ligue entre la France, l'Angleterre & la Suède. J'ai trouvé Mr. de *Lionne* assez raisonnable sur ce sujet ; mais il croit qu'il n'est pas possible que Leurs HH. PP. envoient dans la conjoncture présente une Ambassade à Vienne, sans causer ici de l'inquiétude, & donner occasion à toutes les mauvaises impressions que nos Ennemis communs voudroient en donner, pour mettre la discorde entre la France & Leurs HH. PP. Que le Roi de France ne faisoit rien qui pût donner lieu

lieu au bruit d'une Guerre prochaine contre les Pais-Bas, & que Leurs HH. PP. doivent être certaines que, suivant la promesse qui a été faite par Mr. d'*Estrades*, on ne prendra sur ce sujet aucune résolution que de concert avec Elles: je vous avouërai que pour mon particulier je suis d'avis que, dans la situation présente des affaires, il seroit nécessaire de differer cette Ambassade; car si une fois la défiance se met entre nous & la France, & qu'il s'en suive une desunion, nous nous exposons à tout ce qui peut s'imaginer de plus facheux. Je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 10. Fevrier. 1667.*

MONSIEUR,

Ma derniere est du 3., j'ai reçu en son tems la votre en date du 4. du Courant.

Il y a aparence que les affaires de l'Electeur de Cologne se termineront bien-tôt par une Convention mutuelle; puis que l'Agent de son Altesse Electorale m'a témoigné qu'il étoit autorisé pour conclure, ayant auparavant envoyé à son Maître le Projet de Convention qui avoit été réglé ici.

J'ai conféré avec les Commissaires de Leurs HH. PP. pour les affaires secrètes, sur la proposition de permettre aux Suédois d'exécuter l'engagement où ils sont, disent-ils,

d'envoyer quatre mille hommes de secours en Angleterre, sans qu'on regarde cela comme une Contravention à la promesse de Neutralité que cette Couronne feroit en faveur de Leurs HH. PP. Ces Messieurs jugent qu'on ne peut consentir à cette clause qui lèze la réputation de l'Etat & qui implique contradiction; & même qu'on ne peut admettre la limitation proposée, que ce secours seroit fourni en Angleterre & non ailleurs: que si la Suède donnoit effectivement un pareil secours à l'Ennemi de l'Etat contre le contenu des Traitez que nous avons avec Elle, en vertu desquels Elle doit absolument secourir la République, Leurs HH. PP. doivent conserver le Droit qu'Elles auroient non seulement d'en demander satisfaction, mais même de prétendre justement les secours qu'Elle ne leur auroit pas donnés. Ainsi, il y a apparence que l'on pourra plus facilement faire agréer la proposition que vous avez faite ci-devant, & que Mr. d'Estrades m'a rapellée aujourd'hui; savoir, que la Suède donne au Roi de France une promesse solennelle de n'inquiéter cet Etat en aucune manière pendant cette Guerre avec l'Angleterre, encore moins de donner aucun secours à ses Ennemis; ce dont la France pourra ensuite donner une déclaration à la République dans les termes les plus forts, s'engageant à la confirmer par une garantie dans les formes; ainsi que cela s'est fait par rapport au Roi de Dannemark. Je profiterai de la première occasion pour pénétrer les sentimens des principaux Membres de Hollande

ande & des Députez des Provinces, pour vous en donner avis d'une maniere plus précise.

Tous les Ressorts qu'on met en usage pour élever la défiance entre le Roi & nous ne nous font point du tout; nous sommes assurés qu'on ne cessera d'y avoir recours; mais nous sommes surpris qu'ils fassent si aisément impression. Quelques demandes que l'on a faites ici de tems en tems de la part du Roi d'Espagne, n'ont donné occasion de me plaindre souvent à Mr. l'Ambassadeur *Gamarra*, des Négociations publiques que les Espagnols ont avec les Ennemis de l'Etat & dont les suites ne pouvoient qu'être très préjudiciables à Leurs HH. PP. Ce Ministre m'a répondu qu'ils ne prenoient avec l'Angleterre d'autres engagements que ceux d'une Ligue défensive, & qu'ils n'avoient garde d'en prendre aucuns qui fussent offensifs, soit directement ou indirectement, contre Leurs HH. PP.; je lui ai répliqué, que Leurs HH. PP. ne pouvoient s'en formaliser si cela étoit ainsi, puis qu'Elles avoient plus d'une fois fait entendre que les Alliances défensives faites avec tels Rois ou Etats que ce fussent, ne pouvoient donner ombrage à ceux qui pouvoient se trouver en mesintelligence avec ces Rois ou Etats. Je ne suis pas assez familier avec les Ministres Espagnols, & je n'ai pas assez de crédit sur leur esprit pour m'ingérer de leur donner des avis sur leurs propres intérêts.

On publie ici d'un autre côté, que le Roi de France enverra encore en Portugal au Printems prochain, ou toute sa Flotte, ou

la plus grande partie : je n'en crois rien , parce que cela est directement contraire à la confiance qui est entre nous , & que dans ce cas-là la Rupture de la France avec l'Angleterre nous seroit plus préjudiciable qu'avantageuse, puis qu'Elle a été cause que les Anglois ont fait des efforts qu'ils n'auroient pas faits , & qu'ils ont mis en Mer vingt Vaisseaux plus qu'ils n'en auroient équipé sans cette Rupture , en sorte que l'éloignement de la Flotte de France laisse les forces de l'Etat exposées à un Ennemi bien plus fort qu'il ne l'auroit été si nous n'avions eu le bonheur d'être Alliez de Sa Majesté. Quoi qu'il en soit, il est à propos que vous vous informiez de la vérité , & que vous détruissiez ces bruits mal fondez par les avis que vous donnerez à l'Etat de leur fausseté , afin de détruire ainsi toutes les mauvaises impressions.

Le Roi de *Dannemark* a grand besoin d'argent , sur tout quelques Provinces n'ayant pas encore payé leurs Subsidés de l'année dernière. Leurs N. & G. P. ont résolu de lui payer par anticipation le premier terme de l'année prochaine, ainsi que vous verrez par leur Résolution ci-jointe ; mais il sera impossible d'engager les autre Provinces à en faire autant ; on aura même de la peine à les disposer à payer les arrerages ; ainsi voyez si vous ne pouriez pas engager le Roi & ses Ministres à payer à Leurs HH. PP. ou au Roi de *Dannemark* sur leur compte comme l'année passée une somme de trois cens mille livres en deduction de ce que Leurs HH. PP. ont encore à prétendre de la France. Je suis, &c.

P. S.



P. S. Outre les Informations que Leurs HH. PP. vous ont déjà envoyées touchant le Vaisseau le Faucon, & qui vous ont convaincu sans doute de la justice de cette affaire, il est à remarquer encore, que celui qui a fait la Prise n'est pas un François, mais un sujet & habitant de la République, que le Vaisseau que montoit celui qui a fait la prise, n'étoit pas un Vaisseau François, mais un Anglois pris par les sujets de l'Etat sur l'Ennemi, & qui, suivant l'usage, ayant été proclamé, a été vendu publiquement à Fleffingen & est passé en propriété du prétendu Armateur François, ou de son fretteur, huit jours seulement, *quod notandum*, après que le Faucon eût mis en Mer; ainsi qu'il est évident par l'Acte original de vente que nous avons fait voir ici à Mr. d'Estrades; en sorte qu'il seroit fâcheux, selon moi, que l'on nous ôtât ici la connoissance de cette affaire pour la porter en France, ce qui me paroît contre toute raison. Je vous prie de représenter tout cela à Sa Majesté & à ses Ministres, & de leur faire voir quelle injustice il y auroit dans une telle conduite.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Paris le 11. Février 1667.

MONSIEUR,

J'ai reçu en son tems votre Lettre du 3.

B 4

de

de ce mois, j'ai eu l'honneur de vous écrire le 4.

Il est certain, ainsi que j'en suis bien informé, que le debit libre des Draps de Hollande dans le Royaume nonobstant les gros droits d'entrée qu'ils payent, ne laisse aucune esperance aux Drapiers François de se defaire de leurs Draps aussi avantageusement qu'ils l'avoient espéré : ainsi ils ne manqueront point de faire leur possible pour ôter aux nôtres, directement, ou indirectement, la liberté dont ils jouissent à présent; & comme le passé leur a fait connoître avec quelle vigueur nous les avons barrez jusqu'à présent, je ne puis prévoir quelles mesures ils pourroient prendre pour l'avenir. La défense de toutes les marchandises de France qu'on a faite en Angleterre, a obligé ceux-ci à être plus circonspects, & je crois qu'on pourroit prévenir les injustices que l'on pourroit avoir envie de nous faire, en entretenant seulement les impressions que j'ai eu soin de donner ici de la facilité avec laquelle nous prendrons le parti de la rétorsion au cas qu'on nous y contraigne.


J'ai bien pensé, par rapport au Projet pour lever de l'argent dont je vous ai parlé dans une de mes précédentes, à l'avantage plus considérable qu'on pourroit retirer d'une réduction telle que celle dont vous me parlez, & j'ai fait cette objection à l'Auteur du Projet: il croit qu'on pourroit être maître de fixer l'âge de ceux que l'on voudroit admettre, outre qu'on pourroit stipuler que lors qu'il n'en resteroit que quatre ou cinq, tous les autres  
étant

étant morts, on amortiroit une partie des Intérêts, laissant le reste au dernier vivant, en sorte que par ce moyen & d'autres semblables, on pourroit plus profiter sur l'argent levé de cette maniere que par une réduction à trois pour cent. Mais je crains qu'on ne trouve pas beaucoup de gens qui voulussent prêter leur argent sur ce pied-là, & une réduction sur toute la somme empruntée pourroit être plus avantageuse ; mais aussi une réduction à trois pour cent est-elle peut-être plus à souhaiter que praticable ; cependant, s'il y avoit quelque apparence, on pourroit réserver ce moyen pour s'en servir après la réduction ; car alors il s'en trouveroit plusieurs qui ne pouvant se tirer d'affaire avec un intérêt si mince, donneroient facilement dans une proposition d'où ils espéreroient plus d'avantage. J'attendrai les considérations de Mrs. les Conseillers Députés ; & s'il le faut je parlerai de nouveau à l'Auteur.

Chacun dit, & même quelques Personnes distinguées de la Cour, qu'aussi-tôt que la Guerre d'Angleterre sera finie, le Roi de France en commencera une autre contre l'Espagne ; d'autres sont d'avis que Sa Majesté T. C. ne fera point la Guerre à l'Espagne du vivant du Roi Catholique, sur tout si la Paix se fait avec le Portugal. Pour moi je crois qu'on mettra d'abord sur le tapis les prétentions sur le Haynaut & sur le Brabant : mais qu'on n'en viendra pas à la Guerre, si l'Espagne, pour sauver le reste, cède à la France un coin des Pais-Bas qui est à sa bien-séance, & que Leurs HH. PP. consentiront à une Ligue

défensive & à une Garantie ; car on m'assure ici que l'on est toujours dans les mêmes sentimens dont je vous ai écrit ci-devant. Dieu veuille que tout aille ainsi, nous y gagnerions deux choses également importantes selon moi ; savoir, la conservation de l'amitié de la France, & l'éloignement de son voisinage : Leurs HH. PP. pourront devenir Médiateurs, & avec quelques Résolutions vigoureuses Elles pourront beaucoup contribuer à faire réussir les choses, sans y engager aucun de leurs véritables intérêts.

Mr. de *Sanvetat*, Frere de Madame de *Flanacourt* lui a écrit, que Mr. d'*Estrades* pourroit bien se résoudre à résigner sa Charge de Colonel ; ainsi, quoi qu'il ait déjà servi quarante ans, il se verroit par-là déchu de toute esperance d'avancement. Mr. le Maréchal d'*Albret*, & plusieurs Personnes de distinction m'ont prié ci-devant de m'intéresser & d'intéresser mes Amis, & vous en particulier, pour ce Mr. de *Sanvetat*. On m'a réitéré les mêmes prieres dans cette occasion, ce qui m'oblige de vous importuner & de vous recommander instamment l'avancement de Mr. de *Sanvetat*, s'il est possible ; ou de faire en sorte qu'on lui permette de résigner sa Compagnie. Mr. d'*Estrades*, quittant le Regiment, n'aura aparemment plus de raison de s'y opposer. Je suis, &c.



A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 17. Février 1667.*

M O N S I E U R ,

J'ai reçu avec plaisir votre Lettre du 11. du courant, d'autant plus qu'elle m'apprend, que les affaires des Pais-Bas commencent à prendre, où vous êtes, un certain biais, qui fait espérer qu'elles pourroient se terminer sans qu'on en vint aux voyes de fait.

La nouvelle Proposition pour lever de l'argent n'est point du tout goûtée ici, pour les raisons que je vous ai en partie alleguées dans ma Lettre du 3.; ainsi, je ne vois aucune apparence à la faire passer, pas même avec les changemens proposez; ainsi je crois que vous ferez bien de ne donner aucune esperance à l'Auteur, & de le remercier.

On est actuellement fort occupé à presser l'armement extraordinaire auquel on travaille ici, & même celui du Roi de Dannemark, en lui payant d'avance le premier terme des Subsidies qui lui sont promis, afin que tout soit prêt à tems; & comme quelques-unes des autres Provinces ne se pressent pas beaucoup à fournir leur Contingent de ce qui a été accordé pour les dépenses de la marine, Leurs N. & G. P. employent tous les moyens imaginables pour engager ces Provinces à acquiescer à quoi Elles ont manqué. Je n'ai rien

36      *Lettres & Négociations entre*  
autre chose à vous marquer, sinon, que je  
suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 18. Février 1667.*

MONSIEUR,

J'ai eu l'honneur de vous écrire ma dernière le 11. du courant; j'ai reçu en son tems la votre du 10.

Je prends la liberté de vous charger de l'incluse pour Mr. le Greffier, parce que je m'y suis servi de votre chiffre que je crois plus sûr que celui du Greffe: ainsi il sera nécessaire que vous la fassiez déchiffrer.

Il est fort probable que l'intention du Roi d'Angleterre n'est point de terminer ici les affaires par le Canal \* du Comte de *S. Albans*, & que c'est pour cette raison qu'on a obmis le Dannemark dans son pouvoir; & de plus, ce n'est pas un Homme capable de négocier une affaire de cette importance; outre cela, je sai de bonne part qu'il n'y a personne dans sa maison capable de l'assister. Il y a aparence qu'on ne lui a fait faire la Proposition qu'il a faite que pour semer la discorde,

\* Il faut voir sur l'arrivée & les Propositions de ce Comte dans les Lettres d'*Estrades* Tome IV. la Lettre de Mr. de *Lionne* du 18. Février 1667.

corde, ou on a en vûë de terminer ailleurs ce qu'il aura préparé ici; peut-être aussi que le Roi d'Angleterre, que je crois dans la nécessité de faire la Paix, voyant tout disposé à une conclusion, pourroit bien passer sur la formalité d'une Place neutre, afin de gagner du tems. Si tout le Different se réduit aux Caribes, dont les François se sont rendus maîtres, je suis sûr que cela ne nous arrêtera point, pourvu que les Anglois veuillent leur céder la moitié de l'Isle de S. Christofle qu'ils possédoient; ce à quoi ils devroient d'autant plus aisément consentir, que depuis la Conquête qui en a été faite, plusieurs Anglois ont vendu leurs Habitations à des François: néanmoins j'allegue avec toute la circonspection nécessaire le fardeau & les dépenses de cette Guerre, sur tout des Subsidés du Danemark; la gloire, qui revient au Roi de persister constamment à faire voir qu'il n'a entrepris cette Guerre dans d'autre vûë que de secourir ses Alliez, & les avantages que ce grand motif bien démontré peut lui procurer, & auprès de ses Alliez & auprès des Anglois même. De cette maniere j'insinuë ici insensiblement, que Sa Majesté ne doit pas rompre le Traité pour cette bagatelle, ni même en retarder trop long tems la conclusion: j'ai lieu de croire qu'on écoute mes raisons: j'appuye aussi sur le payement des Subsidés; enfin, je n'oublie rien de tout ce qui peut frayer le chemin à la Paix. Quoi qu'il en soit, il faut que Leurs HH. PP. témoignent être résolûs à faire obtenir à Sa Majesté ce qu'Elle demande, & qu'Elles n'en désistent

point, que lors qu'il paroîtra que les Anglois seront absolument intraitables ; car il est très-important que cette affaire se termine à la satisfaction de la France : je suis certain qu'on fera ici raisonnable & équitable, & qu'on ne voudra pas continuer la Guerre pour cette seule moitié de l'Isle S. Christophe.

Il me semble, qu'en faisant le Traité avec les Anglois nous devons observer premièrement, de spécifier *nominatim* les Pais & Places qui seront cedées de part & d'autre par ce Traité, en ajoutant que de part & d'autre on se cede mutuellement ce qui sera conquis hors de l'Europe de ce côté-ci du Cap de Bonne-Esperance, d'ici en . . . . mois, au bout duquel tems la Paix aura lieu dans ces endroits-là, & au de-là du Cap d'ici en . . . mois, au bout duquel tems la Guerre cessera dans ces quartiers-là, quand même ces Places se trouveroient exprimées dans le Traité comme cedées ; autrement il faut stipuler que toutes les Places conquises après la Ratification du Traité seront restituées.

Secondement, en renouvelant le Traité de 1662., il faut faire attention à l'article 15. qui dit qu'on terminera les Differens qui restoient entre les deux Nations ; cet article doit être biffé, puis qu'on doit entendre que les prétentions de part & d'autre, & les dommages causez mutuellement avant & pendant cette Guerre restent compensés & amortis.

Troisièmement, il faut expliquer l'article 14., pour éviter à l'avenir les querelles pareilles à celles que l'on a faites à Leurs HH. PP. sur la Commission donnée à Mr. de  
Ray.



*Ruyter*, de recouvrer les Places enlevées à Leurs HH. PP. sur les Côtes de Guinée, & dire que ce dont on est convenu dans cet article, qu'après les plaintes faites, on attendra quelque tems qu'on donne satisfaction, n'empêche pas celui qui est lésé, & qui a été chassé par surprise ou par force ouverte, de quelques Forts ou Terres, ou qui s'y trouve opprimé, d'employer, pendant ce tems-là, la force pour chasser celui qui s'est rendu maître du Pais par force, ou par surprise.

Quatrièmement, il faut stipuler par le Traité, qu'on rendra les Prisonniers sans rançon en payant ou ne payant pas leur nourriture; fixer le tems auquel les Hostilitez cesseront suivant la situation des lieux; enfin le tems de l'échange des Ratifications, &c.

Il faut aussi considérer, si après la conclusion du Traité il ne seroit pas à propos de convenir d'une Garantie du même Traité entre la France, le Dannemark & Leurs HH. PP., ce qui seroit proprement une Ligue défensive de ces trois Etats contre l'Angleterre.

S'il ne faudroit pas aussi prendre garde en faisant ce Traité de Paix, que l'on ne renouvelât point celui entre le Dannemark & l'Angleterre, au moins sans en ôter ce qui est contraire aux Traitez qui sont entre le Dannemark & Leurs HH. PP., tel qu'est la Promesse générale de s'assister mutuellement contre les Ennemis de l'un ou de l'autre.

Enfin, on pourroit tellement presser la conclusion du Traité de Garantie avec cette Couronne & le Dannemark, qu'il seroit achevé avant l'échange des Ratifications, afin d'évi-

ter d'y admettre les Anglois qui pouroient le demander en vertu de l'Article 13. du Traité de 1662.

Je ne vois aucune aparence d'obtenir ici à la sollicitation de Leurs HH. PP. aucune satisfaction sur le reste des Subsidés, & toutes mes remontrances à ce sujet sont toujours éludées par des réponses en termes généraux. Je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 24. Février 1667.*

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 17. j'ai reçu vos Dépêches du 18. de ce mois; & j'ai rendu à Mr. le Greffier celle qui étoit pour lui après l'avoir fait déchiffrer: il nous paroît ainsi qu'à vous, par toutes les circonstances qui accompagnent la Négociation du Comte de *S. Albans*, qu'il ne paroît pas que les intentions soient fort droites de ce côté-là. Les nouvelles que nous avons reçues d'Angleterre nous confirment dans la même pensée: elles nous apprennent que le Roi de la Grande Bretagne a nommé la Haye pour y tenir le Congrès, ainsi que vous l'aurez déjà appris sans doute avant de recevoir celle-ci. Mr. *Appelboom* nous en a donné samedi dernier le premier avis tel que je vous l'envoie ci-joint; mais

mais depuis, nous avons reçu hier la réponse \* de ce Prince à notre dernière Lettre & sur le même sujet, en voici aussi une Copie.

Aussi-tôt que l'on en eût le premier avis, les Etats de Hollande & de West-Frise nommerent des Commissaires pour examiner cette affaire, & ils convinrent unanimement, que le Roi d'Angleterre, en nommant la Haye, n'avoit eu d'autre but que de semer la discorde parmi nous, par le moyen des Ministres Anglois au nombre desquels *Downingb* ne manqueroit pas de se trouver, & qui ne manqueroit pas de tout tenter pour débaucher les Membres foibles, qui n'ont pas une entière connoissance des choses, & les mettre dans leurs intérêts : afin par ce moyen de brouiller les Provinces entr'elles, & ensuite la Republique avec ses Alliez ; que par conséquent il falloit rejeter cet offre de la manière la plus honnête. Aussi-tôt que Leurs HH. PP. eurent reçu cette Lettre, ils en donnerent avis aux Ministres de France & de Danemark, qui déclarerent que pour leur particulier ils jugeoient de cette nomination de la même manière que les Commissaires, & ainsi que je viens de vous le rapporter. Lors qu'on eût fait raport à l'Assemblée de Leurs N. & G. P. du sentiment de leurs Commissaires, Elles l'ont approuvé unanimement, & ont donné leur agrément à un Projet de † réponse à la Lettre du Roi d'Angleterre, dont je vous.

\* Lettres d'*Esteadis*, &c Tome IV. où cette Lettre se trouve après un Mémoire du 31. Janvier 1667.

† *Ibidem*. Après une Lettre du Comte du 24. Février 1667.

vous envoye aussi la Copie. Vous pouvez bien vous imaginer que cette affaire n'ira pas si vite dans quelques Provinces; & en effet, nous avons eu beaucoup de peine & essuyé bien des contradictions de la part des Commissaires de Leurs HH. PP., avant de les engager, à la pluralité des voix, à proposer comme leur avis à Leurs HH. PP. la susdite Lettre. Mais nous n'avons pû faire † passer dans l'Assemblée qu'elle seroit envoyée sur le champ en Angleterre, après qu'elle auroit été arrêtée & avec l'agrément des Ministres des Alliez qui sont ici; les autres Provinces se sont chargées *ad referendum*, du raport des Commissaires & du Projet de Lettre, alleguant qu'ils ne pouvoient concourir à prendre une résolution sur une affaire de cette importance, & d'où dépendoit le commencement des Négociations qui pouroient par-là être encore long tems différées, sans savoir les intentions de leurs Committens: ainsi il faut que nous attendions les Ordres des Provinces respectives. Dieu veuille qu'ils soient tels qu'ils ne donnent lieu à aucune discorde; c'est-là, selon moi, un grand trait de politique des Anglois, & nous ne pourons parer ce coup qu'avec bien de la dextérité. Je me flate que le Roi & ses Ministres approuveront le Projet de cette Lettre, & que nous aurons mieux rencontré le sentiment de nos Alliez du dehors, que de ceux du dedans. Si la fermeté qui s'est trouvée dans cette occasion

† *Ibidem*. Lettre du Comte du 3. Mars 1667.

sion dans la Province de Hollande continuë de la maniere que les choses sont à présent, il y a lieu d'espérer une bonne issuë.

On a remis entre les mains des Commissaires de Leurs N. & G. P. vos considerations sur les conditions du Traité à faire, contenuës dans votre derniere Lettre; mais l'affaire précédente nous a donné tant d'occupation qu'on n'a pû encore délibérer sur celle-ci.

Nous ne manquerons point de faire tous nos efforts, & de témoigner toute la fermeté possible, lors qu'il s'agira de faire ceder aux François les Isles dont ils se sont emparées sur les Anglois : c'est un article que nous considerons comme un des intérêts de l'Etat pour plusieurs raisons; sur tout, parce qu'après la fin de la Guerre ce sera toujours pour les Anglois une preuve sensible qu'ils n'auront pas beaucoup gagné à cette Guerre, & que par conséquent ils ne doivent pas nous chercher querelle si aisément; au lieu que si en conservant tout ce qu'ils ont conquis on leur rendoit encore quelques-unes des Places qu'on leur a enlevées, cela pourroit les mettre en goût de recommencer la Guerre une autre fois.

Quoi qu'il en soit, si tout dépendoit de cet Article, je ne crois pas que la France pût s'y aheurter opiniâtement avec quelque raison, & sans s'exposer à être blâmée de tout le monde; comme on vous a insinué avec raison que cela ne paroît pas à craindre : quoi que ce soupçon fût en lui-même très-agréable, j'ai jugé à propos de n'en rien communiquer

niquer à Leurs HH. PP., de peur que venant à être imprudemment divulgué, le Roi de France & la Republique ne se vissent déçus de leurs esperances. Comme le tems me manque, je suis obligé de finir en vous priant de me croire, &c.

A Mr. C. Van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 25. Février 1667.*

MONSIEUR,

Celle-ci est simplement pour vous donner avis, qu'aujourd'hui les Etats de Hollande & de West-Frise s'étant rendus en Corps à l'Assemblée de Leurs HH. PP., les ont engagez avec beaucoup de peine à approuver la Lettre au Roi de la Grande Bretagne dont je vous ai envoyé hier Copie, & que sur le champ on l'a fait partir pour l'Angleterre; il n'y a que les Députez de Zeelande & de Frise qui ont fait écrire sur les Regîtres qu'ils n'y avoient pas consenti, comme n'ayant point d'ordre; ce que vous apprendrez plus au long des Dépêches publiques. Je suis, &c.

P. S. Leurs N. & G. P. ont été obligez de déclarer \* en Corps à la Généralité, qu'Elles ne souffriroient pas qu'aucun Ministre

\* Voyez Lettres d'Estrades Tome IV. le commencement de la Lettre du Comte du 3. Mars 1667.

nistre de l'Ennemi vint dans les Terres de leurs dépendances, & que les autres Provinces n'ont aucun droit de délibérer sur cet Article qui les regarde, & qu'on ne peut sur cela prendre aucune conclusion contraire à leur volonté.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 25. Février 1667.*

MONSIEUR,

Mes dernières Dépêches étoient du 18. du courant, j'ai reçu en son tems votre Lettre du 17.

L'opinion qu'il n'y aura point de Guerre cette année entre la France & l'Espagne commence à prendre le dessus, & il est arrivé depuis quelques jours plusieurs choses qui me le font croire aussi.

J'ai fait entendre à l'Auteur du Projet pour emprunter de l'argent d'une certaine manière, qu'il n'y avoit aucune aparence que l'Etat voulût s'en servir; ainsi que vous m'avez chargé de le faire.

Je crois, qu'une des raisons que l'on a ici de ne pas approuver le choix de la Haye pour le lieu des Conférences, est, que l'on craint que les Ambassadeurs d'Angleterre ne trouvent le moyen d'empêcher qu'on n'appuie de notre côté les instances que la France fera  
pour

pour conserver l'Isle de S. Christofle ; je crois que c'est un Article qu'on n'aura point de peine à obtenir ; Car la Paix est trop nécessaire à l'Angleterre pour qu'Elle voulût la différer pour cela. Je suis , &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN , Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 3. Mars 1667.*

MONSIEUR ,

Je vous ai écrit le 24. du passé ; j'ai reçu en son tems la votre du 25. , j'y ai trouvé ce à quoi je m'attendois bien , que la Cour où vous êtes n'avoit pas approuvé le choix que Sa Majesté Britannique avoit fait de la Haye pour y tenir les Conférences ; & j'espère que Sa Majesté T. C. conviendra avec Leurs HH. PP. que nous avons évité le piège , & qu'il n'y a aucun inconvenient que la Paix se traite dans quelque Place de la Généralité , & qu'avant la reception de celle-ci on s'en fera expliqué de cette maniere avec les Ministres Médiateurs. Mr. d'*Estrades* a delivré hier à Leurs HH. PP. une Lettre \* du Roi son Maître , dans laquelle ce Prince leur fait part des sujets de crainte que lui donne la Proposition

\* Elle est dans les Lettres d'*Estrades* Tome IV. après une Lettre de Mr. de *Lionne* du 25. Février 1667. , & dans une seconde Lettre du Comte du 3. Mars , on trouve ce qui se passa lors qu'elle fut lûe dans l'Assemblée.



sition de traiter ici à la Haye, & il leur offre même, pour prévenir tous les inconveniens, d'envoyer ses Ambassadeurs à Douvres traiter dans les Terres mêmes du Roi d'Angleterre. Je ne doute pas que Sa Majesté n'en ait de même donné avis aux Médiateurs ; il est indifférent à Leurs HH. PP. lequel des deux Partis choisisse le Roi d'Angleterre, celui que le Roi de France lui propose, ou celui qu'Elles lui ont proposé ; ce qu'elles ont déclaré à Sa Majesté Britannique dans les termes les plus forts par leur dernière Lettre.

Je suis d'avis qu'une Suspension d'armes ne peut être que très-préjudiciable à Leurs HH. PP. & à leurs Alliez ; vu les apparences favorables qu'il y a d'emporter quelque avantage considérable, sous la bénédiction de Dieu, avec nos Flottes combinées, si les Anglois refusent la Paix ; ce qui pourroit, plus que toute autre chose, disposer le Monarque Anglois à penser à traiter au principal, ce qui pourroit traîner encore long tems à la faveur d'une Suspension d'armes sujette à une foule d'incidens.

— D'un autre côté, l'humeur de notre Nation, & la constitution de notre Regence sont telles, que pour peu que nous nous endormions, on a plus de peine à nous éveiller & à nous remettre en mouvement. Outre cela, combien de richesses ne hazarderoit-on pas en Mer à la faveur de la Suspension d'armes, combien ne feroit-on pas venir de Marchandises des Pais étrangers ? tout cela se trouveroit exposé à être enlevé dès qu'on reprendroit les armes ; on ne voudroit pas faire  
une

une perte si confiderable , & la crainte du danger pourroit être cause qu'on accorderoit alors plus que ne pourroit le permettre l'honneur & le bien de l'Etat.

Joint à cela, que Leurs HH. PP. & leurs Alliez font difpofez à traiter de la Paix fur le même pied que l'on pourroit convenir d'une Suspension d'armes , c'est à dire , à condition que chacun reftera poffeffeur de ce qu'il poffede actuellement ; & pour peu que le Roi d'Angleterre voulût s'y prêter de fon côté , on pourra conclure la Paix auffi-tôt qu'une Suspension d'armes ; s'il a quelqu'autre but plus avantageux pour lui, Leurs HH. PP. & leurs Alliez ne doivent pas l'aider par une Suspension d'armes à y parvenir.

Les Regens les plus éclairés & les mieux intentionnez non feulement font de ce fentiment , mais même ils jugent qu'il ne faut pas le divulguer , afin de laiffer le Roi d'Angleterre dans l'opinion où il eft , & dans laquelle il eft entretenu par la préfomption naturelle à fa Nation , qu'il pourra , quand il voudra obtenir cette Suspension d'armes , car , alors cette opinion fera cause que les Anglois fe prefferont moins à travailler à leur armement.

Je crois qu'on ne devroit plus différer à convenir enfemble fur la maniere de faire la jonction des Flottes , & en même tems fur le falut du Pavillon. Je vous prie de faire revivre cette affaire , & de la terminer le plutôt que vous pourrez , & le plus avantageusement qu'il fera poffible.

Nous fommes fur le point de confentir  
dans

dans l'Assemblée de Leurs N. & G. P. à une Contribution extraordinaire de sept millions. Tous les Membres sont autorisez pour cette Proposition, à l'exception de quelques-uns, qu'il faudra engager à consentir à l'Impôt sur les Cheminées; ainsi j'espère, avec le secours d'en-haut, que lors que nous ferons la Paix nous aurons nos Armes & nos Finances dans un meilleur état qu'elles n'auront été pendant tout le Cours de cette Guerre contre l'Angleterre; Dieu veuille y répandre sa bénédiction; je vous recomande à sa sainte garde, & je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 3. Mars 1667.*

MONSIEUR,

J'ai eu l'honneur de vous écrire le 25. du passé, & j'ai reçu par la Poste votre Lettre du 24., & par un Courier exprès celle du 25.

Je suis fort heureux de ce que l'on n'a pas voulu se rendre ici à ce que j'ai proposé au Roi & à ses Ministres avec autant de bonne intention que de circonspection, pour les détourner de rejeter absolument le choix de la Haye, avant d'avoir été informé des Résolutions de Leurs HH. PP.; puis que la fermeté que l'on a témoignée ici sur ce sujet ne servira pas peu à faire approuver aux autres

Provinces celle avec laquelle Leurs N. & G. P. se sont conduites, & qui est si conforme aux sentimens du Roi, aux résolutions duquel elle donne d'un autre côté plus de force, à proportion de la résistance que l'on a faite aux considérations que j'ai alleguées pour m'y opposer.

Je trouve qu'on témoigne ici à présent tant de chaleur pour la Paix, que je crains fort, que pour en hâter la conclusion, on pressera \* plus Leurs HH. PP. de céder. Pour le moins qu'on n'insistera sur S. Christophe, pour peu qu'on voye que ce dernier article puisse reculer la Paix. La raison de ceci qui paroît vrai-semblable à d'autres comme à moi, est qu'on tâche de gagner du tems pour l'employer contre l'Espagne.

Il n'y a point d'apparence ici qu'on y puisse rien négocier touchant la Paix; néanmoins on ne seroit pas content † si Leurs HH. PP. refusoient ou différoient de m'envoyer les Instructions & le Pouvoir nécessaires. J'espère qu'il n'y aura aucun Regent qui ait envie de me proposer pour aucune Négociation autre que celle qui pourroit avoir lieu ici; mais comme il y a de mes Amis qui s'imaginent le contraire, je dois vous avertir qu'il est plus nécessaire à présent que jamais, qu'il y ait ici quelqu'un qui puisse tous les jours être à la Cour,

\* Voyez sur cela dans les Lettres d'Estrades Tome IV. la seconde partie d'une Lettre de Mr. de Lionne du 4. Mars 1667.

† Voyez sur cela dans les Lettres d'Estrades Tome IV. la fin d'une Lettre de Mr. de Lionne du 4. Mars 1667.

*Mrs. J. de Witt & C. van Beukingen.* 51

Cour, & que pour peu que cette Cour reste sans un Ministre de la part de Leurs HH. PP. Leurs intérêts courent risque d'y être exposez à un préjudice considérable: Car Mr. *Boreel* ne peut sortir de Paris, & il y a aparence que la Cour n'y viendra point de tout le Printems & de tout l'Eté. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 4. Mars 1667.*

MONSIEUR,

Je vous ai écrit hier par un Exprès & j'espère que vous aurez bien reçu ma Lettre. Je n'ai autre chose à vous mander aujourd'hui si non, que Mr. *de Lionne* m'a dit, de la part du Roi, qu'on savoit que Mr. *Don Estevan de Gamarra* prétendoit, à l'arrivée de l'Ambassadeur de Suède, le disputer à l'Ambassadeur de France pour le rang de son Carrosse; ajoutant qu'on disoit que le bruit couroit à la Haye, que Leurs HH. PP. devroient se mêler de cette dispute, en priant les deux Ambassadeurs de ne pas envoyer Leurs Carrosses; ce Seigneur me dit qu'il écrivoit \* sur cela à Mr. *d'Estrades*, par ordre du Roi,

C 2

qu'il

\* Voyez Lettres d'*Estrades* Tome IV, dans la Lettre de Mr. de *Lionne* du 4. Mars 1667.

qu'il ait à représenter, que le Roi seroit offensé qu'on lui fît une telle prière : & il m'a prié de vous informer de la même chose ; car puisque depuis le démêlé entre les Carrosses de Messieurs d'*Estrades* & *Batteville*, les Espagnols ont déclaré par écrit qu'ils ne disputeroient plus le rang à la France ; on prétend ici qu'on ne doit donner aucune atteinte à ce droit de la Couronne, jusques-là même qu'on ne doit pas donner occasion à un Ministre d'Espagne, en le priant de ne pas envoyer son Carrosse, de dire qu'il s'est absenté moins parce qu'il y est obligé par la cession du Roi d'Espagne, que pour déférer à la prière qu'on lui a faite.

Je suis persuadé qu'on fera ce que le Roi souhaite en cette occasion, & que Mr. de *Gama* se donnera bien de garde de toucher à cette corde, je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

A la Haye le 10. Mars 1667.

MONSIEUR,

La dernière qui j'ai eu l'honneur de vous écrire étoit du 3. de ce mois, j'ai reçu la votre de même date, & le lendemain celle du 4. Les fortes raisons que vous avez aléguées au Comte de *St. Albans* pour refuser la restitution de l'Isle de Pouléron, ont beaucoup plu à Leurs HH. PP., qui ont été d'avis unanimement

mement de vous écrire d'appuyer à l'avenir de la même manière leurs bonnes intentions à cet égard.

J'ai été fort étonné que Mr. d'Estrades ait tâché, par ordre exprès de sa Cour, de me persuader \* que nous devions restituer cette Isle, jusqu'à offrir même que Sa Majesté fera paroître la même facilité pour la restitution de St. Christoffe. Je lui ai répondu avec la fermeté que mérite une ouverture aussi prématurée & aussi indigne, lui faisant voir qu'en agir ainsi avec l'Angleterre étoit *traiter en vaincus*, contre ce qui est exprimé dans la déclaration contenue dans le Billet de Mr. de Ruigny, où il est dit, que le Roi ne croyoit pas être réduit avec ses Alliez au point de souffrir qu'on leur fît la loi, & qu'on les traitât *en vaincus*.

Que je n'oserois penser à conseiller à la France de restituer St. Christoffe, si pendant cette Guerre, ou depuis l'Alliance faite entre la France & Leurs HH. PP., les Anglois avoient pris sur les François quelques Terres ou Places qu'ils voulussent garder, sur tout particulièrement si la France avoit fû que la prise d'une telle Place, ou d'un tel Pais étoit une rupture & une déclaration de Guerre de la part de l'Angleterre contre la France; comme on suppose dans le cas dont il s'agit, que les Anglois garderont les nouveaux Pais-Bas, Cabo Corps, &c. qui ont été enlevez par sur-

C 3

prise

\* Voyez, sur ce qui fut dit à cette occasion, les Lettres d'Estrades Tome IV. la Lettre du Comte à Mr. de Lionne datée du 10. Mars 1667.

Prise à Leurs HH. PP. sans qu'on leur ait fait auparavant aucune demande, ou formé aucune prétension de propriété, au lieu que Leurs HH. PP. ont offert la restitution de Pouleron avant la Rupture, & que les Officiers de la Compagnie des Indes l'ait réellement remise aux Anglois. Je ne suis pas informé de ce qui s'est passé de la part des Anglois par rapport à la prise de possession, & l'on dit qu'ils en sont entrez de fait en possession: mais comme la nouvelle n'a pû nous en être apportée que depuis la rupture, nous ne nous en sommes pas exactement informez. Quant à moi, je ne vois pas que Leurs HH. PP. ayent moins de droit *ex retentione factâ post indictum bellum* sur une Isle dont les Anglois ont toujours été maîtres de prendre possession, comme vous en aurez pû voir les preuves dans les écrits dresséz sur ce sujet; que le Roi d'Angleterre n'en prétend sur les nouveaux Pais-Bas, qui, vû leur situation & la puissance de ses sujets dans le voisinage, étoient autant en son pouvoir que Pouleron en celui de Leurs HH. PP.; aussi n'a-t-on pas employé la force des armes pour conquérir les nouveaux Pais-Bas, autant que je puis m'en souvenir, & l'on n'a pas répandu une goutte de sang; on les a simplement sommés de se rendre, où qu'on feroit une irruption avec toutes les forces des sujets de la Grande Bretagne dont ils sont environnez, s'ils faisoient la moindre résistance. Outre que Leurs HH. PP. ont plus de droit sur Pouleron que le Roi d'Angleterre sur tant de vaisseaux de leurs sujets qui étoient entrez dans ses Ports

sous



sous la foi des Traitez, & que l'on n'a pas pris, mais retenus, quoi qu'ils eussent payé non seulement les droits d'entrée; mais même plusieurs d'entr'eux ceux de sortie, outre qu'ils avoient payé à ses sujets les denrées dont ils étoient chargez.

Le raisonnement qu'on nous objecte continuellement, & qui consiste à dire, mais Leurs HH. PP. veulent Elles manquer la Paix pour Pouléron? &c. me paroît insupportable; & l'on y peut répondre en demandant, est ce que l'Angleterre voudra manquer la Paix pour Pouléron? ces deux demandes se contrebalancent l'une l'autre, ou il faut qu'on présuppose que Leurs HH. PP. doivent recevoir la loi & ne peuvent obtenir ce qui est raisonnable. La condition de Leurs HH. PP. est en ceci d'autant meilleure, que l'Angleterre manquant la Paix pour cette raison, n'aura ni Pouléron, ni la Paix, & que Leurs HH. PP. ne voulant point se soumettre à d'aussi indignes conditions, & ne pouvant obtenir une Paix honorable, conserveront Pouléron, & auront, sinon la Paix, du moins leur honneur entier & Pouléron.

On vous envoie aujourd'hui le Plein-Pouvoir que l'on souhaite tant, & une réponse\* à la dernière Lettre du Roi, je me flatte qu'elle fera plaisir à Sa Majesté.

On n'a pû encore délibérer sur les articles de votre Lettre du 18. du passé, parce que

C 4

Leurs

\* Cette Lettre est dans le Tome IV. des Lettres d'Es-trades à la suite de celle du Roi de France à laquelle elle sert de réponse.

Leurs N. & G. P. se sont séparées il y a quelques jours & ne se rassembleront que mardi prochain. Il y a quelques-uns de ces articles déjà résolus par le passé & par l'usage ordinaire; je crois que le meilleur est de ne pas toucher un troisième article; mais comme il faudra quelque éclaircissement sur le premier & sur quelques-uns des autres, je presserai dans l'occasion la conclusion de cette affaire.

J'en étois ici, & je reçois une Lettre des Bourguemaîtres & Régens d'Amsterdam avec plusieurs Pièces qui prouvent que l'Isle de Pouléron a été réellement remise aux Anglois qui en ont pris possession de fait, il y a même les termes dans lesquels est conçu l'Acte de reconnaissance de ceux qui en ont pris possession au nom de la Compagnie Angloise des Indes, & quelques autres circonstances pareilles. Comme Mrs. les Bourguemaîtres me marquent qu'ils vous envoient les mêmes informations par la Poste d'aujourd'hui, je m'y raporte.

J'ai fait savoir il y a quelques jours à Mr. le Comte d'*Estrades*, que Mr. l'Ambassadeur *Garran* n'envoyeroit pas son Carrosse à la réception du Comte de *Dhona*, Ambassadeur du Roi de Suède, ainsi il n'y aura pas de contestation à craindre sur ce sujet.

Leurs N. & G. P. ont consenti samedi dernier avant-midi à la levée d'un second centième denier, d'un demi-verpondinge (Taxe sur les maisons) & d'une seconde imposition sur les cheminées, à une Négociation d'un million de florins sur le Collège de l'A-  
mirauté.

mirauté d'Amsterdam, & à la vente de quelques domaines : en sorte que ce consentement monte à environ huit millions de florins pour la seule Province de Hollande & West-Frise, ce qui fera, j'espère, un bon argument tacite pour l'avancement de la Paix. Leurs HH. PP. contribuent de leur côté de tout leur pouvoir à presser l'armement auquel on travaille dans nos Amirautez.

Mr. *Isbrandts* a fait aujourd'hui son rapport à l'Assemblée des États Généraux, & il nous a confirmé dans l'opinion que nous avions déjà, que la Suède ne s'embarqueroit pas aisément dans aucun démêlé contre l'Etat. Je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

A la Haye le 13. Mars 1667.

MONSIEUR,

Mr. *Appelboom* nous a fait part hier de l'avis ci-joint qu'il a reçu des Ambassadeurs de Suède qui sont à Londres. Je me suis entretenu aujourd'hui avec Mr. d'*Estrades* sur ce qu'il contient : je lui ai d'abord représenté les inconvéniens qui naîtroient infailliblement dans nos Provinces de la conduite des Ministres Suédois, & des suites qu'elle pourroit même avoir parmi les Membres de Hollande. Je lui ai donné à penser ensuite si le meilleur ne seroit pas, (puis que le Roi a dé-

G 5

claré

claré dans la Lettre du 26. Fevrier & ailleurs, qu'il ne s'agit plus de compétence, ou de point d'honneur, (par rapport au lieu du Congrès) de travailler aux Traitez à Londres même, si l'on ne peut fixer les Négociations à Paris; je lui ai rapporté toutes les raisons qui me paroissent appuyer ce Parti, & je lui ai fait envisager les avantages que les Alliez en retireroient infailliblement. Son Excellence m'a témoigné qu'elle étoit de mon sentiment; & elle s'est chargée, à ma sollicitation, d'informer le Roi son Maître de notre Conférence, par un Exprès que je charge de celle-ci.

Les principales raisons qui m'ont engagé à prendre ce Parti, & à lui faire cette prière, sont celles-ci. Premièrement, je trouve qu'à la vérité la Proposition du Roi d'Angleterre a été d'abord rejetée ici; premièrement par la Résolution prise dans les Etats de Hollande & de West-Frise, & ensuite par la vigueur avec laquelle Leurs N. & G. P. ont poussé la chose dans la Généralité où Elles l'ont emporté à la pluralité des voix: mais la chose ayant été portée dans les Provinces & dans les Conseils des Villes elle n'y a pas été prise de même, & dès avant la séparation de la dernière Assemblée, ceux d'Alkmaer & d'Enkhuyfen ont déclaré publiquement, que leurs Committens étoient d'un tout autre avis, & qu'ils les avoient chargés de déclarer à l'Assemblée leur mécontentement sur ce qui s'étoit passé; nous saurons à l'arrivée des autres Députés qui doivent être ici pour l'Assemblée mercredi prochain, s'il ne

ne se fera point passé quelque chose de semblable dans leurs Villes, lors que de retour de la dernière Assemblée, ils auront fait rapport de ce qui s'y est passé. Ces suites désagréables seront d'autant plus à appréhender après cette Lettre & les raisonnemens des Ministres Suèdois qu'elle contient. Outre cela les Etats de Frise ont pris une résolution solennelle, par laquelle ils déclarent qu'on devoit accepter la proposition de traiter à la Haye, & témoignent en même tems qu'ils sont très mécontents de la dénonciation que la Province de Hollande a faite à la Généralité, qu'Elle ne souffriroit dans son Territoire aucun Ministre de l'Ennemi, tant que la Guerre dureroit; c'est par opposition qu'ils ont ajouté à leur Résolution, qu'ils ne veulent pas souffrir que leurs sujets soient opprimés & accablés d'impôts pour satisfaire au bon-plaisir particulier de la Hollande, ni de contribuer plus long tems aux dépenses d'une Guerre qu'on prétend continuer sur une simple formalité: les nouvelles que nous avons de Zeelande ne nous promettent rien de meilleur de ce côté-là; quoi que plusieurs des principaux Régens de cette Province soient de notre sentiment sur le fond des choses; ils paroissent mécontents de la précipitation, disent-ils, avec laquelle la Hollande a agi en cette occasion: & comme ces commencemens éclatent dès avant que nous sachions comment on aura pris la chose en Angleterre, on peut en conclure à quoi nous devons nous attendre, lors que l'on aura vu cette

Lettre des Médiateurs Suédois dans les Provinces dont les Députez en ont pris Copie pour en faire part à leurs Committeus. S'il arrivoit que malgré toutes les oppositions & les résolutions contraires, celle qui a été prise d'abord par Leurs N. & G. P. & qu'ils ont fait passer par leur fermeté dans les Etats Généraux, demeurât sans altération; vous pouvez aisément prévoir quelles facheuses suites auroit le mécontentement que quelques Provinces ne manqueroient pas d'en concevoir, & les difficultez qu'Elles feroient de fournir leur contingent; sur tout si cela venoit de la part de celles de Zeelande & de Frise, puis que c'en seroit assez pour suspendre l'armement dans ces Provinces; de cette maniere le Roi d'Angleterre parviendrait à son but aussi aisément que si nous eussions admis ses Ministres ici, en mettant la division entre les Provinces, entre l'Etat & ses Alliez.

Si le Roi pouvoit, par quelques moyens, fixer les Négociations à Paris, nos inquiétudes s'évanouiroient du moment que le Roi de la Grande Bretagne y auroit donné son consentement; & afin de ne point préjudicier au premier Projet, il n'a été parlé qu'entre Mr. d'Estrades & moi du second où il s'agiroit de traiter à Londres, & nous n'en avons rien dit à qui que ce soit; de mon côté cela n'étoit point nécessaire, vû les résolutions réitérées de Leurs HH. PP. prises sur ce sujet, & renouvelées en dernier lieu dans leur Lettre  
du

du 8. au Roi de France; mais si la Négociation ne peut avoir lieu à Paris, il faudra absolument s'en tenir à ce dernier expédient. Pour mon particulier, il me paroît que les Alliez trouveroient quelque avantage à traiter à Londres préférablement à Douvres; puis que cela ne fait aucune différence par rapport au point d'honneur, Douvres étant dans les Etats du Roi d'Angleterre aussi-bien que Londres, sur tout le Roi de France même ayant déclaré qu'il ne s'agit plus à présent du point d'honneur dans le choix d'une Place pour le Congrès: en tout cas, tant que le Comte de *St. Albans* sera à Paris avec un Pouvoir du Roi d'Angleterre, on ne peut interpréter à basseffe que le Roi de France ait ses Ministres à Londres; & après tout on doit sur tout considérer l'avantage réel que les Alliez tireroient d'une Négociation dans Londres, où les Ministres de France, de Dannemark & de l'Etat pouroient tous les jours conférer avec le Roi, le Chancelier, les Secrétaires d'Etat, & autres Ministres, & mettre en œuvre plusieurs moyens pour faciliter les Négociations & les faire réussir au plus grand avantage & honneur des Alliez: au lieu qu'autrement nous serons exposez au malheur, que les Ministres des Alliez auront beau persuader ceux du Roi de la Grande Bretagne dans le lieu du Congrès, Messieurs *Isola* & *Molina* & autres qui ne souhaitent point la Paix, persuadez qu'ils sont que nous resterons unis avec nos Alliez, seront à portée de préoccuper l'esprit

du Roi & de ses principaux Ministres en leur faisant d'autres propositions moins avantageuses aux Alliez, & que d'habiles Ministres de trois puissans Etats pourroient contrebalancer & ruiner entièrement par leur présence.

Si le Roi de France pouvoit entrer dans ces sentimens, comme je l'espère, Sa Majesté n'aura qu'à examiner comment on pourroit conduire cette affaire à son avantage, soit en la proposant Elle-même sans façon au Roi d'Angleterre sous prétexte d'avancer chemin, soit qu'Elle trouve à propos que Leurs HH. PP. l'en prient, afin qu'on lui en ait ici toute l'obligation. Quant à moi, il me semble qu'une explication de l'offre que Sa Majesté a faite d'approuver le choix de Douvres, seroit le tour qu'on pouvoit prendre le moins sujet à une explication contraire à l'honneur & la réputation de Sa Majesté. En effet, l'offre de venir traiter dans les Etats du Roi d'Angleterre renferme un agrément tacite de la Place que ce Roi juge la plus commode dans ses Etats pourvû qu'Elle ne renfermât aucune incommodité préjudiciable à ceux qui font l'offre; ce qui, à mon avis, ne se rencontreroit pas dans le choix de Londres. Si l'on peut obtenir que les Négociations se fassent à Paris, nous triomphons de même; d'autant plus que vous avez déjà un Plein-Pouvoir pour ces Négociations. Néanmoins, sans s'arrêter au point d'honneur qui ne subsiste plus, je trouve qu'il y a plus d'avantage pour les Alliez, & sur tout pour la France, de traiter à Londres qu'à Paris. Je suis, &c.



A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Paris le 11. Mars 1667.

MONSIEUR,

J'ai eu l'honneur de vous écrire le 4. du courant, la votre du 3. m'a été renduë en son tems.

Vous aurez vû par ma précédente, que le Roi est du même avis que Leurs HH. PP. sur le choix d'une Place pour les Négociations: il seroit à souhaiter qu'on pût s'accorder aussi aisément sur le salut du Pavillon; j'ai remis cette affaire sur le tapis; mais je n'ai eu d'autre réponse sinon, que Mr. de Lionne m'a promis que nous en parlerions une autre fois, parce qu'il devoit se rendre alors auprès du Roi. Il seroit bon que j'eusse quelques Attestations que les Anglois nous ont rendu le salut du Pavillon dans la Méditerranée, ou ailleurs, comme vous me les avez fait espérer.

Je ne sai s'il reste quelqu'autre chose à régler par rapport à la jonction des Flottes; & comme c'est avec Mr. de Bellefondt qu'on a fait les dernières conventions sur ce sujet, je serois bien aise d'être instruit de ce qui s'est passé alors, afin de ne pas faire de faute.

On est ici entierement de votre avis sur la suspension d'armes que l'on propose. On diroit que l'empressement qu'on temoigne ici

&

& dans la République pour la Paix relève le courage abattu des Anglois, & je ne vois point qu'ils puissent se fonder sur autre chose pour insister si opiniâtement sur la restitution de Pouleron.

Le Comte de *St. Albans* s'est fort plaint à Mr. de *Lionne*, qu'on avoit écrit d'ici qu'il étoit chargé d'entamer & de poursuivre les Négociations, & que cela pouvoit non seulement le faire disgracier, mais même mettre sa tête en danger; en sorte qu'on a eu bien de la peine à obtenir, par le moyen de Mr. de *Ruvigny*, qu'il dépêchât l'Exprès dont je parle dans l'incluse; & comme la Reine Douairière prenoit en cela son Parti, il a falu que Mr. le Duc d'Orleans s'en mêlât pour engager cette Princesse à ne pas s'oposer au départ de ce Courier. On ne m'a point consulté sur cela, & je n'aurois certainement pu conseiller de presser tant les Anglois sur l'offre qu'on leur fait d'aller traiter à Douvres. J'admire le bonheur des Anglois dans la situation où sont leurs affaires, non seulement de pouvoir faire une Paix honorable; mais encore de se voir pressés de l'accepter. Pour moi je crois que le plus court chemin pour en venir à un Accommodement seroit, que l'on concertât les moyens de porter quelque coup aux Anglois qui les touchât au vif dès que les Flottes seront en état de mettre en Mer, & leur ôter ainsi l'opinion où ils sont, qu'ils obtiendront toujours une Paix aussi favorable, qu'on la leur offre présentement.

Ceux qui ont la confiance de l'Ambassadeur.

deur d'Espagne disent, que son Excellence a déclaré que l'Espagne ne consentira point à céder à la France aucune Place ou Terre pour l'engager à renoncer à ses prétentions. Si cela est la Guerre est certaine, autrement on auroit pû la prévenir, à ce qu'il me semble. Je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 17. Mars 1667.*

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 13., dont je joins ici une double à tout hazard, j'ai reçu la votre en date du 11.

Nous avons réglé ici avec Mr. d'Estrades tout ce qui concerne la jonction des deux Flottes \* conformément au contenu de ma Lettre du 21. Octobre dernier, excepté l'Article qui regarde le salut du Pavillon, dont j'ai eu occasion de parler dernièrement avec Mr. le Lieutenant-Amiral de Ruyter, qui m'a promis de coucher par écrit d'une manière très circonstanciée & en forme de déclaration, tout ce qui s'est passé dans les rencontres de la Flotte de l'Etat & de celle des Anglois commandée par Mr. Montaguë, & par le Vice-Amiral Lawson. J'écrirai encore  
au-

\* Cette Convention se trouve dans les Résolutions secrètes de Hollande le samedi 19. Mars 1667.

aujourd'hui à Mr. de Ruyter pour le presser de m'envoyer cet écrit, & j'espère pouvoir vous l'envoyer par la premiere Poste, afin que vous puissiez vous en servir. Je n'ai rien à ajouter au contenu de ma Lettre du 13., si ce n'est, la Résolution ci-jointe que Leurs N. & G. P. ont prise hier dans leur premiere Séance, sur la lecture de la Lettre que les Ministres Suédois ont écrite d'Angleterre. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 18. Mars 1667.*

**M** O N S I E U R ,

J'ai eu l'honneur de vous écrire le 11., j'ai reçu en son tems la votre du 10.

Les informations que j'ai reçues de Mrs. les Bourguemaîtres d'Amsterdam sont très-amples, & prouvent clairement que Pouléron a été remise aux Anglois avant la Guerre commencée. M. de Lionne m'a dit que cela ayant été raporté au Comte de S. Albans, il a répondu, si cela est vrai, & que les Hollandois ayant reconquis cette Isle pendant la Guerre, il n'y a rien à repliquer à Leurs HH. PP. Il me paroît que l'on convient ici de l'équité de nos prétentions; quoi que l'empressement que l'on a d'être hors de cette Guerre ait donné lieu à la Proposition qu'on  
vous

vous a fait faire par Mr. d'*Estrades*. Pour moi je soutiens qu'il vaudroit mieux faciliter la conservation de Pouléron en restituant S. Christofle, que de traiter sur le pied proposé; & je crois que je pourrais persuader ceci si l'on en étoit au point de traiter.

J'attends avec impatience de savoir comment on aura pris chez nous la réponse que les Anglois ont faite, par rapport au choix d'une Place pour le Congrès, réponse à laquelle je crois qu'on ne s'attendoit guère, & qui devoit servir à réunir les esprits plus que jamais; puis qu'il est évident que nos Ennemis se moquent de nous, dans l'esperance imaginaire dont ils se flatent de mettre la discorde dans l'Etat.

Les bruits qui avoient couru d'une Alliance entre la France & la Suède n'étoient pas vrais alors, comme j'en ai été informé de bonne part; mais ils le sont devenus depuis. Je tâche d'en découvrir les particularitez; mais je n'ai pu jusqu'à présent en apprendre aucune; sinon, que Mr. de *Pompe* a signé cette Alliance qu'il a envoyée ici où elle est approuvée; mais non pas encore ratifiée.

Je me recommande à vous, & je suis, &c.

P. S. On a été très-faché ici, & il m'est très-désagréable & très-préjudiciable à Leurs HH. PP., qu'on ait publié & imprimé ce que j'ai mandé de la Conference que Mr. de *Lionne* avoit eue avec le Comte de *S. Albans* dès qu'il fut arrivé. Il seroit à souhaiter qu'on pourvût à de pareilles imprudences.

A Mr. C. Van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 24. Mars 1667.*

MONSIEUR,

J'ai reçu votre Lettre du 18. du courant ; ma dernière est du 17. Votre Lettre & les Dépêches publiques qui y étoient jointes nous apprennent la manière dont il plaît au Roi d'Angleterre d'en agir, par rapport aux Négociations ; je l'avois prévu en quelque manière, c'est pourquoi je vous ai instruit par ma Lettre du 13. dont j'ai chargé l'Express de Mr. le Comte d'Estrades, de l'inquiétude où j'étois, & je vous ai proposé qu'on choisît Londres pour y tenir le Congrès, afin d'éviter tous les mouvemens qu'il causeroit ici infailliblement. Je croyois que vous auriez reçu ma Lettre avant le depart de la votre du 18. & je crains qu'après la conduite bizarre du Roi d'Angleterre, il soit difficile d'engager le Roi de France à condescendre à ce que je propose. On demeure ferme dans les Etats de Hollande, malgré les instances du Roi d'Angleterre, ainsi que vous le verrez par les Résolutions ci-jointes prises hier sur ce sujet : Mais les Députés de Zee-lande ont proposé hier dans la Généralité, l'avis dont il est fait mention dans une de ces Résolutions, & que je vous envoie ci-joint.

Il faudroit, ce me semble, terminer le plutôt qu'on pourroit le différent par rapport  
au

au salut du Pavillon , puis qu'il est fort apparent qu'il faudra contraindre l'Ennemi à faire la Paix ; il faut aussi que l'on presse l'armement en France comme nous faisons ici , & autant que je puis le prévoir nous serons en état de paroître en Mer avec encore plus de Forces que ci-devant.

Je vous envoie ci-jointes les Attestations de Mr. de Ruyter sur ce qui s'est passé en rencontrant *Montaguë & Lawson* ; on pourra avoir sur cela le témoignage de plusieurs Officiers si vous le jugez nécessaire ; j'y ai ajouté un Extrait tiré d'un Auteur François *in folio* , qui me paroît pouvoir servir à prouver, qu'on allegue fort mal dans cette occasion-ci la maxime, *le Pavillon de France ne se baisse jamais* ; puis qu'on y peut faire une exception importante de l'aveu même de cet Auteur , qu'on m'a dit être fort estimé en France.

Mr. d'Estrades m'a fait part samedi dernier de l'avis ci-joint qu'il avoit reçu de Mr. de Pomponne. Je l'ai communiqué à Leurs N. & G. P., & aux Commissaires de Leurs HH. PP. pour les affaires secretes, & les uns & les autres m'ont ordonné de vous recommander , comme je le fais ici , de représenter avec fermeté au Roi & à ses Ministres, la conduite & les menaces insupportables des Suédois, & de prier Sa Majesté d'y faire répondre avec la même vigueur dont Elle s'est servie si obligeamment & si généralement, lors que les Suédois firent les mêmes menaces, par rapport au Traité avec le Dannemark : en ce cas-là on pourra traiter ici avec succès avec le Comte de *Dhona* ; car il y a apparence que  
les

les Suèdois n'ont employé ces menaces que pour obtenir de Leurs HH. PP. plus que Mr. *Isbrandts* ne leur a voulu accorder ; mais vous pouvez être assurez que Leurs HH. PP. ne se relâcheront absolument en rien. Et les principaux Membres de Hollande ont déclaré, qu'ils aimeroient mieux être exposez à une rupture certaine avec la Suède, que de se laisser lâchement contraindre à changer rien dans des Traitez faits avec la Suède dans le tems que leurs affaires étoient sur un bon pied, & dont les Suèdois mêmes ont sollicité la Ratification pendant plus de quatre ans ; & même qu'ils ne désisteront point de la demande raisonnable qu'ils font d'un Acte de Neutralité, qui doit preceder la promesse de quelque somme d'argent & la conclusion de toute autre condition favorable.

On a proposé aujourd'hui dans les Etats Généraux la Résolution, dont j'ai parlé ci-dessus, que Leurs N. & G. P. ont prise sur l'avis proposé des Etats de Zeelande ; mais on n'y a rien résolu, parce qu'après une longue & vive Délibération, les Députez de Gueldre ont remis à demain à donner leur avis sur le dernier membre de cette Résolution, qui propose de faire une contre-déclaration sur l'annotation de ceux de Zeelande.

Je conçois assez qu'il y va du point d'honneur pour le Roi de France de consentir à présent à traiter à Londres. Néanmoins s'il se présentoit quelque occasion qui favorisât ce Parti, je crois qu'on devroit bien peser s'il n'y auroit pas de la prudence à la saisir, pour prévenir tous les mouvemens auxquels on se-

roit



*Mrs. J. de Witt & C. van Beuningen.* 71

roit exposé ici, plutôt que de laisser ainsi les choses en suspens. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De S. Germain le 22. Mars 1667.*

MONSIEUR,

Je n'ai reçu votre Lettre du 13. que le 20. au matin que Mr. de *Lionne* me l'a envoyée, aparemment que Mr. d'*Estrades* a retenu son Exprès, car il a aussi apporté des Lettres du 15.

Ce que Mr. d'*Estrades* a écrit, a donné ici une très-mauvaise opinion de la Constitution de notre Etat, opinion qui, si on ne la détruit bien-tôt, sera très-préjudiciable à Leurs HH. PP., non seulement pour sortir des affaires présentes, mais encore par rapport à d'autres. Si l'on me fournit des moyens pour cela, on peut croire que je les ferai valoir autant qu'il dépendra de moi.

Je ne puis approuver le choix de Londres pour les Négociations. Les contestations qui pourroient survenir à ce sujet entre la France & l'Angleterre ne feroient point de bien aux affaires de Leurs HH. PP. : quoi qu'il en soit, le Roi est résolu à rejeter la Haye si le Roi d'Angleterre la propose de nouveau, ainsi que vous l'apprendrez de Mr. le Comte d'*Estrades*.

Quoi

Quoi que l'on parle par avance de m'envoyer au Congrès, je crois que ce n'est pas l'intention, ou si ce l'est qu'elle changera. Dans la conjoncture présente on ne peut laisser cette Cour-ci sans un Ministre de Leurs HH. PP., & la santé de Mr. *Boreel* ne lui permet pas de la suivre. Pour moi je ne puis aller négocier en Angleterre, sans exposer le peu de crédit que j'ai ici à succomber sous les artifices de nos Ennemis; ce qui seroit très-préjudiciable pour les Provinces-Unies; il faut veiller ici sur les grands événemens. Je ne suis pas aimé en Angleterre, & mon humeur ne peut s'accommoder avec celle de cette Nation; quelque Personne qui sortira nouvellement de l'Assemblée & qui aura assisté à toutes les Délibérations, sera plus propre que moi pour cet Emploi: ainsi je vous prie de faire en sorte qu'on ne me donne pas cette Charge qui me seroit insupportable: je suis persuadé qu'il n'est pas du service de l'Etat que j'en sois chargé; en un mot, je ne pourrois me résoudre à l'accepter. Je suis de tout mon cœur, &c.

P. S. L'incluse pour Mr. le Greffier est encore écrite avec votre chiffre pour plus de sûreté.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De S. Germain le 25. Mars 1667.

MONSIEUR,

Ma dernière est du 18., & le 20. j'ai reçu par le Courier de Mr. d'*Estrades* votre Lettre du 13., le 21. j'ai reçu par la Poste votre seconde du 17. avec le double de la précédente ; je ne doute pas que vous n'ayez reçu la réponse que j'ai faite hier à l'une & à l'autre par le même Courier, avant que celle-ci vous soit rendue : néanmoins & pour plus grande sûreté j'ajoute ici un double de ce que j'ai écrit alors à la Regence, à l'adresse de Mr. le Greffier ; & pour la même raison ; permettez-moi de repeter ici le contenu de la réponse que je vous ai faite, qui est, que votre Lettre du 13. ne m'a été rendue que le 20., parce qu'aparenment M. d'*Estrades* avoit retenu son Courier encore quelques jours, puis qu'il a apporté des Lettres du 15. Que ce que Mr. d'*Estrades* a mandé des contestations qui sont dans l'Etat donne ici une très-mauvaise opinion de la Constitution de notre Etat ; opinion qui ne peut manquer d'être préjudiciable à Leurs HH. PP., non seulement par rapport aux affaires présentes, mais encore par rapport à d'autres ; en sorte qu'on doit avoir soin d'y remédier.

Que je ne puis approuver le choix de Lon-  
Tome IV. D dres

dres pour y traiter de la Paix; que les contestations qui pourroient survenir entre le Roi de France & la Republique seroient préjudiciables aux intérêts de l'Etat; & que le Roi est résolu de ne pas accepter la Haye, si le Roi d'Angleterre persiste à la proposer.

Que j'espère qu'il ne sera rien du bruit qui court, que l'on a envie de me faire passer à Londres *in eventum*; qu'on a intérêt de ne pas laisser cette Cour-ci sans un Ministre de Leurs HH. PP., & que Mr. Boreel est trop indisposé pour pouvoir la suivre; que je ne puis être employé en Angleterre, sans courir risque de perdre le peu de crédit que j'ai ici, & qui est néanmoins utile à l'Etat; que les affaires prennent un certain pli, en sorte qu'on doit être attentif dans ces conjonctures importantes; que je ne suis point du tout aimé en Angleterre, que mon humeur ne peut s'accommoder avec celle de cette Nation, & que je suis moins propre à cette Négociation que ceux qui sortent tout nouvellement de l'Assemblée, & qui ont assisté à toutes les Délibérations. Que pour toutes ces raisons, je vous prie de faire en sorte qu'on ne me charge pas de cette Commission que je n'accepterois point; parce que je suis persuadé que cela seroit préjudiciable à l'Etat.

J'attends, par rapport à l'affaire du Pavillon, les Déclarations de Mr. de Ruyter; je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

A la Haye le 31. Mars 1667.

MONSIEUR,

J'ai reçu votre Lettre du 25. du courant depuis le départ de ma dernière en date du 24., & ensuite j'ai reçu celle du 22. Après avoir revû la Lettre que je vous ai écrite le 13. par l'Express de Mr. le Comte d'*Estrades*, je n'y ai rien trouvé qui ait pû donner \* à l'Etat une aussi mauvaise opinion. que vous le marquez qu'on l'a conçûe à l'arrivée de ce Courier. Je n'ai point parlé dans ma Lettre de quatre ou cinq Provinces qui auroient desapprouvé le refus qu'on a fait d'agréer la Haye pour traiter de la Paix; j'ai seulement parlé de la Frise en ajoutant, qu'il y avoit la même chose à craindre de la Zeelande, ainsi que cela est arrivé en effet, comme que vous l'aurez vû dans ma Lettre du 24. Jusqu'à présent aucune des autre Provinces ne s'est jointe à la Zeelande & à la Frise, & j'espere que cela n'arrivera pas; d'autant plus que Leurs N. & G. P. ont envoyé une Députation en Gueldres pour les raisons exprimées dans leur Résolution que je vous ai envoyée le 17.; d'autant qu'il étoit à craindre que cette Province n'eût la même foiblesse; &

D 2

qu'il

\* Voyez là-dessus Lettres d'*Estrades* Tome IV, une Lettre du Roi au Comte du 1. Avril 1667.

qu'il étoit nécessaire de leur représenter vivement les puissantes raisons que l'on a de ne pas consentir au choix que le Roi d'Angleterre a fait de la Haye.

Leurs N. & G. P. demeurent fermes & inébranlables dans cette Résolution, & il n'y a point apparence que les autres Provinces tentent de l'emporter contre un sentiment si bien fondé & si utile, pour faire quelque changement à la pluralité des voix dans la Résolution déjà prise sur ce sujet.

Comme on n'a pû persuader aux Députez de Zeelande de ne pas inserer dans les Registres leur Protestation ou Résolution du 16. Leurs HH. PP. y ont fait une contre-déclaration, telle que vous verrez par la Copie ci-jointe N<sup>o</sup>. 1.

D'autant que Mr. *Appelboom*, après la réception de ses dernières Lettres de Londres, n'a pû assurer Leurs HH. PP., si l'on avoit remis, ou non, au Roi d'Angleterre, leur Lettre du 25. du passé; Leurs HH. PP. n'en étant point du tout satisfaites, lui ont fait déclarer hier ce que vous trouverez contenu dans la Résolution ci-jointe N<sup>o</sup>. 2.

De plus vous aurez pû remarquer, tant par la Résolution des Etats de Zeelande que je vous ai envoyée dans ma dernière, que par mes Lettres mêmes, que les plaintes de cette Province roulent moins sur le fonds de la chose, que sur la forme & la maniere dont on a agi; sur quoi encore cette Province & celle de Frise ont moins à se plaindre de leurs Alliez que de leurs propres Députez, qui ont laissé former la conclusion sans y faire aucune

te oposition, & qui cherchent à s'excuser auprès de leurs Committens à la faveur d'une légère annotation : il faut même avouer que Leurs N. & G. P. ne se formalisent pas sans raison ; de ce que, puis qu'Elles étoient alors assemblées, on ne leur a point donné le tems de délibérer & d'envoyer leur avis dans une affaire de cette importance, quoi qu'Elles eussent été convoquées exprès, sur l'avis que Mr. *Appelboom* avoit communiqué ici quelques jours avant la réception de la Lettre du Roi d'Angleterre.

J'ai fait part où je le devois, sans crainte qu'on en fasse un mauvais usage, de la condescendance de Sa Majesté Très-Chrétienne, qui veut bien agréer la Ville de Londres ; nous en sommes tout à fait reconnoissans ; mais nous jugeons à présent, que puis que le Roi d'Angleterre a fait paroître tant d'opiniâtreté, non seulement sur le choix du Lieu du Congrès ; mais encore sur la restitution de Pouleron & de S. Christofle, on ne doit point le prévenir en lui offrant d'agréer Londres, ce qui ne pouroit que lui être très-agréable. Il ne faut pas trop enfler le cœur à cette orgueilleuse Nation, qui s'opiniâtreroit bien-tôt contre tout droit & toute raison sur les conditions mêmes du Traité. Bien loin de-là il faut témoigner de la fermeté à notre tour, presser nos armemens, & par ces moyens inspirer plus de modération au Roi d'Angleterre ; alors on pourra profiter des conjonctures qui s'offriront.

En tout cas, si le Roi de la Grande Bretagne faisoit de nouvelles instances à ce que

les Rois de France & de Dannemark , & Leurs HH. PP. envoyassent leurs Ministres à Londres; il me semble que les Alliez n'auroient, ni bonne grace, ni intérêt d'y consentir d'abord, puis que cela donneroit lieu aux Anglois de s'imaginer qu'ils pouront tout obtenir dans les Négociations pour peu qu'ils tinssent ferme. Mais on pourroit s'y prendre d'une maniere plus adroite & plus polie; le Roi de France pourroit, par de fortes raisons, représenter au Roi d'Angleterre, le tort qu'il a de vouloir s'attribuer une Autorité qu'il n'a pas dans les Terres de la Republique, en envoyant ses Ministres, malgré Leurs HH. PP., dans un endroit qu'Elles ne jugent pas propre à cette Négociation, dans le tems qu'on lui en propose un plus commode dans ses propres Etats : &, pour le mettre encore plus dans le tort, on pourroit y ajoûter, que le Roi de France, en lui proposant Douvres, n'avoit nullement eu en vûe de lui faire la loi dans ses Etats , & que s'étant déclaré pour une Place située dans les Etats de Sa Majesté Britannique, il s'imaginoit avoir remis à la disposition de Sa Majesté, de désigner une Place plus commode encore à ses Etats, pourvû qu'elle ne fût sujette, par rapport à la France & à ses Alliez, à aucun inconvenient. sur tout pour le passage des Couriers; ce qui laissoit la liberté au Roi d'Angleterre de fixer les Négociations à Londres même, en accordant toutes les sûretés nécessaires pour le transport des Dépêches, & en prenant toutes les précautions que la France & ses Alliez pourroient juger nécessaires. Voilà de quelle

ma-



maniere j'ai fait entendre mon sentiment dans ma Lettre du 13., ce qui pourra être d'usage en son tems, si Sa Majesté Britannique change d'humeur.

Sur toutes choses on ne doit plus differer à prendre une Résolution finale, par rapport à la jonction de nos Flottes & au Pavillon; qui est le seul Article qui a arrêté cette affaire jusqu'à présent. J'attends à toutes les Postes qu'on envoie sur cela les Ordres nécessaires à Mr. d'*Estrades*, & je vous envoie ci-joint N<sup>o</sup>. 3. l'approbation que Leurs N. & G. P. ont donnée secrettement à ce qui a été réglé sur cela il y a quelque tems avec Mr. le Comte d'*Estrades*.

J'ai eu hier une longue Conference avec cet Ambassadeur sur le contenu de ses \* Dépêches, qui étoient conformes en substance à ce que vous en avez marqué à la Regence par vos dernieres Dépêches : mais les choses étant sur le pied où je vous l'ai marqué ci-dessus, nous avons jugé qu'il n'étoit pas à propos de faire une Déclaration si éclatante dans l'Assemblée de Leurs HH. PP., & telle que Mr. d'*Estrades* est chargé de la faire s'il est nécessaire ; & qu'il vaudroit mieux qu'il demandât une Conference avec les Commissaires de Leurs HH. PP., & qu'il leur représentât avec douceur l'impression que les dernieres disputes ont faites sur l'esprit du Roi ; parce que je crois qu'on réussira mieux de cette maniere dans ce que le Roi desire, que

D 4

si

\* Voyez le beau Mémoire du Roi dans les Lettres d'*Estrades* Tome IV, au 24. Mars 1667.

si on le prenoit sur un ton trop haut ; savoir, à engager Leurs HH. PP. à déclarer au Roi d'Angleterre qu'Elles ne changeront point de résolution , par rapport au refus qu'Elles ont fait de la Haye pour y traiter de la Paix. Mr. d'*Estrades* a suivi\* mon avis, & il a demandé aujourd'hui cette Conference.

On verra , lors qu'on sera convenu du lieu du Congrès, qu'on choisira pour cette Négociation ; & comme je souhaite vous procurer à cet égard tout ce que vous desirez d'un autre côté, je ne doute pas que si Leurs N. & G. P. , & Leurs HH. PP. jugent qu'il est de l'avantage de l'Etat de vous charger de cette Commission, vous ne vous conduisiez comme un bon Patriote & un fidèle Sujet.

Je vous envoie ci-joint N. 4. pour votre instruction plusieurs Résolutions & autres pieces qui ont relation à la Députation que Leurs N. & G. P. ont jugé à propos d'envoyer en Gueldres & en Over-Yssel ; vous pourrez vous en servir au cas qu'on en mandât en France plus qu'il n'en est sur ce sujet. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De St. Germain le 1. Avril 1667.*

**M**ONSIEUR,

J'ai eu l'honneur de vous écrire le 25. du  
passé ;

\* Voyez *ibid.* les deux Lettres d'*Estrades* du 31. Mars au Roi & à Liège.

*Mrs. J. de Witt & C. van Beuningen.* Si

passé; j'ai reçu en son tems la votre en date du 24. du même mois.

J'ai lû avec plaisir les Attestations par rapport au baïssement du Pavillon; mais j'ai jugé à propos de ne pas mettre cette affaire sur le tapis, que je n'aye vû les esprits revenus des mauvaises impressions qu'ils ont prises des contestations survenuës entre les Provinces touchant le refus de la Haye pour lieu du Congrès. J'espère que la premiere Poste nous apportera des nouvelles de ce qu'aura fait Mr. d'*Estrades*, qui feront ce grand bien; car je ne doute pas qu'on ne se rende à la vigueur avec laquelle il a ordre d'agir & à la force des raisons dont il doit se servir.

Les derniers avis qu'il a donnez ici sont accompagnés de tant de crainte & d'inquiétude, que son Excellence va jusqu'à marquer que les choses peuvent en venir jusqu'au point, que le Roi de France devoit voir s'il veut soutenir la Guerre avec la seule Province de Hollande, si les autres Provinces n'y veulent point contribuer. Je me suis servi de vos Létres, & de la Résolution même des Etats de Zeelande; pour faire comprendre qu'on ne doit pas craindre que les choses en viennent jusques-là.

J'ai parlé des menaces des Suédois, & l'on n'a fait aucune difficulté d'en parler ici au Sécrétaire *Puffendorf*, & d'en écrire en Suède à M. de *Pompone*, ainsi qu'on y est obligé par le Traité d'Alliance. Mais Mr. *Puffendorf* fait grand bruit de ce que l'on a pris & arrêté quelques Bâtimens Suédois: il seroit bon qu'on le convainquît de leur tort, de ma-

nière qu'il parût ici à Sa Majesté que leurs plaintes ne sont pas fondées. Je suis, &c.

P. S. On m'a prié de chez le Prince de *Turenne*, de vous recommander les intérêts d'une Demoiselle de Senry, qui demande Revision d'un Procès perdu par devant le Haut Conseil, c'est à dire, que vous procuriez qu'on lui choisisse dans l'Assemblée de bons Ajoins.

A Mr. C. Van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 7. Avril 1667.*

MONSIEUR,

Ma dernière étoit du 31. du passé, j'ai reçu la votre du 1. du courant. Je me fiate que lors que vous recevrez celle-ci, les esprits seront déjà revenus des craintes où les avoient jetté les dernières Lettres de Mr. d'*Estrades* & la Lettre que je vous avois écrite alors; ainsi vous aurez sans doute fait revivre l'affaire du salut du Pavillon, & même la terminer; car il est plus que tems qu'elle soit réglée, afin qu'on termine aussi le Projet pour la jonction des Flottes, qui n'a déjà que trop long-tems traîné.

Les Etats de Frise se sont conformez aux autres Provinces par rapport à l'exclusion de la Haye dans les termes que vous  
pourez

pourez voir dans leur Lettre ci-jointe, No. 1.

-Mrs. les Députez de Zeelande, pour faire connoître-aux autres Provinces, & par tout ailleurs, que s'ils ont été d'un sentiment différent, ce n'est nullement par aucune disposition où ils soient de favoriser les Anglois en aucune chose, ont fait lire hier dans l'Assemblée de Leurs HH. PP. la Résolution de Leurs Committens, ci-jointe No. 2. & ils ont prié les autres Provinces, que pour montrer toute la fermeté nécessaire, & ôter à l'Ennemi toute espérance, on prît une Résolution unanime & positive, de ne se relâcher en rien à l'égard des Anglois au de-là des offres qu'on leur a faites il y a long-tems. La Province de Hollande s'est aussitôt jointe à eux, & l'on a prié les autres Provinces de prendre le même Parti. Et comme Leurs N. & G. P. jugent que les Anglois pourroient s'imaginer que s'ils ont du dessous, ils pourront toujours avoir la Paix aux conditions proposées, dès qu'ils voudront les accepter, au lieu que s'ils remportent quelque-avantage ils pourront faire la Loi; Leurs N. & G. P. ont résolu, afin d'empêcher que de pareilles imaginations ne retardassent plus long tems la Paix, de proposer dans la Généralité le contenu de la Résolution ci-jointe No. 3., les autres Provinces en ont pris Copie, pour demander sur cela la Résolution de leurs Committens.

Leurs N. & G. P. ont encoré résolu, que pour rendre plus stable ce dont on conviendra avec le Roi de la Grande Bretagne, on de-

mandera la Garantie de la France & du Danemark, ainsi qu'il est dit dans la Résolution ci-jointe N<sup>o</sup>. 4, & l'on a prié les autres Provinces de se déclarer promptement sur cette Proposition, afin de perfectionner une œuvre si importante à tems & avant qu'on ait conclu le Traité avec le Roi d'Angleterre.

Je conçois aisément que la crainte de suites encore plus mauvaises, aura été cause que Mr. d'*Estrades* aura amplifié le portrait qu'il aura fait de la foiblesse & des mauvaises dispositions de quelques Provinces, ce qui aura augmenté l'allarme à la Cour où vous êtes; mais à présent que les choses sont sur un tout autre pied & qu'Elles sont entièrement changées de face, j'espère que les funestes impressions que l'on avoit prises n'auront point de suites, & que les sentimens dans lesquels le Roi a témoigné être, en aprenant ces contestations mal fondées des Provinces, serviront à les tenir plus unies lors qu'il s'agira de traiter à fond la grande affaire de la Paix; en sorte que je ne m'en promets que de bons effets, comme d'un autre côté je suis persuadé que les avis de Mr. d'*Estrades* partoient d'un bonne intention.

Mr. l'Envoyé *Appelboom* nous a remis hier une \* Lettre du Roi de la grande Bretagne par laquelle ce Prince choisit *Breda* pour y tenir les Conférences, ainsi que vous verrez par la Copie ci-jointe N<sup>o</sup>. 5. Leurs HH. PP. ont nommé le même jour des Commissaires pour

\* Elle est dans les Lettres d'*Estrades* Tome IV, au 18, Mars 1667.

pour en aller conférer avec Mr. d'*Estrades*, & avec les Ministres Dannois, & ayant été conclû entr'eux, que les Rois de France & de Dannemark seront contens de ce choix, ainsi que Leurs HH. PP., il a été résolu, sur le Rapport qu'ils en ont fait aujourd'hui, que Leurs HH. PP. en faisant réponse \* à Sa Majesté Britannique, par le Canal des Médiateurs, lui enverront les Passeports qu'elle demande. Et comme il y a aparence, suivant tous les avis que nous en avons reçûs, que Mrs. *Hollis* & *Coventry* se presseront de passer la Mer, il seroit nécessaire que le Roi de France envoyât au plutôt les Pouvoirs & instructions nécessaires; Mrs. *Clingenberg* & *Charisius* ayant déjà reçû les leurs de la Cour de Dannemark, en sorte qu'ils commencent à se préparer à se rendre à Breda.

Je crois que si l'on se pressoit de tous côtes à mettre de bonne heure & en bon état les Flottes des Alliez en mer, cela ne contribueroit pas peu à presser la Conclusion de cette Négociation. C'est l'intention de Leurs HH. PP., qui ont à cette fin envoyé des Députés aux Colléges de l'Amirauté.

Le Comte de *Dhonia*, Ambassadeur Extraordinaire de Suède, a présenté à Leurs HH. PP. un Mémoire auquel étoit joint un Projet; je me crois obligé de vous communiquer l'un & l'autre que vous trouverez ci-joints No. 6. Et Comme Mr. d'*Estrades* m'a

D 7

décla-

\* Elle est dans les Lettres d'*Estrades* Tome IV, au 7.  
Avril 1667,

déclaré qu'il avoit ordre d'appuyer ici les Négociations de ce Seigneur, & m'a demandé qu'on l'informât des plaintes des Suédois sur la prise de quelques Bâtimens & l'emprisonnement des Maîtres de ces Navires, &c. J'ai crû que je devois vous procurer la Résolution ci-jointe N<sup>o</sup>. 7. que Leurs HH. PP. ont prise le 5. Août dernier sur un semblable Projet. Vous trouverez N<sup>o</sup>. 8. l'avis Provincial de la Hollande sur les plaintes des Suédois; je vous prie de faire connoître aux Ministres de Sa Majesté, combien sont peu fondées les plaintes & les prétensions des Suédois à cet égard, & de faire en sorte que l'on envoie à Mr. d'*Estrades* des ordres tout contraires; -c'est à dire, d'appuyer les prétentions & les intentions justes & fondées de Leurs HH. PP.: car d'appuyer les Suédois en ce que Mr. d'*Estrades* trouvera de raisonnable après avoir ouï les deux Partis, c'est les rendre de plus en plus opiniâtres. Il me semble que les ordres les plus équitables qu'on pourroit envoyer à Mr. d'*Estrades* feroient, qu'il prît la peine d'entendre d'un côté les Ministres Suédois, & de l'autre, ou moi, ou quelque autre Député de Leurs HH. PP., & ensuite de mettre dans son tort avec vigueur, celui qu'il jugera être mal fondé dans ses prétentions; & d'employer l'Autorité du Roi son Maître, non à roidir les Suédois en les protégeant dans leur injustice, mais à faciliter l'Acommodement en prenant parti contre celui qui a tort. Les Suédois disent présentement qu'ils ne veulent plus toucher au Traité d'Elbing, & ils le cas-

sent



sont entièrement par le 1. 2. 3. article de leur Projet, & ils paroissent réiölus à refuser avec autant de fierté qu'auparavant l'Acte de Neutralité que Leurs HH. PP. ont tant de raison de leur demander.

On a encore accordé à Mr. de Mombas une Lettre de Recommandation de la part de Leurs N. & G. P. qui vous sera présentée Madame de Mombas me prie de vous recommander cette affaire. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pénfionnaire  
JEAN DE WITT.

*De St. Germain le 8. Avril 1667.*

MONSIEUR,

J'ai reçu la votre datée du 31. du passé, ma dernière étoit du 1. du courant.

La mauvaise opinion que l'on avoit conçüe ici de notre Gouvernement, sur ce qu'on a prit des contestations survenuës au sujet de l'exclusion de la Haye pour le lieu du Congrès, n'est nullement venue de ce que vous m'avez écrit; bien loin de-là, je me suis servide votre Lettre pour affoiblir les appréhensions & détruire les sinistres impressions que venoient de donner les Dépêches de Mr. le Comte d'*Estrades*, ainsi que vous l'aurez pû voir par mes Lettres: mais comme les derniers avis de cet Ambassadeur étoient de plus fraîche date que les vôtres  
de

de deux jours, & qu'il marquoit que quatre ou cinq Provinces s'oposoient à la Résolution de Hollande; je metrouvai dans une perplexité d'autant plus grande, qu'il paroissoit y avoir tout lieu de craindre que cette contagion ne gagnât; c'est pourquoi j'ai approuvé les fortes remontrances dont on vouloit se servir pour arrêter ce mal; je ne doute pas même à présent qu'elles n'aient eu un bon effet, puis que ceux qui donnent si facilement dans les oppositions lors qu'il s'agit d'affaires délicates & importantes, verront par-là le tort qu'ils font à la République dans les Païs étrangers.

Le choix de Breda rend inutile toutes vos considérations sur celui de Londres, autrement je m'en serois servi en tems & lieu.

J'ai entretenu Mr. *Colbert* de ce qui concerne la jonction des Flottes, & je l'ai exhorté de bouche, ainsi que Mr. de *Lionne*, comme j'en ai prié le Roi par un Mémoire, de donner les ordres nécessaires pour la conclusion de cette affaire; j'ai insisté en même tems sur l'Article du baïssement du Pavillon, & je me suis servi de toutes les raisons que vous trouverez dans le Memoire ci-joint, auquel j'ai joint les Attestation nécessaires; je l'ai lu à Mr. *Colbert*, & l'ai présenté au Roi. On m'a répondu qu'on étoit d'avis, avec Leurs HH. PP., que cette affaire devoit être terminée sans plus de délai, & qu'on approuve ce dont on est convenu sur ce sujet avec Mr. d'*Estrades*; mais qu'on souhaitoit qu'on y ajoûtât une promesse, qu'après la Campagne, la Flotte de Leurs HH. PP. procurera à celle du Roi les sûretés

ez nécessaires pour retourner dans les Ports de France, sans être obligée de passer l'Hiver en Hollande.

Je ne doute pas que Leurs HH. PP. ne feront aucune difficulté d'accorder tout ce qu'on leur demande avec raison; j'ai parlé en cette occasion conformément à ce que vous avez dit sur le même sujet à Mr. d'*Estrades*, & j'ai fait voir que dans la conjoncture présente, on ne devoit avoir aucun sujet de crainte, sur tout la saison ne faisant que commencer, & restant assez de tems pour convenir sur cet article. Je crois que Mr. d'*Estrades* recevra des ordres sur cela par cette Poste-ci.

A toutes les raisons que je puis alléguer en faveur du contre salut, on persiste à opposer ici, que toutes les informations qu'on a prises s'accordent à prouver, que jamais l'on n'a baissé le Pavillon de l'Amiral en Chef, & que l'on n'a que l'exemple de la rencontre de Mr. de *Neufchaise* par rapport à un Officier de moindre caractère, & Mr. *Colbert* dit, que pour lui il ne peut conseiller au Roi de rendre le salut du Pavillon; j'appuye les prétentions raisonnables de Leurs HH. PP. d'exemples & de raisons; mais pour toute réponse on medit, puis que Leurs HH. PP. souffrent qu'ayant salué les Anglois du Pavillon, ceux-ci ne rendent pas le salut dans les Mers Britanniques, où néanmoins le Roi d'Angleterre ne prétend pas avoir plus à dire que celui de France, nous ne pouvons, avec raison, & suivant ce qui a été concerté, exiger du Roi de France, par forme de Convention, plus que du Roi d'Angleterre. Peut-être

être pourroit-on finir cette affaire si Leurs HH PP. vouloient se contenter de saluer du Pavillon sans le baïsser, mais seulement en le pliant, & alors n'exiger point de contre-salut, ou se contenter, qu'après que leur Amiral auroit salué en baïssant le Pavillon, ce lui de France le lui rendît en pliant le sien.

J'ai été ce matin chez Mr. de *Lionne* & chez Mr. *Colbert*, pour savoir ce qui auroit été résolu sur ce dont je viens de vous rendre compte; mais à cause des jours de Fête ces deux Seigneurs sont allez faire un tour Paris, ainsi je suis obligé de m'en rapporter ce qu'on aura écrit à Mr. d'*Estrades*; je suis &c.

## RAISONS PAR LESQUELLE

il paroît que le contre-salut du Pavillon, aux rencontres des Flottes de S<sup>a</sup> Majesté Très-Chrétienne & des Etats Généraux, est d'une justice toute évidente.

*Il est constant que le salut, que les Flottes & les Navires de Guerre de deux Etats Souverains rendent l'un à l'autre en pleine Mer, n'est pas un acte de soumission d'un Inférieur à un Supérieur, puis qu'ils sont indépendans l'un de l'autre, & que leurs Flottes, ou leurs Navires se rencontrent dans un lieu neutre; mais une civilité & une déférence d'honneur & de respect, qui de Prince à Prince, & d'Officier à Prince à Officier de Prince, n'est jamais reçue sans qu'on le rende.*

Il paroît aussi par l'Attestation du Lieutenant-Amiral Jean Evertsz, un des plus vieux Officiers de Mer de notre tems, que ce qui est conforme à la raison en ceci, l'est aussi à la pratique; & que les Amiraux des Flottes de France, ont répondu, non seulement de leur Canon, mais aussi de leur Pavillon, au salut qui leur a été fait par le Pavillon & le Canon des Amiraux des Flottes des Provinces-Unies, comme il le montre dans son Attestation par plusieurs exemples; sans qu'au dire dudit Lieutenant-Amiral, & de plusieurs autres Officiers de Mer, cette façon de saluer & resaluer entre Flottes & Flottes, Navires & Navires, de l'un & de l'autre Etat, ait jamais été sujet à contestation.

Il est de même vrai, que ce qui a été observé par les Amiraux des Flottes Françoises, l'a été aussi par ceux des Flottes Angloises, aux rencontres qu'ils ont faites des Flottes des Etats des Provinces-Unies, comme ils l'est vû spécialement peu de tems avant la présente Guerre, quand la Flotte desdits Etats, sous le Lieutenant-Amiral de Ruyter, (alors étant Vice-Amiral) rencontra celle du Roi d'Angleterre, sous le Vice-Amiral Lawson proche de Tanger; & l'an 1661. à Frangerola, quand ledit Lieutenant-Amiral de Ruyter, alors Vice-Amiral, y vint à l'Ancre auprès de Mr. de Montaguë, Amiral du Roi d'Angleterre.

Et s'il se trouve qu'en d'autres rencontres, les Anglois n'ont pas fait de même, cela ne peut pas servir à changer ce qui est de la Raison & de la Coutume; mais à faire paroître qu'on y a contrevenu quelque fois.

Outre qu'on trouvera que ces contraventions

ont été commises par les Anglois dans les Mers, que les autres Nations appellent Britanniques, parce qu'Elles sont voisines de la Grande Bretagne; & que les Anglois dénotent du même nom, parce qu'ils prétendent en être les Maîtres & les Seigneurs; d'où dérive, qu'y voulant faire passer le salut du Pavillon, pour un tribut de soumission qu'ils prétendent être dû à la Supériorité & Souveraineté qu'ils s'attribuent aux dites Mers, il n'est pas étrange que leur injustice les porte à faire des actions, que ceux qui maintiennent la liberté des Mers contre ladite usurpation, doivent contrecarrer en toutes manieres, & nullement authoriser par leur imitation.

Ce qui est d'autant plus évident, parce que les Rois d'Angleterre ne prétendent pas seulement, que les Etats qui leur sont postérieurs en rang, leur doivent la déférence du premier salut du Pavillon; mais tous les Rois & Monarques, dont les Flottes & Navires sont rencontrés par les leurs, dans les Mers dites les Britanniques, même de ceux dont ils n'auroient pas droit de disputer la primauté du rang.

Aussi aux conventions faites avec lesdits Seigneurs Etats, sur ce qui concerne le premier salut du Pavillon, ils n'ont pas seulement demandé cette déférence en toutes les Mers indistinctement, mais dans les Mers Britanniques; comme il paroît par le 16. article du dernier Traité, entre le présent Roi d'Angleterre & lesdits Seigneurs Etats.

Et quoi qu'il ne soit pas exprimé audit article, que les Navires Anglois doivent rendre le salut du Pavillon qu'ils reçoivent, on préjupose avec justice

justice du côté desdits Seigneurs Etats, que cela s'entend, pour les raisons qui ont été dites ci-dessus.

De sorte que toutes les fois que les Anglois ont manqué on a considéré ce qu'ils ont fait, comme un manquement à ce qu'ils devoient faire; & on a pris sujet de-là de leur refuser en d'autres rencontres, le premier abaissement du Pavillon, qu'autrement on leur devoit selon ledit Traité.

On ne contredit point, que dans une cérémonie qui est établie par la coutume, & qui n'a pas été réglée précisément dans les instructions, qui de tems en tems ont été données aux Amiraux, & autres Officiers de Mer du Roi, dans leurs Expéditions maritimes, il n'y ait pu avoir de tems en tems des omissions, & des manquemens au contre-salut du Pavillon.

Mais, tant s'en faut que ces omissions puissent altérer ou obscurcir le droit, qu'au contraire elles ont servi d'occasion à l'éclaircir; puis qu'ayant donné lieu à feu Mr. le Lieutenant-Amiral Tromp de ne saluer pas du Pavillon, le Pavillon du Roi, porté par le Commandeur Neufchaïse, qu'il ne fût auparavant assuré du contre-salut, ledit salut & contre-salut s'est fait après une convention formelle là-dessus, par deux vieux Officiers de Mer, qui ne pouvoient pas ignorer ce qui étoit de la raison & de la coutume; & avoient dû garder de se charger de décider des formalitez aucunement disputables, en une matière si délicate.

On peut tirer de ce qui vient d'être dit les  
con-

conséquences qui s'en suivent ; savoir ,

I. Que l'on ne peut pas alléguer une seule bonne raison , pourquoi le salut du Pavillon en pleine Mer puisse être autrement considéré qu'un Acte volontaire de respect & de civilité qu'on peut refuser, & qu'on refuse quand on n'y répond pas par le contre-salut.

II. Que les Anglois mêmes, s'ils refusent en certaines occasions le contre-salut du Pavillon ne le refusent que dans les Mers qu'ils disent leur appartenir, & sur leur prétendue Seigneurie desdites Mers, & non ailleurs ; & qu'ainsi le Princes & les Rois, qui voudroient suivre leur exemple ne le pourroient refuser, que dans les Mers dont il se voudroient attribuer la Seigneurie, & seroient obligez d'en user ainsi contre tous Princes & Etats, & non seulement contre ceux qui leurs sont Postérieurs en rang. Car si c'est un effet de la Seigneurie de la Mer il se doit exercer contre tous étrangers ; & c'est un Acte de respect & de civilité seulement on doit, entre deux Souverains, la réciprocation de la civilité qu'on reçoit. L'avantage à celui qui est le premier salué n'étant que trop considérable, quand même il resalue du Pavillon, puis que selon la coûtume qui est établie celui qui salué le premier laisse son Pavillon baissé jusqu'à ce que l'autre l'ait baissé & rehaussé. De sorte que cette cérémonie semble d'un côté être un Acte de respect, & d'autre côté un simple civilité ; au lieu que dans les autres occurrences d'honneur entre les Etats, il n'y a que la seule différence de la primauté.

III. Que Messieurs les Etats des Provinces-Unies n'ayant pas reconnu comme une Actio  
lég



égitime les excès que les Anglois ont fait en cette matiere, mais comme un sujet de juste retorsion, & ne pourroient pas regarder autrement ce qui seroit fait à leur exemple sans se faire un prejudice très notable.

IV. Et d'autant plus, si l'on vouloit exercer cette nouveauté contr'eux, & non contre d'autres Princes, puis qu'en cecas-là, on feroit une différence à leur desavantage, que les Anglois mêmes ne font pas.

V. Que ce tort seroit non seulement contre la raison; mais sans exemple, si l'on le veut exercer dans les Mers où on ne s'attribuë point de Seigneurie, puis que dans ces Mers-là les Anglois mêmes, comme dit est, ne l'exercent pas.

VI. Que les omissions du contre-salut faites en certaines rencontres ne donnent aucun droit, mais bien sujet de s'en précautionner contre ces abus, par des conventions préalables.

VII. Que les Seigneurs Etats des Provinces-Unies n'ont jamais accordé aux Anglois, qu'ils salueroient du Pavillon sans être resaluez du Pavillon, & qu'ils ne doivent pas attendre, que faisant la Guerre conjointement avec le Roi pour assurer la liberté de la Mer, Sa Majesté les voudroit obliger à des conventions qui n'ont pas été faites avec ceux qui affectent de la mettre en servitude par leur domination prétendue. Lesdits Seigneurs Etats sont fort éloignez de disputer au Roi le rang & la prééminence de sa Couronne, ou de manquer au respect, puis que, comme dit est, le Pavillon des Etats n'abaisse pas seulement le premier, mais demeure abaissé jusques à ce que le Pavillon du Roi soit rehaussé; & qu'ainsi de n'y répondre pas de la  
civi-

civilité qu'on fait par un abaissement réciproque du Pavillon, passeroit le droit qu'on peut fonder sur la prééminence, à des prétentions qu'on voudroit établir sur la domination.

Il n'est pas nécessaire, après ce qui vient d'être dit, de répondre spécifiquement aux écrits qui ont été exhibez pour disputer en quelque manière la coutume & l'obligation du contre-salu du Pavillon; il suffit de remarquer, que ce que l'Instruction de Mr. le Cardinal de Richelieu dit être convenu touchant la cérémonie du salu & contre-salu, ne se trouve point dans les Traitez qu'il accuse; & que cette Instruction ne peut pas ôter à Messieurs les Etats un Droit fondé en raison, justice, & coutume, & confirmé par la convention faite entre deux des plus expérimentez Officiers du Roi, & desdits Seigneur Etats.

Les autres exemples alléguez ne sont vérifiés par aucuns témoins, à l'exception de celle qui est arrivée l'année passée, quand six Navires de Messieurs les Etats se sont joints à Toulon avec la Flotte du Roi, sous Mr. le Duc de Beaufort, lequel pourtant n'est d'aucune considération, puis que lesdites Navires venoient à Toulon, pour être joints à la Flotte du Roi sous le Commandement du Duc de Beaufort, & pour respecter ses Ordres.

Les autres exemples, quand ils seroient très bien vérifiés, ne prouveroient, sinon, qu'il a eu des omissions & des manquemens, qui ne fondent aucun Droit contre ce qui est évidemment de la raison & de la justice, & même de la coutume, comme l'on prouve par des exemples en bien plus grand nombre que ceux qu'on a cités d'autre part.

Et Mr. de Terron-Colbert, ayant écrit que les informations qu'on a pû recouvrir sur le fait du salut du Pavillon étoient fort diverses, a bien fait entendre par-là qu'il y avoit bien des exemples au contraire, qui font paroître, que les autres ne sont, comme dit est, que des omissions.

Il sert pour répondre à quelques illations qu'on fait dans lesdits écrits, que la qualité de celui qui commande n'altère point ce qui s'observe dans cette cérémonie; comme il paroît par le contre-salut du Pavillon, rendu par Mr. de Montaguë, qui étoit Lieutenant-Amiral du Roi d'Angleterre, à Mr. de Ruyter, qui n'étoit que Vice-Amiral desdits Seigneurs Etats.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

A la Haye le 14. Avril 1667.

MONSIEUR,

La dernière que je vous ai écrite étoit du 7. du courant, j'ai reçu la votre du 8.; & comme Mr. d'Estrades n'a reçu aucun ordre par la même Poste, ni par rapport à la jonction, ni par rapport au Pavillon, ce qui ne nous cause pas moins d'étonnement que de préjudice; vous ne ferez pas mal de presser la Cour sur ces articles de tems en tems. Je vous ai marqué dans ma Lettre du 20. Janvier dernier les sentimens des Commissaires de Leurs HH. PP. pour les affaires secrètes de la ma-

Tome IV. E rine,

rine, par raport à l'adition que la France souhaite que l'on fasse au Projet de jonction touchant le Retour de sa Flotte dans ses Ports ; on persistera de ce côté-ci dans les mêmes sentimens.

Je souhaiterois d'avoir une liste des vaisseaux qui formeront la Flotte qu'on équipe à Brest avec une spécification de leur port & de leur équipage.

On a fort approuvé ici le dernier Mémoire que vous avez présenté touchant le salut du Pavillon, & l'on a trouvé qu'il étoit fort bien écrit avec ordre, avec jugement & avec force.

Nous avons appris avec plaisir que le Roi a nommé Mrs. d'*Estrades* & *Courtin* pour ses Plénipotentiaires, & que le dernier est déjà sur son départ : on dispose ici toutes choses pour ce Congrès, & l'on a envoyé à *Breda* deux Députés du Conseil d'Etat pour préparer l'endroit où se tiendront les Conférences.

Je vous envoie ci-joint copie du Passeport \* que nous avons envoyé aux Ministres d'Angleterre, & de la Réponse que Leurs HH. PP. ont faite au Roi de la Grande Bretagne de concert & avec l'approbation de Mr. d'*Estrades* & des Ministres Danois, à qui on a eu soin de tout communiquer. Nous espérons que tout se fera ainsi de concert jusqu'à la fin, & l'on y est fort disposé ici, ainsi que vous le verrez

\* Ils sont dans les Lettres d'*Estrades* Tome I V, à la suite de la lettre des Etats citée ci-dessus.

rez par les ordres ci-joints que Leurs HH. PP. vous envoient touchant la Garantie qui doit être conclûë préalablement. J'en ai dressé d'avance un Projet, du consentement des Députés de Leurs HH. PP., & je vous l'envoie aussi: mais comme les Députés ne l'ont pas encore resumé, & que je ne fais pas s'ils le feront encore aujourd'hui avant le départ de la Poste, je vous prie de n'en faire usage qu'avec circonspection & de me marquer ce que vous en pensez par la première Poste.

Les Etats de Hollande & West-Frise sont convoqués pour mardi prochain pour délibérer sur le choix des Plénipotentiaires & des ordres qu'on leur donnera.

Nous avons eu deux longues Conférences avec le Comte de *Dhona* sur le Projet de Réintégration que je vous ai déjà envoyé; & en considération de l'étroite Alliance qui est entre le Roi de France & Leurs HH. PP., elles ont fait prier le Comte d'*Estrades* d'assister à leurs Conférences, tant pour être témoin oculaire de la complaisance & de l'équité avec laquelle Leurs HH. PP. en veulent agir, que pour aider par ses bons conseils à surmonter toutes les difficultés. Comme Mr. le Comte d'*Estrades* y a consenti, Leurs HH. PP. en ont fait avertir le Comte de *Dhona*, en le priant de le trouver bon & de faire la même demande de son côté à Mr. d'*Estrades*. Nous avons crû qu'il n'en feroit aucune difficulté pour plusieurs raisons, & sur tout vû la Lettre que le Roi de Suède avoit écrite au Roi de France au sujet de ses Négociations le 8 Dé-

cembre dernier, & que je vous ai envoyé alors, mais en tout cas en voici encore une Copie. Néanmoins le dit Comte de Dhona, après quelque Délibération, a refusé ce Parti, quoi que d'abord il y eût acquiescé à la première proposition que lui en avoient faite les Députés de Leurs HH. PP. Comme nous nous sommes aperçus dans ces deux Conférences qu'il prétend insister sur tant d'articles déraisonnables, quoi qu'il ait été convaincu de leur iniquité, n'ayant d'autres raisons à alléguer sinon, que c'étoit ses ordres, il faut avouer qu'il a fait en homme sage d'en éloigner la présence du Comte d'*Estrades*. Mais nous concluons de son procédé, & pour moi j'en suis persuadé, que les Suédois n'ont eu en vûë, en envoyant ici le Comte de *Dhona* dans le tems qu'ils croyoient que les Ministres Anglois s'y rendroient pour les Conférences, que de se joindre à ces derniers, pour faire ici toute sorte de Cabales; c'est même pour cette raison qu'ils ont choisi ce Comte, le jugeant plus propre qu'aucun autre à y réussir, à cause des parens distinguez qu'il a ici; car ayant été si long tems absent de Suède, on peut croire qu'il n'est guère au fait de plusieurs affaires essentielles qui ont rapport à sa Négociation. Mais comme ils se trouveront trompez dans ce Projet, il faut voir de quel côté ils tourneront leurs bateries, & quelles autres mesures ils prendront: le Roi de France y pourroit beaucoup contribuer en leur faisant représenter avec vigueur toute l'injustice de leur conduite, & en rendant vains toutes leurs menaces, par l'assurance qu'il

qu'il donneroit ouvertement à Leurs HH. PP. d'effectuer la Garantie qu'il leur a promise. Je crois donc qu'il seroit très nécessaire que vous convainquissiez, le Roi & ses Ministres de l'injustice évidente des prétentions de la Suède, & particulièrement qu'après avoir engagé Leurs HH. PP. à consentir à l'abolition des éclaircissmens sur le Traité d'Elbing, après avoir solennellement déclaré par écrit, que ce Traité d'Elbing étoit un Traité parfait qui devoit servir de baze à l'amitié réciproque, sur quoi on avoit tout réglé selon leurs desirs, à condition que ce Traité seroit religieusement observé, & à présent ils font connoître que leur dessein est d'annuller ce même Traité entièrement; de nous mettre l'épée dans les reins, & de produire de leur côté des éclaircissmens, ou plutôt des illusions pires que ce que Leurs HH. PP. avoient ci-devant obtenu & qu'Elles veulent bien casser présentement; que cette abrogation prive Leurs HH. PP. du premier fruit qu'Elles tiroient de ce Traité, qui consistoit dans une stipulation de modérer les droits qu'on levoit alors & dont Leurs HH. PP. se plainquirent comme excessifs; diminution à laquelle elles ne peuvent s'attendre à présent & qu'on ne manquera pas d'éluder à la faveur du terme *circiter*; que l'article 3. du Projet détruit entièrement le second avantage qu'on avoit stipulé, savoir que les Sujets de l'Etat ne payeroient pas de droits plus forts *quam conjunctissima gens peregrina quâ potissimâ fruitur aut in posterum fruetur à Vectigalibus immunitate*. Enfin, que le second article du Projet anéan-

tit. entièrement le troisieme avantage que nous tirions du Traité, qui est que les Sujets de part & d'autre seront également soumis à tout nouvel impôt & à toute augmentation des anciens introduite depuis la date du dit Traité. On voit suffisamment que ces trois articles détruisent entièrement tout ce que Leurs HH. PP. ont eu en vûë dans ce Traité, & mettent les Suédois en état de priver absolument les Sujets de l'Etat de toute navigation en Suède & dans les païs de sa dépendance, en introduisant telle inégalité qu'ils jugeront à propos. C'est à quoi l'on peut croire que Leurs HH. PP. ne prêteront jamais les mains, & bien loin de-là ils auront recours à toutes les voyes d'honneur qui leur sont permises pour l'empêcher. Enfin, outre tout cela, on exige de Leurs HH. PP. la confirmation d'un Traité fait avec leurs Ennemis, & l'on n'ose produire ce Traité lors qu'on en est requis; pendant qu'à la faveur du mot de *ceteris* qu'on a glissé dans les articles précédens, on renverse réellement tous les Traitez d'Alliance faits ci-devant entre la Suède & la République.

Comme je n'ai pas le tems d'entrer dans le détail de tous les excès de ce projet, je vous renvoye à la lecture que vous pouvez en faire & à la connoissance parfaite que vous avez des choses qu'il contient. Je suis, &c.



A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De St. Germain le 15. Avril 1667.

MONSIEUR,

J'ai reçu votre Lettre en date du 7. du courant; ma dernière étoit du 8.

Je crois avec vous que l'opinion qu'on a eue ici, sur les avis qu'en a donné Mr. d'*Est- trades*, que les differens survenus dans l'Etat étoient plus dangereux qu'ils ne l'étoient en effet, nous fera plus de bien que de mal; mais il m'est venu dans l'esprit qu'il falloit qu'il y eût des gens qui prissent soin de lui exagérer les choses qu'ils lui rapportent & qui concernent le fond de la Constitution de l'Etat; ce qui souvent pourroit être très préjudiciable, c'est pourquoi il est bon qu'il soit bien instruit avec soin & qu'on ne manque point de le desabuser; car assez ordinairement on délibère ici sur les affaires étrangères les plus importantes en conséquence des avis que donnent les Ministres qui sont dans les Cours Etrangères.

Chacun est persuadé ici de l'équité des prétentions de Leurs HH. PP. par rapport à Pouléron, & je ne doute point qu'on ne puisse enfin faire entendre raison aux Anglois, aussitôt qu'ils auront entièrement perdu l'espérance de semer la discorde dans notre République, ou qu'ils verront bien que nous ne sommes

Pas assez foibles pour nous relâcher sur cet article en faveur de la Paix ; la Résolution que les Etats de Hollande ont prise à cet égard me plaît beaucoup ; & on la regarde ici comme un moyen d'engager les Anglois à se résoudre promptement, & c'est dans cette vue que je l'ai communiquée à Mr. de *Ruvigny*.

Mr. de *Lionne* prétend que nous avons tort de nous plaindre de ce que Mr. d'*Estrades* a ordonné d'appuyer les Suèdois dans leurs Négociations, puis que Mr. de *Pomponne* est chargé de son côté d'appuyer les intérêts de l'Etat à la Cour de Suède, & que c'est-là le moyen de mettre d'accord des Puissances qui sont l'une & l'autre amis de la France ; mais d'un autre côté il soutient que les Suèdois auroient tort d'en prendre occasion de croire que la France prend leur parti, & qu'il ne distingue pas ce qu'ils exigent de Leurs HH. PP. avec raison ou injustement : il me semble que la raison veut que nous feignions de négocier avec les Suédois, & qu'en temporisant nous attrapions la fin des Conférences de Breda, qui sans doute ne peuvent durer longtems & se termineront à notre avantage. Mr. d'*Estrades* jugera par cette explication de Mr. de *Lionne* ce que nous devons penser de ses instances en faveur des Suèdois, & que les ordres du Roi ne l'obligent aucunement de prendre le Parti des Suèdois, contre la raison : & j'ai prié Mr. de *Lionne* de lui en écrire en ces termes ; je m'informerai de ce qui en est & je vous le ferai savoir ; en attendant ceci peut servir à ôter aux Suèdois l'opinion qu'ils pourroient avoir que la France

ce

ce prendroit fait & cause pour eux, & en même tems à mettre Leurs HH. PP. en repos de ce côté là.

L'opinion commune à présent, & qui ne trouve presque pas de contradiction, est ce que j'ai mandé il y a quelque tems, que le Roi de France fera valoir par les armes ses prétentions sur les Pais-Bas Espagnols au cas que le Roi Catholique ne veuille pas entrer en composition. Ceux qui ont connoissance des affaires disent, que l'on est ici en état de faire marcher 50. mille hommes vers la Flandre. Il y en a qui prétendent que le dessein est de passer la Sambre & de marcher droit à Bruxelles; d'autres soutiennent le contraire. Il y en a qui font déjà leurs équipages & achètent des chevaux; ce qui me persuade qu'on a ce dessein en tête, c'est l'empressement extraordinaire que *Turenne* & d'autres témoignent pour la Paix avec l'Angleterre. Je somme ces Messieurs de s'expliquer à tems avec Leurs HH. PP. suivant ce qu'ils leur ont promis par mon canal & par celui de Mr. d'*Estrades*. On me répond que l'on est toujours dans les mêmes sentimens; mais qu'il n'est pas tems de s'ouvrir tant que la Paix n'est pas faite avec l'Angleterre, & l'on voudroit faire croire que l'on ne pense aucunement à la Guerre. Je n'en crois rien; mais bien que l'Espagne devroit & peut la prévenir à tems, en examinant ce qui est à la bien-séance de la France; & en faisant un bon Traité sous la Garantie de Leurs HH. PP. qu'on ne refusera pas ici, se mettre à couvert du coup qu'on pourroit lui porter: jugez

s'il ne seroit pas tems de donner ce conseil à l'Espagne par le canal de l'Empereur, & d'y disposer Sa Majesté Catholique par tous les moyens possibles; il me semble que Leurs HH. PP. y sont tant intéressées qu'il n'y a point d'affaire à présent qui mérite davantage leur attention. L'Ambassadeur d'Espagne a dit à plusieurs Personnes, en prenant congé d'elles, qu'il prévoyoit bien que la France cherchoit à rompre avec l'Espagne; mais que l'Espagne s'exposeroit plutôt à tout ce qui pourroit en arriver que de détourner le coup par quelque Accommodement: peut-être changeront-ils de sentiment; peut-être se fondent-ils sur l'espoir d'attirer d'autres Puissances dans leur Parti, c'est ce que l'on doit tâcher de prévenir; & même leur faire appréhender, que plutôt que d'y donner les mains, on prendra le parti de partager le butin, s'ils refusent d'entrer en Composition, au cas qu'il y ait lieu d'y réussir au moyen d'une Garantie. On dit que l'Angleterre proposera de comprendre l'Espagne dans le Traité; on n'y consentira pas ici, & il me semble qu'on devroit profiter de cette occasion pour conseiller un Accommodement & offrir pour cela en tems & lieu la Médiation de Leurs HH. PP.

J'ai encore renouvelé mes instances cette semaine-ci, sur l'Article du Pavillon; mais le Roi a renvoyé la conclusion de cette affaire à la semaine prochaine: au reste, on est charmé ici de la diligence avec laquelle Leurs HH. PP. travaillent à mettre leur Flotte en mer pour la joindre à celle du Roi: on  
aprou

aprouve fort aussi la Résolution \* que Leurs N. & G. P. ont prise touchant la Garantie qu'on pourroit passer entre la France, le Danemark & Leurs HH. PP. pour le maintien de la Paix à faire avec l'Angleterre.

Mr. *Petekom* a proposé ici, que cette Couronne, aussi bien que le Roi son Maître, devroient penser à se mettre à couvert des insultes auxquelles ils sont à tous momens exposez de la part des Anglois par rapport au Pavillon: ceci pourroit fournir occasion à Leurs HH. PP. d'obtenir sur cet article la satisfaction qu'Elles souhaitent; mais comme les raisons sur lesquelles nous nous fondons suposent que la France n'est pas obligée de baisser la première le Pavillon dans aucune Mer devant les Anglois, il pourroit arriver qu'on exigeroit de ce côté-ci que Leurs. HH. PP. apuyassent Sa Majesté Très-Chrétienne en toute occasion contre les insultes des Anglois à cet égard; ce que nous ne pourrions refuser ce me semble: mais d'un autre côté, cette Couronne-ci apuyera notre prétention, que les Anglois doivent nous rendre le salut du Pavillon dans toutes les Mers. Tant que nous resterons bien unis nous ne devons pas faire difficulté de nous secourir les uns les autres en tout ce qui est raisonnable; puis que ce sera le moyen de rendre l'Alliance plus étroite, & réprimer les violences des Anglois. En effet, j'apprends par les Lettres d'Amsterdam, que le Roi d'Angleterre a accordé des Lettres de Réprésailles aux intéressez dans

E 6 .

les

\* Le Projet de cette Garantie est dans les Résolutions Secrètes au vendredi 22, Avril 1667.

les Vaisseaux la Bonne Avanture & la Bonne Espérance, même avec permission de les exécuter après que les présentes hostilités seront cessées; cela fera bien voir qu'on ne peut faire fonds sur aucunes mesures prises avec les Anglois, & qu'il faut ne se reposer que sur Dieu sur nos forces, & sur celle de nos Alliez. Quoi qu'il en soit, on doit stipuler dans le Traité, que toutes Réprésailles cesseront, & qu'on ne permettra plus de pareilles irrégularitez. Je suis, &c.

NB. On n'a pu trouver la Lettre de Mr. de *Witt* à Mr. van *Beuningen* en date du 21. Avril, mais on en trouve le contenu dans sa Lettre du 28.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
- JEAN DE WITT.

*De St. Germain le 22. Avril 1667.*

MONSIEUR,

J'ai eu l'honneur de vous écrire le 15. du courant, & j'ai reçu en son tems votre Lettre du 14.

L'empressement extraordinaire que je remarque ici depuis quelque tems, pour conclure la Paix avec l'Angleterre, augmente tous les jours. Comme la cause de cette ardeur est le dessein formel de déclarer la Guerre à l'Espagne le plutôt qu'on pourra,

& comme je ne doute pas que Leurs HH. PP. ne souhaitent, ou de la procurer, ou de la différer, il m'est venu une pensée, que Leurs HH. PP. pourroient trouver plus d'avantage à continuer la Guerre contre l'Angleterre, & à faire traîner le Traité de *Breda*. On suppose ici qu'on est obligé de terminer la Guerre contre l'Angleterre, conformément aux Traitez d'Alliance ; mais on juge que dans la Conjoncture présente, il est de l'intérêt du Roi de le faire, autant qu'on pourra, sans irriter la Cour d'Angleterre, en se conduisant de manière, qu'on rejette sur Leurs HH. PP. tout ce qu'il y aura de dur en faisant connoître, que si le Roi y prête la main, il y est contraint par ses engagements. Le but qu'on a en se conduisant ainsi, est, sans doute, en réfléchissant aux Hostilités qui se commettent continuellement en Amérique, entre les Espagnols & les Anglois, de se rendre les Anglois favorables contre l'Espagne, ou du moins de ne les pas avoir à dos ; ce que l'on appréhenderoit pour peu qu'on irritât le Roi d'Angleterre. Le Comte de *St. Albans* a tenu certain discours, d'où l'on peut conclure, que l'Angleterre facilitera autant qu'Elle pourra la conclusion de la Paix ; ce qui est d'autant plus probable qu'elle paroît négliger tout à fait l'armement de sa Flotte, ce qui fait penser ici qu'on sera suffisamment en état d'appuyer les Négociations de *Breda*, pourvu que les Flottes de France & de l'Etat soient dans leurs Ports en état d'agir. Ceci est l'effet du différent sur le salut du Pavillon, on voit qu'on ne peut ré-

gler la jonction sans donner sur cela satisfaction à Leurs HH. PP., on n'a pas de raison pour refuser leur demande, & on a de la peine à se résoudre à la leur accorder, sur tout par convention: tout cela est préjudiciable aux Résolutions qui tendent à donner plus de poids à nos Propositions par la jonction des Flottes. De plus, on s'imagine que si Leurs HH. PP. ayant la Flotte jointe avec celle de France, se voyoient Maîtresses de la Mer, Elles pourroient bien ne s'en pas tenir aux conditions qu'elle a offerte à l'Angleterre, non qu'elles voulussent les changer, mais seulement amplifier leurs premières demandes, & s'en tenir-là, ce qui ne manqueroit pas de causer de nouvelles longueurs: en un mot, on auroit bien du chagrin ici de voir passer cet Été sans entamer la Guerre contre l'Espagne.

Je presse ici, à ce qu'on envoie au plutôt les ordres pour la jonction des Flottes, & c'est à cette occasion que j'ai découvert tout ce que je vous ai marqué ci-dessus; non qu'on m'ait avoué cet empressement avec lequel on voudroit déjà marcher contre les Espagnols; mais il suit naturellement de plusieurs autres preuves, & de l'ardeur avec laquelle on voudroit conclure la Paix avec l'Angleterre. C'est pourquoi j'ai représenté à ces Messieurs-ci, 1. le tort qu'on auroit de regarder la jonction des Flottes, comme une démarche capable de retarder la Paix, puis qu'on ne la feroit que comme le moyen le plus sûr de la hâter, & que les raisons qu'on a eues de rejeter une suspension d'Armes devien-



ienient encore plus fortes contre le Projet de laisser les Flottes dans leurs Ports , puis que ce seroit laisser les Anglois maîtres de la Mer , & par conséquent en état de faire aux Sujets du Roi & à ceux de Leurs HH. PP. tout le mal qu'ils pouroient , & de nous tenir, pour ainsi dire , les mains liées : j'ai fait voir combien cela seroit préjudiciable , & j'ai représenté en même tems , que puis qu'on étoit obligé de pousser la Guerre avec toutes ses forces , jusqu'à-ce qu'on eût obtenu la Paix , ce seroit causer du dommage, du mécontentement, & des soupçons, si l'on négligeoit les avantages que l'on pouvoit obtenir , & si l'on faisoit la Guerre avec une retenue qui feroit juger que l'on cherche moins les intérêts communs , qu'à flater l'humeur des Ennemis. 2. Que la Paix étoit encore un ouvrage brute & informe ; que jusqu'à présent les Anglois n'avoient cherché qu'à nous desunir , & à exciter des jalousies , que c'étoit-là les moyens de les faire réussir , sur tout , puis que de cette manière on rompoit toutes les mesures qu'on avoit prises ; qu'après tout , les Anglois auroient assez de tems , pour faire connoître en commençant la Négociation , quelles étoient leurs intentions pour la Paix , & que quand même on en expédieroit dès à présent les ordres pour la jonction , la Paix pouroit encore être faite avant qu'elle pût s'exécuter ; & que la jonction étoit nécessaire pour détruire entre les Alliez tous soupçons de défaut de sincérité , que ce qui s'étoit passé l'année dernière y avoit fait naître , & qui

n'é-

n'étoient pas si bien étouffez qu'ils ne pussent revivre ; outre qu'en attendant, il pourroit arriver qu'il seroit impossible de faire la jonction sans en venir de nouveau à un combat séparé. 3. Que pour ce qui est du contre-salut du Pavillon , la raison étoit tellement du côté de Leurs HH. PP., qu'on ne pouvoit refuser de régler cet Article ; non à cause de la jonction, mais pour l'avenir & pour les rencontres mêmes , de Vaisseau à Vaisseau, puis que si cela ne s'étoit pas fait ci-devant, & que par conséquent il n'en étoit arrivé aucun inconvénient , il pourroit arriver à l'avenir, cette affaire étant considérée à présent, sur un tout autre pied ; & qu'on donnera des ordres sur ce sujet , qui, s'ils ne se trouvent pas conformes de part & d'autre , ne manqueroient pas de causer quelques brouilleries. Qu'il y a aparence qu'à l'avenir les Vaisseaux François fréquenteront les Mers Britanniques plus que par le passé, & que l'on doit considérer par conséquent , que s'il arrivoit quelque démêlé sur ce sujet, on n'auroit guère de raison de sommer Leurs HH. PP. d'observer l'Alliance dans une chose où on refuse de leur donner raison.

J'en ai tant dit sur ce sujet, qu'il m'appara que j'avois persuadé Mrs. de *Turenne* & de *Lionne*. Je n'ai pû parler à Mr. *Colbert*, qui est toujours absent, ou si occupé qu'il ne reçoit point de visite. J'ai fait encore aujourd'hui de nouvelles instances dans un Mémoire que j'ai présenté, & j'ai demandé une Audience du Roi, au cas qu'il se trouvât encore quelque difficulté sur ce sujet.

Mr.

Mr. de S. *Albans* a eu une longue Conférence avec Mr. de *Lionne*, mais celui-ci m'a assuré qu'il ne s'y est rien dit qui eût rapport à la Paix, ou à la Guerre, que ce qui s'étoit déjà dit par rapport à Pouléron. Mr. de *Lionne* m'a promis d'appuyer cette affaire auprès du Roi, & que si l'on ne peut conclure aujourd'hui, on fera savoir par un Courier à Leurs HH. PP. ce qui aura été résolu. On m'a promis de bonne part une Liste du nombre, de la monture & de l'Equipage des Vaisseaux de la Flotte du Roi, si je l'ai aujourd'hui, vous la trouverez ici, autrement ce sera pour le premier ordinaire. Une Personne qui dit l'avoir ouï de la bouche du Roi, m'a dit que Sa Majesté colationnant hier sous une tente, avoit dit au Duc d'*Angbien*, qu'il falloit s'accoutumer à cette manière de vivre, puis que dans un mois il n'en pouroit mener une autre. On m'a dit aussi qu'il étoit échappé à Mr. *Petekom* de dire, qu'il ne seroit pas nécessaire de faire sortir les Flottes. Je n'ai point encore de réponse sur la Garantie; je presserai pour l'obtenir. Je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 28. Avril 1667.*

MONSIEUR,

Depuis ma dernière en date du 21., que je ne vous ai écrite à la hâte que pour accompagner les Instructions pour les Plénipotentiaires Députés au Congrès de Breda, que je vous envoyois, j'ai reçu outre le double ordinaire des Lettres adressées à Mr. le Greffier, vos deux Lettres à mon adresse en date du 22., j'en ai communiqué une aux Députés de Leurs HH. PP. pour les Affaires secrètes, lesquels n'ont pas été moins surpris que moi, que le Roi, après avoir si souvent exhorté Leurs HH. PP., & par écrit, & par son Ambassadeur, à faire les derniers efforts cette année, pour avoir de bonne heure en Mer une nombreuse Flotte, est le premier à se ralentir & à nous mettre dans la nécessité d'employer à son égard les mêmes exhortations, vous devez penser à les faire dans les termes les plus pressans, & à demander instamment qu'on envoie au plutôt à Mr. d'Estrades, si on ne l'a pas encore fait, les Ordres nécessaires pour terminer ce qui concerne la jonction, & pour satisfaire Leurs HH. PP. par rapport au contre-salut du Pavillon, sinon par une convention formelle, du moins par une promesse secrète,

ette, & de la manière la plus convenable. Je prévois, que si cette affaire traîne, il s'en trouvera plusieurs ici qui jugeront la jonction inutile, peut-être préjudiciable; pour moi je suis d'avis qu'en concluant cette Convention pour la jonction, non seulement nous hâterions la Paix, & la Jonction même, qui effectuée nous feroit certainement honneur, mais qui serviroit aussi d'une règle certaine pour l'avenir.

On a proposé la Garantie dans l'Assemblée Leurs N. & G. P. qui pressent les autres Provinces de se déterminer promptement sur cet Article, particulièrement pour ôter au Roi d'Angleterre toute espérance de voir la disunion après la Paix entre trois Etats, qui ont agi contre lui pendant la Guerre avec tant d'union: mais particulièrement afin d'empêcher quelques Personnes de l'Etat, qui ont des maximes contraires, d'entreprendre avec quelque apparence de succès de nous faire recourir à l'Angleterre plus qu'à la France. Ainsi le Roi Très-Chrétien a un grand intérêt que l'Etat, de presser la conclusion de cette Garantie, d'autant plus, qu'il a l'apparence à présent de pouvoir étendre cette Garantie jusqu'à maintenir le Pavillon Royal contre le prétendu *Dominium Maris* des Anglois, ainsi que vous verrez par l'extérieur du Projet de Garantie, dont je vous envoie Copie, & que Leurs N. & G. P. ont approuvé, ainsi que quelques Députés de Leurs HH. PP. Ces Députés de Leurs HH. PP. ont aussi approuvé la Résolution ci-jointe de L. N. & G. P., qui roule sur la  
réinte-

réintégration de quelques Articles du précédent Traité ; mais comme on attend encore les Résolutions de quelques Provinces , on n'a pris aucune conclusion dans la Généralité , ni sur l'une , ni sur l'autre affaire.

Il y a eu quelques disputes entre les Provinces sur le nombre des Plénipotentiaires que l'on doit envoyer à Breda. Leurs M<sup>s</sup> & G. P. jugent qu'il suffit d'y en envoyer trois , quelques autres Provinces sont de cet avis , entre autre *Utrecht* , qui consent de n'en point envoyer de son Corps. Les autres veulent qu'on se règle sur ce qui s'est passé à *Munster*. Je vous ferai savoir en ses tems ce qui aura été résolu.

Soyez persuadé que je contribuerais en ses tems à l'exécution de ce que vous avez écrit de votre main dans votre autre Lettre. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De St. Germain le 29. Avril 1667.*

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 22. , j'ai reçu votre du 21. du courant. Il y a plusieurs Personnes ici , qui , à la vûe des préparatifs que l'on fait publiquement & avec beaucoup d'ardeur pour déclarer la Guerre à l'Espagne , jugent qu'absolument on est , son  
mai

rain, plus assuré de l'Angleterre qu'on ne  
fait paroître. Je ne fais ce qui en est,  
mais le Comte de St. *Albans* a eu cette se-  
maine une Audience du Roi, & a vû Mr.  
de *Lionne*, & l'on est à présent si éloigné de  
la ponctualité avec laquelle on me donnoit  
ci-devant avis de tout ce qui se passoit dans  
de semblables occasions, qu'on ne répond  
autre chose aux instances que je fais pour  
être informé de ce qui se passe, sinon, que  
Leurs HH. PP. doivent se tenir assurées  
qu'on ne fera point la Paix sans eux, & qu'on  
ne la fera que conformément à l'Alliance;  
enfin, que l'on insiste auprès du Comte de  
St. *Albans*, sur l'affaire de Pouléron: au-  
tant que cela n'empêche pas ceux qui savent les  
affaires de me dire, que l'on ne doit pas trou-  
ver étrange que, sans préjudicier à l'Allian-  
ce de Leurs HH. PP., on s'assure de l'a-  
mitié des autres; ce que j'interprète natu-  
rellement de l'Angleterre. On peut con-  
clure de la manière dont on répond à nos  
instances pour la jonction & pour la Garan-  
tie, jusqu'où l'on pousse les choses de ce  
côté-là. La Guerre d'Espagne est à présent  
la grande rouë, qui donne le mouvement à  
tous les Conseils & à toutes les Résolutions:  
& quoi que ci-devant on fût résolu de diffi-  
muler sur cet article jusqu'après la conclu-  
sion de la Paix avec l'Angleterre, on n'a plus  
l'égard à présent pour les raisons qui avoient  
fait prendre ce parti, & l'on ne pense à pré-  
sent qu'à profiter de la saison pour commen-  
cer la Campagne dans les Pais-Bas; enfin,  
en hâtant la rupture on a encore en vûe  
d'em-

d'empêcher le Roi de Portugal de faire Paix particulière; & l'on m'a assuré que France & le Portugal avoient déjà pris des mesures sur cela. Je ne sais si cela est vrai mais j'y trouve bien de la vrai-semblance.

La seule chose sur laquelle je crois que nous-puissions compter est, que l'on parvienne à assez respecter Leurs HH. PP. pour ne rien faire contre leurs Intérêts dans les Négociations de Breda. On envoie l'Ordre par ce Poste-ci à Mr. d'*Estrades* de régler tout ce qui est nécessaire pour la jonction des Flottes sur le pied dont on est déjà convenu avec son Excellence: mais l'on diffère la sortie des Flottes jusqu'au 25. du mois prochain sur la présupposition que celle de Leurs HH. PP. ne pourra guère être prête avant ce tems-là, quoi que Mr. d'*Estrades* ait mandé qu'elle seroit en état de mettre à la voile le 15 mais la vérité est, que l'on voudroit faire Paix sans mettre en Mer, & la presser en menaçant de faire la jonction; en sorte que la moindre apparence de Paix, on ne manquera pas de prolonger le terme. Pendant qu'on ménage ainsi l'Angleterre, peut-être voit-on volontiers Leurs HH. PP. insister sur les moyens les plus violens, afin de les faire passer pour les méchans. Il me semble que nous devrions à présent parler d'une suspension d'Armes, on n'en entendroit pas volontiers la proposition, de crainte qu'elle ne fût cause que les choses traîneroient en longueur, néanmoins on ne pourroit disconvenir qu'elle vaudroit mieux que de rester dans nos Ports, pendant que l'Ennemi pilleroit tout sur Mer.



J'ai voulu représenter qu'on a tort de tant  
resser de commencer la Guerre sur Terre ;  
mais on est sourd à ces sortes de discours ,  
tant on est échauffé pour le contraire.

J'ai aussi fort insisté sur l'exécution de la  
promesse que l'on a faite à Leurs HH. PP.,  
de ne rien entreprendre en ceci sans avoir au-  
paravant consulté avec Elles , & j'ai fait voir  
qu'il étoit plus que tems de s'expliquer ; on  
me répond qu'on le fera ; mais que cela ne  
peut encore , & que Leurs HH. PP. peu-  
vent être sûrs que l'on restera dans les bornes  
d'une juste modération , & qu'on n'entre-  
prendra rien qui puisse préjudicier à l'amitié  
qui est entre Sa Majesté & Elles ; & qu'on  
n'écrit à Mr. d'*Estrades* : mais en même  
tems on me fait entendre, qu'on ne veut pas  
perdre en Négociations le tems propre à se  
servir des armes.

Je vous prie de penser à ce que je vous ai  
écrit en particulier la semaine passée, & d'ob-  
tenir pour moi la permission d'aller faire un  
tour au Pais , dès qu'il se présentera quel-  
que chose que je jugerai devoir être com-  
muniquée de bouche ; car les affaires qui  
sont sur le tapis ne peuvent souffrir de délai.

Quand je parle ici du Pavillon , on me  
répond que cela n'empêcheroit point la jonc-  
tion , & que Leurs HH. PP. peuvent don-  
ner à leur Amiral tels ordres qu'Elles jugeront  
propos. Je dis à cela, que ses ordres seront  
sans doute de ne pas baisser le Pavillon ; qu'il  
y ait une assurance qu'on lui rendra le salut du  
Pavillon ; Mr. de *Lionne* me répond qu'il n'a  
rien à dire à cela ; ainsi il se pourroit que , sans  
faire

faire de Convention , on seroit résolu de donner ordre de rendre le salut du Pavillon ou qu'on se contente de se saluer avec 1 Canon de part & d'autre ; peut-être encore espere-t-on, que la Paix sera faite avant que les Flottes mettent en Mer.

On passeroit volontiers une Convention sur l'article du Pavillon à cause de l'Angleterre mais les raisons pour lesquelles on diffère Garantie, sont cause qu'on évite de s'engager dans cette affaire.

Je suis très surpris que l'on se soit hâté dans la conjoncture présente, de défendre nos Draps & plusieurs autres Manufactures, que que j'ai représenté qu'on devoit au moins différer jusqu'après la Paix: mais celui par les mains de qui ces choses doivent passer, agit avec plus de fermeté que de circonspection. J'espère que puis que les François ne tirent présent presque aucune de nos Manufactures, Leurs HH. PP. trouveront les moyens d'empêcher qu'ils ne remplissent notre Païs de leurs, & que par ce moyen ils ne tirent le plus clair de notre argent comptant ; les plaintes sont inutiles, il faut avoir recours aux remèdes.

Jugez si Leurs HH. PP. ne pourroient proposer leur Médiation, tant en Espagne que devant la Cour Impériale; ce seroit rendre service & à ces Puissances, & à cette Couronne, & que d'accommoder le démêlé entre la France & la Maison d'Autriche, & empêcher la rupture: & quoi que cela paroisse impossible à présent, du moins empêcheroit-on la Guerre d'aller trop loin.

Quand

Quand j'ai pressé pour être informé de ce qui se passoit avec le Comte de *St. Albans*, on m'a répondu en peu de mots, que vous ne rendiez pas compte de ce qui se passoit dans les visites secrètes de\* l'*Isola*. Je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

A la Haye le 5. Mai 1667.

MONSIEUR,

J'ai reçu la votre du 29. du passé, j'avois eu l'honneur de vous écrire le 28. Je vous avoué que j'ai été étonné, pour les raisons que je vous ai marquées dans ma dernière, en aprenant que la France évitoit de donner les mains à la Garantie. Je crois qu'il ne faut pas se rebuter, & qu'il est nécessaire de faire valoir ces raisons auprès du Roi & de ses Ministres, & d'insister sur la conclusion de cette Garantie; en faisant entendre qu'elle engageroit Leurs HH. PP. à passer plus aisément sur plusieurs Articles dans les Négociations; & même à renvoyer après la Paix le

\* Ce l'*Isola* étoit un Ministre de la Maison d'Autriche, dépeint dans les Lettres d'*Entrades* T. IV. Lettres des mois de Mars & Avril, & sur tout dans celle du Roi du 8. Avril 1667., mais ce qui est dit ici des visites secrètes est détruit dans les Lettres du Comte d'*Entrades* au Roi du 21. Avril, & du Roi au Comte du 22. & du 29 du même mois.

le Règlement de Marine; au lieu que, faute de cette Garantie, sur tout la France refusant de la donner, on sera obligé de traiter avec plus de précaution, & de ne laisser aucune affaire indécise, qui pût ensuite causer de nouvelles brouilleries.

De même nous avons été fort surpris de ce qu'on ne vous fait point part tout naturellement de ce qui se passe avec le Comte de *St. Albans*, puis que cela se doit en conséquence de l'Alliance, & qu'on ne peut y manquer sans la violer; ce qui est d'autant plus offensant, que l'on insinue que c'est par représailles qu'on se conduit ainsi, sous prétexte que je ne communique pas ce que l'*Isola* me propose dans des visites secrètes; quoi que je puisse vous protester en conscience, que jamais je n'ai vû l'*Isola*, ni à présent, ni ci-devant, & que je n'ai que faire de ses visites; jusques-là même que j'ai empêché le voyage qu'il avoit envie de faire à la Haye.

J'apprens qu'on fait courir le bruit en France, que je lui ai été parler hors de la Haye, & que nous nous sommes donnez rendez-vous auprès de Tergauw: mais rien n'est plus faux; & j'ai toujours communiqué sincèrement à Mr. d'*Estrades*, ce que Mr. *Friquet* m'a dit sur les Affaires d'Angleterre, ou autres relatives aux intérêts de la France.

Nous jugeons bien qu'il faut qu'on soit assuré en France d'être d'accord avec le Roi d'Angleterre, & qu'on a obligé, & qu'on obligera ce Roi à favoriser les desseins des François sur les Pais-Bas Espagnols. Autrement

trement seroit-il possible qu'on fît paroître si peu d'empressement à mettre les Flottes en Mer: mais je suis certain que l'on se trouvera trompé dans ce qu'on espere des Anglois; puis que je ne puis croire que l'Angleterre voye tranquillement la France s'emparer des Pais Bas Catholiques, quand même le Roi s'y seroit engagé de la manière la plus solennelle; persuadé que je suis, que les plaintes générales de toute la Nation le contraindront bien à la violer.

Ne trouvez pas mauvais que je ne sois pas cette fois-ci de votre avis, lors que vous proposez à Leurs HH. PP. de demander une suspension d'armes; j'avouë qu'elle seroit moins préjudiciable, que de retenir les Flottes de France & de l'État dans leurs Ports; mais je ne vois pas que nous soyons encore dans la nécessité de choisir un de ces deux maux, puis qu'il y a un expédient entre deux qui est, que Leurs HH. PP. mettent leur Flotte en Mer, & même c'est mon avis, quand même le Roi de France voudroit retenir la sienne dans ses Ports, contre toute raison & toute obligation. Si nous parlions de Suspension d'armes, peut-être ne manqueroit-on pas de nous prendre au mot, pour faire obtenir à l'Angleterre tout ce qu'elle voudroit.

Mr. d'Estrades m'a réitéré tout de nouveau les assurances qu'il m'a données autrefois, qu'on n'entreprendra rien contre les Pais-Bas, sans avoir concerté avec Leurs HH. PP.: mais il me semble que vous avez représenté avec bien de la raison, qu'il

est plus que tems des'expliquer clairement : & puis que l'on proteste sans cesse qu'on ne sortira pas des bornes de la modération, il me semble que vous êtes en droit de demander qu'on vous fasse confidence des desseins du Roi, & jusqu'où ils s'étendent, & de prier Sa Majesté d'agir avec tant de modération, que Leurs HH. PP. puissent toujours être en état de concourir à terminer les différens, soit avec l'Espagne, ou d'un autre côté, à la satisfaction de Sa Majesté Très-Chrétienne : bien entendu que la France s'engagera à s'en contenter & renoncera à former à présent ou à l'avenir aucune prétention, ni sur les Païs-Bas, ni sur quelque'une de leurs Provinces; & consentira que l'Empereur, le Princes d'Allemagne, le Roi d'Angleterre & Leurs HH. PP. soient les Garands de cette renonciation, de la manière la plus authentique & la plus forte pour la sûreté conservation, & défense desdits Païs-Bas en sorte que pour faire les choses dans l'ordre, Sa Majesté consente dès à présent, qu'Leurs HH. PP. offrent leur Médiation à Sa Majesté, & au Roi d'Espagne. Je doute que si les choses ne se terminent pas de cette manière, la France puisse, sans en avoir concerté avec Leurs HH. PP., attaquer les Païs-Bas Espagnols, sans donner une rude atteinte à l'Amitié, & à l'Alliance qui est à présent entre les deux Etats; ce qui certainement seroit fort chagrinant. J'en ai dit mon sentiment à Mr. d'Estrades, depuis qu'il est arrivé ici, & j'ai toujours crû qu'entre

Amis

Amis, le meilleur étoit d'agir rondement & ouvertement, du moins c'est mon humeur ainsi; & à moins que vous n'ayez de fortes raisons qui vous en empêchent, je crois que le mieux est de vous conduire ainsi, & d'agir confidemment, & tout naturellement. Je suivrai néanmoins vos avis autant qu'il me sera possible; mais je crois que l'intention de l'Etat sera, que lors que vous ne pourrez plus être à cette Cour, il sera encore plus que tems pour vous préparer à en partir; mais qu'à présent vous ne pouvez vous en absenter.

Nous nous attendons à conclure & signer encore aujourd'hui avec Mr. d'*Estrades* la Convention pour la jonction des Flottes, conformément au Projet dont voici la Copie; & nous déclarerons nettement à cet Ambassadeur, que le Commandant en Chef de la Flotte de Leurs HH. PP. ne baillera pas le Pavillon qu'il ne soit assuré auparavant qu'on lui rendra le salut; vous pouvez faire la même déclaration d'une manière honnête, afin qu'on n'en soit pas surpris si la chose arrive.

Il ne reste plus que la voye de rétorsion à opposer aux nouveaux Droits mis sur nos Manufactures, ou plutôt à la défense indirecte qu'on en a faite.

On a remis aujourd'hui sur le tapis dans la Généralité la proposition du nombre des Plénipotentiaires pour Breda; & enfin, on a approuvé l'avis ci joint de Leurs N. & G. P. savoir, de n'y envoyer que trois Personnes, qui seront M. de *Beverningh*, Mr. le Pensionnaire d'*Hu-*

*bert & Mr. Jongstal*; néanmoins on en nommera huit dans le Plein-Pouvoir, ou on y laissera leurs noms en blanc, & lors que tout sera réglé ils signeront le Traité. On n'a pu arrêter encore jusqu'à présent les Instructions des Plénipotentiaires, dont je vous ai envoyé le Projet le 28. du passé, parce que Mrs. les Députés de Gueldres n'ont pas encore reçu leurs ordres. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De St. Germain le 6. Mai 1667.*

MONSIEUR,

Je ne puis vous exprimer avec quelle joye & quelle reconnoissance j'ai lû dans votre dernière, la promesse que vous me faites de seconder le desir que j'ai de retourner au plutôt au País. Je vois aussi avec plaisir que vous êtes d'avis avec moi de donner ce Posteci à un autre; mais je crois, avec votre permission, que vous devez obtenir sans délai, ce que vous me promettez de demander en tems & lieu. J'ai résolu de suivre le Roi par provision jusqu'à Amiens; & il me semble qu'il seroit à propos qu'on me permît d'aller de là faire un tour jusqu'à la Haye; afin de faire raport de bouche, dans cette difficile conjoncture, de tout ce que je  
puis



puis avoir observé de la situation des choses & des Esprits dans ce Royaume & à la Cour. Mais comme pendant mon absence il faut avoir ici quelqu'un qui prenne soin des affaires, on pourroit m'envoyer quelque Personne capable que je laisserois en ma place sous le nom de Secrétaire, de cette manière Leurs HH. PP. auroient le tems de voir à qui Elles confieroient ce Poste. Je crois qu'on feroit bien d'envoyer quelqu'un qui fût ce que c'est que les affaires de la Guerre, & qui pût donner de bons avis de ce qu'il remarqueroit en suivant l'Armée de France. Mr. de *Mombas* est ici, & se chargeroit volontiers de cet Emploi, si on lui en vouloit donner la permission, & lui continuer ses Apointemens, nonobstant son absence. Permettez-moi, Monsieur, de vous déclarer, que je crois que je serois plus utile à la Haye qu'ici dans la conjoncture présente; je n'ai aucune raison de m'ennuyer à cette Cour-ci, où je reçois pour mon particulier plus d'honnêteté, d'amitié, & de marques d'estime & d'affection que je n'en recevrai nulle part. Je suis parfaitement, &c.

P. S. Je vous prie de nouveau de m'obtenir la permission de faire un tour à la Haye; car je crois qu'il y va du service de l'Etat.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De St. Germain le 6. Mai 1667.*

MONSIEUR,

J'ai eu l'honneur de vous écrire le 29 du passé, & j'ai reçu la votre en date du 28.

La Guerre que l'on est résolu ici de déclarer à l'Espagne m'inquiète extraordinairement; non seulement à cause des changemens préjudiciables que ces suites peuvent causer dans l'Europe; mais encore à cause des inconvéniens qui sont à craindre par provision, & qui pourroient bien renverser toutes les mesures que Leurs HH. PP. ont prises avec la France, & jeter la République dans le plus grand danger où elle se soit jamais trouvée; parce qu'on ne manquera point de prendre ombrage de ce qui se passera; de-là les défiances & les brouilleries.

Vous aurez remarqué sans doute, par mes dernières Lettres, qu'on commence ici à ménager les Anglois, & qu'on ne desavoue pas qu'on a des raisons de se les rendre favorables autant que cela se peut sans préjudicier aux Traitez que l'on a avec Leurs HH. PP., afin de ne les pas avoir à dos dans la Guerre que l'on va faire à l'Espagne. Si on desavouoit cela il y a trop de raisons qui convaincroient qu'on n'agiroit pas rondement. Dans les entretiens que j'ai ici avec les Ministres,  
ceux-

Ceux-ci font entendre que ci-devant on avoit eu la pensée d'admettre l'Angleterre dans l'Alliance, & qu'une Ligue défensive n'est aucunement contraire à quelque engagement que l'on auroit avec une Puissance qu'on auroit en vûe.

Ci-devant les Anglois ont donné Carte blanche à la France pour ce qui concerne les Païs-Bas; pourvû que le Roi voulût abandonner les intérêts de Leurs HH. PP., & il se trouve des gens qui s'imaginent qu'ils seroient capables de faire de nouveau les mêmes offres.

Mr. le Comte de *Furtemberg* m'a fait un long détail de toutes les instances qu'il a faites auprès de l'Empereur d'Allemagne pour tenter de mettre les choses, par rapport à l'Espagne, en termes d'Accommodement; mais qu'on n'a point voulu lui prêter l'oreille; & que dans le Conseil de l'Empereur on se fioit sur tout aux Lettres de Mr. *Friquet*, qui marque entr'autres choses, que Leurs HH. PP. ne souffriront pas la conquête des Païs-Bas. Son Excellence m'a dit encore, que *Carlington* étoit parti de Vienne fort mécontent, & avec une très mauvaise opinion de la Maison d'Autriche; & que l'Electeur de Cologne avoit mandé que ce Seigneur conseilleroit sans doute la Paix au Roi son Maître, qu'outre cela il lui étoit échappé de dire ailleurs, qu'il se présenteroit bien-tôt une meilleure occasion de recommencer la Guerre contre Leurs HH. PP., lors qu'Elles s'intéresseront pour les Païs-Bas Espagnols, & que l'Angleterre se sera reconciliée avec la France.

Ces discours me sont suspects pour plusieurs raisons; mais le génie de la Nation Angloise & son animosité contre Leurs HH PP nous autorisent à en tout craindre. Ce qui nous est préjudiciable par provision, c'est que ces rapports se font ici où ils laissent de mauvaises impressions & donnent lieu à d'autres suggestions, que l'on ne manque pas d'employer pour inspirer au Roi de la défiance de Leurs HH. PP.; & quoi qu'on fasse ici tout ce que l'on peut pour me dissimuler ce qu'ordonne, on ne laisse pas de me répondre lorsque je dis, qu'en tout cas Leurs HH PP sauront toujours bien allier leurs intérêts avec ceux de Sa Majesté, qu'on le souhaiteroit fort; mais que ce que jedis ne s'accorde guère avec les bruits qui courent & qui viennent de chez nous; entr'autres, que dans tout ce qui concerne les affaires d'Espagne, vous conduisez avec cette Cour, plutôt comme un homme qui craint & qui se défie que comme Ami; & qu'il ne faut pas s'imaginer qu'on se laisse ici persuader si facilement. Monsieur, je juge que les affaires sont entièrement ruinées entre deux États dans une conjoncture délicate, lors qu'ordonne de part & d'autre dans une pareille défiance, & qu'on commence à prendre ses précautions: & je n'ai point trouvé de meilleur expédient pour éloigner toutes les fâcheuses conséquences qui me paroïssent: craindre, que d'engager le Roi de France à déclarer confidemment à Leurs HH. PP. en quoi consistoit ce qu'il exigeroit en cas d'Accommodement, & que l'on employât les mo-

yens

yens les plus efficaces pour obliger l'Espagne à y consentir. Notre Alliance avec la France peut seule justifier notre conduite, & l'on ne doit pas examiner si scrupuleusement une affaire qui peut mettre l'Europe dans l'état le plus tranquille que l'on puisse désirer, en évitant les plus fâcheux accidens qui sont à craindre. J'ai parlé ici à tous les Ministres; & je les ai vivement sommés de la promesse qui a été faite à Leurs HH. PP. d'agir de concert avec Elles; j'ai même démontré par des raisons qui me paroissent fortes, que cela n'est pas moins nécessaire que raisonnable. On m'a assez écouté d'abord; mais la chose ayant été portée au Conseil, on s'en est tenu aux termes généraux, que l'on n'a point dessein d'aller au de-là des bornes de la modération; qu'on doit s'en prendre à l'opiniâtreté de l'Espagne, qu'on attend qu'elle fasse des Propositions; que les prétentions du Roi sont claires, & que l'on doute que Leurs HH. PP. prissent dans cette affaire les Intérêts de la France autant qu'Elles le devroient; enfin, que l'on voudroit avant tout, savoir ce qu'Elles en pensent. Faites-moi donc la grace de me donner des éclaircissemens, car cette affaire ne peut rester plus long tems en suspens, & je persiste dans les mêmes pensées que je vous ai expliquées ci-dessus: & si celles des Princes Alliez sont telles que je le marque sur le rapport du Comte de *Furstemberg*, je ne vois pas d'autre moyen de sortir d'affaire que celui que j'ai proposé.

Ce Comte m'a aussi dit en confidence, qu'il y avoit aparence que l'Armée commandée

par Mr. de *Crequi* étoit destinée pour la Pologne, & qu'on demanderoit le passage pour elle aux Electeurs Alliez; mais qu'en même tems l'intention étoit, dès qu'on l'auroit obtenu, de tomber dans le Pais de l'Empereur, s'il s'avisoit de remuer, & de mettre la Suède de la partie: cela peut être, mais il me paroît vrai-semblable qu'on demande passage afin que si les Electeurs & Princes d'Allemagne le refusent, comme il y a aparence, il ne soit plus libre de l'accorder à l'Empereur.

Mr. de *Choupes*, qui en allant à l'Armée de Suède a passé par *Bremen*, dit, qu'il a trouvé des défauts considérables dans les Fortifications de cette Place, entr'autres, que les fosses ne sont pas assez profonds, que les remparts sont trop bas; que le fond du fossé est plus haut que l'eau de la Rivière, & qu'ainsi on peut facilement le saigner; que la fausse braye ne couvre point la face du Bastion, &c., & il juge qu'une Armée de 10. mille hommes qui attaqueroit cette Place avec vigueur, pourroit s'en rendre maîtresse en moins de trois semaines. Il en a parlé ainsi à *Wrangel*; & il a dit en confidence, que cet Officier voyant cette Ville endormie sous les apparences de la Paix, & ceux qui pourroient s'intéresser pour elle, occupez ou embarraslez ailleurs, il pourroit bien hasarder ce coup-là. Ce Mr. de *Choupes* est un homme d'esprit & qui a beaucoup d'expérience en ce qui concerne l'attaque des Villes.

Toutes les remarques qu'on a faites sur les Traitez précédens avec l'Angleterre me

paroissent très raisonnables; mais sur tout je trouve importante celle qui regarde le salut du Pavillon: mais je serois d'avis que dans la conjoncture présente on ne s'opiniâtât pas, pour des raisons faciles à comprendre.

Mr. de Lionne m'a dit, qu'on écriroit la semaine prochaine à Mr. d'Estrades touchant la Guerre d'Espagne & les prétentions du Roi; peut être apprendra-t-on alors quelque chose de plus particulier. Je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

A la Haye le 12. Mai 1667.

MONSIEUR,

J'ai reçu en son tems votre Lettre du 6., ma dernière étoit en date du 5., la Lettre ci-jointe de la part de Leurs HH. PP. vous instruira de ce qui a été \* réglé ici avec Mr. le Comte d'Estrades touchant la jonction, & quelle est la dernière Résolution de Leurs HH. PP. par rapport au salut & au contre-salut du Pavillon; enfin, la passion qu'Elles auroient de contribuer à prévenir la Guerre que Sa Majesté paroît résoluë de faire à l'Espagne en agissant avec Sa Majesté avec la plus grande confiance: il ne paroît pas qu'on puisse différer plus long tems à nous donner la

\* Cette Convention est dans les Lettres d'Estrades T. IV. avant une Lettre du Comte au Roi du 6, Mai 1667.

la communication qu'on nous a promise, & à concerter avec nous. On pouvoit, ce m' semble, en sommer Sa Majesté, & lui représenter combien Leurs HH. PP. sont surprises des grands changemens qui sont arrivés en France depuis quelques semaines. Qu'on n'a laissé passer aucune occasion d'irriter Leurs HH. PP. contre l'Angleterre; qu'on a paru prendre ombrage de moindres choses qui paroissent tendre à quelque Négociation avec cette Couronne comme l'entrevûe de Mrs. *Vane* & de *Beverningh* à Cleves, & les sottes ouvertures de *Bua* & de *Silvius*, & qu'on en a paru mécontent, quoi qu'on fût exact à en faire part à Mr d'*Estrades*, ou au Roi même & à ses Ministres par votre canal; qu'on a pressé l'armement des Flottes de part & d'autre dans la vûe de mettre en Mer de bonne heure; qu'il paroît qu'on a envie de passer une Garantie sur tout par rapport à l'article du Pavillon; enfin, qu'il s'est passé plusieurs choses à peu près semblables, qui, avec la promesse solennelle qui regarde les affaires de l'Espagne sembloient frayer le chemin à une intime confiance & à une amitié inaltérable: que cependant on fait paroître tant de complaisance pour les Anglois, qu'il paroît qu'on craint de les offenser, & on traite avec eux presque ouvertement sans la participation de Leurs HH. PP., & sans leur rien communiquer, quoi qu'on s'y soit obligé; que la France paroît assez vouloir ne pas faire sortir sa Flotte, rejeter une nouvelle Garantie, défendre le debit de nos principales



pales Manufactures, & ne pas faire les ouvertures promises par rapport aux affaires des Pais-Bas Espagnols. J'espère que vous aurez le bonheur de faire comprendre au Roi & à ses Ministres, que ce n'est pas-là satisfaire aux obligations de l'Amitié qui est entre la France & la République; que bien loin de-là c'est y causer bien du refroidissement, & par conséquent faire craindre de plus en plus à Leurs HH PP. le voisinage de la France; ce qui ne peut être réparé qu'en faisant part à Leurs HH. PP. des dernières intentions de Sa Majesté sur l'un & l'autre. Je juge même que le fondement posé par les Résolutions que Leurs HH PP. ont prises le 5. de ce mois & aujourd'hui, est le seul sur lequel on puisse bâtir, & j'espère qu'on agira-là avec vous en confiance; on est ici dans la disposition d'y répondre avec autant de confiance que de droiture. Vous savez, par tout ce qui s'est passé, que je suis avec vous de même avis; qui est, qu'il faudroit que le Roi convint avec Leurs HH PP., par rapport aux Pais-Bas, & que Leurs HH. PP. se chargeassent d'employer tous les moyens les plus efficaces pour obliger l'Espagne à donner les mains à un Accommodement, & ainsi terminer ce différent avec douceur.

Leurs HH PP. ont arrêté hier les instructions pour les Plénipotentiaires de l'Etat qui sont déjà à *Breda*, & les remarques faites sur le Traité de 1662. Elles ont aussi approuvé le Projet de Garantie, tel que je vous l'ai en-

envoyé, à l'exception de l'article du salut du Pavillon qui a été rendu commissorial ; les instructions ont été aussi changées en quelques endroits sur les avis de Zelande : premièrement, que les Places, Pais ou Isles conquises de part ou d'autre après la signature du Traité seront restituez ; mais on n'a rien changé par rapport aux vaisseaux & autres biens-meubles qui pourroient être pris quoi qu'après la Paix faite, dans les termes dont on s'est servi. 2<sup>o</sup>. Qu'on rendra les Prisonniers sans rançon ; mais qu'on payera leur dépense : enfin, sur la representation de la même Province, on a fait entrer dans ces instructions la substance un peu amplifiée de la Résolution de Leurs HH. PP. du 3. de Mars qui concerne la \* restitution de *Tabago*, *St. Eustache*, *Baumerona* & autres Isles que les François ont repris sur les Anglois. Je crois qu'il est à propos que vous fassiez part du contenu de ces instructions aux Ministres de Sa Majesté, & demander qu'on donne ordre à Mrs. d'*Estrades* & *Courtin*, d'en appuyer tous les articles, en sorte que l'Angleterre ne s'opose en aucune maniere aux prétentions de Leurs HH. PP. & ne retarde point la prompte conclusion de la Paix ; vous pouvez demander en même tems qu'on fasse une pareille confiance à Leurs HH. PP. qui offrent de leur côté de coopérer en tout ce qu'Elles pourront.

Les affaires de Suède † sont encore ici sur le

\* Lettres du Comte d'*Estrades* Tome IV. dans une Lettre de Breda du 12. Mai.

† *Ibid.* Seconde partie du Mémoire du Roi du 9. Mai 1667. & Lettre du Comte du 19. Mai.

le même pied : il y a apparence que Mrs. le Comte de *Dhona* & Mr. *Appelboom*, ont demandé des ordres & qu'ils les attendent : Leurs HH. PP. ont pris les Résolutions suivantes sur les instances qu'ils ont faites pour obtenir qu'on relâchât quelques Vaisseaux Suédois arrêtés ; & sur la demande ‡ qu'ils ont faite par rapport aux cinq Vaisseaux chargés de grains : prenez la peine de justifier où vous êtes le contenu de ces Résolutions.

Les Etats de Hollande & de West-Frise doivent s'assembler extraordinairement mardi prochain. Je ne manquerai pas de Leur proposer ce que vous demandez dans votre dernière & dans votre précédente Lettre ; je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT,

*De St. Germain le 13. Mai 1667.*

MONSIEUR,

Je vous ai écrit le 6. du courant, & j'ai reçu en son tems la votre du 5. Vous avez raison d'être surpris que le Roi fasse difficulté de passer l'Acte de Garantie, car ses Ministres l'avoient approuvé quand l'Ambassadeur de Leurs HH. PP. en a fait la première proposition ;

‡ *Ibid.* dans une Lettre du Roi du 22. Avril &c. à la fin de celle de Mr. d'*Esfrades* du 12. Mai.

sition ; les affaires des Pais-Bas , l'intérêt que l'on a de ménager le Portugal & de profiter de la saison , peut-être même l'espérance d'enlever le Roi d'Angleterre à l'Espagne & de le mettre dans les intérêts de la France , sont les raisons qui ont changé toutes ces mesures , & qui sont cause que le desir de gagner l'Angleterre l'emporte sur tout , autant qu'il se peut cependant sans s'exposer à aliéner Leurs HH. PP. , ce qui n'arrivera pas aisément à ce que l'on croit , tant que Sa Majesté Très-Chrétienne ne rompra pas ouvertement l'Alliance ; ou qu'on pourra craindre que l'Angleterre n'unisse ses intérêts avec la France , sur tout les Provinces Unies ayant tant perdu de leur crédit , depuis qu'on fait ce que la discorde peut faire chez eux , & combien elles sont foibles par terre faute de bons Officiers. On a un autre prétexte dont on se sert pour faire sentir l'inutilité d'une Garantie , qui est que l'Alliance garantit le Traité de Paix autant qu'un Traité fait en commun : Enfin , on s'embarasse moins de donner des sûretés au Dannemark , que de contenter la Suède qui ne cesse de se plaindre depuis long tems de l'Alliance entre la France & le Dannemark ; outre que l'on juge que le Roi de Dannemark est suffisamment en sûreté par les Alliances qu'il a avec la France & avec Leurs HH. PP. , en sorte que quand j'insiste sur cette Garantie , on me répond qu'on ne voit pas quelles raisons Leurs HH. PP. ont de presser cette affaire , à moins qu'Elles n'aient en vûë d'exciter des défiances entre la France & l'Angleterre. Ainsi , je crains bien, Mon-

sieur,

eur, que nos instances à cet égard ne soient non seulement inutiles, ce que je suis sûr pour certain; mais même cause d'une plus grande union entre l'Angleterre & la France.

C'est une affaire purement arbitraire, elle dépend du bon plaisir du Roi; ainsi jugez ce que nous devons en espérer, puis ne pour la même raison, qui est ici *causa impellens*, on éloigne autant qu'on peut de qui est *Necessitatis ex precedenti obligatione*, tel que la jonction de la Flotte de France à celle de l'Etat pour agir contre l'Ennemi, ce que l'on ne fera qu'à la dernière extrémité, nonobstant toutes nos représentances.

Si l'on manque à me faire part de ce qui se passe avec le Comte de *St. Albans*, c'est pour des raisons qu'on ne dissimule plus, et que l'on affecte même de faire connoître dans la vue que j'explique dans l'inclusion, si je ne me trompe.

Je ne vois qu'un moyen de sortir de cet embarras; c'est celui que j'ai proposé dans ma précédente; & il me semble que par cette provision nous devons ménager l'Angleterre avec autant de circonspection que la France le fait. Je crois même que la proposition d'une Suspension d'armes, ne fût-ce que pour quelques jours, ne peut être déconseillée; il faut cependant agir selon l'état des choses & la disposition des esprits, & de la manière la plus propre à animer la France.

Vous voyez combien on observe mal la  
pro-

promesse de ne rien attenter contre les Païs Bas avant de nous avoir avertis ; mais me suis accoûtumé à ne pas trouver cette conduite étrange *in tantâ negligentia bonæ fidei quantum hic deprehendi.*

On s'est rendu aux éclaircissemens que vous m'avez donnés pour démontrer la fausseté de l'accusation de vos secrètes Correspondances avec l'*Isola* ; mais on n'imite point votre sincérité. Il me semble que le moyen de nous tirer de la crise où tout ceci nous jette, est d'employer les moyens les plus efficaces & de faire obtenir satisfaction à la France, pourvu que ses prétentions soient modérées, & qu'Elle n'exige rien qui aille contre les intérêts de Leurs HH. PP. En effet, je ne vois pas que nous dûssions beaucoup nous alarmier que la France ait la Franche-Comté, Cambrai & quelques Villes des environs, & que l'Empereur & Leurs HH. PP. garantissent le reste ; car il y a bien de l'apparence que cet Eté-ci l'Armée du Roi poussera ses conquêtes jusques-là, & peut-être plus loin ; & si l'on s'éloigne avec cette Couronne-ci de certaines règles fixes, il est à craindre que ceux qui savent conduire leurs desseins avec secret & qui s'embarassent peu de la morale ne triomphent de ceux qui agissent rondement & qui se tiennent atachez aux règles de cette science.

Le Comte de *Furstenberg* a dit en ma présence au Résident de l'Empereur qui est ici qu'il avoit déclaré à Sa Majesté Impériale que les Princes le long du Rhin n'accorderoient point le passage à ses troupes vers le

Païs

ais Bas Espagnols, si l'Espagne refusoit de accommoder avec la France; il faudra que Espagne prenne le parti de consentir à un accommodement si elle veut mettre quel-  
l'un dans ses intérêts.

Ce que je marque d'un Traité avec le Portugal m'a été dit comme venant de la bouche même de Mr. *la Negue* qui est un gros Marchand, qui est chargé ici des affaires les moins importantes du Portugal: il dit qu'un Ministre de Sa Majesté Portugaise doit se rendre Breda pour l'affaire de Cochin. Je ne sais ce qu'il entend par-là.

On se dit ici à l'oreille, que dans quelques semaines on entendra parler d'une affaire importante & avantageuse à la France, qui causera bien de l'étonnement.

Il seroit à propos que nous eussions à l'Armée de France quelqu'un qui scût ce que c'est que les choses de la Guerre & qui eût une liaison de nos intérêts avec la France, pour entretenir correspondance d'un côté avec Leurs HH. PP. & de l'autre avec leur Ministre ici. Je souhaiterois qu'Elles agréassent pour cet Emploi la Personne que j'ai proposée,

Faites-moi le plaisir d'empêcher que l'on ne tire point de Copie de ma Dépêche à Mr. le Greffier, afin qu'elle ne devienne point publique. Je suis, &c.

P. S. Je souhaiterois qu'on m'envoyât le chiffre dont l'Etat se sert avec Mr. de *Rbeede* leur Ambassadeur en Espagne.

A Mr. C. Van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

A la Haye le 19. Mai 1667.

MONSIEUR,

J'ai reçu votre Lettre du 13. de ce mois ma dernière étoit datée du 12. Mr. le Comte d'*Estrades* est venu ici de Breda Dimanche dernier qui étoit le 15. de ce mois. J'ai eu le même jour un long entretien avec lui, dans lequel il m'a communiqué une Lettre \* du Roi qu'il a délivrée le lendemain dans une Audience qu'il eut de Leurs HH. PP., il leur a en même tems remis la Copie d'une Lettre † que Sa Majesté Très-Christienne avoit envoyée le même jour à la Reine d'Espagne. Je vous envoie ci-jointe la Copie de ces deux Lettres. Ce Ministre m'a déclaré dans notre entretien, qu'il avoit ordre 1<sup>o</sup>. de présenter à Leurs HH. PP. un exemplaire imprimé de la justification des droits, ou prétentions du Roi sur les Places dont Sa Majesté va prendre possession. 2<sup>o</sup>. d'assurer Leurs HH. PP. que le Roi est entièrement disposé à donner les mains à un Accommodement, dans lequel on jugera de sa modération, puis qu'il veut bien se contenter de quelques Terres & Places éloignées de

\* Voyez Lettres d'*Estrades* Tome IV. cette Lettre du Roi est du 9. Mai 1667.

† Cette Lettre est *ibid.* avant la Lettre citée ci-dessus.

‡ Le Comte d'*Estrades* rend compte au Roi de cette Conférence, *ibid.* dans une Lettre de Breda du 19. Mai.



es Frontières de la République & qui ne  
ussent causer aucun ombrage à Leurs HH.  
P., consentant même que Leurs HH. PP.  
d'autres Princes voisins fussent les Garans  
une telle Convention. Et 3<sup>o</sup>. d'assurer  
Leurs HH. PP. que Sa Majesté ne forme au-  
une prétention sur quoi que ce soit de leur  
effort, & que s'il le faut Elle leur en don-  
era une déclaration dans les formes & dans  
s termes les plus forts. Dans le discours  
ue cet Ambassadeur prononça le lendemain,  
parla de toutes ces choses, mais il ne déli-  
rien par écrit à l'exception des deux Lettres.  
ai représenté à son Excellence, qu'une dé-  
laration aussi générale ne nous mettoit pas  
état de faire quelque proposition à la Cour  
Espagne conformément aux intentions de  
a Majesté, encore moins d'y faire rien réüs-  
r; & que pour mettre les choses en train il  
loit que Sa Majesté nous fît confidence de  
s dernières intentions. Cela nous donna  
ccasion de parler beaucoup l'un & l'autre,  
je n'ai point manqué de représenter à ce  
ministre tout ce que je vous ai marqué dans  
a dernière sur la conduite présente de la  
rance : la conclusion a été, que ce Minis-  
e s'est chargé de faire tout ce qu'il pourroit,  
répondant à Sa Majesté, pour l'engager,  
conséquence de la promesse qui nous a  
é donnée; de nous faire part en confidence  
e ce en quoi consistent les prétentions de Sa  
Majesté, ce que l'on pourroit négocier & sti-  
ler pour lui donner satisfaction sous une  
bonne Garantie telle qu'il me l'avoit propo-  
é & que nous l'avons exprimée, vous dans  
votre

votre Lettre du 6., & moi dans la mienne d  
12. (pour lui, il croit que Sa Majesté se con  
tentera de *Cambrai*, *St. Omer* & *Air*.) Nous  
sommes convenus au surplus qu'il inform  
roit le Roi son Maître, de l'inquiétude où il  
trouvé les esprits ici, & des mauvais effe  
qui pouvoient en résulter pour Sa Majesté  
en lui conseillant sérieusement de les prev  
nir par une confidente ouverture. Je m  
suis chargé de vous informer de tout ceci p  
cette Poste, afin que vous représentiez à M  
de *Lionne*, non en qualité de Ministre public  
mais de bon ami, affectionné pour le bien  
la France & pour celui de notre République  
que la conduite présente du Roi de France  
la lenteur avec laquelle on s'aquite de  
promesse faite & souvent réitérée, & l'ap  
hension du voisinage & de la trop grande pui  
sance de la France, a terriblement irrité l  
esprits ici, en sorte qu'il seroit à propos  
se conduire de maniere à empêcher qu'o  
ne prît ici ces irrégularitez en aussi mauvai  
part qu'on le pourroit; que pour y réussir  
n'y auroit qu'à faire une confidence sincère  
& à offrir de concerter sur ce que nous pou  
vons faire de notre côté; mais qu'il ne fa  
point perdre de tems. Vous l'assurerez  
même tems, que soit que l'on vous fasse  
ces ouvertures, & que vous m'en écrivie  
soit qu'on en charge Mr. d'*Estrades*, ell  
seront tenuës secretes & l'on ne s'en se  
vira que pour le bien des deux Etats.

Les Etats de Hollande & de West-Fri  
sont tous ici; mais comme c'est aujourd'h

l'Asce

Ascension, ils ne commenceront que demain leurs Délibérations. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Paris le 20. Mai 1667.

MONSIEUR,

Quand vous me marquez à la fin de votre dernière, que vous proposerez dans l'Assemblée de Leurs N. & G. P. ce que je vous marque dans celle que je vous ai écrite en particulier, j'entends que vous ferez un point de Délibération de la demande que je fais d'aller faire un tour au Pais, c'est pourquoi j'en ai point fait difficulté d'en parler dans la Lettre ci-jointe à la Régence, & d'implorer de nouveau votre faueur en sorte que j'obtienne une réponse favorable.

Je ne prétends point, en partant d'ici tout un coup, laisser imparfaites les affaires dont j'ai été chargé & qui concernent la guerre avec l'Angleterre; mais je demande la grace, qu'on ne m'oblige pas à rester plus long tems absent de chez moi, en m'envoyant de nouveaux ordres sur des affaires qui n'ont aucune relation à cette Guerre.

Il est certain que celui qui voudra ici veiller comme il faut aux intérêts de Leurs HH. P. doit suivre le Roi dans son Armée; il est pas moins certain que pour les raisons léguées dans ma précédente je ne suis aucun-

nement propre à faire ce personnage, pu que je serois obligé de m'exposer à la fatigue de monter à cheval, ce que je ne pourois éviter, ainsi que me l'ont assuré des Officiers qui sont de mes amis; car quoi que le contraire soit praticable dans les Armées de Leurs HH. PP. cela ne l'est point du tout dans les grandes Armées de France, outre que ce seroit m'exposer au mépris, si avec les apparences d'une bonne santé j'allois me faire rouler en carrosse, ou en calèche, pendant que toute la Cour seroit à cheval; or rien n'est plus prejudiciable ici que d'y être méprisé.

Outre cela il me semble qu'il est tems de décharger l'Etat de la double dépense d'entretenir ici un Ambassadeur & un Ministre extraordinaire, & d'y envoyer un Ambassadeur qui puisse suivre le Roi & ses Ministres à la Ville, à la Campagne & à l'Armée, pour y veiller aux intérêts de Leurs HH. PP. On ne peut jamais mieux que dans la conjoncture présente prendre une Résolution sur ce sujet.

Il est vrai que j'ai à cette Cour-ci plus d'habitudes que celui qui y viendrait tout nouvellement: il est vrai que d'un côté cela donne un accès plus familier; mais souvent l'on se fatigue de cette familiarité, & l'on a déjà averti sous main, que l'on commence à ne me plus voir aussi volontiers que ci-devant.

Après tout, je ne pretends en aucune manière abandonner les affaires de France dans une conjoncture aussi importante, tant que je pourai être de quelque utilité à ma Patrie.

mon retour je contribuërai de tout ce qui  
épendra de mon travail & de mes remarques  
vous soulager dans vos occupations qui s'é-  
tendent sur toute la République; soit en vous  
proposant ce que je croirai devoir être mis en  
exécution, & y ajoutant toutes les remar-  
ques que mon application peuvent me fournir;  
Enfin, je pourai vous aider dans l'expédition  
des dépêches raisonnées pour aider celui qui  
sera ici à y faire d'autant mieux les affaires de  
Leurs HH. PP. Je ne sai si de cette manière  
à je ne serai pas plus utile à la Haye qu'ici:  
car, pour vous dire la vérité, je suis natu-  
rellement un très mauvais solliciteur, & par  
conséquent mauvais Ministre lors qu'il s'a-  
git de solliciter, comme il faut presque tou-  
jours faire ici.

Suivant le train présent des choses, il me  
semble qu'aussi-tôt la conclusion de la Paix à  
Breda, on ne doit plus différer d'envoyer un  
Ambassadeur Extraordinaire à la Cour Impé-  
riale. Il sera aussi à propos d'envoyer ici une  
Ambassade extraordinaire pour faire un remer-  
cement au Roi, & pour entamer avec plus de  
vigueur ce qui concerne la pacification des  
troubles qui ne font que commencer, & qui  
peuvent aller loin; & après un court séjour,  
le nouvel Ambassadeur ordinaire, qui seroit  
venu avec l'extraordinaire pourroit prendre le  
manement des affaires.

Si le Roi vouloit consentir à déclarer dès  
à présent à Leurs HH. PP. ses dernières in-  
tentions, ainsi qu'Elles l'en ont prié, tout  
dépendroit moins des instances que l'on pou-  
roit faire ici que des Résolutions qu'on de-

vroit prendre dans l'Etat, & alors ma présence-là seroit peut-être plus utile qu'ici, où il suffiroit que l'on eût par Provision une personne, qui sous le nom de Secrétaire, suivît la Cour & informât Leurs HH. PP. de tout ce qu'il découvreroit. Si le Roi refuse de faire cette confiance à Leurs HH. PP. & qu'il renvoye jusqu'à ce que l'Espagne entre en Négociation en faisant des offres, ce sera une affaire de longue haleine, & qui, suivant le train qu'elle prendra, devra passer par les mains de Ministres qui auront le Caractère d'Ambassadeur; tant à cause de l'importance des affaires, que parce qu'il s'agira de négocier avec des Ambassadeurs, ce qui ne se peut faire par un simple Député de Leurs HH. PP. à cause du Rang qu'ils prétendent chez les Ambassadeurs, tant dedans que dehors le Païs.

Enfin, il me semble que ma demande d'aller faire un tour au Païs, non seulement n'est pas contraire aux intérêts de l'Etat, bien loin de-là elle leur est avantageuse en tous sens. Pour mon particulier, on ne peut m'accorder une grace qui me soit plus sensible. Je suis parfaitement, & en vous recommandant mes intérêts, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 20. Mai 1667.*

MONSIEUR,

J'ai eu l'honneur de vous écrire le 13. du  
ourant, & j'ai reçu en son teins la votre  
u 12. Je ne cesse depuis quelques jours de  
aire ici aux Ministres les plaintes qui font le  
ujet de votre Lettre; mais pour les convain-  
re que l'on prend chez nous ces affaires à  
œur, je leur ai lû à chacun en particulier  
e que vous m'en marquez, & je leur ai fait  
oir non seulement avec quelle droiture Leurs  
HH. PP. en agissent, mais encore avec quel-  
e fermeté Elles persistent à se conduire com-  
ne ci-devant, quoi qu'Elles aient tout lieu  
l'être persuadées que l'on n'en fait rien de ce  
ôté-ci. Je représente aussi combien il est dé-  
aisonnable d'avoir à présent moins d'ardeur  
employer les moyens les plus efficaces pour  
âter une Paix dans laquelle Leurs HH. PP.,  
quoi qu'apuyées du secours du Roi, & qu'El-  
es ayent affaire à un Ennemi affoibli, ont la  
modération de se contenter des mêmes con-  
ditions auxquelles elles n'ont jamais voulu  
brêter l'oreille, lors qu'Elles faisoient la  
guerre seules, qu'Elles avoient essuyé des re-  
vers, & qu'Elles en craignoient d'autres.  
e leur ai fait considérer combien on devoit  
e louer ici de Leurs HH. PP. qui pour l'a-  
vantage de la Cause commune avoient atti-

ré, à leurs dépens, le Roi de Dannemarck dans l'Alliance; enfin, combien on doit s'attacher à un Etat qui ne pense pas à tromper, & qui le peut faire dans les affaires importantes qui intéressent ses amis auxquels il ne cache rien. J'ai insinué en même tems, que les Anglois ne doivent s'en prendre qu'à eux-mêmes & à leur lenteur, si la Paix n'est point déjà faite, & qu'il y avoit lieu de douter que leurs délais ne doivent pas être plus suspects au Roi qu'à Leurs HH. PP.

On me répond en termes généraux, que Leurs HH. PP. peuvent se tenir assurées que le Roi ne fera jamais rien de contraire à l'Alliance qu'il a avec Elles, ni en Guerre, ni en Paix; qu'Elles ne doivent point prendre d'ombrages, & qu'on est bien persuadé que l'Alliance de Leurs HH. PP. est plus importante pour le Roi qu'aucune autre; mais qu'd'un autre côté il est raisonnable que Leurs HH. PP. permettent à Sa Majesté de traiter les Anglois avec un peu de circonspection, afin de les engager à ne pas prendre part pour l'Espagne, puis que cela peut se faire sans blesser leurs engagements mutuels; & qu'il n'est pas extraordinaire que dans l'attente d'une Paix prochaine, on ne commette d'hostilités qu'autant qu'il en est besoin pour parvenir son but.

Mais la vérité de tout ceci est, que l'on tâchera avec le tems de gagner l'Angleterre non seulement pour l'empêcher de s'unir avec l'Espagne, mais pour s'en servir dans les soupçons qu'on pourroit concevoir de Leurs HH. PP. dans la conjoncture présente; c'est  
pou



pourquoi un Ministre disoit, si les Hollandois remuent, on leur jettera sur les bras le Roi d'Angleterre; on le feroit sans doute, si l'on pouvoit, & l'on y ajouteroit même la Suède & l'Evêque de Munster. On se fie fort ici à son argent & au pouvoir qu'il a sur les Anglois, vû la corruption qui régne chez eux. Néanmoins, il n'est pas moins vrai aussi qu'on ne se fie guere aux Anglois, & que l'on voit bien qu'on a plus de raison de se reposer sur Leurs HH. PP. Un Ministre m'a dit qu'il ne souhaitoit rien plus que de voir qu'on satisfasse aux pretentions du Roi sur le pied que vous me marquez dans votre Lettre; mais je crois, pour les raisons marquées dans ma dernière, qu'on parlera haut à présent de ce côté-ci, & j'entrevois tant de ronces, d'épines & de précipices dans toutes les Résolutions que nous prendrions tant soit peu éloignées des vûes de la France, tant d'embaras dans la proposition de laisser les choses aller leur train & de rester les bras croisez, que je ne trouve qu'un moyen d'en sortir. Quel est-il? si nous ne prenons pas de bonnes mesures avec ces Messieurs-ci, ils en prendront avec les Anglois.

Le Comte de *Furstemberg* m'a dit, que ci-devant on se seroit contenté de la Franche-Comté avec Cambrai, Air & *St. Omer*; mais qu'à présent, autant qu'il peut en juger, on voudra y joindre le Luxembourg. Il me semble qu'il vaut encore mieux pour l'Espagne de faire cette perte & d'avoir la Garantie de l'Empire, que de s'exposer à une Guerre où elle perdra encore plus. Nous avons deux

moyens d'engager l'Espagne à s'accorder avec la France. Le premier, en lui déclarant, que suivant nos Alliances nous sommes obligez d'assister la France contre ceux qui voudront prendre le Parti de l'Espagne. Le second, que nous assisterons la France dans la poursuite de ses droits. Le premier est le plus raisonnable & me paroît suffisant. Le second, ne pourra se refuser sans offenser & causer des plaintes ou aliéner les esprits: ce qui est un grand motif de ne pas rester dans l'irrésolution.

L'engagement avec le Roi de Portugal, & la considération des embarras que causeroit la cessation de la Renonciation par la mort du Roi d'Espagne, sont deux affaires qui demandent bien de l'attention.

Le Marquis de la *Fuente* dit, sur ce qui le regarde dans l'exorde du Manifeste, non seulement ce que je marque dans l'incluse, mais encore qu'ayant demandé à la Reine-Mère si ce qu'elle disoit étoit au nom du Roi, ou d'Elle-même, elle lui avoit répondu que c'étoit ses propres pensées & les inquiétudes où Elle étoit, & qu'on n'avoit jamais été sommé de cela de la part du Roi.

Je fais que ce Marquis & le *Sr. Wickka* sont fort embarrassez & que l'Espagne pourra bien en venir à quelques ouvertures.

On m'a dit qu'outre ce que j'ai marqué dans l'incluse, de la Lettre du Marquis de *Castel Rodrigo* à Sa Majesté Très-Chrétienne, il y disoit encore que le Roi son Maître pourroit remettre la décision des prétentions qu'on forme contre lui à l'Empereur, à l'Angleterre,  
&

& à Leurs HH. PP., ou au Congrès assemblé à Breda. On a remis sur cela une réponse au Marquis de la *Fuente*, qui est, dit-on, déclinatoire. Le Courier dépêché en Espagne avec la Lettre ci-jointe, n'est pas encore de retour. Je suis, &c.

A Mr. C. Van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 26. Mai 1667.*

MONSIEUR,

Ma dernière est du 19. du Courant, j'ai reçu depuis les vôtres du 20.

Je trouve Leurs N. & G. P. fort portées\* à diriger les choses de manière dans la Généralité, que Leurs HH. PP. s'accordent à engager l'Espagne à donner une satisfaction raisonnable à la France, & ensuite travailler efficacement à faire consentir l'Espagne à ce dont on sera convenu. Mr. le Comte d'*Estrades* m'a déclaré & à quelques autres, que le Roi son Maître, autant qu'il en pouvoit juger pour son particulier, se contenteroit de Cambrai, Air & St. Omer, mais qu'il n'avoit là-dessus aucun ordre de Sa Majesté. Je lui en ai écrit depuis qu'il est à Breda en répondant à une Lettre qu'il m'avoit écrite; voici une copie de la Lettre & de la Réponse.

G 5

se.

\* Voyez les Résolutions secrètes. La délibération du  
Vendredi 20. Mai 1667.

se. Je lui avois envoyé le Projet ci-joint par rapport à ce qui est dit dans cette Lettre, du Commandeur † *la Roche*; mais il a renvoyé à un autre tems à me répondre sur cet article ainsi que vous verrez par la Lettre ci-jointe du 23. qui est sa réponse. J'espère qu'avant que vous receviez celle-ci on aura envoyé des ordres à Mr. d'*Estrades* sur ce sujet: mais si cela n'étoit pas, je vous prie d'en presser l'expédition. Les vents du Ouest qui continuent avec opiniâtreté empêchent Mr. le Lieutenant Amiral de *Ruyter* de passer l'embouchure de Goerée avec les vaisseaux de la Meuse, & les gros vents que nous avons eus depuis quelque tems sont cause que l'on n'a pu encore transporter le Canon & d'autres agrès aux vaisseaux qui sont au Texel, après qu'ils eurent passé les bancs: sans ces inconvéniens la Flotte de l'Etat seroit déjà en Mer. Je voudrois savoir avec certitude & d'une manière circonstanciée dans quel état est la Flotte du Duc de *Beaufort*, où elle est, & ce que nous pouvons en attendre, afin que nous prenions nos mesures.

Les États Généraux ont résolu d'envoyer encore des Députés en mer sur leur Flotte. Leurs N. & G. P. ont nommé pour leur Province mon frere le *Ruart de Putten*, ainsi que vous verrez par la Résolution ci-jointe.

Les Ambassadeurs d'Angleterre n'ont fait qu'hier leur Entrée dans Breda, étant restés

† Voyez sur ce sujet Lettres d'*Estrades* Tome. IV. Lettre du Roi au Comte du 13. Mai. & la fin d'une Lettre du Comte au Roi du 26. Mai 1667.

ilong tems dans leurs Yachts. Mrs. les Médiateurs Suédois sont aussi depuis quelques jours dans leurs Yachts près de *Terbeyde* attendans leur équipage qu'on prépare ici, ce qui ne les empêchera pas néanmoins de faire au plutôt leur Entrée dans la même Ville; où les Plénipotentiaires de l'Etat ont déjà tenu quelques Conférences \* préparatoires avec ceux de France & de Dannemark: les Plénipotentiaires de France se sont chargés d'appuyer les intentions de l'Etat par rapport à Pouléron, l'abolition de toutes les prétentions, & les remarques faites sur les articles 6. 7. & 8. du Traité de 1662; mais ils ont déclaré, par rapport à la suppression de l'Ordonnance sur la navigation, & par rapport au Règlement de marine, que leur opinion étoit, qu'on devoit renvoyer ces deux articles à une Négociation postérieure, & lors qu'on les a sommés sur la restitution † de *Tabago*, *St. Eustache* & *Baumerona*, &c. ils ont renvoyé la chose à leur Cour, disant qu'ils n'avoient point d'ordres sur cet article. Ainsi je vous prie de prendre la peine de faire connoître au Roi & à ses Ministres les intentions de Leurs HH. PP. à cet égard, & d'obtenir que Sa Majesté en écrive à ses Plénipotentiaires & de leur recommander qu'ils secondent les instances de ceux de l'Etat conformément à leurs in-

G 6

struc-

\* On peut voir ce qui s'est passé dans ces Conférences dans le Rapport que le Comte d'*Estrades* en fait au Roi de France Tome IV. Lettre du 26. Mai 1667.

† Les intentions de la France touchant ces Isles sont exprimées Lettres d'*Estrades* Tome IV. dans une Lettre du Roi à ses Plénipotentiaires du 9. Juin 1667.

structions, tout au moins par rapport à la suppression de la susdite Ordonnance, & pour leur faire obtenir l'*interim* proposé du Traité d'Entrecours de l'an 1495., puis qu'alors Leurs HH. PP. pouroient consentir à ne faire aucune difficulté d'envoyer en Angleterre & à Londres même pour y faire le Reglement de Marine conformément au contenu du Billet de Mr. de *Ruvigny*.

Leurs N. & G. P. ayant délibéré aujourd'hui sur la demande que vous faites de revenir ici les Membres ont jugé qu'il falloit voir auparavant quelle seroit l'issuë des Conférences de Breda; puis qu'il pouroit y survenir quel qu'incident qui auroit besoin de votre sage conduite & de la connoissance que vous avez des affaires, pour en aplanir les difficultez: la Cour où vous êtes. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*D'Amiens le 26. Mai 1667.*

**M** O N S I E U R ,

J'ai eu l'honneur de vous écrire le 20 depuis que je suis ici, j'y ai reçu la-votre en date du 19.

Avant mon départ de Paris le Comte de *Furstemberg* m'a rendu une longue visite dans laquelle il m'a fait confidence de Négociation à Vienne, qui tendoit à moyenner, par l'entremise de l'Empereur, un  
Accommodement

Accommodement à l'amiable entre la France & l'Espagne afin de prévenir cette Guerre qui pouvoit avoir de grandes suites : il semble qu'il n'a rien oublié de tout ce qui pouvoit être imaginé pour faire comprendre à Sa Majesté Impériale l'utilité & la nécessité de cet Accommodement, & lui persuader que si l'on n'y donnoit bien-tôt les mains la Guerre seroit inévitable, & même qu'elle commenceroit cet Eté. On lui a répondu, que le Roi de France ne déclaroit pas quelles étoient ses prétentions, & que l'Empereur auroit mauvaise grace de presser l'Espagne de s'acommoder sur une affaire pour laquelle on ne l'inquiétoit aucunement. Ce Comte a de grandes obligations au Roi de France dont il a reçu beaucoup de bien-faits, ce qui auroit pu diminuer beaucoup de la force de ses raisons, & faire croire que la France l'employoit pour extorquer quelque chose à l'Espagne par cette espèce de confiance, sans qu'on pût être assuré que les effets s'en suivroient; c'est un aveuglement de l'Espagne que je ne conçois point, puis que toute l'Europe, à l'exception d'elle seule, voit ce que cette Couronne devoit faire pour conjurer cette tempête plutôt que de résister avec apparence de succomber. Mr. de *Furstenberg* m'a encore dit, qu'on ne s'expliquera pas ici sur ce que l'on prétend avant que l'Espagne ait fait connoître qu'elle étoit disposée à donner les mains à un Accommodement, & que l'on en ait entamé les Négociations dans les formes; enfin, qu'il reconnoît

avec moi que cette affaire devient tous les jours de plus en plus difficile.

Son Excellence part pour se rendre auprès de l'Electeur de Cologne, & il croit que les Princes d'Allemagne feront une nouvelle Députation vers l'Empereur sur ce sujet; il m'a promis de tâcher de les disposer à agir en cela de concert avec Leurs HH. PP.

Il me semble que l'Angleterre a facilité la Guerre qui commence, peut-être dans l'espérance que les François trouveront une grande résistance dans les Pais-Bas, & alors ils seront en état de jouer leur rôle; peut-être est-ce dans la vûe de nous brouiller avec la France, peut-être est-ce pour obtenir de meilleures conditions de Paix: quoi qu'il en soit, je fais que *St. Albans* a dit au Prince de *Condé* que le Roi son Maître ne se mêleroit pas cette année-ci des affaires d'Espagne.

Je ne sai si l'on fera à Leurs HH. PP. les ouvertures qu'Elles demandent, mais j'ai des raisons de croire qu'on ne les fera pas volontiers. La première promesse qu'on en avoit faite peut bien avoir été sincère, mais l'engagement contracté avec le Portugal, & l'espérance de faire en peu de tems de plus grands progrès & avec plus de facilité qu'on ne l'avoit crû, pouroient bien avoir causé quelque changement dans les résolutions prises alors.

Mr. de *Turenne* m'a dit, qu'il seroit bon que la Négociation fût entamée avant que le Roi fût de grosses demandes, que Leurs HH. PP. pouroient alors les modérer, & qu'en-

fin



fin on s'acorderoit , ce qui seroit susceptible de bien des longueurs ; sur quoi j'ai représenté que cette affaire me paroissoit d'une nature à devoir être terminée tout d'un coup.

J'ai remarqué avec plaisir , que les Instructions pour les Plénipotentiaires à Breda sont dressées de maniere qu'on y facilite la Paix autant qu'il est possible ; mais je vous laisse à penser s'il est de l'avantage de Leurs HH. PP. de coucher en termes si généraux ce qui est stipulé à la fin de l'art. 6. , sur tout ayant à faire à une Nation si querelleuse : pour moi , sauf meilleur avis , je n'en crois rien ; & si le Traité d'Entrecours n'est pas confirmé par celui qu'on va faire , je ne voudrois pas perdre de tems à m'arrêter à ceci. Pardonnez-moi la liberté avec laquelle je vous dis mon sentiment que je soumets toujours à vos lumières.

Mr. d'*Estrades* a meilleure opinion que moi de la modération du Roi son Maître , & je crois qu'il est fort éloigné de se contenter des trois Villes que son Excellence vous nomme : peut-être l'eut-il fait ci-devant , mais il n'en est plus de même à présent.

On dit que l'Evêque de *Munster* vendra des troupes au Roi.

On n'a encore rien conclu , dit-on , avec la Suède , le différent roule sur le plus , ou le moins d'argent.

Le Roi n'écoute personne que le Prince de *Turenne* sur ce qui concerne la Guerre , & ce Seigneur est toujours auprès du Roi.

Je vous recommande instamment la prière  
que

que je vous ai déjà faite de m'obtenir la permission d'aller faire un tour à la Haye. Je suis, &c.

P. S. Je vous prie de donner une Copie de l'Incluse à Mrs. d'Amsterdam, auxquelles je ne puis écrire, parce qu'un de mes Copistes qui doit me suivre est resté à Paris.

A Monsieur le Marquis de LIONNE.

Le 25. Mai 1667.

MONSIEUR,

Je suis au désespoir de n'avoir pû mettre mes affaires en état de partir d'ici avec l'Armée du Roi, pour avoir l'honneur de vous joindre au plutôt, & de vous entretenir de bouche sur les ordres, qui me sont venus par le dernier ordinaire; je ne perdrai point la première occasion qui se présentera pour m'y trouver, & vous supplie cependant d'agréer que je vous renouvelle ici mes très-humbles instances, pour obtenir par votre moyen, une résolution prompte & favorable de Sa Majesté sur les affaires d'avec l'Espagne; Sa Majesté m'a fait la grace de m'écouter sur ce sujet, & de me faire espérer qu'il pourra répondre aux sollicitations de Messieurs les Etats mes Maîtres après qu'elle aura vu les dernières dépêches de Monsieur le Comte d'Estrades, qui sont entre vos mains vous savez, Monsieur, que Sa Majesté a eu l'hon-

onté de déclarer en diverses occasions , que ses  
pensées se trouveront modérées , & de faire as-  
surer à Messieurs les Etats , qu'il leur en  
era confidence , quand les affaires seroient en  
l'état où nous les voyons présentement. L'impa-  
tience avec laquelle nous attendons l'accomplis-  
sement de cette promesse , nous fait grande pei-  
ne , & puis qu'il nous semble très convainquant,  
qu'il est difficile de trouver un moyen plus prompt,  
plus sûr & plus utile pour démêler cette gran-  
de affaire , que celui qu'on propose , on ne peut  
pas considérer qu'on les voulût exposer , par des  
délais non nécessaires , au hazard d'être détour-  
né par des incidens auxquels les choses humai-  
nes sont sujettes , sans entrer en quelque appré-  
hension de changement , d'intention & de me-  
sures ; je ne vous ai pas pû dissimuler , Mon-  
sieur , les inquiétudes que l'on a sur l'altération  
qu'on a remarqué depuis quelque tems , dans la  
conduite qu'on a ci-devant observé avec les An-  
glois , il semble que tout veuille contribuer plutôt  
à les argumenter , qu'à les ôter des esprits. Sa  
Majesté m'a dit hier , qu'elle n'a pas encore pris  
aucune résolution de la Convention faite avec  
Monsieur le Comte d'Estrades , touchant l'em-  
ploi & la jonction des deux Flottes ; mais qu'elle  
le feroit dès que vous seriez arrivé à la  
Cour ; je vous supplie , Monsieur , d'avoir cette  
affaire à cœur , & de considérer combien est  
nécessaire l'exactitude dans l'exécution des des-  
seins & fonctions militaires ; la lenteur avec  
laquelle les Anglois procèdent , dans la Négotia-  
tion de la Paix , ne devant pas peu contri-  
buer à exciter notre application à la Guerre  
contre eux.

J'ai de nouveaux ordres pour réitérer les instances de Messieurs les Etats, sur la restitution des Isles St. Eustache, Tabago, & la Colonie de Beaumerona; je vous prie, Monsieur, de faire considérer, que l'on ne la peut refuser avec aucune ombre de justice, & d'estimer combien il est nécessaire que ceux qui ont des grandes affaires entr'eux soient persuadés que l'on la prend par règle, pour les démêler & terminer comme il convient. Messieurs les Etats ont donné ordre à leurs Plénipotentiaires à Breda, de communiquer à Messieurs les Ambassadeurs de Sa Majesté, l'Instruction qu'ils portent avec eux, pour la Négociation de la Paix en espérance qu'ils useront d'une confiance reciproque avec eux. Je dois aussi prier Sa Majesté de la part desdits Etats, qu'il lui plait d'ordonner à sesdits Ambassadeurs d'appuyer fortement dans la Négociation de la Paix, le contenu desdites Instructions de nos Plénipotentiaires, & de leur communiquer les leurs; je serois en peine sur l'exécution de ce commandement, durant ma séparation de la Cour, si les n'étoient pas conformes en toutes choses essentielles, à ce que Sa Majesté a déjà su par part que lui en a donné Monsieur le Comte d'Estrades, & par ce que je vous ai dit devant moi-même, des intentions & résolutions de mesdits Seigneurs les Etats, pour l'accomplissement de l'Angleterre; ce qu'étant, il y a lieu de confier que le Roi ne fera nulle difficulté d'accorder aux Seigneurs Etats cette leur prière. Monsieur de Louvois a entre ses mains deux Mémoires que j'ai présentés à Sa Majesté, l'une sur la Négociation avec la Suède, l'autre

*touchant la Convention sur l'emploi des Flottes, que je vous prie d'avoir pour recommandez; je vous envoie avec celle-ci une copie de ladite Convention, pour servir aux dépêches qu'on enverra à Monsieur le Duc de Beaufort, en cas que celle que vous avez de Monsieur d'Estrades, ne sût point entre vos mains. Je suis, &c.*

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 2. Juin 1667.*

MONSIEUR,

J'ai reçu la votre du 26. du passé, je vous avois écrit ma dernière le même jour.

Nous sommes très-mortifiez de ce que l'on ne veut pas encore nous faire les ouvertures qu'on nous avoit si solennellement promises, & qui concernent les Pais-Bas Espagnols. Je crois que vous pouriez présenter au Roi & à ses Ministres la Copie ci-jointe d'une Lettre qui m'a été remise par ordre de Sa Majesté, & représenter en même tems combien c'est manquer à la promesse solennelle qui y est contenuë. Peut-être leur rappellera-t-on par ce moyen le souvenir d'une chose qu'ils ont oubliée, & les engagera-t-on par-là à réparer la faute qu'ils ont faite, en nous faisant une confiance plus sincère & en concertant avec nous sur toutes ces affaires. Je

Je suis assez de votre sentiment sur la promptitude avec laquelle on doit travailler à conclure la Paix avec l'Angleterre; pourvu qu'on n'exige pas de Leurs HH. PP. qu'Elles se relâchent sur quelques points essentiels, sans lesquels on feroit moins une Paix, qu'on n'établirait une suspension d'armes entre les deux Nations. Jusqu'à présent les Anglois n'ont pas marqué beaucoup d'empressement; peut-être la sortie de la Flotte de Leurs HH. PP. leur en inspirera-t-elle un peu plus. Nous attendons avec impatience l'avis que le Roi a envoyé au Duc de Beaufort la Convention que nous avons faite, avec ordre de s'y conformer exactement, & en conséquence de mettre à la voile aussi-tôt la réception, afin que, suivant ladite Convention, il puisse passer le Canal s'il est nécessaire.

Nous commençons à croire que nous pourrions bien faire encore cette Campagne seuls, & démêler nous-mêmes la fusée avec les Anglois, en sorte que la France manquant à exécuter la dernière Convention, donnera à Leurs HH. PP. de trop justes sujets de plaintes. Quoi qu'il en soit, nous n'en agirons pas pour cela avec moins de vigueur contre l'Ennemi commun; & je pars aujourd'hui pour le Texel pour presser le départ de la Flotte, & lui donner ses derniers Ordres.

Mr. d'Estrades a écrit au Roi touchant le Projet que je vous ai envoyé sur la manière dont le Commandeur *la Roche* pourroit joindre la Flotte de Leurs HH. PP. mais il n'a encore reçu aucune réponse.

Mrs. J. de Witt & C. van Beuningen. 165

du moins ne m'en a-t-il rien mandé de Breda.

J'ai lû avec satisfaction la manière claire, forte & succinte avec laquelle vous pressez Mr. de Lionne dans la Lettre que vous m'avez écrite sur plusieurs choses, dont vous êtes chargé par Leurs HH. PP.

Si le Roi persiste à refuser de nous faire des ouvertures requises, je souhaiterois que vous me conseillassiez de quelle manière Leurs HH. PP. doivent se conduire dans cette conjoncture.

Je n'ai autre chose à vous mander, ainsi je vous prie de me croire, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*Du Nieuwe Diep près du Helder le 6. Juin. 1667.*

MONSIEUR,

La Flotte de l'Etat est sortie aujourd'hui du Texel, forte de soixante-cinq, ou soixante-six Vaisseaux, Frégates, ou Yachts de guerre, & elle sera jointe comme je l'espère par huit gros Vaisseaux de Zeelande, qui viennent du Wielingen, par dix de l'Amirauté de Frise, & par huit du Colége de l'Amirauté de West-Frise, & du quartier du Nord. Les premiers sont au Wielingen prêts à mettre à la voile, les seconds quitteront la Rade dans trois ou quatre jours; mais il y a peu de fonds à faire sur les derniers, parce

parce qu'ils manquent de Matelots, dont on s'est servi pour suplée à ce qui manquoit sur ceux qui sont partis. Nous en avons donné avis hier aux Gouverneurs de Calais & de Boulogne, conformément à la Convention, & nous leur avons fait savoir quel cours cette Flotte tiendroit, ainsi que vous verrez par la Copie ci-jointe, & que nous avons crû de notre devoir de vous envoyer. Nous prions Dieu Tout-Puissant, qu'il vous ait en sa sainte garde. Nous sommes, &c

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Peronne le 5. Juin 1667.*

**M**ONSIEUR,

J'ai reçu la votre du 26. du passé, m dernière étoit de la même date. J'ai été fort fâché de ne pouvoir suivre le Roi lors qu'il partit d'Amiens, pour les raisons que j'ai marquées, & de ce que j'ai été par conséquent obligé de m'en raporter à ce que l'on écriroit à Mr. d'Estrades, touchant les choses que j'ai représentées de la part de Leu HH. PP. dans la dernière Audience que j'ai eue de Sa Majesté, particulièrement touchant les desseins sur les Pais-Bas Espagnols. Je ne doute pas que Mr. d'Estrades n'ait envoyé ici la Lettre que vous lui avez écrite sur ce sujet; pour moi je ne fache rien à joûter à ce que vous lui avez écrit, & à



que j'ai remontré de bouche pour engager le Roi à agir de concert avec Leurs HH. PP., mais que rien ne pouvoit être, ni plus utile, ni plus juste, ni même plus nécessaire pour éviter, ou surmonter une infinité d'inconvéniens. Je crois que l'argument le plus persuasif seroit, que les choses prissent un tel biais en Europe qu'on pût craindre ici ces inconvéniens qui pourroient rendre le succès de l'entreprise présente un peu plus difficile qu'il n'a paru jusqu'à présent.

Dieu veuille que la Paix de *Breda* soit bientôt heureusement conclûe; c'est à quoi nous devons sur tout nous attacher; peut-être alors se présentera-t-il des moyens de faire agréer ce qu'on a rejeté à présent avec tant de hauteur: aussi-tôt que j'aurai rejoint la Cour, je n'oublierai rien pour obtenir qu'on envoie ordre aux Ambassadeurs de France à *Breda*, d'appuyer les demandes de Leurs Hautes Puissances, par rapport à la cassation de l'Ordonnance des Anglois sur la Navigation, & par rapport au Traité d'Entrecours; mais je crains fort que mes instances ne soient vaines, sur tout si les François n'insistent pas pour eux-mêmes sur la cassation des Ordonnances faites en Angleterre pendant la Guerre, contre leurs Manufactures; & je doute fort si, vû l'humeur de ceux avec qui nous avons à faire, le meilleur moyen de réussir en ceci ne seroit pas de continuer l'Ordonnance de Leurs HH. PP. contre les Manufactures Angloises, comme en Réprésailles de l'Ordonnance des derniers sur la Navigation: en employant ainsi en même tems  
les

les voyes de la contrainte & celle d'une amiable persuasion, on ne manquera pas de convenir ensemble lors qu'il s'agira de dresser le Traité avec les Anglois. Je suis d'autant plus de cet avis, sauf correction, que toute lenteur ou délais me paroissent préjudiciables dans les Négociations de cette Paix puis que ce n'est pas sans raison que je soupçonne que dans la Conjoncture présente les François n'apuyeron point en notre faveur sur ce à quoi ils ne sont pas obligez par le Traité d'Alliance, ou sur ce qu'ils ne nous auront pas promis auparavant; & même qu'un bien loin de-là ils affecteront peut-être de faire sentir aux Anglois, qu'ils doivent leur être obligez de tout ce que Leurs HH. PP. relâcheront de leurs demandes, ou de leur prétentions.

Je suis fâché que mon absence de la Cour ait été cause que je n'ai pû y faire goûter le Projet que vous avez envoyé, par rapport au rang que l'on peut donner au Commandeur la Roche. Il y a apparence que sur ce que Mr. d'Estrades aura écrit, on aura pris une résolution sur cette affaire avant que je joigne la Cour. La décision de ce différent dépend, ce me semble, de ce qu'on peut considérer ledit la Roche comme simple Commandeur, ou comme Chef commandant une Escadre assez forte & qui est indépendante. Ces différentes faces sous lesquelles on peut le considérer, peuvent causer quelque disparité, & il me semble que sans aucun préjudice on pourroit user de quelque condescendance dans cette rencontre.

Je vous suis très-obligé de ce que vous avez eu la bonté de me faire part de la Lettre que Mr. d'Estrades vous a écrite de Bréda. Je suis très-content de ce qu'il y marque de la Conférence \* avec Mr. Coventry, puis qu'on peut en conclure que nous aurions tort de nous allarmer des bruits qui courent à Paris, que la France auroit ménagé quelques Conventions secrètes avec l'Angleterre. Pour moi, il me semble que les François veulent faire croire qu'ils sont mieux avec les Anglois qu'ils n'y sont en effet, afin d'intimider Leurs HH. PP. par rapport aux affaires des Pais-Bas, & les empêcher d'agir confidemment avec l'Angleterre sur des choses qui pourroient rendre communs nos intérêts & ceux de cette Couronne.

Le Secrétaire de l'Amirauté m'a dit plusieurs fois, que la Flotte du Duc de Beaufort sera forte de 45. Vaisseaux effectifs ; ce qui s'accorde avec ce que Mr. Colbert m'a dit. On m'avoit promis de m'en donner une Liste ; mais on n'a jamais manqué d'excuses pour m'éluder l'exécution toutes les fois que j'ai renouvelé mes instances. On mande de la Rochelle, que la meilleure partie de la Flotte, qui y étoit, avoit mis à la voile pour se rendre à Belle-Isle où étoit le rendez-vous général. Vous saurez de Mr. d'Estrades si ce mouvement n'est pas pour exécuter soudainement ce dont on est convenu avec Leurs HH. PP. touchant l'emploi des Flottes. Le bruit

\* On peut voir la Relation de cette Conférence dans les Lettres d'Estrades T. IV. dans une Lettre du 9, Mars 1667

bruit court qu'une forte Escadre de cette Flotte fera voile vers le Portugal. Je ne fais si c'est la vérité ; mais puis qu'on dit que les Anglois ne mettent point en Mer de forces assez considérables pour faire tête aux Flottes de France & de Hollande, je crois qu'il est peu important, dans la conjoncture présente, que la Flotte de France soit ou plus ou moins forte ; le principal est, qu'elle soit fidèlement employée à agir conjointement avec celle de Leurs HH. PP.

Si *Namur* est assiégée comme on le dit & que cette Ville tombe entre les mains du Roi, il fera de cette manière des Conquêtes plus considérables qu'il n'en eût faites assiégeant quelques autres Places des Pais-Bas puis qu'il sera par ce moyen Maître de tout le Pais entre Sambre & Meuse ; Charlemont, qui est la seule Place qui reste aux Espagnols dans ce Canton, n'étant point capable de faire une grande résistance, & sorte qu'on en fera bien-tôt maître, & par conséquent après la prise de *Namur*, les Provinces de Luxembourg & de Limbourg se trouveront entièrement séparées du reste des Pais-Bas Espagnols, & les passages d'Allemagne vers les mêmes Pais-Bas presque entièrement fermez : outre que les François se trouveront Maîtres d'une grande Place-d'armes, d'où ils peuvent quand voudront, pénétrer dans le Brabant droit à Bruxelles, à Louvain, & aux autres grandes Villes. J'en conclus, que ceux qui ont intérêt à la conservation des Pais-Bas Espagnols, ne doivent pas regarder ce dessein avec indifférence.

Ce n'est pas sans inquiétude, si je me rappelle quelquefois ce que j'ai ouï dire unanimement à des Officiers distinguez depuis que je suis à cette Cour-ci, qu'à la fin de la dernière Guerre les Pais-Bas Espagnols n'auroient pû résister encore deux ans ; & un entr'eux le plus expérimenté & le plus modéré, m'a dit plus d'une fois, *assurément la conquête des Pais-Bas n'est pas une grande & difficile affaire.* Ceux qui ont plus de connoissance que moi de ces sortes d'affaires pouront juger ce qui en est, & ce que les Provinces-Unies doivent faire dans une pareille conjoncture. Mon sentiment est que l'on doit presser la conclusion de la Paix avec l'Angleterre, & ensuite négocier cette affaire-ci avec toute l'aplication, la circonspection & la vigueur que demande son importance.

Puis que la délibération sur la demande que j'ai faite de retourner au Pais, a été différée jusqu'à-ce qu'on ait vû quelle sera l'issuë des Conférences de Breda, il faut prendre patience & me soumettre au bon plaisir de ceux à qui je dois obéir ; mais j'espère qu'ils auront la bonté de m'accorder ma demande aussi-tôt que ce Congrès sera fini, d'autant plus que je crois sincèrement, pour les raisons que je vous ai alléguées, que mon retour, bien loin d'être préjudiciable au bien public, ne peut que lui être avantageux. Je vous prie d'ajouter à la réponse que vous me ferez, un mot qui puisse me confirmer dans cette agréable espérance, afin que je puisse prendre mes mesures. Je suis, &c.

P. S. Je vous envoie ci-joint un Chiffre que j'ai dressé à la hâte, & qui pourroit à la vérité être meilleur ; néanmoins il est plus ample que celui du Greffe ; il n'y a point de nombres sur les mots, mais je ne les ai pas remplis exprès, afin que si ce Paquet venoit à être ouvert, on ne pût connoître le Chiffre. Je vous prie seulement de donner au premier mot le nombre du premier mot du Chiffre du Greffe, qui est *Duytslandt*, & de continuer de même sur tous les mots suivans sans interruption ; je dresserai ma Clef sur ce pied là, & ainsi nous pourons nous entendre. Je vous prie de me marquer quand vous l'aurez reçu.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De la Fere le 8. Juin 1667.*

MONSIEUR,

J'ai reçu à Peronne vos Dépêches du 2., j'en ai écrit de cette Ville ma dernière le 5.

Lors que j'aurai joint le Roi & ses Ministres, je leur présenterai l'extrait de Lettre que vous m'avez envoyé, & je l'accompagnerai de toutes les raisons qui me paroîtront les plus fortes pour obtenir l'exécution de vos promesses faites sur ce sujet à Leurs Hautes Puissances : j'insisterai en même tems sur les autres affaires.

affaires dont je suis chargé, & je vous informerai du succès de mes sollicitations. Je répondrai en même tems à un dernier & important article de votre dernière Lettre, sur quoi je ne vous dirai à présent autre chose par provision, sinon que mon sentiment est, que l'on doit presser autant qu'il est possible la conclusion de la Paix avec l'Angleterre & le l'Accommodement avec la Suède, & faciliter le rétablissement de la bonne intelligence avec ces deux Puissances. On doit charger quelques Personnes capables de pénétrer secrettement quels sont les desseins, les résolutions, & efforts de plusieurs Etats qui ont en ceci le même intérêt que Leurs HH. PP.: on doit exhorter l'Espagne de profiter de la modération dont la France fait parade pour mettre les choses en Négociation & de laisser à cet effet l'Ambassadeur *de la Fuente* en France avec de bons ordres. Enfin, on doit entretenir l'union dans nos Provinces, & mettre nos Troupes de Terre en bon état; & prendre des Résolutions *pro romana, non calide sed nequè timide, nequè segniter, ut convenit in rebus in quibus de summa rei agitur; sed hæc inter nos percant & Vulcani mandentur.* Je vous écrirai plus au long par la première Poste.

Les Espagnols font tout leur possible par le moyen du Frère de Mr. de *Vatteville*, pour engager les Suisses dans leur Parti, & les charger de la conservation de la Franche-Comté: mais ceux qui connoissent le Gouvernement des Suisses, jugent que la France n'aura pas de peine à y renverser tout ce

que l'Espagne y auroit fait.

Je vous recommande de nouveau très sérieusement la demande que je fais de retourner & de rester au País, après que les Négociations de Breda seront finies. Je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 16. Juin 1667.*

**M** O N S I E U R ,

Je ne vous ai pas écrit par la dernière Poste, parce que j'ai été absent pendant six jours pour un voyage que j'ai fait au Texel, & pendant deux autres jours pour un autre voyage l'embouchure de la Meuse; outre que j'en n'avois rien d'important à vous mander. J'ai reçu en leur tems vos Dépêches du 4. & du 8. du courant, la première avec le Chiffre que vous m'envoyez, & que j'ai achevé en y joignant les nombres ainsi qu'il vous l'ordonnez.

Aussi-tôt que la Flotte de l'Etat a mis en Mer les Députés de Leurs HH. PP. vous en ont donné avis du Texel, & en même tems ils en ont aussi informé les Gouverneurs de Calais & de Boulogne, & le Comte d'Estrades à Breda; à mon arrivée ici j'en ai écrit de nouveau à ce Ministre la Lettre dont voici la Copie, & il m'a fait la réponse ci-jointe avec les Pièces qui accompagnent.



noient sa Lettre. Il seroit à souhaiter que vous fussions mieux informez au sujet de la Flotte commandée par le Duc de Beaufort, & en particulier des Ordres que le Roi lui donne, & de ce que nous devons en attendre. L'Extrait que Mr. d'Estrades m'a envoyé dans la Lettre, est clair & positif sur ce sujet; mais sa Lettre me paroît une réponse fort naigre à une fort ample demande. Après avoir manqué aux promesses formelles qu'on nous avoit faites de ne rien entreprendre par rapport aux Pais-Bas, sans en avoir concerté avec nous, pouvons-nous nous fier davantage à ces Extraits de Lettres? j'espère que vous pourrez pénétrer quel est le dessein de Sa Majesté, & ce qu'Elle veut faire de sa Flotte; & je vous avouë que je crains que, si elle avance de ce côté-ci, *rebus sic stantibus*, les Pais-Bas Espagnols n'en ressentent plus de mal que nous n'avons de secours à en espérer. Vous pouvez assurer le Roi & ses Ministres de la manière la plus forte & la plus sincère, que nous sommes toujours fort disposés à traiter & régler avec la France en toute confiance, l'affaire des Pais-Bas, pourvû qu'on veuille, en conséquence de la parole donnée, agir confidentiellement avec nous; & que nous ne concevons pas pour quelle raison il semble qu'on veuille nous brusquer de dessein prémédité & nous aliéner ainsi des Intérêts de la France.

Le Commandeur *la Roche* est en Danemark, d'où il doit conduire ici deux Vaisseaux du Roi qui y sont; mais jusqu'à présent je ne sache pas qu'il soit encore de re-

tour; des six Vaisseaux équipez ici pour la France, deux sont à sec à l'entrée du Pampus, & les quatre autres sont sous le Vlie; en sorte qu'il y a peu de fonds à faire sur cette jonction projetée.

Les affaires avancent peu à *Breda*; les Anglois persistent à prétendre opiniâtement, que les anciennes prétentions antérieures au 16. Mars 1664., & particulièrement celles dont il est parlé dans l'Article 15. du Traité de 1662. doivent subsister. Il est bien vrai que les Ministres de France reconnoissent qu'ils ont tort; mais au lieu de nous seconder dans les autres Chefs de l'instruction, ils se déclarent contre nous. Les Anglois sont obligez de demander de nouveaux Ordres à chaque incident qui survient, ce qui suspend souvent les Conférences pour plusieurs jours.

Les Vents contraires & même assez violens ont empêché la Flotte de l'État d'avancer plus loin qu'à la Hauteur de *Blankenburg*, d'où l'État a reçu ses dernières Lettres datées du 14. du courant.

Nous conférons tous les jours avec les Suèdois, & nous avons été au devant de tout ce que pouvoient exiger les Ministres Suèdois, tant par rapport aux Effets de contrebande, qu'à la demande qu'ils font qu'on relâche leurs Vaisseaux & Effets arrêtez, ainsi que vous verrez par le Projet ci joint; cependant, ils ne paroissent pas encore contents; & par rapport au renouvellement de l'Amitié, les choses sont encore sur le pied où vous les avez vûes dans la Déduction du 26. Avril dernier qui vous a été envoyée.

La

La Régence paroît assez disposée à accorder aux Princes de Lunebourg la moitié des Subsidés précédens, à condition qu'ils tiendront encore leurs Troupes sur pied pendant quatre mois pour le service de l'Etat.

La prière que vous faites de pouvoir revenir aussi-tôt que les Négociations de Bre-la seront finies est juste & bien fondée, & je tiendrai la main à ce que l'on vous accorde ce que vous souhaitez: du reste, me rapportant à ce que vous recevrez de la part de l'Etat. Je suis, &c.

A Mr. C. Van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 19. Juin 1667.*

MONSIEUR,

Je vous ai écrit le 16. par la Poste, mais Mr. d'Estrades m'ayant fait savoir, que conjointement avec Mr. Courtin il devoit envoyer demain un Exprès en Cour, je n'ai pas voulu manquer cette occasion de vous faire savoir que la Convention qui concerne la jonction du Commandeur *la Roche* avec la Flotte de l'Etat, a été conclûe & signée dans la même forme que je vous l'ai ci-devant envoyée; & que j'ai écrit aujourd'hui à Mr. d'Estrades la Lettre dont voici une Copie.

Les Etats de Hollande & de West-Frise,  
H 5 ont

ont \* résolu il y a déjà quelque tems, qu'il on feroit en sorte de leur part dans la Généralité, que Leurs HH. PP. en conséquence de Leurs Résolutions du 5. & du 12. du passé, continuent à employer tout sorte de bons offices auprès du Roi de France, pour l'engager à leur faire confidence sincèrement de ses intentions, & à quoi pourroit aller ses prétentions sur une partie de Pais-Bas Espagnols, si l'on pouvoit moyenner un Accommodement, d'autant plus qu'on a si souvent déclaré qu'elles étoient très modérées. Que si le Roi leur faisoit quelque ouverture, & qu'on trouvât que ses prétentions allaient trop loin, on pourroit tenter de les modérer; & si le Roi assuroit leurs HH. PP. qu'il se contenteroit de Villes de Cambrai, St. Omer & Air, avec la Franche-Comté, en consentant que la Garantie de l'Empereur, des Princes de l'Empire qui confinent, de l'Angleterre & de la République, mettent le reste des Pais-Bas Espagnols à l'abri de toutes atakes, ou inquiétudes; Leurs HH. PP. pourroient s'engager à tâcher de disposer le Roi d'Espagne à y consentir, & par ce moyen tenter un Accommodement qui pût mettre les Frontières de l'Etat à couvert de toutes entreprises & de tous bruits de Guerre: en un mot, qu'on aura recours à tous les moyens les plus propres à procurer toutes les sûretés possibles aux Pais-Bas Espagnols, & par conséquent à l'Etat. J'ai crû qu'il étoit de mon

\* Cette Résolution est dans les Résolutions Secrètes du Vendredi 26. May 1667,

*Mrs. J. de Witt & C. van Beuningen.* 179

non devoir de vous en informer par celle-ci, vous assurant au surplus que je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De la Fere le 16. Juin 1667.*

MONSIEUR,

Je n'ai pû trouver le moment, dans mon voyage, de vous écrire quelque chose de plus que ce que je vous ai marqué dans mes deux dernières dépêches à Mr. le Greffier, auxquelles j'emmerapporte; je vous prierai seulement de me faire la grace pour le bien public, de faire en sorte qu'on tienne secret ce qu'il y a dans ces Dépêches, qui doivent l'être, en ne permettant pas qu'on en tire de copie. A la première occasion je vous écrirai fort au long sur plusieurs choses, & je vous prie de ne me pas faire un crime de ce que je ne le fais pas à présent. Je n'ai pas encore reçu les Dépêches de la dernière poste de Hollande. Je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 23. Juin 1667.*

MONSIEUR,

Nous aprenons avec chagrin par vos Dépêches du 16. de ce mois, que l'on ne doit pas faire grand fond sur la modération du Roi de France, par-raport à ses prétentions sur les Pais-Bas Espagnols, ni sur un Accommodement sous la Médiation de Leur HH. PP. Je vous ai marqué par ma dernière du 19. ce que Leurs N. & G. P. ont résolu sur ce sujet, sans qu'Elles en aient néanmoins rien proposé dans la Généralité l'intention n'ayant jamais été de le faire, avant que l'on vît s'il y avoit apparence de terminer cette grande affaire sur ce pied-là. J'voudrois bien que vous me disiez ce que vous en pensez, & quelles mesures vous croyez que l'Etat pourroit prendre à cet égard.

J'espère que vous aurez reçu la Lettre que mon Frère s'est donné l'honneur de vous écrire: il se trouve à présent seul Député de l'Etat sur la Flotte: les derniers avis que nous en avons reçu étoient du 17. de ce mois à la hauteur de la Rivière de Londres: il y a apparence que le Vent d'Est qui a soufflé depuis ce tems, est cause que nous n'en avons pas eu depuis. Nous n'apprenons rien aussi de la Flotte de France; il a couru un bruit que 24. de ses Vaisseaux s'étoient  
avancé

avancez jusques devant Plymouth, & qu'ils devoient être suivis d'un plus grand nombre: mais nous ne savons qu'en croire, n'en ayant rien appris, ni du Roi, ni de vous, ni de Mr. d'*Estrades*, ni d'aucune autre Personne; il est bien vrai que l'on a conclû & signé avec Mr. d'*Estrades* la Convention pour l'Escadre du Commandeur *la Roche*, sur le pied qu'on vous l'a mandé en vous en envoyant le Projet, auquel on n'a rien changé: mais on ne voit point paroître ce Commandeur avec les deux Vaisseaux qu'il est allé chercher en Danemark, quoi que nous ayons eu depuis quelque tems, un bon vent de Nord-Est.

Les Ministres Anglois qui sont à Bredane se sont pas encore déclarez sur nos Propositions, disant & persistant à dire, qu'ils attendent de nouveaux Ordres; & autant que nous en sommes informez, il paroît que les Ministres de France n'ont pas aussi lieu d'être contents: mais nous avons été très scandalisez d'apprendre de la bouche de M. *Flemming* à Breda, & de celle de M. le Comte de *Dhona* ici, dans une Conférence publique, que le Roi de France avoit fait partir un Envoyé pour Londres, pour y régler ses intérêts, & que les Anglois qui sont à Breda ne pouvoient passer outre, parce qu'ils attendoient le succès de cette Négociation de Londres. Mr. le Comte de *Dhona* ajoûtoit que Mr. *Courtin* l'avoit ainsi déclaré à Mr. *Flemming*; mais Mr. d'*Estrades* a dit à Mr. de *Beverning* qu'il n'en savoit absolument rien. Vous savez avec qu'elle circonspection Leurs HH. PP. se sont conduites en

pareille occasion, & avec quelle hauteur le Roi a rejeté une pareille Députation, jusques là même que Sa Majesté a refusé d'y consentir, quoi qu'on ne la proposât que pour traiter de la liberté des Prisonniers, ou pour engager le Roi d'Angleterre à envoyer ses Ministres dans une Place neutre, sans qu'on eût envie de traiter d'aucune Affaire. Leurs HH. PP. se sont soumises à cet égard aux volontez de Sa Majesté; & présentement ce Prince envoie une Personne à Londres pour y traiter, & sans la participation de Leurs HH. PP.: en vérité je ne sai comment l'on peut justifier une telle conduite. Je vous envoie ci-joint l'Extrait \* d'une Lettre du Roi écrite à Mr. d'*Estrades* le 17. Sept. 1666., vous y verrez ce que Sa Majesté pensoit alors d'une telle conduite; peut-être pourrez vous vous en servir utilement.

Voici aussi une Copie de la Réponse que Mr. d'*Estrades* a faite à ma Lettre du 19., dont je vous ai aussi envoyé la Copie.

Nous avons passé une Convention avec les Ministres Suédois qui sont ici, tant sur la spécification des Marchandises de contrebande, que sur les plaintes qu'ils ont faites depuis quelque tems, touchant quelques-uns de leurs Vaisseaux conduits dans nos Ports avec leur charge. J'espère que nous y mettrons la dernière main au premier jour, & qu'enfin nous la signerons. Je n'ai rien  
autre

\* C'est le cinquième Paragraphe de la Lettre du Roi qui se trouve dans le Tom. III. des Lettres d'*Estrades* au 17. Sept. 1667.



*Mrs. J. de Witt & C. van Beuningen.* 183

autre chose à vous mander aujourd'hui, je  
suis, &c.

NB. On n'a point trouvé les deux Let-  
tres de Mr. van Beuningen du 24. Juin,  
adressées à Mr. le Conseiller-Pensionnaire,  
& dont il est parlé dans une des suivan-  
tes.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 27. Juin 1667.*

MONSIEUR,

Nous avons reçu aujourd'hui les avis ci-  
joins de mon Frère *Corneille de Witt*,  
Député Plénipotentiaire de l'Etat sur la  
Flotte. J'ai jugé que je devois vous les  
envoyer en diligence; nous rendons graces  
à Dieu de ses Bénédictions, & nous le  
prions de les couronner par une bonne,  
sûre, & honorable Paix. Je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Huye le 30. Juin 1667.*

MONSIEUR,

J'ai reçu vos deux Lettres du 24. du courant qui étoient en tout semblables à celles de Mr. le Grefier *Ruyssch.* Je vous ai écrit le 23., & le 27. je vous ai donné avis de l'avantage que nous avons remporté par notre Flotte sur l'Ennemi commun; Leurs HH PP. vous ont aussi informé directement de la même nouvelle; j'espère que vous l'aurez reçue priant Dieu qu'il veuille faire servir ce succès à l'humiliation de cette superbe Nation & à la conclusion d'une Paix sûre & honorable.

Nous sommes très mortifiés de voir combien le Roi de France s'embarasse peu de donner satisfaction à l'Etat sur plusieurs affaires très importantes & bien fondées; & qu'il paroisse ne vouloir prendre aucune mesure avec Leurs HH. PP. par rapport aux Pais-Bas Espagnols; quelque inclination qu'on persiste lui témoigner de ce côté-ci de s'entendre avec Sa Majesté. Nous attendrons encore à quel aboutira ce que Mr. de *Lionne* pourra, ou voudra faire à cet égard.

Il paroît que les François & les Anglois ne sont point tant d'accord, que le Roi de France ne pût bien écouter plus favorablement qu'il-ci-devant la proposition d'une Garantie mutuelle

elle, sur tout par rapport au salut & contre-  
lut du Pavillon. Leurs N. & G. P. ont  
is sur cela dans leur dernière Assemblée la  
résolution ci-jointe ; mais Elles ne l'ont pas  
encore portée à l'Assemblée de Leurs HH.  
P., & je voudrois que vous m'en disiez  
votre avis. Je m'imagine que ci-après les  
Francois pourroient bien soutenir que nous  
sommes obligés de leur garantir réellement les  
droits du Pavillon, ce qui, je l'avouë, ne  
seroit pas sans fondement ; mais si ci-après on  
viendroit entre les Anglois & nous aux  
armes de fait & même à une Guerre ouverte  
sur le même sujet, & parce que les Anglois  
refusant le contre-salut, Leurs HH. PP.,  
ou leurs Officiers, refuseroient à leur tour le  
salut aux Anglois ; il pourroit arriver que la  
France s'excuseroit d'effectuer la Garantie, ce  
qui seroit très déraisonnable ; car il me sem-  
ble qu'à cet égard les deux Partis doivent éga-  
lement avoir leurs sûretés.

Nous sommes attentifs à tous les desseins  
des Suédois, & il n'y a encore rien de conclû  
avec eux. Je vous envoyée ci-joint ce dont  
nous étions convenus avec eux touchant la  
marine. Tous les Commissaires de Leurs  
HH. PP. qui ont traité avec les Suédois re-  
gardeient unanimement ceci comme une affai-  
re finie ; mais les Suédois ont dit qu'ils vou-  
loient encore en examiner le contenu, & puis  
l'ont déclaré qu'ils devoient être informez  
des intentions du Roi leur Maître ; ainsi les  
choses en sont restées-là.

J'ai écrit à Mr. l'Ambassadeur d'*Estrades*  
le 28, deux Lettres dont je crois devoir vous  
faire

faire part, ainsi que de sa réponse; afin que vous voyiez si vous pourriez contribuer à l'exécution de quelque chose de ce qu'elles contiennent; n'ayant rien à ajouter à celle-ci, finis en vous assurant que je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 1. Juillet 1667.*

MONSIEUR,

Depuis l'expédition de mes Dépêches du 2. du passé, j'ai reçu par la Poste & par un E. près trois Lettres du 16., du 19. & du 23.; mais je n'ai point reçu les Dépêches de Députés de l'Etat, qu'ils m'ont envoyées, dites-vous, du Texel, ni rien qui m'apprenne la sortie de la Flotte des Etats, dont je n'ai été informé que par les Copies que vous m'avez envoyées des Lettres que vous avez écrites sur ce sujet à Mr. d'Estrades, & par les Copies des Lettres de Mr. votre Frère, qui m'ont été envoyées du Greffe de Leurs HH. PP. je crains que la Lettre de Messieurs les Députés ne soit dans le paquet qui m'est allé chercher à l'Armée, & qu'on ne m'a pas encore renvoyé ici. Quoi qu'il en soit, le Roi n'a pas manqué d'être averti de la sortie de notre Flotte, & rien n'a pu l'empêcher de donner ses ordres pour la jonction de sa Flotte à la nôtre suivant ce qui a été réglé; & qui plus est, je n'ai point cessé mes sollicitations.

ons sur ce sujet de la part de Leurs HH PP.,  
ais assez inutilement jusqu'à présent pour  
s raisons que j'ai déjà marquées; le tems  
ous apprendra si elles auront produit quelque  
ose pour l'avenir. Je vous avouë que je  
errois plus volontiers les François agir sé-  
rément, & croiser dans le Canal, ou ail-  
urs, pour assurer le Commerce; car la  
lotte des Etats fortifiée de neuf Vaisseaux  
rançois & des huit qu'on attend de Danne-  
mark, est plus que suffisante pour faire tête  
ce que les Anglois peuvent rassembler de for-  
es. S'ils deviennent plus forts qu'on ne le  
révoit, la jonction pourra toujours se faire;  
ites, je vous prie, quelques réflexions sur  
ette pensée. La jonction de deux grandes  
uissances est toujours sujette à quelques in-  
idens, sur tout dans une conjoncture telle  
ue la présente.

Mr. de *Lionne* confirme l'Extrait de la Let-  
re du Roi à Mr. d'*Estrades* du 13. Mai, par  
laquelle Sa Majesté marquoit, quel'on avoit  
envoyé au Duc de *Beaufort* une Copie de la  
Convention pour la jonction, avec ordre de  
y conformer; mais il avouë que l'on a de-  
puis contremandé cet ordre, dans l'espérance  
que la Paix seroit bien-tôt conclûë, & parce  
que la jonction paroïssoit inutile, puis que les  
Anglois ne se dispoient pas à mettre en  
Mer. Son Excellence proteste avec serment  
qu'il est absolument faux qu'on ait envoyé  
quelqu'un d'ici en Angleterre, encore moins  
une Personne revêtuë du Caractère d'Envoyé,  
pour y traiter en particulier. Je le crois d'au-  
tant plus, que si l'on pensoit à un Traité  
séparé,

séparé, il ne seroit pas nécessaire d'envoyer à Londres pendant que l'on a ici la Rein Douairière d'Angleterre, & tant de Seigneur Anglois auprès d'Elle.

Mais je suis surpris qu'on fasse Monsieur l'Ambassadeur *Courtin* auteur de cette nouvelle; d'un autre côté je ne le suis pas moins de ce qu'un Ami de Mr. de *Lionne* m'a dit, au commencement de cette semaine que le Roi d'Angleterre s'excusoit, sur l'arrivée de la Flotte de Leurs HH. PP. devant la Tamise, d'envoyer au Roi de France trois mille hommes qu'il lui avoit promis. J'ai remarqué depuis, que Mr. de *Lionne* s'avoit que ceci m'avoit été dit, & que j'avois répondu que c'étoit des bruits sans fondement & que l'on répandoit pour donner de l'ombrage; ce que je crois d'autant plus que d'autres m'ont dit la même chose à l'oreille, & qu'elle est à présent assez publique.

Ce qui m'étonne encore, c'est que Mr. de *Lionne* a fait part à la même Personne ce que son Excellence m'a dit des mesures à prendre avec Leurs HH. PP., d'un partage, du Duché de Milan, & de quelques autres affaires, qui de cette manière ne peuvent rester secrètes. Je vous laisse à penser si l'on n'agit pas ainsi pour se jouer de nous à cet égard comme à plusieurs autres, & pour empêcher la bonne intelligence entre ceux qui ont intérêt à la conservation des Pais-Bas Catholiques. On forme ici de vastes desseins, & l'on croit permis tout ce qui peut contribuer à leur exécution.

Le Secrétaire Suédois qui est ici m'a dit, qu

Chancelier lui écrit de Stokholm, qu'on y félicite de n'avoir contracté aucun engagement avec la France, & que Mr. de *Lionne* i avoit reproché que *Vranghel* avoit dit, que dans la conjoncture présente il étoit non seulement possible, mais même nécessaire, que Suède prît Part pour la Maison d'Autriche. Il est certain que Mr. de *Lionne* a dit, que si les Suédois vouloient faire les méchans on trouveroit bien le moyen de les faire rentrer dans leurs tanieres: mais cela se dit & se redit si pu-liquement, que cela pouroit être suspect dans une Cour, où l'on fait si bien garder le secret, l'on n'avoit d'autres raisons de croire qu'effectivement la Suède n'est pas bien avec la France.

On commence à dire qu'on n'a pû prendre de mesures avec Leurs HH. PP. avant d'ouvrir la Campagne contre les Espagnols. parce qu'on étoit obligé de tenir secrets les desseins du Roi; en un mot, qu'on avoit craint de nous en rien confier, parce que vous avez dit l'Ambassadeur *Gammara* & à *Friquet*, qu'on seroit volontiers que l'Espagne s'alliât avec Angleterre; & qu'on n'en avoit rien dit, parce que plusieurs mois avant le commencement de la Guerre, j'avois dit au Marquis de *la Fuente* & à d'autres, qu'elle étoit inévitable si on ne la prévenoit par un Accommodement. J'avouë que ce dernier article est vrai, mais je n'ai pas plus fait que le Comte de *Furstemberg*, qui l'a déclaré ainsi à l'Empereur, ce qu'il n'a pas fait sans ordres; outre que cela étoit nécessaire si l'on vouloit frayer le chemin à un Accommodement, & si l'on ne vouloit tromper

tromper personne en promettant & ne tenant point parole; vous verrez que ce sera encore nous qui aurons tort.

J'ai fait voir qu'il n'y avoit ni raison ni équité à demander, qu'avant de nous faire aucune ouverture, Leurs HH. PP. déclaraient qu'Elles romproient avec l'Espagne & qu'on m'envoyât un Pouvoir formel pour traiter ici. Je crois que l'on n'a d'autre vue que de nous exposer: il paroît que de *Lion* m'écoute assez, & je crois même qu'il écrit avec vigueur en conseillant de prendre des mesures de concert avec Leurs HH. PP., jugeant qu'il n'y en a aucune à prendre avec une Nation aussi fantasque que sont les Anglois: mais à vous dire le vrai on ne peut à présent juger de ce que l'on pense par ce que l'on dit; le tems nous en instruira.

Je ne crois pas que l'on se contente de la Franche Comté, Cambrai & *St. Omer* & les affaires d'Espagne me paroissent désespérées, que pour peu de chose je refuserois d'agir de concert, & je voudrois qu'on eût recours à quelques-uns des moyens que j'ai indiqués dans mes précédentes.

Au reste, il me semble que dans la conjoncture critique où nous nous trouvons le meilleur seroit de presser la Conclusion de la Paix, & de ménager l'amitié des Anglois. On devroit aussi terminer nos différens avec la Suède, & rétablir la bonne intelligence avec tous nos Voisins. On pourroit se servir du prétexte des levées que fait l'Evêque de Munster pour envoyer  
que



quelqu'un auprès des Princes d'Allemagne  
les sonder sur la grande affaire, & leur  
re prendre adroitement le bon Parti: enfin,  
y a aparence que l'on doit réserver le reste  
après la conclusion de la Paix de Breda.  
vous savez ce que j'ai toujours pensé de la  
oyable résistance que les Espagnols feront  
dans les Pais-Bas aux puissans efforts de la  
France, & que les Officiers expérimentez sont  
avis, que la conquête n'en peut être diffe-  
cile, & qu'elle ne demande pas beaucoup de  
temps. Je suis tous les jours de plus en plus  
confirmé dans ce sentiment, & je crois que  
vous ne pouvons pas trouver mauvais, pour  
plusieurs raisons, que le Roi nous manque  
plusieurs choses, puis qu'il ne veut pas  
contenter Leurs HH. PP. sur l'article des  
Pais-Bas Espagnols, & que nous ne pouvons  
vous accorder en cela.

La Flotte de France commandée par Mr.  
Duc de *Beaufort* est arrivée depuis quel-  
ques semaines de la Rochelle à Brest, elle  
est de 45. vaisseaux, dont on détache de  
temps en temps de petites Escadres pour  
croiser là aux environs. On m'a écrit qu'on  
n'avoit envoyé quelques Vaisseaux en Por-  
tugal; mais Mr. de *Lionne* m'a assuré que  
toute la Flotte étoit en un seul Corps, &  
qu'on écrit d'Angleterre qu'elle a été vüe  
aux environs de *Wight*; mais je doute de ce  
dernier article.

J'ai jugé qu'il seroit très-utile & très-néces-  
saire que, soit que j'allasse à l'Armée, soit  
que je restasse ici, j'eusse auprès de moi Mr.  
de *Mombas*, par le moyen duquel je pou-  
rois

rois approfondir & faire plusieurs choses que je ne puis faire moi-même; comme il étoit sur le point de partir pour Hollande, il y a quelques semaines, je le pria de rester encore ici quelque tems, & je lui fis même espérer d'obtenir des Conseillers Députés, que pendant le tems qu'il resteroit absent au de là de la mer, son congé ne lui causeroit aucun préjudice par rapport à ses Apointemens. Je n'ai point demandé ceci afin de ne le rendre pas suspect ici, mais j'ai cru que je l'obtiendrois facilement ensuite; il a fait une dépense d'un millier d'écus pour la Campagne, & j'apprends à présent de ses amis, que vous prétendez qu'il soit au País dans la conjoncture présente pour se rendre à son Poste. Je suis certain qu'il peut rendre ici plus de service; cependant, on le veut absolument il partira; mais j'espère que vous ferez en sorte qu'il ne soit exposé à aucune perte pour avoir consenti à ce que j'exigeois de lui. On lui a mandé aussi qu'il travailloit à lui ôter sa Charge de Major de Cavalerie; vous vous souviendrez que c'est vous-même qui lui avez conseillé de la conserver afin d'avancer dans la Cavalerie. Il a acheté cette Charge, & il a autant de courage que de bonne conduite, comme vous savez; on doit rechercher & non pas chasser des gens comme lui dans le tems que nous sommes. Je vous recommande ses intérêts comme les miens propres.

Je ne puis vous exprimer combien vous suis obligé de la promesse que vous me faites d'appuyer ma demande de retourner dans la Patrie: j'espère qu'à mon retour

ous verrez que ce ne sera pas au préjudice de l'Etat qu'on me l'aura accordé.

Mr. de *Lionne* m'a dit en riant, que la Flotte Française, en allant joindre celle de Leurs HH. PP. se trouveroit à portée de faire le Siège de Nieuport & d'Ostende; & m'a demandé si Leurs HH. PP. ne la seconderoient pas. J'ai répondu sur le même ton, qu'on verroit ce Siège dans la République à peu près d'aussi bon œil que celui de Fleffingue, & que comme on n'a aucune prétention sur cette Ville, on feroit mieux de chercher un autre équivalent. Son Excellence me demanda alors si Leurs HH. PP. voudroient donc empêcher ce Siège; je lui repondis qu'Elles souhaiteroient fort qu'on ne l'entreprît pas: & nous en sommes restez-là. Je suis, &c.

A Mr. C. Van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 7. Juillet 1667.*

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 30. du passé, j'ai reçu la votre en date du 1. du Courant. Nous sommes ici entièrement de votre sentiment, qu'il vaut mieux que la Flotte de France, fortifiée même de quelques uns de nos Vaisseaux, s'il est nécessaire, reste dans la Manche & y croise; ainsi que vous l'aurez pu déjà voir dans mes Dépêches précédentes.

dentes. Vous pouvez être assuré qu'en conduisant les choses sur ce pied-là vous agirez conformément aux Intentions de Leurs HH. PP.

Les excuses qu'on allégué pour se justifier de ce qu'on ne nous a fait aucune ouverture, encore moins pris aucune mesure avec nous touchant le dessein sur les Pais-Bas, sont aussi frivoles, qu'il est contre toute raison de bienféance, de contremander un ordre donné à un Général pour l'exécution d'une chose concertée, sans en donner auparavant connoissance, & sans prendre l'avis de celui avec lequel on avoit concerté.

Les Etats de Hollande & de West-Fris sont encore convoquez pour mercredi prochain; j'attens avec impatience vos avis sur la maniere dont il vous semble que l'Etat doit se comporter dans la Conjoncture présente à l'égard de la France: & si vous ne croyez pas qu'il soit à propos de demander la dénonciation exprimée dans la Résolution de Leurs N. & G. P. du 17. du mois passé, par rapport à la Garantie du Pavillon. Je trouve très salutaires tous les Articles de cette Lettre.

Les affaires paroissent mieux aller à Breda depuis ce qui s'est passé en dernier lieu sur Tamise: & les Médiateurs ont tant fait, que l'extinction entière de toutes les prétentions passées, sans en excepter une seule, semble une chose accordée. Il paroît par la dernière Lettre de Mr. de *Beverningh* du 5. du courant, que tout ira bien par rapport aux autres points de leurs Instructions.

Les affaires avec la Suède sont dans le même

at que je vous ai mandé, & l'on n'y  
eut rien faire à présent, Mr. le Comte de  
*bona* & Mr. *Appelboom* continuant à rester à  
eda.

On aura assez de prétexte pour envoyer  
quelqu'un à la Cour Impériale & auprès des  
inces d'Allemagne.

Je ferai usage de tout ce que vous m'embar-  
lez au sujet de Mr. de *Mombas*, de la ma-  
nière qu'il doit l'attendre d'un véritable Amy.  
Comme on lui avoit écrit, à ce que ses pa-  
rens m'ont dit, de se rendre à son Régiment,  
il doit s'assembler, afin d'être employé s'il  
est nécessaire; j'ai répondu, lors qu'on m'en a  
parlé, qu'il feroit bien de se rendre à son  
poste; cependant, si vous jugez qu'il soit  
plus utile auprès de vous, je ferai en sorte  
qu'on lui donne, pour y rester, la permission  
nécessaire.

Suivant les avis de la Flotte du 3. elle  
avoit encore la Tamise fermée depuis Noord-  
oorlandt, jusqu'à Alfernesse inclusivement;  
tous les équipages se portent fort bien: mais  
M<sup>rs</sup>. les Députés Plénipotentiaires demandent  
des vivres; les Vaisseaux de quelques Coléges  
s'availlent à les leur envoyer au plutôt.

Comme la situation des affaires en fournit  
un grand nombre de publiques & de secrettes,  
seroit-il pas à propos que vous les distin-  
guassiez à l'avenir, & que vous écrivissiez cel-  
les qui sont publiques à Leurs HH. PP. pour  
satisfaire la curiosité des Provinces; mais que  
vous ne fissiez savoir les secrettes & celles qui  
doivent pas être mises publiquement en  
libération, à Mr. le Greffier Ruysch & à  
moi. Je suis, &c. I 2 A

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 8. Juillet 1667.*

MONSIEUR,

Je me suis donné l'honneur de vous écrire ma dernière le 1. du courant; j'ai depuis reçu la votre du 30. du passé.

Dieu soit loué de la Victoire que nous vous remportée sur les Anglois; c'est bien la gloire pour Mr. votre Frère & pour les autres braves, à la valeur & la bonne conduite desquels nous devons ce bonheur. Je suis sûr que la Paix s'ensuivra, &, sauf meilleur avis, le mien est que nous devons la faciliter plus que jamais; puis qu'à présent nous pouvons le faire sans y engager notre honneur, que les avantages que nous pourrions obtenir par le Traité de Paix en perdant un peu de tems, mais en témoignant de la fermeté, contrebalanceroient pas le préjudice qui nous reviendrait de la continuation de la Guerre par rapport à nos intérêts les plus importants; sur tout puis que nous trouvons si peu de sincérité dans la conduite de la France, qui paraît avoir beaucoup d'envie de s'attacher l'Angleterre; & qu'après la Paix on pourra se méfier des affaires d'Espagne avec plus de succès pendant la Guerre: je crois qu'on doit aussi faire attention à ce qu'à présent le Roi d'Angleterre se plaint fort du Roi de France, & dit-il, n'a pas agi sincèrement avec lui;

ce mécontentement pouvoit porter l'Angleterre à se lier avec l'Espagne & à rechercher l'amitié de Leurs Hautes Puissances, il auroit moyen de mettre Leurs HH. PP. à l'abri de toute inquiétude par rapport aux Pais-Bas Espagnols.

Peut-être craint-on ici ces choses qui peuvent arriver, peut-être craint-on d'aliéner Leurs HH. PP. en manquant à une promesse formelle; quoi qu'il en soit, Mr. de *Lionne* m'a dit hier, que les Ambassadeurs de France qui sont à Breda, avoient ordre \* de communiquer à Mr. le Conseiller Pensionnaire de Hollande les conditions auxquelles on termineroit de ce côté-ci la Guerre avec l'Espagne; mais en stipulant d'avance, que Sa Majesté Très-Chrétienne ne sera obligée à rien si Leurs HH. PP. ne tombent d'accord à cet égard avec Sa Majesté dans un certain tems; & si dans un certain autre tems leurs Propositions ne sont pas acceptées du Roi d'Espagne; enfin, que les Provinces-Unies s'engageront à y contribuer de la maniere la plus efficace. Ce Seigneur ajoûta, qu'il ne pouvoit m'en dire d'autres particularitez; aussi n'ai-je témoigné aucun empressement à le savoir, d'autant plus que je sais que c'est une de ces choses qui demandent le plus grand secret, parce que si elles éclatent il se trouvera aussitôt des brouillons qui tâcheront de tout gâter.

\* Le Memoire de la Cour de France qui contient ces ouvertures se trouve dans les Lettres d'*Estrades* Tome IV, après une Lettre de Mr. d'*Estrades* du 30. Juin 1667.

Je vous avouërai que je ne trouve pas mauvais que dans les circonstances présente on ne donne pas satisfaction à Leurs HH PP. sur plusieurs autres choses; car dès que nous ferons d'accord sur cette importante affaire-ci, toutes les autres seront réglées d'elles mêmes; peut-être même celle des manufactures; si cela n'est pas, il nous est avantageux d'avoir des sujets de plaintes.

Une Personne, à qui j'ai beaucoup de confiance, m'a dit, qu'il sait certainement qu'on commence à desirer ici de sortir de cette affaire; mais je ne sais sur quoi il fonde sa certitude.

Ce qui est dans la Résolution de Leurs N & G. P. touchant le salut du Pavillon est très fondé, & il seroit nécessaire que cette affaire fût terminée d'une manière ou d'autre: mais ne vaudroit-il pas mieux en renvoyer la proposition & celle de la Garantie après la Paix, & jusqu'à ce qu'on voye si l'on s'accordera sur la grande affaire. Pour moi je suis pour l'affirmative.

On continuë à dire ici, que la France & l'Angleterre ne sont point en bonne intelligence: je suis, &c.



A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

A la Haye le 14. Juillet 1667.

MONSIEUR,

J'ai reçu la votre du 8. du courant. Mr. de *Beverningh* est arrivé ici hier au soir, & il a fait raport aujourd'hui dans l'Assemblée de Leurs N. & G. P. de ce qui a été réglé le 10. entre les Plénipotentiaires de l'Etat & ceux d'Angleterre. Les choses avancent, & d'une maniere plus avantageuse pour l'Etat que nous n'aurions osé l'esperer sans la dernière Victoire. On est convenu entr'autre, que dès à présent, & jusqu'à-ce que l'on fasse un Règlement de Commerce plus étendu, on observera entre les deux Etats les articles passez entre nous & la France.

L'Ordonnance sur la Navigation sera mitigée de maniere, qu'il sera libre aux Sujets de l'Etat, de transporter en Angleterre, avec leurs propres Vaisseaux, non seulement les denrées de notre crû & nos Manufactures, mais même toute sorte de marchandises & de denrées qui nous viennent d'Allemagne & d'ailleurs par les rivières.

Les Anglois ont accepté l'alternative absolue avec une extinction totale de toutes prétentions quelles qu'elles soient, y comprise celle des Vaisseaux la bonne Esperance & Henri bonne aventure. En un mot, tout, & d'une maniere aussi avantageuse qu'honorable.

Mr. *Coventry* est parti en diligence pour Londres pour recevoir ordre du Roi de signer & nous ne doutons pas qu'il ne l'obtienne pais qu'on lui a déclaré, que les choses seront conclûes sur ce pied-là, ou que l'on continuera la Guerre; & c'est à quoi les Ambassadeurs de France & de Dannemark se sont absolument obligés.

Continuez, je vous prie, vos sollicitations pour obtenir la restitution des Isles St. *Eustache* prises par les Anglois sur nous, & reprise sur eux par les François.

Nous sommes d'avis ici, comme je vous l'ai marqué dans ma dernière, qu'il vaut mieux que la Flotte du Roi de France croise dans la Manche, pour faire tout le mal possible à l'Ennemi & l'empêcher d'entrer dans le Canal: vous pouvez faire en sorte que cette Flotte agisse ainsi, vous ne ferez rien que de conforme aux intentions de Leurs HH. PP. Je suis, &c.

P. S. Mr. d'*Estrades* m'a fait hier de bouche les ouvertures dont il est parlé dans votre Lettre; mais elles vont bien loin. J'ai prié son Excellence de me donner par écrit les demandes du Roi avec une spécification des Places; il m'a promis de me l'envoyer, mais je ne l'ai pas encore reçu; quand j'aurai cet écrit j'en conférerai avec quelques Membres, & alors je vous en informerai plus au long, & en même tems des sentimens où j'aurai trouvé lesdits Membres.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Paris le 15. Juillet 1667.

MONSIEUR,

J'ai reçu, depuis maderniere du 8., celle  
que vous m'avez écrite en date du 7. sur ce  
que vous m'avez marqué des Intentions de  
Leurs HH. PP. parraport à la jonction des  
Flottes, j'ai cessé de la presser, & j'ai fait  
entendre à Mr. de *Lionne*, dans un entretien  
que j'eus avec lui, que Leurs HH. PP. con-  
sentiroient volontiers à ce que, suivant le bon  
plaisir de Sa Majesté, sa Flotte fût employée  
à croiser dans le Canal tant qu'il ne sera point  
plus nécessaire qu'à présent que les deux Flot-  
tes se joignent.

Sans doute, Mr. d'*Estrades* vous aura dé-  
jà fait les ouvertures dont il a été chargé par  
la derniere Poste, touchant les conditions  
auxquelles le Roi de France donneroit les  
nains à un Accommodement avec l'Espagne.  
Mr. de *Lionne* voudroit me faire accroire  
qu'il ignore en quoi elles consistent; pour-  
moi je n'ai aucun intérêt à savoir ce que je  
ne puis écrire à l'Etat sans préjudice, & ce  
que je ne puis lui cacher sans embarras. J'ai  
longtems entretenu ce Seigneur sur deux gran-  
des dificultez que je rencontre dans cette af-  
faire; la première est, le Traité qui est en-  
tre la France & le Portugal. La secon-  
de, que son Excellence m'a dit ci-devant,  
15 qu'au

qu'au cas d'un Accommodement, Sa Majesté Très-Chrétienne voudra se réserver sa prétention, que la Renonciation est nulle. Il m'a répondu, que par rapport à la première difficulté c'étoit une chose faite & sans remède; je répondis par manière de discours, que du moins on pourroit regarder, comme une partie de la satisfaction que le Roi prétend la Paix avec le Portugal à laquelle Sa Majesté veut contraindre l'Espagne, contre la teneur du Traité des Pyrénées; puis qu'on se ressouvient encore combien on auroit voulu l'acheter alors: quoi qu'on veuille répondre à cela en soutenant que l'Espagne cherche présent à faire la Paix avec le Portugal, on est obligé d'avouer qu'il y a bien de la différence entre faire cette Paix *separatim* ou *conjunctim*. J'ai représenté, sur la seconde difficulté, qu'il ne seroit ni possible ni raisonnable de forcer le Roi d'Espagne à consentir à un Traité dans lequel on mettroit en doute la validité de la Renonciation, & par lequel on laisseroit subsister cette cause d'une future Guerre qui troubleroit toute la Chrétienté: j'ai fait voir aussi, que les autres Etats ne pourroient jamais approuver cet article, & qu'il ne conviendroit nullement à Leurs HH. PP. d'y prêter la main, & qu'après tout, la chose étoit telle en elle-même, que raisonnablement on devoit y renoncer: Mr. de *Lionne* a répondu à tout, & dit qu'on trouveroit des expédients mais qu'après tout c'étoit une affaire sur laquelle il faudroit savoir quelles étoient les intentions du Roi. Mr. *Colbert* m'a répondu de la même manière. On m'a assuré que

de

dernier avoit fait entendre, que le Roi se contenteroit de la Franche-Comté avec Cambrai, St. Omer & Aire, mais je ne sai si cela est vrai.

Je crois qu'il faudroit passer sur bien des choses pour obtenir cette Paix sous Garantie, & que ce seroit le meilleur pour l'Espagne & pour toute la Chrétienté; ainsi, pour parvenir à ce but je ferois les yeux sur bien des choses; car il n'y aura guère, ou plutôt point l'Etat qui voudra s'exposer à une Guerre avec la France pour lui retrancher un si modique accroissement; cependant, si une fois elle met le pied dans les Pais-Bas, il ne fera point aisé de l'en chasser. Il s'agit donc d'examiner si Leurs HH. PP. ne voudroient pas prendre des mesures avec quelques autres Etats, du consentement de la France: pour moi je crois que ce seroit le meilleur; on agiroit plus sûrement, on s'exposeroit moins aux reproches & on se mettroit à l'abris de tout embarras.

Après avoir bien pesé ce que vous me marquez touchant le Pavillon, il me semble qu'il est évident qu'on ne doit pas toucher à cet article sur tout dans ce tems-ci, où le Parlement d'Angleterre est sur le point de s'assembler, & qu'il faut le renvoyer jusqu'à ce qu'on soit d'accord touchant les Pais-Bas Espagnols: je crois même que je puis vous assurer dès à présent, qu'alors on nous accordera cet Article & celui de la Garantie de la manière que nous le souhaiterons; parce qu'alors la cause pour laquelle on en fait à présent difficulté, ne subsistera plus.

Je vous ai mille obligations 'du zèle avec lequel vous prenez mes intérêts & prenant ceux de Mr. de *Membas* ; il part dans quelques jours pour la Patrie , parce que je n'ai osé le retenir plus long tems contre l'Ordre qu'il a reçu du Conseil d'Etat.

Mr. de *Lionne* est retenu au lit par un accident , c'est pourquoi je reste ici , ne pouvant rien avancer sans lui à la Cour dans notre grande affaire. Je suis sincèrement, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 21. Juillet 1667.*

MONSIEUR,

Ma dernière étoit du 14. de ce mois, j'ai reçu en son tems la votre du 15. L'ouverture que Mr. d'*Estrades* m'a faite , consiste en ceci , „ que le Roi de France s' „ contentera de la Franche-Comté & du „ Duché de Luxembourg , avec la Ville „ de Cambrai & le Cambresis, Aire, S. O „ mer, Berg-St. Vinox, Charleroi, Tour „ nay & Douai, avec les Places & Terres „ qui en dépendent respectivement ; qu'on „ pourroit entendre à un Accommodement „ sur ce pied-là ; que dans trois mois les E „ tats Généraux remettroient au Roi de „ France un Acte obligatoire , par lequel  
Leurs

„ Leurs HH. PP. s'engageroient à porter  
„ la Reine d'Espagne à céder lesdites Pro-  
„ vinces & Places en équivalent des Droits  
„ & Prétentions de la Reine de France, qui  
„ sont échûs. Et au cas que la Reine d'Es-  
„ pagne refusât cette satisfaction, Leurs  
„ HH. PP. seroient obligées, trois mois a-  
„ près la date de leur Acte obligatoire, de  
„ joindre leurs Armes à celles de la France  
„ contre l'Espagne, pour faire valoir les  
„ prétentions de la Reine : & au cas que  
„ dans l'espace de trois mois, on ne passe  
„ pas le susdit Acte obligatoire, ou qu'a-  
„ près l'avoir passé, la Reine d'Espagne ne  
„ voulût pas consentir à la cession, le Roi  
„ de France sera quitte de son engagement,  
„ & rentrera dans les mêmes prétentions  
„ qu'il avoit auparavant au nom de la Rei-  
„ ne. Enfin, que l'on n'entend point pré-  
„ judicier par tout ceci aux Droits qui apar-  
„ tiendront à l'avenir à la Reine, si le Roi  
„ d'Espagne venoit à décéder sans Enfants  
„ légitimes.

J'ai conféré sur tous ces Chefs avec les  
principaux Régens de Hollande, & avec  
leur aprobation, j'ai représenté à Mr. d'*Es-*  
*trades* 1. que ces demandes paroissent ex-  
cessives, & que le Duché de Luxembourg  
& la Ville de Tournay, comme trop avan-  
cez, & Charleroi comme dans le sein du  
Brabant, n'étant qu'à neuf lieues de Bruxel-  
les, devoient en être retranchez, & qu'on  
devoit raser de nouveau la dernière Place.

2. Qu'il faudroit qu'on fût, si, au cas que  
Leurs HH. PP. convinssent sur ce Projet

avec Sa Majesté & consentissent à prendre d'aussi forts engagements, Sadite Majesté suspendroit ses opérations militaires pendant le trois mois qui seroient stipulez, pour disposer la Reine d'Espagne à terminer le tout à l'amiable.

Et 3. qu'il faudroit stipuler dès à présent que si le Roi d'Espagne venoit à décéder sans Enfans légitimes, on réduiroit les Pais-Bas en République, suivant le Projet formé en 1663.

Nous nous sommes entretenus fort long tems sur ces Affaires-là, & le résultat de notre conversation a été, que Mr. d'*Estrades* en rendroit \* compte au Roi son Maître & attendroit sa réponse.

J'ai remarqué dans notre conversation, que le Roi de France commence à prendre ombrage des Anglois, & qu'on se repent d'avoir tant cajolé cette Nation, & donné par ce moyen de justes sujets de plaintes aux Alliez.

On avoit envoyé dès jeudi la Résolution de Leurs HH. PP. touchant le Pavillon, & je ne reçûs votre Lettre que le mardi suivant; on a crû que cette affaire pouvoit mieux se traiter avant qu'après la Paix, outre qu'on ne veut pas rester dans l'engagement de garantir le salut à la France, si l'on n'est pas assuré de la Garantie de la France pour le contre-salut. Je n'ai rien à ajoûter à celle-ci, ainsi je la finirai en vous priant de me croire, &c.

A

\* Lettres d'*Estrades* T. IV. dans une Lettre que le Comte d'*Estrades* écrit de la Haye au Roi le 21. Juillet 1667;



A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 22. Juillet 1667.*

MONSIEUR,

Votre Lettre en date du 14. de ce mois  
a été remise en son tems; ma dernière é-  
crit du 15.

Dieu soit loué de ce que la Négociation  
avec les Anglois est assez avancée pour qu'on  
puisse espérer une prompte conclusion; &  
qu'il nous fasse la grace d'y mettre la der-  
nière main, contre l'opinion de plusieurs  
si.

Je ne réponds point à présent sur les Or-  
dres que Leurs HH. PP. m'ont envoyé par  
aport au Pavillon, ils sont d'une nature,  
me semble, à demander que je me rende  
auprès du Roi, pour les faire agréer aux Mi-  
nistres avant de solliciter une réponse: en-  
 attendant j'apprendrois volontiers si Leurs  
HH. PP. jugent que je dois les exécuter sans  
délai, ou si l'on ne devoit pas différer jus-  
qu'à ce qu'on voye quel train prendra l'af-  
faire des Pais-Bas. Vous aurez vû dans ma  
dernière que je suis pour le délai, les raisons  
qui m'y déterminent sont, 1. que dans les  
discours que l'on a eus sur ce sujet on a re-  
tenu cet Article pour ne pas choquer les An-  
glois; & qu'à présent on cajole cette Nation  
plus que jamais. 2. Que l'on regarde à pré-  
sent comme un des grands intérêts de la  
France

France d'empêcher la bonne intelligence entre l'Angleterre & Leurs HH. PP., & que par conséquent nous ne devons fournir à ces gens-ci aucun moyen de réussir dans leurs vûes; qu'au contraire, nous devons tout faire pour rétablir cette bonne intelligence autant qu'il est possible. 3. Parce que tant que nous ne ferons point d'accord sur l'Article du Pais-Bas, nous ne devons pas nous promettre d'obtenir l'effet des promesses qu'on nous feroit. 4. Parce que je juge que la prudence veut que Leurs HH. PP. fassent leur capital de la grande affaire des Pais-Bas, & qu'Elles suspendent toutes les autres, ou qu'Elles les dissimulent, persuadées que l'unique moyen de réussir, est qu'on soit persuadé ici que Leurs HH. PP. peuvent fort bien s'entendre avec l'Angleterre. 5. Parce que le Parlement pourroit regarder ceci comme une nouveauté, & causer dans les esprits une révolte qui nous seroit pas avantageuse.

Vous me ferez plaisir de me marquer si la Régence est dans d'autres sentimens, j'y m'y soumettrai toujours avec obéissance & je ne perdrai point de tems en attendant votre réponse, puis que pour les raisons alleguées, il faut que je sois auprès du Roi pour exécuter les Ordres de Leurs HH. PP.

Je ne suis pas étonné que l'on fasse de si grandes demandes de ce côté-ci, & je crains qu'on ne les augmente; pour moi je ne m'arrêteroie pas à quelque chose de plus ou de moins, pourvu que la Renon-  
ciatio

*Mrs. J. de Witt & C. van Beuningen.* 209

ation soit comprise dans l'Accommodement, & qu'on trouve des moyens d'être sûr que l'Accord sera exécuté & qu'on s'en servira pas pour nous surprendre ; car je suis devenu fort défiant.

Je persiste à vous recommander la demande que j'ai faite de retourner au País, vous verrez que mon retour ne sera pas désavantageux. Je suis sincèrement, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 28. Juillet 1667.*

MONSIEUR,

J'ai reçu votre Lettre du 22. depuis l'expédition de mes Dépêches du 21. Je l'ai communiquée non seulement aux Commissaires de Leurs HH. PP. ; mais même aux Etats de Hollande & de West-Frise, qui ont été unanimement d'avis de s'en remettre à votre discrétion sage & prudente, du délai de la sollicitation de la Garantie du Paillon ; ainsi que vous verrez par la Résolution ci-jointe de Leurs N. & G. P., dont nous n'avons pas jugé à propos de faire ouvrir dans les Etats Généraux, parce que nous jugeons que cette résolution & l'approbation des Députés de Leurs HH. PP. fussent pour votre décharge, & qu'en remettant sur le tapis la Résolution de Leurs HH. PP. sur  
ce

ce sujet, la chose pouroit éclater, & suite ne faire aucun effet sur les Ministres de France, puis qu'ils pouroient tirer de variations, des conséquences qui ne seroient pas avantageuses à Leurs HH. PP.; d'autant plus encore, que depuis que cette résolution est prise, j'ai eu occasion d'encourir avec Mr. d'Estrades, quoi que je sache pas qu'il ait vû la Résolution; mais il y a apparence qu'il n'aura pas manqué d'écrire à sa Cour, qu'on vous a envoyé des Ordres sur une Garantie mutuelle de salut & du contre-salut du Pavillon. C'est pourquoi j'ai jugé qu'il étoit de mon devoir de vous instruire de tout ceci, que vous prissiez vos mesures & que vous ne laissassiez pas de parler de cette affaire, quand même vous voudriez différer de la presser, usant en tout de la circonspection que vous jugerez convenable pour l'avantage de l'Etat.

Mr. Coventry est revenu avant-hier au camp à Breda avec des Ordres pour tout conclure & signer, si l'on en peut croire tous les avis d'Angleterre.

Nous avons aussi conclu & signé hier avec les Ministres de Suède, le Traité d'amitié couché en bons termes & conformément aux Résolutions de Leurs HH. PP.; j'en joins ici une Copie si je puis l'avoir avant le départ de la Poste.

On a renvoyé, jusqu'à ce que l'on verra quel sera le succès des Négociations de Breda, à prendre une résolution finale sur la demande que vous faites de revenir ici je n'ou-

oublierai rien alors pour obtenir qu'on vous corde ce que vous souhaitez.

Le 16. de ce mois quelques Vaisseaux ont quitté le gros de la Flotte de l'Etat qui reste l'entrée de la Tamise, pour entrer dans le Canal & tenter d'y remporter quelque avantage sur l'Ennemi. Sur la nouvelle qu'on a eue qu'on attendoit un Convoi de 4. Vaisseaux de Guerre Anglois & environ quarante Bâtimens Marchands qui viennent du Débit, & que la Flotte de Mr. *Jeremie Smith* étoit d'environ 17. Voiles est sortie le 3. de Perth en Ecosse pour faire le tour de l'Irlande & se rendre à Plymouth, & entrer ainsi dans le Canal; enfin, qu'on attend plusieurs autres Bâtimens Marchands, tant des Barbaresques que de la Virginie: mais nous avons eu avis aujourd'hui que ce Convoi du Débit est entré dans Plymouth avant que notre Escadre fût dans la Manche. Le gros de notre Flotte qui bloque l'entrée de la Tamise, incommode fort la Ville de Londres. Nous n'avons rien appris de l'Escadre du Lieutenant-Amiral de *Gent* qui a fait route vers le Nord, sinon, que le 9. elle a donné chasse à un Capre Ecossois après lui avoir fait lâcher une Prise, qui étoit une Flûte Hollandoise; & que cette Escadre étoit avancée le 13. jusqu'au Cap du Nord de Hollande. Nous espérons que cette Escadre rencontrera les Vaisseaux de retour des Indes que nous attendons, & qu'elle les conduira à bon port.

Vous verrez par les Pièces ci-jointes, quel a été le sort des Vaisseaux envoyez de Zee-lande

lande en Amérique, & comment s'est passé le Combat qu'ils ont livré aux Anglois près s'être joints aux Vaisseaux de France. J'attens avec impatience de savoir quelles nouvelles on en aura reçu où vous êtes. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 29. Juillet 1667.*

**M**ONSIEUR,

Vous m'avez assuré d'une manière si gracieuse que je pouvois compter sur votre Protection, par rapport à la demande que je fais de ma démission, aussi-tôt que la Paix sera conclûe avec l'Angleterre, que je ne doute pas que ce ne soit une nouvelle obligation que je devrai ajoûter à tous les services que vous m'avez déjà rendus, puis que vous ne manquerez pas de m'obtenir de la Régence un consentement favorable à cette prière qui me tient fort au cœur, pour plusieurs raisons très-fortes. Ma Commission finit avec la Guerre d'Angleterre ; ainsi la Paix qui est sur le point d'être conclûe, comme je l'espère, peut être considérée pour moi comme une permission tacite de retourner en la Patrie & de remettre à Mr. Boreel les affaires qui sont de son Département, & dont je n'ai pas été chargé qu'incidemment, puisqu'elles n'ont aucune relation à la Guerre d'Angleterre.

Angleterre. Je ne disconviens point que : Seigneur étant retenu chez lui par la eilleffe & la foiblesse de sa santé, n'est pas en état de veiller aux intérêts de la République dans la conjoncture difficile où nous sommes; mais, d'un autre côté, je crois que l'on en doit charger une ou plusieurs Personnes revêtuës du Caractère d'Ambassadeur, tant à cause de l'importance des affaires qui ont à négocier pour faciliter la Paix entre les deux Couronnes, que parce que l'on se sera obligé de communiquer sur ces affaires avec les Ambassadeurs des autres Etats, & que les disputes qui surviennent pour la réception entre les Ambassadeurs & les Ministres de moindre Caractère, les empêchent de se rendre reciproquement visite. C'est pour cette raison que je n'ai vû ici aucun Ambassadeur que chez une tierce Personne. On dit qu'il doit en venir ici quelques-uns d'Angleterre pour offrir au Roi la Médiation de Sa Majesté Britannique, ainsi il me semble que Leurs HH. PP. devroient envoyer une Ambassade Extraordinaire, & nommer entre ceux, à qui on donnera cette Commission, une Personne qui dût relever Mr. Boreel, & qui, pour éviter les grandes dépenses, pût rester ici, après que l'Ambassade Extraordinaire se sera acquitée de sa Commission, après quoi l'on devroit donner à Mr. Boreel quelque Emploi honorable & avantageux. Nous avançons vers l'Hiver, ainsi on devroit penser à cette affaire-là; mais je soumetts tout ceci à vos sages considérations, & je me borne à vous recommander très sérieusement

fement mes Intérêts ; c'est à dire , ma commission ; & je me promets un si bon succès de votre recommandation & de votre crédit que je commence déjà à disposer tout pour mon départ.

Je me flatte que je ne serai pas tout à fait inutile dans les délibérations sur les affaires de la conjoncture présente. Je suis sincèrement, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 29. Juillet 1667.*

MONSIEUR,

Je me suis donné l'honneur de vous écrire le 22. du courant, j'ai reçu en son temps la votre du 21.

J'ai remarqué dans l'entretien que j'ai eu avec Mr. de *Lionne* sur le contenu de cette Lettre, que Mr. d'*Estrades* avoit mandé la même chose en substance , sinon que je ne trouve point dans votre Lettre que l'on a fait quelques difficultez touchant la demande de cette partie du Luxembourg qui appartient à l'Espagne, ce qui a fait dire à ce Seigneur qu'il ne concevoit point pourquoi vous vous y opposiez.

Un Ministre de Leurs HH. PP. est fort embarrassé d'agir dans une circonstance aussi délicate sans ordres exprès ; c'est pourquoi j'ai prié Mr. de *Lionne* de ne me mettre aucunement



ement au jeu , & de ne me considérer  
comme une Personne qui dit son senti-  
ment par manière de discours sur une affai-  
re dont elle n'est point chargée. Après a-  
voir ainsi fait mes conditions , je suis entré  
en matière , & j'ai exigé d'abord que l'on fît  
paraître plus de modération de ce côté-ci ,  
que c'étoit dans ces termes que l'on  
en avoit parlé ci-devant , me donnant à  
entendre qu'on ne vouloit que rétablir les  
anciennes Frontières du côté des Pais-Bas  
Wallons ; ce qui signifioit , de l'aveu de  
tout le monde , qu'on se contenteroit de  
Cambrai, St. Omer & Aire. Que le Com-  
te de *Furstemberg* , à qui on avoit sans dou-  
te confié le Secret , m'avoit parlé ensuite de  
la Franche-Comté , & y avoit depuis ajouté  
le Luxembourg Espagnol , comme un point  
de-là duquel on ne porteroit pas les pré-  
tentions. J'ai fait plus , j'ai fait voir que  
l'on pouvoit , par de bonnes raisons , réfuter  
toutes ces prétentions qui ne sont guère fon-  
dées , & qu'ainsi , quelques modérées qu'el-  
les soient , elles pouvoient toujours paroître  
excessives ; que l'on pouvoit juger quelle  
inequité c'étoit pour Leurs HH. PP. de voir  
qu'on exige d'Elles , qu'au besoin , Elles ai-  
ent néanmoins à faire valoir ces prétentions ,  
sans compter les embarras & les dangers aux-  
quels Elles seroient exposées , s'il arrivoit  
quelques Révolutions imprévûes auxquelles  
ces choses humaines sont sujettes. Que l'on  
pouvoit ajouter avec raison , qu'en étén-  
dant les Frontières au de-là de Cambrai ,  
St. Omer & Aire , on ne tenoit point la  
promesse

promesse de se contenter de Pais & Vill  
qui ne donneroient aucun ombrage à Leu  
HH. PP., & que l'on savoit par expérie  
ce, que les Pais-Bas n'ayant plus la Ba  
rière de ces fortes Places, étoient exposés  
être attaquez jusqu'au cœur & à tomb  
d'abord dans le plus grand desordre; qu'a  
si demander encore Douay, Tournay  
Charleroy, étoit moins chercher la sûre  
de la France que l'opression des Pais-B  
puis qu'ils seroient dépouillez de tout  
qui pouvoit les mettre en état de s'y op  
fer. Qu'on ne devoit point douter de v  
tre zèle; mais qu'il falloit qu'on sçût q  
dès que cette affaire seroit proposée da  
l'Assemblée de Leurs HH. PP. quelqu  
puyée qu'elle soit, elle ne passera jamais  
moins qu'on ne fasse paroître plus de m  
dération de ce côté-ci; Que pour moi  
ne m'étois jamais imaginé que, dans la  
première proposition, on eût demandé p  
que la Franche-Comté, Luxembourg, &  
les trois Villes susmentionnées; outre ca  
je croyois que l'on poseroit pour baze à  
Renonciation, sans laquelle je ne compris  
point comment l'on pourra accommoder c  
te affaire. J'ai fait remarquer encore, q  
Mr. d'Estrades n'avoit point parlé du Port  
gal, qui étoit néanmoins un Article capital  
que l'on devoit considérer comme une gr  
de partie de la satisfaction demandée, &  
qu'on vouloit ne point traiter que conjoint  
tement avec ce Royaume, & qu'il falloit f  
re sentir à l'Espagne, que pour plusieurs r  
sons importantes il étoit nécessaire de c  
er

per court dans cette Négociation, que par conséquent il falloit lui proposer les choses d'une manière à éviter toutes les longueurs; qu'ainsi on devoit envoyer à Mr. d'*Estrades* des Ordres les plus modérez. Mr. de *Lionne* répondit à tout cela, que pour peu qu'on voulût faire attention à l'état où étoient les affaires de cette Couronne & celles d'Espagne, on trouveroit beaucoup de modération dans la proposition de Mr. d'*Estrades*; l'autant plus qu'il y a apparence que Sa Majesté portera cette Campagne-ci ses Conquêtes si loin qu'Elle pourroit bien alors donner le choix au Roi d'Espagne, ou de lui laisser ses Conquêtes, ou de lui céder ce qu'Elle demande à présent, & qu'ainsi on sacrifie à la Paix les espérances de plusieurs avantages beaucoup plus considérables: que le Roi est persuadé de son bon droit, & que si Leurs HH. PP. jugent à propos de ne pas concerter avec Sa Majesté sur ses Propositions, il faudra s'en consoler. Qu'il paroît par ce que vous & les autres Personnes de la Régence à qui on a communiqué cette affaire, avez répondu à Mr. d'*Estrades*, que vous passeriez sur la Renonciation au cas d'un Accommodement, puis que vous demandez que dès à présent on convint de faire une République des Provinces des Pais-Bas Espagnols, au cas que le Roi d'Espagne vint à mourir sans légitimes Héritiers; Proposition à laquelle Son Excellence croit que le Roi de France donnera volontiers les mains: il ajoûtoit que sans doute le Roi ne traiteroit pas sans le Portugal;

mais qu'il ne paroïssoit pas nécessaire d'en parler dans la Convention à faire avec Leurs HH. PP., d'autant que cela ne peut faire aucune difficulté, la Reine Régente d'Espagne offrant déjà séparément au Portugal ce dont il sera content, quoi qu'il traite conjointement avec la France. Il ne s'est pas fort opposé à la proposition de rendre Tournay & de raser Charleroy, & il m'a demandé à la fin si je croyois que Leurs HH. PP. voulussent donner les mains à la cession de la Franche-Comté, Luxembourg, Cambray, Aire & Berg-St.-Vinox; mais sans s'expliquer davantage; seulement m'a-t-il fait entendre qu'il interprétoit ce que vous avez dit à Mr. d'Estrades comme si l'on devoit tenir pour accordé tout ce à quoi vous n'aviez formé aucune opposition; mais je lui ai dit que cela n'étoit pas tout à fait certain, & qu'on pourroit se tromper en comptant ainsi. Quoi qu'il en soit, j'ai remarqué par certains discours que m'a tenu Mr. Wikka par rapport à la Guerre présente, que si l'on pouvoit obtenir la Renonciation pour l'avenir l'Allemagne préférera une Paix payée bien cher à la continuation de la Guerre; je croi que l'on pourroit facilement persuader la même chose à l'Espagne, vû les sûretés qu'elle trouveroit dans la Garantie: mais si la Garantie ne s'étendoit pas jusqu'à une Renonciation, en cas que le Roi d'Espagne mourût sans Enfants légitimes, l'affaire changeroit de face, & on ne devroit pas se fier beaucoup sur ce que l'on stipuleroit à présent touchant l'érection des Pais-Bas Espagnols en République

publique; & de plus ceci me paroît une entreprise odieuse dont le succès seroit fort douloureux, en sorte qu'il me semble qu'il vaudroit mieux ne rien stipuler sur cet Article, & chercher ses sûretés dans la Garantie générale de tous les Etats qui ont le même intérêt que Leurs HH. PP. de s'opposer à la puissance excessive de la France. Enfin, ce que je crains le plus, c'est que nous ne nous trouvions pris dans quelque piège, comme cela pourroit sur tout arriver, si l'on fixoit un terme si court, & que dans cette intervale la Négociation devint aussi étendue qu'elle paroît devoir l'être. Je ne crois pas que si l'on proposoit ici d'étendre ce terme jusqu'au commencement de la Campagne de l'année prochaine, on y formât aucune opposition; cependant, ce ne seroit peut-être pas encore assez de tems, & il me semble que l'on devroit avoir au moins six mois, ou même plus, à commencer du tems où l'on auroit entamé les Conférences; & si l'Espagne est cause que l'on n'entre pas en Négociation, qu'alors la France fixe un lieu & un tems à la satisfaction des Médiateurs, ou qu'on en laisse la liberté à ceux-ci. Il me semble outre cela, qu'avant de conclure cette affaire on devroit examiner s'il ne seroit pas à propos de la communiquer à quelques autres Etats *ad declinandam invidiam*, mais sur tout afin qu'ils ne nous y viennent pas troubler, & que bien loin de-là, ils nous prêtent la main; sur tout il faudroit sonder ce qu'en pensent les Princes d'Allemagne; car je crois qu'ils s'y attendent,

dent, & toutes les fois qu'on leur a témoigné cette confiance, on leur a fait plaisir on ne devoit pas même oublier la Suède & l'Angleterre; en un mot, tous ceux avec qui nous devons nous entendre, au cas quel'on voulût nous tromper ici. Enfin, mon sentiment est, qu'on ne doit point différer d'envoyer ici un Ministre pour pousser cette affaire-là & auquel on ait soin de donner de bonnes instructions; sur tout on doit se presser d'envoyer un Ambassadeur en Angleterre, particulièrement si le Parlement s'assemble dans les tems marqué; on ne doit point perdre de tems à mettre nos Troupes en bon état, à rendre nos forces respectables, même en augmentant nos Régimens; car ce tems est un moment de crise pour notre République, il faut de la promptitude, de la prudence & de la vigueur pour sortir d'affaire. Je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 4. Août 1667.*

**M**ONSIEUR,

Depuis ma dernière du 28. du passé, j'ai reçu celles que vous m'avez écrites le 2. & la Copie de celle que vous avez écrite le même jour à Mr. le Greffier *Ruyss*. Comme je n'ai pu vous envoyer par la dernière Poste une Copie du Traité conclu avec les Ministres de Suède, je vous l'envoie ci-jointe. M

Mrs. d'Amsterdam & quelques autres Membres ont donné leur avis en faveur de la demande que vous faites de revenir dans la Patrie; mais quelques autres Membres ayant été d'avis de remettre à en délibérer, lors que la Paix avec l'Angleterre sera entièrement achevée par l'échange des Ratifications, il a été conclû que l'on mettroit votre demande en délibération quand Messieurs les Députés Plénipotentiaires au Congrès de Breda auront fait rapport de leurs Négociations, ce qu'ils doivent faire aujourd'hui ou demain.

La Négociation de Breda a été terminée, Dieu merci, le 31. du passé, & le Traité a été signé & scelé à l'ordinaire.

Vos considérations sur les affaires d'Espagne m'ont paru importantes; je trouve seulement que s'il plaisoit à Dieu de retirer le Roi d'Espagne sans qu'il laissât d'Enfants légitimes, il seroit plus de l'intérêt de l'Etat que les Pais-Bas se missent en République avec les sûretés que l'on donneroit à l'Etat en évacuant les Frontières, suivant le Projet de 1663., que de voir, dans le même cas, les Pais-Bas & toute la Monarchie d'Espagne tomber entre les mains de l'Empereur: mais ce que je crains sur tout, c'est que les propositions des François ne soient que pour nous amuser, & qu'ils ne fassent à présent comme lors qu'ils nous ont promis de ne rien entreprendre par surprise contre les Pais-Bas, & sans avoir concerté auparavant avec Leurs HH. PP.: Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Paris le 5. Août 1667.

MONSIEUR,

Je me suis donné l'honneur de vous écrire le 29. du passé; j'ai reçu en son tems la votre du 28.

Puis que Leurs N. & G. P. laissent ma disposition de me servir ou non de ordres que l'on m'a donnez par raport l'affaire en question, je prends le parti du silence, par provision & pour les raisons que j'ai alleguées: d'autant plus que Mr. de Lionne m'a dit lors que nous en avons parlé avant la réception de la votre, qu'il étoit bon que l'on s'entendît l'un l'autre mais qu'il n'étoit pas encore tems: en sorte que la chose a été entamée, mais on ne l'a point poussée, & même on n'a point demandé que l'on prît une résolution; l'on regardera toujours ici comme une déférence, que l'on a pour les présentimens qu'on y a remarquez, que l'on diffère à mettre cette affaire sur le tapis. Je crois avoir ainsi satisfait à ce que vous m'avez marqué par raport aux entretiens que vous avez eus avec Mr. d'Estrades.

Je suis étonné que Mr. Coventry étant revenu à Breda le 27. du passé avec des ordres si amples pour signer les Traitez  
comme



comme on l'écrit d'Angleterre & de Breda, & comme l'ont mandé les Ambassadeurs de France après s'être entretenu avec ce Seigneur, nous n'ayons aucune nouvelle de cette signature. Cependant, Mr. *Pelletier* attend à Breda que le Traité soit signé pour l'apporter ici par Bruxelles. - J'espère que ce grand Ouvrage n'aura pas été retardé par quelques difficultez, & que la premiere Poste m'apportera l'agréable nouvelle de la conclusion de cette Paix, & la permission de partir, dont j'espère vous avoir toute l'obligation imaginable. Peut-être ne seroit-il pas mal à propos que l'on y exprimât, que c'est seulement pour aller faire un tour en Hollande; tant pour d'autres raisons, que parce que cette circonstance presseroit mon arrivée, n'étant point obligé d'aller trouver le Roi à son Armée, sous ce pretexte que je ne vais que faire un tour au País. Néanmoins je réglerai mes affaires comme ne devant plus revenir, & je souhaiterois que Leurs HH. PP. me fissent l'honneur de m'envoyer un Yacht, ou un Vaisseau de guerre à Boulogne, ou ailleurs, où Elles jugeront à propos, & je m'y rendrai aussi-tôt que je saurai son arrivée: mais s'il falloit que je passasse par l'Armée du Roi il faudroit que j'eusse un Passeport du Marquis de Castel-Rodrigo, que Mr. *Sasburg* pourroit lui demander de la part de Leurs HH. PP. aussi-tôt qu'on aura accordé ma demande, & il pourra me l'envoyer directement de Bruxelles ici.

J'ai appris à Mr. de *Lionne* la desagréable nouvelle que l'on a reçû de la rencontre de

avantageuse de quelques Vaisseaux François & quatre de l'Etat avec la Flotte Angloise aux environs des Caribes; je lui ai dit en même tems combien la plupart des François y avoient mal fait leur devoir, & je lui ai demandé quel avis il en avoit reçûs; il me répondit qu'il n'en avoit eu aucun, & que la chose étoit tout à fait blâmable, si elle étoit ainsi qu'on l'avoit mandée à Leurs HH. PP.

Je crois qu'il faut aller de notre côté à petit pas dans la grande affaire & ne pas donner lieu à quelques ruptures; bien loin de-là nous devons aller bride à main & donner le tems à ces gens-ci de mettre de l'eau dans leur vin; ils sont encore tout pleins d'espérance & l'on ne peut se fier à ce qu'ils promettent d'un autre côté leurs Ennemis se flatent de trouver des Amis. Je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 11. Août 1667.*

MONSIEUR,

J'ai reçu votre Lettre du 5. du courant. ma dernière étoit du 4. Après que Mr. de *Beverningh* eût fait son rapport à Leurs N. & G. P. on remit votre demande sur le Tapis. Mrs. d'Amsterdam parlerent avec leur zèle ordinaire en votre faveur, en sorte que l'on prit la Résolution dont je vous envoie l'Extrait,

rait, & qui fut portée à la Généralité comme avis de la Province de Hollande, sur quoi on a formé la conclusion que Leurs HH. PP. vous enverront. Je souhaiterois fort, qu'en prenant congé du Roi, ou de ses Ministres, vous pûssiez convenir de quelque chose par rapport à la grande affaire des Pais-Bas, conformément aux Résolutions de Leurs HH. PP. du 5. & du 12. Mai dernier, & à ce que je vous en ai écrit de tems en tems avec l'approbation de Leurs N. & G. P. ou de leurs Commissaires pour les affaires de France.

Nous attendons d'aujourd'hui en huit jours la Ratification d'Angleterre ainsi qu'on en a convenu, & vers ce tems-là les Députés Plenipotentiaires de Leurs HH. PP. se rendront à Breda.

Il s'est passé quelque chose sur la Tamise entre le Lieutenant-Amiral *van Nes*, & quelques Vaisseaux Anglois commandez par Mr. *douard Sprangh*; mais il n'y a guere que leurs équipages qui y aient eu part, ainsi que vous apprendrez par la Lettre ci-jointe de ce Lieutenant-Amiral. L'Escadre de Mr. de *Ruyter* est encore dans le Canal, & suivant les rapports qu'on nous en a fait de bouche, cette Escadre a fait course jeudi dernier, du pas de Calais, où elle étoit revenue, vers le Ouest.

Mrs. *d'Estrades* & *Courtin* sont allés faire un voyage de plaisir à Amsterdam; pendant qu'ils ont été ici, je leur ai souvent parlé de l'affaire des Pais-Bas Espagnols, ils temoignent, pour leur particulier, qu'ils sont pour l'Accommodement; mais ils avouent qu'ils

ne peuvent avoir de réponse que fort lentement. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 12. Août 1667.*

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 5. de ce moi j'ai reçu la votre du 4. J'ai appris avec bien du plaisir la Nouvelle de la signature du Traité de Paix; mais je n'approuve point l'Acte d'hostilité commis depuis, parce que je crains qu'il ne nuise à la bonne intelligence que nous devons tâcher de rétablir & d'entretenir avec les Anglois, dans la conjoncture présente.

Mr. de *Lionne* m'a dit, qu'il n'avoit point encore eu de réponse du Roi sur ce que Monsieur d'*Estrades* a écrit de l'entretien qu'il avoit eu avec vous touchant la grande affaire. Je n'en suis pas fâché à présent, parce que le dessein sur Dendermonde a manqué & l'apparence qu'il y a que l'Espagne & l'Empereur trouveront plus de partisans que l'on croyoit, me font espérer qu'on ne perdra rien en temporisant; & que bien loin de-là, cela pourroit servir à rendre cette Cour-ci plus modérée & par conséquent à faciliter l'Accommodement. Mr. de *Lerode* m'a dit, qu'avant de commencer la Guerre, le Roi de France lui avoit déclaré qu'il ne demandoit que la

France.

Franche-Comté, Cambray, St. Omer & Aile; & même qu'il croit qu'on auroit pû obtenir l'échange des deux dernières contre quelque autre Place; mais Mr. *Wikka* a toujours dit, que si l'on étoit obligé d'acheter la Paix, ce ne seroit jamis aux dépens de la Franche-Comté.

Je ne désespère pas, qu'au cas d'Accommodement, on ne puisse obtenir une Renonciation formelle pour l'avenir. J'en ai encore parlé hier à Mr. de *Lionne* qui ne m'a point paru intraitable sur ce sujet. Peut-être est-il de l'intérêt de Leurs HH. PP. de voir les Pais-Bas Espagnols former une République; mais ce Projet n'est il pas sujet à bien des difficultez, & ne mérite-t-il pas qu'on y pense sérieusement? car enfin, je crois que vous conviendrez avec moi, que ceux qui en auroient vent se fortifieroient dans les Pais-Bas même, soit par de bonnes Alliances, ou autrement, pour defendre leur droit contre tous ceux qui voudroient ainsi leur faire la Loy; de sorte que ce que l'on regarderoit comme une des îûretez de la Paix, deviendrait la cause d'une nouvelle Guerre, dans laquelle Leurs HH. PP. ne trouveroient point leur compte: mais ce qui est de plus important, & que vous concevez comme moi, autant que je puis le remarquer, c'est que ces gens-là sont *fide nimis fluxâ* pour traiter avec eux sur une affaire de cette nature, & s'exposer à la haine publique. C'est pourquoi je serois d'avis de ne rien faire à cet égard que de concert avec les parties intéressées: mais ce sont-là des choses sur lesquelles il y a beaucoup

plus à dire qu'on ne peut mettre sur le papier ce qui me fait souhaiter avec plus d'ardeur la permission de retourner au País, que j'attends par la première Poste, puis qu'après votre dernière je n'en puis plus douter.

Il y a ici plusieurs personnes qui croient qu'après la prise de Lille, qui ne sera, dit-on, qu'une affaire de trois semaines, le Roi pourroit bien revenir ici, & laisser au Prince de Turenne le Commandement de l'Armée pour le reste de la Campagne; d'autant plus qu'il ne se fait rien à présent que par ses conseils.

Mr. le Maréchal de Grammont, Mr. de Lionne, & plusieurs autres Personnes, m'ont fort recommandé l'affaire d'un certain Vaisseau de Bayonne confisqué par Sentence de l'Amirauté d'Amsterdam, parce que, contre les Ordonnances, il avoit été équipé dans cette Ville pour aller à la grande Pêche; ils allèguent en leur faveur, qu'ils n'ont engagé personne, & qu'ils se seroient servi de leurs propres gens, & que par conséquent ils n'ont rien fait contre l'intention desdites Ordonnances; ils allèguent encore d'autres raisons qui ne doivent pas tant nous arrêter que celle-ci, c'est que c'est une affaire de peu d'importance, que des Magistrats de Bayonne y sont intéressés, que ce sont les Basques qui nous ont aidé à établir la grande Pêche, & qu'il n'y a point d'endroit en France, dit-on, où nous négocions plus amiablement qu'à Bayonne; l'expérience m'a appris qu'il ne faut pas prendre les choses à la rigueur avec ces sortes de gens: ils auroient obtenu, m'a-t-on dit, la

a restitution de leur Vaisseau, avant que l'on ait rendu la Sentence, s'ils n'avoient prétendu des dédommagemens. Il seroit à souhaiter que l'on terminât amiablement cette affaire dont Mr. d'Estrades vous parlera. Je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 18. Août 1667.*

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 11. du Courant j'ai reçu la votre du 12. Messieurs d'Estrades & Courtin qui étoient allez faire un tour à Amsterdam sont revenus ici dès le commencement de cette semaine; mais jusqu'à présent ils n'ont reçu aucun ordre sur les moyens de trouver un Accommodement dans la grande affaire des Pais-Bas Espagnols.

La Ratification d'Angleterre est arrivée à Bréda depuis samedi dernier, & nous espérons y envoyer encore cette semaine celle de Leurs HH. PP.; ne nous manquant plus que le consentement de Gueldres, Utrecht & Frise, ce l'on attend à tous momens.

Leurs HH. PP. ont pris lundi dernier la résolution ci-jointe pour faire cesser promptement les Hostilités, & je ne doute pas qu'elle soit acceptée & exécutée de part & d'autre.

Comme nous sommes tous les jours à la veille de vous voir arriver, ce que je souhaite de tout mon cœur, nous avons moins de chose à vous mander que nous attendons d'en apprendre de vous lors que vous nous ferez rapport sur tout des dispositions où vous croyez qu'est le Roi à présent; ainsi je ne ferai point celle-ci plus longue, je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Paris le 19. Août 1667.

MONSIEUR,

Je me ressouviens parfaitement bien de ce que vous m'avez écrit touchant Mr. d'*Amenvillers*, mais j'espère que depuis ce tems là les choses auront changé de face & qu'il n'y a rien ne vous empêchera à l'avenir de lui être favorable. C'est pourquoi Mr. de *Beringhen* son frère, m'ayant prié d'appuyer ses sollicitations pour la Charge de Colonel du Régiment commandé ci-devant par Mr. *Durefort*, n'ai pu m'empêcher de lui promettre de vous recommander ses intérêts, d'autant plus que Mr. de *Beringhen* est un des Seigneurs de la Cour qui y appuie le plus les affaires de Leurs HH. PP. de manière qu'on l'y traite de Hollandois plutôt que de François. Jugez l'importance du service & de la nécessité de la reconnoissance, envers un Seigneur qui  
con



ontinuellement l'oreille du Roi, & qui est  
n faveur. Quant à moi je souhaiterois que  
Mr. d'Armenvillers obtint ce qu'il demande,  
je crois que le bien de l'Etat le veut. Si  
vous voulez bien employer votre crédit en fa-  
veur, je vous en aurai pour ma part toute  
obligation possible. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN-DE WITT.

*De Paris le 19. Août 1667.*

MONSIEUR,

Je me suis donné l'honneur de vous écrire  
le 12. du courant, j'ai depuis reçu votre  
lettre du 11. je ne puis vous exprimer les  
obligations que je vous ai d'avoir bien voulu  
puyer la demande que je faisois d'une per-  
mission de retourner dans la Patrie; fasse le  
Ciel que l'occasion se présente de vous té-  
moigner ma reconnoissance pour le service &  
pour tant d'autres que vous m'avez rendus.

Vous verrez par l'incluse comment je veux  
m'y prendre pour partir dici, & que je suis  
presque résolu d'attendre le retour du Roi à  
St. Germain, au cas qu'il soit aussi prochain  
que Sa Majesté l'a marqué. Je crois que  
vous ferez de mon avis, d'autant plus que  
je m'y suis déterminé, sur ce que vous m'ex-  
hortiez à terminer ici quelque chose par rapport  
à l'affaire des Pais-Bas, avant mon départ.

Mr..

Mr. de *Lionne* m'a dit qu'il n'avoit pas encore de réponse sur ce sujet. Il y a apparence que Sa Majesté étant résolue de revenir dans peu de jours, aura trouvé à propos de renvoyer à ce tems-là à en délibérer, afin de peser mûrement la chose avec Mr. de *Lionne*. Tout ce que je puis faire est d'engager le Roi à modérer ses prétentions, & de parler comme de moi-même de ce qui concerne l'affaire en général, ainsi que j'ai fait jusqu'à présent & comme je vous l'ai marqué: mais commence à douter s'il ne vaudroit pas mieux de renvoyer par provision à l'hiver prochain à travailler à cette Paix avec d'autres Médiateurs, & de prendre nos résolutions *pro nata* pendant la Négociation, ou lors qu'elle sera finie; particulièrement sur les choses qui peuvent ne pas être agréables à l'une ou l'autre des Parties. En effet, il n'y a point d'apparence que le Roi de France diminuë de ses prétentions en faveur d'un engagement futur avec Leurs HH. PP.; qu'au contraire ce l'engageroit à les augmenter, outre que cela pourroit donner lieu à d'autres Etats de charger les vûës qu'ils pourroient avoir à son préjudice. Outre cela je ne vois pas quel avantage Leurs HH. PP. peuvent tirer de la promesse d'assister la France dans un certain tems au cas que l'Espagne n'accepte pas les conditions qu'on lui veut proposer, & d'affranchir alors la France de l'obligation d'en passer par ces conditions. Je voudrois savoir votre intention sur ceci; car il me semble qu'on peut y faire une lourde faute.

On commence à craindre ici que les choses

ne n'en viennent aux extrêmités entre le Portugal & Leurs HH. PP., je ne sai sur quoi cette inquiétude est fondée.

Il me semble que mon Successeur, ou mes Successeurs, devroient au moins me rencontrer en chemin; les affaires de Leurs HH. PP. sont ici dans une situation à ne pas les laisser entre les mains d'un homme auquel ses indispositions ne permettent pas de sortir de sa chambre. Je suis, &c.

P. S. S'il faut que j'attende ici le Roi, comme il y a grande apparence, je préférerois la route par mer à toute autre, c'est pourquoi je persiste à demander un Vaisseau, un Yacht, pour mon transport: c'est une demande que je vous recommande.

Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 25. Août 1667.*

MONSIEUR,

Je vous ai écrit le 18. & j'ai reçu votre lettre du 19. J'ai toujours été d'avis & je suis encore, que si l'on pouvoit convenir de ce côté-ci avec le Roi de France sur les moyens d'affoupir les démêlés par rapport aux Pais-Bas Catholiques, conformément à ce que je vous en ai toujours écrit, on pourroit conclure de quelque manière que ce fût que de ce moment-là le Roi de France cesseroit d'em-

d'employer ses armes; je m'en suis exprimé de même avec Mrs. d'Estrades & Court. comme d'une condition *sine quâ non*, & je doute pas qu'ils ne l'aient écrit de même.

J'ai lû dans l'Assemblée de Leurs N. G. P. votre Lettre de recommandation en faveur du Lieutenant Colonel d'Arminville à cause des expressions fortes que j'y ai trouvé; le tems nous fera voir quelle impression elle aura faite.

Leurs N. & G. P. ont pris sur les moyens de votre transport ici la résolution ci-jointe.

On a publié hier à Breda la Paix conclue avec l'Angleterre, ainsi que vous verrez la Lettre ci-jointe de Mr. de Beverninck; comme j'espère vous voir bien-tôt, je finis celle-ci en vous assurant que je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 26. Août 1667.*

**M**ONSIEUR,

La dernière que je vous ai écrite étoit du 19. j'ai reçu en son tems la votre du 18.

Je suis plus impatient que vous ne pouvez croire de vous revoir à la Haye; mais ne pouvant partir d'ici avant d'avoir reçu la nouvelle de l'échange des Ratifications, & ne je ne l'attends que par les Lettres du 25. je n'ai pas encore perdu de tems en attendant l'ave-

ur du Roi à *St. Germain*, & j'ai trouvé occasion de parler de plusieurs affaires avant mon départ, avec les Ministres de Sa Majesté, ce que je n'aurois pû faire à l'Armée.

Je pose en fait que l'on doit insister sur deux points dans l'affaire des *Pais-Bas*. 1<sup>o</sup>. que dans le Traité à faire on comprenne une Renonciation pour l'avenir. 2<sup>o</sup>. Que l'on fera des arrangements qu'à l'avenir le Roi de France ne puisse avancer davantage ses frontières de celles de Leurs HH. PP., quand même la rupture continueroit par l'opiniâtreté des Espagnols. Par rapport à la forme des négociations, nous devons, autant qu'il est possible, ne rien faire que de concert avec ceux qui sont intéressés, & sur tout éviter de donner à la France le moindre ombrage, ou la moindre jalousie, ce qui est de la dernière importance, sur tout pour ne pas faire d'Ennemi, & ne pas donner lieu à quelque Alliance défensive contre les Provinces-Unies, comme on a fait contre le Portugal; car ces gens-ci sont assez fins pour mettre le feu aux étoupes. On ne peut agir avec trop de circonspection, d'autant plus qu'il est fort probable qu'il n'y a guère de sincérité dans toutes les propositions que l'on a faites; sur tout, son Altesse (ce sont les termes d'une Lettre écrite à l'Ambassadeur de France à la Haye) étant resté long-temps sans répondre. Pour moi je crois qu'il faut faire paroître plus de froideur que d'empressement, & qu'un Ministre de Leurs HH. PP. doit bien prendre garde de se trop ouvrir; c'est à quoi je suis très attentif.

Le

Le bruit est fort commun ici, que le R. d'Angleterre a fait communiquer à Sa M. jecté Très-Chrétienne, par Madame, une Lettre qu'on lui a écrite touchant les Pa Bas, & que Mr. de *Lionne* m'en avoit part. Ce dernier Article est faux, & je crois volontiers que le premier n'est pas vrai. Je serai prêt à partir de St. Germ. aussi-tôt que le Roi y sera arrivé, & rien pourra m'y arrêter que les Affaires de l'Etat, encore fera-ce pour peu de tems, & que je les ai remises entièrement à M. *reel*; mais la plûpart du tems il ne peut rien faire que par son Secrétaire. J'attens avec impatience la Résolution des Etats touchant un Vaisseau pour mon transport, mais cela ne me fera point perdre de tems, dussai-je me rendre d'ici à Charleville & descendre à Meuse, plutôt que d'attendre ici. Je suis &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Minist.  
Extraordinaire.

*A la Haye le 1. Septembre 1667.*

**M** O N S I E U R ,

J'ai reçu votre Lettre du 26. du mois dernier. Leurs HH. PP. ont écrit hier à l'Amirauté de Zeelande d'envoyer une bonne Frégate, ou un Yacht de leur dépendance pour vous prendre à Calais. Sans doute qu'on vous en donnera avis directement, né-

*Mrs. J. de Witt & C. van Beuningen.* 237

Ennmoins je vous envoie ci-jointe une Copie de la Lettre écrite à l'Amirauté de Zélande, ainsi vous ferez bien de faire savoir cette Amirauté quand vous croyez pouvoir vous rendre à Calais ; afin qu'ils prennent leurs mesures, pour faire partir la Frégate le Yacht.

Mr. le Lieutenant Amiral de *Gendt* qui a misé depuis quelque tems, pour assurer le retour des Vaisseaux des Indes qui reviennent du Nord, a été obligé, faute de vivres, de revenir au Texel pour ravitailler.

Les derniers avis que nous avons reçus de nos Députés Plénipotentiaires de Leurs H. PP. sur la Flotte, sont du 23. du mois dernier, la Flotte étoit alors à la hauteur de Plymouth, sans qu'il se soit rien passé de considérable, le Commandeur la *Roche* avoit quitté la Flotte depuis quelques jours, faisant voile pour Brest. Je n'ai rien autre chose à vous mander ; je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 2. Sept. 1667.*

M O N S I E U R ,

Après vous avoir écrit le 26. j'ai reçu la vôtre du 25. du mois dernier.

J'en ai pu encore avoir aucune réponse sur l'affaire des Pais-Bas, M. de *Lionne* me remet

à l'arrivée du Roi. Il ne faut pas espérer d'obtenir une suspension d'Armes avant fin de cette Campagne: mais dans le dernier entretien que j'ai eu avec Mr. de *Lionne*, m'a fait entendre que l'on pourroit consentir à donner des assurances à Leurs HH. PP. qu'après les Conquêtes de cette année-ci le Roi ne les poussera pas plus avant dans les Pays-Bas, & que Sa Majesté tournera ses Armes d'un autre côté, jusqu'à ce qu'on réduise l'Espagne à entendre à un Accommodement; pourvu néanmoins que l'on trouve des expédients pour prévenir les inconveniens qui pourroient se rencontrer dans pareilles mesures; il ajouta qu'il me dit cela de lui-même, & que je lui ferois plaisir de n'en rien écrire.

Cette affaire est environnée de difficultés de toutes parts, & tous les moyens de lever que j'invente ne me satisfont point. J'aspire après le moment de pouvoir en parler avec vous.

Faites-moi le plaisir de faire en sorte que l'on m'envoie le Vaisseau qui me sera destiné, à Dieppe plutôt qu'à Calais, parce que la route de cette dernière Ville est infestée des Partis de S. Omer. Si je n'apprens point par la Poste de lundi que ce Vaisseau a donné l'ordre de partir, & pour quel Port, je serai obligé d'attendre la réponse à celle-ci.

Mr. de *Lionne* dit, que les Espagnols habitent faussement, qu'ils ont trouvé dans quelques Dépêches de la Cour pour Sa Excellence, qu'ils ont interceptées, quelques périodes qui font entendre que la Cour de France

Fra-



ince a tâché de retarder la Paix de Brèda, qu'Elle a des vûës sur les Etats de Leurs HH. PP.

Je vous envoie ci-joint le Traité entre la France & le Portugal, où je trouve bien des choses qui méritent attention.

Mr. le Prince de *Furtemberg* m'a dit, que le Roi d'Angleterre avoit écrit à Madame, Leurs HH. PP. veulent agir de concert avec lui touchant les affaires des Pais-Bas. Peut-être debite-t-on cela pour donner de l'ombrage & de la défiance.

Je me confirme tous les jours de plus en plus dans l'opinion que nous ne devons faire que de concert avec les Parties intéressées. Je suis, &c.

Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 8. Sept. 1667.*

Monsieur,

Je me suis donné l'honneur de vous écrire le premier de ce mois, j'ai reçu en réponse la votre du 2.

J'espère qu'à l'arrivée du Roi vous obtiendrez quelque réponse touchant l'affaire des Pais-Bas, & que vous pourrez mieux pénétrer quelles sont à cet égard les véritables intentions de Sa Majesté. Feriez-vous bien de ne pas dissimuler à Mr. de *Lionne* les derniers progrès des Armes de France la prise de Lille & la défaite de la Cavalerie

valerie Espagnole, font craindre ici plus que jamais le voisinage trop apparent de la France ; ce qui fait considérer la France comme une Puissance qu'il est de la prudence craindre, plutôt que de l'aimer.

Leurs HH. PP. ont écrit, ainsi que vous le souhaitez, à l'Amirauté de Zeelande, d'envoyer à Dieppe la Frégate, ou le Vaisseau destiné à vous transporter ; j'espère que suivant la première Résolution de Leurs HH. PP., vous aurez écrit vous-même à cette Amirauté, puis qu'autrement il seroit à craindre que vous ne fussiez obligé d'aller à Dieppe, ou à Calais.

Si avant votre départ vous aviez occasion de voir l'Envoyé *Francisco Ferrera Rebe*, il seroit à propos que vous lui représentassiez les embarras où ce Royaume se jettera inévitablement, si Leurs HH. PP. ne peuvent obtenir aucune satisfaction sur l'observation du dernier Traité ; par rapport au Commerce dans les Conquêtes, aux payemens promis ; & que l'on trouvera toujours Leurs HH. PP. fort traitables sur l'article de Cochin & de Cananor. Je crois que celle-ci sera ma dernière, je la finis en vous assurant que je serai toujours, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Paris le 9. Sept. 1667.

MONSIEUR,

Je n'ajouterais rien à la Lettre ci-jointe ,  
ce que je n'ai pas le tems, & que j'espère  
vous dire bien-tôt de bouche ce que j'aurois  
vous écrire. Mr. de Lionne m'a conseillé  
attendre Mr. le Tellier pour parler ensem-  
ble à fonds de l'affaire qui est sur le tapis.  
Je fais, mais ce n'est pas sans inquiétude,  
seulement parce que je crois que l'intérêt  
l'Etat le demande. J'espère que la pre-  
mière Poste m'apportera la nouvelle que le  
vaisseau destiné à mon transport est parti  
pour Dieppe, afin que je m'y rende sans dé-  
tail. Je suis sincèrement, &c.

P. S. J'ai reçu en son tems votre Lettre  
du 1. de ce mois.

A Mr. C. van BEUNINGEN , Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 15. Sept. 1667.*

**M** O N S I E U R ,

Ma dernière étoit du 8. du courant ; j'y reçû la votre du 9. Je ne sai si celle-ci vous trouvera encore à Paris , quoi qu'il en soit je vous l'écris à tout hazard pour vous faire savoir, que m'entretenant encore en dernier lieu avec Mr. d'*Estrades* sur l'Affaire du Pais-Bas , il m'a témoigné qu'il étoit très sérieusement porté à diriger les choses vers un Accommodement, & à disposer le Roi Maître à faire les Propositions les plus modérées. Mr. *Courtin* est parti dans les mêmes dispositions ; & Mr. d'*Estrades* étoit disposé à informer sa Cour, par un Exprès, que les choses ne pouvoient rester ici plus longtemps dans l'état de crise où elles sont depuis quelque tems , & que ces délais & ces longueurs étoient cause qu'on commençoit à prêter l'oreille aux Ministres d'Espagne. J'ai confirmé dans cette pensée , & j'ai pu de peindre l'état des choses de la manière la plus vive, & de tenter d'obtenir une Suspension d'armes de 5. ou 6. mois , pendant laquelle on pouroit travailler à un Accommodement. Je crois que la France peut sans deshonneur y donner les mains à présent, après tant de Conquêtes , & la saison étoit da

est assez avancée. Nous espérons apprendre en-tôt de vous-même si vous aurez trouvé quelques dispositions à entrer dans ces matières, & quelles propositions d'Acommodement on pourroit faire avec apparence de succès. Je suis, &c.

*Fin des Lettres sur les Affaires de France.*

# LETTRES

ET NEGOCIATIONS

ENTRE

Mr. JEAN DE WITT,

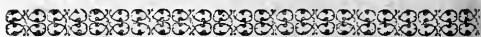
Conseiller Pensionnaire de Hollande  
& de West-Frise,

ET

Mr. P. DE GROOT,

Ministre Extraordinaire à la Cour  
de Suède.

*Depuis 1668. jusqu'en 1669.*



A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Coppenhague le 9. Juin 1668.*

**M**ONSIEUR

Outre les Diférens dont vous me parlez  
dans la Lettre publique que j'ai reçûë, j'e  
ai encore trouvé ici une autre par raport  
certain Salpêtre pris par un Armateur A  
glc

lois pendant la Guerre d'Angleterre, conduit à Gluckstad & acheté par un Marchand de Hambourg, confisqué par le Roi de Danemark lors de sa Rupture avec l'Angleterre, & enfin envoyé en Hollande à la réquisition de Mrs. les Conseillers Députez. Tous ces différens incidens sont cause qu'il est nécessaire qu'il intervienne quelque jugement dans cette affaire ; si elle est telle qu'on la raconte, je crois qu'on ne peut la décider que politiquement, puis qu'on ne peut avoir recours pour cet effet aux Loix civiles ; mais seulement aux Articles du Traité. L'intérêt que Mr. *Gabel*, Viceroy de Norwege, a dans cette affaire, ainsi qu'on me l'a dit, me feroit souhaiter qu'elle fût décidée d'une manière équitable & qui lui fît plaisir. Vous n'ignorez pas le Crédit que ce Seigneur a ici auprès de Sa Majesté, & quoi que je sois persuadé, ainsi que je n'ai point feint de le dire, que ce Prince a pour le moins autant besoin de notre Etat, que nous de lui ; cependant, quand je fais attention à l'état de ce Royaume, & à la maxime que nous suivons, non seulement d'entretenir une bonne intelligence avec les autres Etats ; mais encore de la maintenir entretoutes les Puissances de la Chrétienté ; il faut que j'avouë que nous ne devons négliger aucun Roi, ou Etat, dans quelque affaire que ce soit, où la justice paroît être de leur côté, ou nous devons faire connoître publiquement & palpablement que leurs demandes sont mal fondées.

Lors que j'arrivai à cette Cour-ci je n'eus

point de peine à découvrir, au travers de civilitez distinguées que l'on rendoit à mon Caractère, que l'on rendoit ici de mauvais offices à Leurs HH. PP.; je m'aperçûs même bien-tôt que Mr. *Terlon* en étoit l'Auteur, & que Mr. *Gabel* les faisoit valoir. Le premier avoit fait accroire à la Cour, que l'intention du Roi son Maître n'étoit absolument point de faire la Paix avec l'Espagne ni de souffrir que qui que ce fût l'y obligeât. Il railloit sur tout ce que l'on pouvoit dire sur ce sujet, & déclaroit naturellement qu'il n'avoit plus d'Alliance qui subsistât entre son Roi & Leurs HH. PP.: je relevai ses railleries sur le même ton; mais lors qu'il s'agit de parler de la Paix, je lui dis & aux Ministres Dannois, qu'ils étoient très mal informez, s'ils croyoient qu'il y eût la moindre mésintelligence entre Leurs HH. PP. & le Roi de France; que nous n'avions jamais fait la moindre avance à la Cour d'Espagne qu'avec l'approbation & en conséquence des Propositions de Sa Majesté Très-Christienne; & j'ajoutai toujours, que ceux qui en doutoient ne connoissoient, ni les intérêts ni les intentions de notre République, & que j'étois certain qu'Elle ne renonceroit jamais à son Alliance avec le Roi de France. Lors qu'on reçût la nouvelle de la Ratification de la Paix, on ajouta plus de foi à mes paroles, & je m'aperçûs que le crédit de l'Etat reprenoit le dessus; soit qu'on se persuadât que Leurs HH. PP. s'étoient entendus avec la France dans la Négociation de cette Paix, soit qu'on crût qu'Elles avoient per



erfectionné ce grand Ouvrage malgré la rance.

Mr. Terlon ayant reçu hier au soir par la poste une Lettre de Mr. d'Estrades qui lui marque, qu'il étoit à craindre que l'Armement de l'Angleterre ne menaçât le Roi de Dannemark, ce Ministre vint me voir après le souper, pour me faire part de ses nouvelles, & me dit qu'il étoit résolu d'en parler ce matin au Roi; il ajoûta que la sûreté de ce Royaume dépendoit de son Alliance avec la République, & que le Roi son Maître contribueroit autant qu'il pourroit à prévenir, ou à détourner une Guerre si funeste. Il m'est venu encore parler ce matin sur le même sujet, & après avoir eu Audience du Roi, il est revenu pour me faire rapport de ce qui s'y étoit passé, & de la Réponse de Sa Majesté, qui m'a paru aussi ferme que Laconique *impavidum ferient ruine*. Quelque tems après on vint me chercher pour aller prendre du Roi mon Audience de Congé; j'y fus reçu d'une manière encore plus agréable qu'à mon arrivée, & le Roi me témoigna qu'il étoit infiniment obligé à Leurs HH. PP. de l'ouverture qu'Elles lui avoient faite sur le sujet de l'Ambassade en Suède, & il loua fort la résolution qu'Elles avoient prise de m'y envoyer; mais sur tout, celle de procurer & de maintenir la Paix dans toute la Chrétienté. Et comme j'avois dit dans le Compliment que j'avois fait à ce Prince en prenant Congé, que les nouvelles que j'avois reçues ne me permettoient pas de retarder mon départ d'un instant, Sa Majesté

me dit qu'Elle me prioit d'apuyer ses intérêts à la Cour où j'allois , & d'y procurer l'observation exacte des derniers Traitez. J'ai appris depuis que l'on avoit fait restituer certains Droits que le Commis de la Douane d'Elfseneur avoit injustement exigé d'un Maître de Vaisseau Suédois , & qui seuls auroient été capables d'exciter quelques brouilleries. J'espère que le Tout-Puissant se servira des sages mesures que prendront Leur HH. PP. , pour détourner la Guerre dont on est menacé ; & mon avis est , que l'on doit travailler à terminer nos différens avec Sa Majesté le Roi de Dannemark dans cette circonstance où ce Prince a naturellement besoin de nous , & où les Finances sont si fort épuisées , jusques-là qu'on n'y paye que les Troupes. Mr. *Clingenberg* m'a dit qu'il feroit à propos que l'on convînt d'une langue particuliere & neutre , pour les Lettres que l'on écrira à l'avenir. Le Latin est bien neutre à la vérité ; mais la Langue Françoisse me paroît la plus civile , & par conséquent la plus propre pour les Correspondances. Il faut que je vous avouë à cette occasion que j'ai trouvé ici plusieurs Personnes qui s'intéressent pour notre Etat ; mais aucune qui le fasse comme ce Ministre. Je suis , &c.

A. Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Stokholm le  $\frac{20}{30}$  Juin 1668.

MONSIEUR,

J'ai eu, avant mon départ de Coppenhague, un assez long entretien avec Mr. *Clingenberg*, touchant les sommes que les Marchands intéressez dans les effets enlevez de leurs Vaisseaux en 1659. ont encore à prétendre du Roi de Dannemark, & en particulier touchant celles que le même Mr. *Clingenberg* leur a promis, par reversal sur la quittance qu'ils lui en ont donné, de leur faire tenir au moins en Obligations sur la Province de Gueldres. J'ai trouvé que ce Ministre, qui m'a paru en tout prendre les intérêts de Leurs HH. PP., & sur tout de la Province de Hollande, s'embarassoit fort peu de ses promesses qu'il a faites à ce sujet, supposant qu'après avoir fait tout ce qu'il devoit pour obtenir lescdites Obligations, c'étoit la faute d'une des Provinces de la République, si les Sujets de l'Estat n'étoient point payez; & ni le Roi, ni lui même comme son Ministre, ne devoient pas s'en inquiéter tant, que Sa Majesté avoit autant à prétendre des Provinces, que leurs Sujets de Sa Majesté: mais les choses ne sont pas de la même nature, puis que chacun est obligé d'exécuter ce qu'il a promis par Contract,

& que par conséquent Leurs HH. PP. doivent au Roi ce qui lui appartient ; mais que pour cela le Roi n'en doit pas moins aux Marchands, ce qu'il leur a promis par accord. J'avouë qu'il y a quelque espèce de raison dans ce que Mr. *Glingenberg* soutient, savoir, que les intéressés doivent faire le possible pour être payés par la Province de Gueldres ; c'est pourquoi j'ai crû qu'il étoit de mon devoir de vous prier en faveur desdits intéressés, de faire en sorte que la Province de Gueldres leur paye ces Obligations afin qu'ils ne se voyent pas déçus de leurs espérances, s'il arrivoit que cette Province payât tout d'un coup le Roi de Dannemark.

J'ai trouvé à mon arrivée ici qu'on ne m'attendoit que dans quelques semaines, de sorte que la Maison où l'on devoit me recevoir n'étoit point encore préparée ; M<sup>de</sup> *Pomponne* en a été la cause, ayant assuré ici que je ne partirois de long tems de Copenhague ; je ne sai s'il l'a fait par quelque vûë politique, ou parce qu'il n'étoit point mieux informé.

Etant arrivé près de la Ville, j'ai fait jeter l'ancre auprès d'un Fort qui ne tient point à la Ville, mais qui est tout proche, je baissai le Pavillon, & je saluai de quelques coups de Canon suivant la coutume, & j'laissai voltiger le Pavillon Amiral, comme c'a toujours été la coutume ; un jour ou deux après étant entré dans la Ville, j'ouï dire que l'Amiral Suédois s'étoit formalisé de ce que j'avois fait voltiger le susdit Pavillon  
ville

illon si près de la Ville, à la vûe de son Pavillon Amiral qui étoit sur son Vaisseau au milieu de quelques autres gros Vaisseaux près de la Ville.

Je répondis que j'étois considéré comme Voyageant, tant que je n'avois pas été reçu, & sur tout tant que je n'étois pas entré dans les Fortifications de la Ville, & que je crovois que, par respect pour Leurs HH. PP., je devois être traité comme le sont tous les Ambassadeurs dans leur Voyage, & comme on m'avoit traité en Dannemark, quoi que je fusse entré avec le Vaisseau de Guerre de Leurs HH. PP. jusques dans les Fortifications de la Ville; en un mot, de la manière que je savois que l'avoient pratiqué les Ambassadeurs de Suède en arrivant à Londres; j'ai appris depuis que l'on avoit été content de ma réponse.

La Flûte qui a transporté ici mes Chevaux & mes Meubles, étant arrivée avant moi, ayant été déchargée & les Meubles transportez dans ma Maison, les Commis de la Douane en ont desembalé une partie, & ils ont enfermé le reste dans quelques Chambres sous le Seau du Roi, afin d'en faire la visite à mon arrivée; parce qu'il y a ici un grand nombre de Marchandises défendues qui entre tous les jours parmi les Effets des Ministres étrangers, sur lesquels on gagne beaucoup; & ce qui fait beaucoup de tort aux Habitans. Je déclarai que je prétendois être traité à cet égard comme les autres Ministres de même Caractère, & ayant dit que je savois qu'on n'avoit pas exigé une pareille vi-

sité du Comte de *Carlisle*, on n'y insista plus sur la déclaration que je fis que tout m'appartenoit & à mes Domestiques; cependant Mr. de *Pomponne* m'avoit fait dire qu'il avoit souffert cette visite.

Je trouvai à mon arrivée que les Députés à la Diète générale étoient déjà ici pour s'assembler, quoi que l'on n'ait pas encore fait la cérémonie de l'ouverture de la Diète, on avoit élu Mr. *Zeeboot* Grand Trésorier d'une manière qui ne s'étoit pas encore pratiquée, car il n'avoit pas été nommé avec quelqu'autre comme c'est la coutume; mais seulement présenté par le Roi & par les Sénateurs, & ainsi admis par une espèce d'aveu & non par une Election libre.

Il paroît que l'intention des cinq Seigneurs Tuteurs du Roi, est, de conférer les grandes Charges à l'avenir, non en plein Sénat comme cela se pratiquoit, mais selon le bon plaisir du Roi, ou de la Reine à présent Régente qui a deux Voix; le tems nous apprendra s'ils se conduisent ainsi, pour diminuer l'autorité du Grand Chancelier, ou s'ils ont eu vue de rendre moins nécessaire la fréquente Convocation des Etats, & empêcher les autres Membres de se mêler tant du Gouvernement. Quant au Chancelier, il y a apparence que son dessein est de temporiser & de triompher ainsi des difficultés qu'on lui suscite; en effet, c'est le moyen le plus sûr de rétablir son Autorité. Comme je savois que Mr. de *Pomponne* avoit rendu une visite particulière à ce Seigneur avant sa réception publique, je lui fis demander avanthier au soir

Il agréeroit que je fusse lui rendre une visite sans cérémonie; il me fit dire que dans la conjoncture présente cette démarche ne feroit que reveiller la jalousie contre lui, à moins que je n'aye quelque affaire importante lui communiquer, ainsi j'ai renvoyé cette visite jusqu'après ma première Audience.

Je n'ai encore reçu depuis que je suis ici qu'une seule Lettre du Commissaire *Bisdommer*, en sorte que je ne sai rien de particulier des intentions de l'Etat par rapport à cette Couronne, ce qui sera cause que je serai assez embarrassé au commencement; sur tout, si l'on ne parle ici de l'exécution de la *Triple-Alliance*; car on s'attend sur tout à recevoir quelque bon Subside de l'une ou de l'autre Puissance. Je puis vous assurer que l'argent sera vu ici de bon œil, & c'est pour cela que l'on a convoqué les Etats. En effet, après avoir fait dans la Séance de mercredi passé, en présence du Roi & de la Reine, un long rapport de tout ce qui s'est passé, sur tout, par rapport aux Négociations de Paix & d'Alliances, depuis la dernière Diète, on n'a proposé autre chose sinon, d'augmenter les Troupes en levant le dixième homme; d'obliger les particuliers à payer les dettes qu'ils s'imaginent pouvoir ne pas payer impunément, & de trouver les sommes nécessaires pour l'entretien des Troupes.

Vous m'obligerez sensiblement de m'informer de tems en tems de ce qui se passera dans l'Etat par rapport à cette Couronne, & sur tout s'il y a aparence de faire payer quelque Subside à Sa Majesté Suédoise; car c'est-

là le ressort de toutes choses ici.

Je vous prie d'être persuadé que je ne souhaite rien tant que de vous témoigner combien je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Stokholm le <sup>27</sup> *juin* / <sub>7</sub> *juillet* 1668.

MONSIEUR,

J'ai marqué de quelle manière j'ai été reçu ici dans un Mémoire à part, que j'ai adressé à Mr. van *Couwerven*, parce que j'ai cru que la bienséance ne permettoit pas qu'on en fît une Relation publique. Je l'ai prié de vous en faire part; j'ajouterais ici que j'ai été informé de bonne part, que la Régence a souhaité que ma réception fût aussi éclatante que l'ait jamais été celle d'aucun Ambassadeur d'une Tête Couronnée, c'est pour quoi elle s'est faite par Terre & sur l'Eau parce qu'on l'avoit ainsi pratiqué à l'égard du Comte de *Carlisle*, quoi que ce soit la coutume d'aller seulement recevoir les Ambassadeurs par Terre dans un endroit qu'on nomme la *Montagne-de-Cérémonie* ( *Cérémonie Berg* ) qui est à une demie-lieuë de la Ville. Et le Maître des Cérémonies m'a déclaré par ordre du Roi, que Sa Majesté prétendoit qu'on ne me fît pas moins d'honneur qu'au Comte de *Carlisle*, c'est pourquoi

m



me demanda comment je souhaitois que l'on traitât mon Epouse, & si elle mangeroit en même table avec moi, ou avec sa Famille dans un appartement séparé comme la Comtesse de *Carlisle*. Je jugeai que ma Femme & mes Enfans étoient plutôt à ma suite comme particulier, ou bien comme faisant partie de l'Ambassade; & que par conséquent les honneurs qu'on lui feroit ne pourroient contribuer en rien à la Gloire de Leurs HH. PP., & leur coûteroient beaucoup, vû les présens qu'on est obligé de faire dans ces occasions aux Officiers du Roi & qu'il faudroit raisonnablement augmenter si l'on seroit deux Tables; c'est pourquoi je répondis, que je priois Sa Majesté de s'exempter de cet embarras, moi & ma Femme; & après quelques allées & venues. on m'accorda aisément ma prière, qui a même fait plaisir, comme je l'ai pris depuis.

Ainsi le jour fixé pour ma réception étant arrivé, avant que la Députation du Roi vint me prendre, je fis débarquer ma Femme, mes Enfans, & toutes les Femmes qui dépendent du ménage, & je les envoyai directement à la Maison que j'avois fait louer avant mon arrivée, ainsi j'ai été quatre jours dans la même Ville avec ma Famille & séparé d'elle.

J'eus volontiers donné avis de mon arrivée à l'Ambassadeur de France & aux autres Ministres étrangers qui sont ici, suivant la coutume des autres Païs, mais le Maître des Cérémonies me pria de n'en rien faire, sous prétexte que l'on ne voudroit pas s'exposer à voir ici quelques disputes entre quelques

ques Ministres de Têtes Couronnées qui pourroient s'y rencontrer en même tems ; mais la véritable raison étoit , que les cinq Régens , qui ont coutume d'envoyer leurs Carrosses à ces fortes de réceptions , ne veulent pas leur céder le pas.

Dans plusieurs repas où je me suis trouvé ici avec des Personnes du premier Rang , j'ai remarqué en tous une bonne disposition à vivre à l'avenir en bonne intelligence avec Leurs HH. PP. ; mais comme cette Nation-ci n'a pas toujours le cœur sur les lèvres comme il nous arrive souvent à nous autres Hollandois , je ne puis encore assurer si ces bonnes dispositions seront à l'épreuve d'un refus des Subsidés que cette Régence espère sur lesquels elle fait fonds , & dont il me paroît qu'elle a un grand besoin.

On avoit répandu le bruit à mon arrivée que j'étois chargé de quelques tonnes d'or pour le Roi , & que c'étoit pour cette raison que j'avois fait avancer mon Vaisseau si près de la Ville. Peut-être ce bruit avoit-il été semé par ceux qui voudroient que les esprits s'irritassent en se voyant priver de cette espérance.

Je n'ai pas encore fait de visite à ceux de la Régence , parce que je ne me suis acquitté de cette Cérémonie qu'hier au soir envers Sa Majesté , & qu'aujourd'hui on n'en fait & n'en reçoit point à cause de la Poste qui part ce soir. Je crains fort qu'on ne me paie les Subsidés ; c'est pourquoi je voudrois être informé des intentions de Leurs HH. PP. à cet égard , & du contenu des Articles

la Triple-Alliance que je n'ai pû enco-  
voir. On est d'autant plus inquiet ici  
sur ce sujet, que la mort subite du Comte  
Dhona y donne de l'embaras, & je ne  
doute pas que l'Etat ne perde autant à  
cette mort que cette Couronne; j'ai déjà  
souvent remarqué que ce sera à Leurs HH.  
PP. qu'on imputera le bon ou le mauvais  
succès de cette affaire. Je vous prie de  
conduire les choses de la manière la plus  
sage, & selon que vous jugerez que  
l'intérêt de ce Royaume-ci est importante  
pour la République, d'autant plus que je  
suis persuadé que de-là dépend la bon-  
ne opinion qu'ils auront des Intentions  
de Leurs HH. PP. Je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur P. DE GROOT.

*A la Haye le 17. Juillet 1668.*

MONSIEUR,

J'ai reçu en leur tems vos Deux Lettres,  
une de Coppenhague du 9. & l'autre de Stok-  
holm du 30. du passé, la maladie & la mort  
de ma chère Epouse ont été cause que je ne  
vous ai pas écrit avant que j'aye été informé  
de votre arrivée en Suède.

Je tiendrai volontiers la main à ce que les  
personnes à qui le Roi de Danemark doit,  
soient payées par la Province de Gueldre;  
mais si je ne puis en venir à bout après bien  
des instances, j'espère que l'on ne trouvera  
point.

point mauvais en Dannemark, que conformément au Reversal donné par Mr. *Clingberg*, Leurs N. & G. P. pourvoyent à l'indemnité de leurs sujets en les faisant payer par Receveur Général Spiegel, qui en portera valeur en compte à Sa Majesté avec celles autres articles qui doivent être payez du produit des droits retenus.

Nous aprenons avec chagrin que les Espagnols persistent à refuser de satisfaire à leurs promesses par rapport aux Subsidies qui doivent être payez à la Suède en conséquence de la *Triple-Alliance* conclûe depuis peu à Londres. Quant à Leurs HH. PP., Elles exécuteront fidèlement ce qu'Elles ont promis par Leurs Ambassadeurs Extraordinaires en Angleterre, & ce que Mr. l'Envoyé Extraordinaire *Appelboom* a depuis demandé & recommandé. Le but de la *Triple-Alliance* est, ce me semble, que si la France, ce qu'à Dieu ne plait, venoit à rompre la Paix, & à employer de nouveau les voyes de fait contre l'Espagne, les trois Puissances Alliées s'y opposeront de toutes leurs forces, non seulement pour maintenir l'Espagne dans la possession de ses Etats, mais aussi pour éloigner de ses frontières ce trop redoutable Voisin.

Leurs HH. PP. ont résolu, à la réquisition de l'Ambassadeur de France, de payer, en faveur de cette Couronne, une Garantie en forme telle que vous verrez dans la résolution ci-jointe: mais en considération de la *Triple-Alliance*, Leurs HH. PP. en ont auparavant donné communication au Roi de la Grande Bretagne, & à Mr. *Appelboom* li-

stre de Suède, c'est pourquoi l'on n'a pas core délivré cet Acte. Je vous envoie ci-joint, pour votre instruction, les derniers avis que nous avons reçus de France, avec la résolution prise sur les derniers avis de Mr. *Benningen*, qu'on lui a envoyé par un exprès. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Stokholm le 4<sup>r</sup> Juillet 1668.*

MONSIEUR,

Autant que j'ai pu le remarquer dans les lettres que j'ai faites & que j'ai reçues, & dans les entretiens que j'ai eu avec quelques Seigneurs de la Régence, en lieu tiers, on est fort disposé à observer fidèlement l'Alliance avec Leurs HH. PP., sur tout si on fournit à cette Couronne les Subsidies dont Elle a grand besoin. C'est pourquoi il y a lieu d'être étonné que toutes les tentatives & toutes les offres de Mr. de *Pomponne* ont été inutiles, nonobstant l'estime que l'on a ici généralement pour son mérite; je crois en avoir couvert deux raisons; la première, c'est que ceux qui sont à présent au Timon ont pour maxime qu'il ne faut pas étendre davantage les limites de ce Royaume, & qu'ainsi on ne peut mieux s'entendre avec un Etat qui suit la même maxime qu'avec un autre qui s'entraîneroit d'une Guerre dans une autre,

&c.

& qui ne leur donne pas tant qu'ils ne soient obligés d'y mettre beaucoup du leur, ce qui foule les Sujets, & en cas de succès ils voyent s'augmenter un pouvoir qu'ils aimeroient mieux restreindre, qu'étendre. L'autre est qu'ils ne peuvent souffrir dans un de leurs Collègues une Autorité qu'ils souffrent à peine de leur Chef; c'est pourquoi il est assez difficile de déterminer si c'est dans la vue de diminuer le crédit du Grand Chancelier que l'on n'a point voulu contracter de nouveaux engagements avec la France, ou si l'on a contrecarré le Grand Chancelier pour éviter de contribuer aux nouveaux Projets de la France. Il est certain que l'une de ces deux raisons a été en ceci, si ce ne sont pas toutes les deux; mais il reste à pénétrer si l'on a eu en vue le Grand Chancelier, ou le Roi dont il est Collègue par Alliance. Quoi qu'il en soit, ils se trouvent plus d'un dans le Sénat & même parmi ceux qui gouvernent conjointement avec la Reine Douairière, qui avouent naturellement que la mort de leur Roi a été une heureuse perte pour eux, puis qu'il ne pouvoit leur arriver un plus grand malheur que de faire la Conquête du Dannemark, puis qu'ils ne comprennent rien tant qu'un Gouvernement Despotique, auquel un Roi conquérant & triomphant ne manqueroit pas de les assujettir. Ces sentimens & ses maximes ne changeront certainement pas pendant la Minorité du Roi, ainsi leur Alliance avec la République sera fidèlement observée; surtout, comme je l'ai déjà dit, si elle leur procure des Subsidies dans un tems où ils en ont un si pressant besoin.

ors nous pourrions obtenir quelques avan-  
ges pour notre Commerce, & il y a déjà  
arence, que l'on abolira les Compagnies  
tabac, de sucre, & autres; & c'est à quoi  
travaille de toutes mes forces, sur tout au-  
ès des Députés des Villes qui y forment le  
is d'opposition. J'ai une bonne occa on  
ur cela, puis que celui à qui appartient ma  
ison, & qui mange souvent avec moi, est  
à tête de ce Comité. Si l'on peut faire  
tendre raison aux Villes, il ne restera au-  
ne difficulté; car les Ecclésiastiques n'y ont  
cun intérêt, les Païsans paroissent le sou-  
ter, & les Nobles y ont déjà donné leur  
onsentement; lors que j'aurai achevé mes  
ites j'aurai sans doute quelque chose de  
is particulier à vous mander; en attendant  
vous prie d'empêcher que mes Lettres ne  
viennent publiques, quelque stériles qu'El-  
soient, autrement il me sera impossible  
avoir aucune bonne correspondance. Je  
is, &c.

A Mr. l'Ambassadeur P. DE GROOT.

*A la Haye le 30. Juillet 1668.*

MONSIEUR,

Depuis ma dernière qui étoit du 17. de ce  
ois, j'ai reçu la votre de 14. qui confirme  
également ce que Mr. *Appelboom* nous a-  
it déjà déclaré des dispositions favorables  
l'on est tous les jours de plus en plus en  
Suède

Suède d'entretenir la bonne intelligence avec notre République, de maintenir la Triple Alliance conclûë dernièrement avec l'Angleterre, & de l'exécuter avec vigueur, dans besoin. Nous faisons tous nos efforts de notre côté pour disposer & obliger même l'Espagne à exécuter réellement la promesse essentielle des Subsidies qui a été faite de concert avec ses Ministres. C'est ce que vous verrez dans la Résolution ci-jointe que Leurs HH. PP. ont prise sur les Remontrances que l'Espagne vient de leur faire touchant ses prétentions que la France forma sur Con & sur Linck, & l'appréhension où l'on est que cette Couronne n'en vienne encore aux voies de fait.

Mr. *Appelboom* m'a dit aujourd'hui, que l'on avoit fait quelques remarques en Suède sur la forme de l'Acte de Garantie que Leurs HH. PP. ont dressé pour la France, particulièrement sur ce qu'il n'y a que l'Angleterre & Leurs HH. PP. nommez comme Médiateurs, quoi que la France ait accepté formellement la Médiation de la Suède. Quant du reste on avoit fort approuvé le contenu de cet Acte, & que la Suède étoit fort résolue de prêter la main à son exécution. Nous avons ainsi dressé cet Acte parce que nous ne savons pas qu'il y ait un Ministre Suédois à Aix, & que la Copie du Traité que nous en avons reçûë, n'étoit signée que par l'Angleterre & de Leurs Hautes Puissances comme Médiateurs.

Je croyois que le Commis van den Bosch vous avoit donné une Copie avant votre dé-



t \* de la *Triple-Alliance*; pour satisfaire à l'article de votre Lettre je vous l'envoie jointe.

Comme les Traitez de Paix & d'Alliance touchant les affaires du dehors nous donnent quelque repos au dedans, nous travaillons pieusement à régler toutes choses, & à ménager autant qu'il est possible en réduisant les dépenses autant que la conjoncture le permet.

Nous ne pouvons trop louer le Seigneur la concorde qui régné à présent dant l'E., & sur tout entre les Quartiers & les Membres de Hollande & de West-Frise; sur tout puis que les Conseillers - Députés des deux Quartiers du Sud & du Nord ont passé une convention en présence des Membres Députés, & avec l'approbation de Leurs N. & G. P. par rapport à l'ancien différent touchant la répartition égale du Contingent, qui a toujours été une pierre d'achoppement, & qui est enfin terminée.

Par rapport à l'épargne, on a, par provision, proposé l'avis ci-joint du Conseil d'E., auquel on devra encore travailler. Je suis, &c.

On le trouve dans le Recueil des Résolutions secrètes, au Jeudi 17. Mai 1668,

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Stokholm le 2<sup>1</sup>/<sub>1</sub> Juillet 1668.*

MONSIEUR,

Quelques jours après m'être défendu d'assister à la Conférence que l'on me proposoit ainsi que je l'ai marqué dans ma lettre à *M. Ruysch*, j'ai reçu une visite du Secrétaire la Reine de la part de cette Princesse, & me l'a envoyé pour deux raisons; la première, pour me faire connoître combien p d'argent il y avoit dans les cofres du Roi, le besoin que l'on en avoit pour payer les tro pes du Duché de Bremen, où on les entenoit moins pour le service de la Suède, q pour l'intérêt de ses Alliez, avec une dépe se que les finances du Royaume ne pouvoient supporter; & qu'ainsi Sa Majesté me prioit lui déclarer naturellement s'il y avoit qu que chose à espérer pour cette Couronne la part de Leurs HH. PP. sur lesquelles l le s'étoit entièrement reposée, aussi bien q sur le Roi d'Angleterre, en entrant dans Triple-Alliance; la seconde, pour me faire e tendre que la meilleure partie du Commer de Suède passoit en Courlande au grand p judice des finances de ce Royaume, & q Sa Majesté me prioit d'en écrire à Leurs H. PP., & de leur représenter, que l'ancienne amitié étant rétablie, Elles ne doivent pl  
avc

voir qu'un même intérêt avec ce Royaume, qu'ainsi elles doivent le protéger de tout leur pouvoir, & ne pas souffrir que le Duc de Courlande, qu'il me nomma particulièrement, lui fît un tort si considérable.

Je repondis à ce Secrétaire, que je le priois d'assurer Sa Majesté, que rien ne pouvoit être plus agréable que d'avoir une occasion de contribuer à ce qui pouvoit en quelque manière l'intéresser, & que j'espérois de lui donner en tems & lieu des preuves de mon zèle & des sincères intentions de Leurs HH. PP., & que je ne manquerois pas de leur en écrire. Mais que je devois lui avouer que je ne savois pas en quoi consistoit l'interruption du Commerce en Livonie, & qu'on me feroit plaisir de me donner quelque éclaircissement sur ce sujet, afin d'en écrire à Leurs Hautes-Puissances d'une manière plus particularisée. Que par rapport aux Subsidies, je savois jusqu'où alloient les dépenses excessives de le Roi de la Grande Bretagne, & sur tout Leurs HH. PP., avoient faites pour leurs armemens par mer & par terre, sans avoir aucun avantage particulier en vûë, ce qu'Elles auroient pû trouver dans le partage que le Roi de France leur proposoit, mais seulement pour maintenir un Roi mineur dans la Possession de ses Etats, les Electeurs & autres Etats en repos, & toute l'Europe en Paix, sans prétendre autre chose que la satisfaction qu'Elles en retirent & la Gloire d'avoir contribué au succès d'une entreprise si Chrétienne; Gloire à laquelle avoit sans doute volontiers participé une Couronne qui s'é-

*Tome IV.* M *roit*

toit renduë recommandable par tant de glorieuses Actions : mais que je ne pouvois croire qu'il vint à qui que ce soit dans la pensée d'exiger que Leurs HH. PP., qui ont fait des dépenses qui surpassent de beaucoup celles de Leurs Alliez, contribuassent encore de quelque chose, la décharge d'un troisiéme pour la conservation duquel elles avoient tant surchargé leurs propres sujets sans leur donner tems de respirer après les pertes excessives & les impôts onéreux qu'ils avoient supportez pendant la Guerre d'Angleterre. Qu'il étoit la vérité je savois ce qu'avoit produit l'union de Sa Majesté aux autres Alliez, qui avoient fait & faisoient encore tout ce qui dépendoit d'eux pour faire obtenir à Sa Majesté une satisfaction raisonnable de ce qui lui doivent en partie leur conservation. Que cependant je me chargeois d'écrire à Leurs HH. PP. sur ces deux articles, que je ferois à Sa Majesté un fidèle rapport de la Réponse que je recevrois.

Le Secrétaire me répondit, que la Reine de Suède n'avoit fait fond que sur l'Angleterre & sur Leurs HH. PP. en entrant dans cette Alliance ; que pour le soutien de ces deux Puissances elle avoit renoncé à l'amitié & aux Subsidies assurez de la France, & qu'elle avoit entretenu sur ses frontières un gros Corps de troupes, la subsistance desquelles elle ne pouvoit fournir sans le secours de ses Alliez ; enfin, il se chargea de faire rapport à Sa Majesté de ce que je lui avois dit.

Je suis obligé dans cette occasion de répéter ce que j'ai déjà écrit, que dans toutes les rencontres les Seigneurs de la Régence ne me parlent d'autre chose ; quoi qu'il y en ait parmi eux quelques-uns qui seroient volontiers que ceux qui sont ici contraires à la France se trouvaient trompez dans leurs espérances par rapport aux subsides, & que la Régence fût ainsi obligée de recourir à son ancien Allié. La France ne cesse de travailler au même but de son côté ; c'est pourquoi Mr. de Pommeronne n'a point rompu la Négociation dans la Harangue de Congé, & qu'il a laissé ici son Secrétaire.

Je suis persuadé que ceux qui sont à présent au timon sont entièrement portez pour l'Alliance avec la République & qu'ils en suivent les maximes ; mais les choses sont dans une situation qu'il leur faut de l'argent, & qu'il leur vienne de dehors ; en sorte que celui qui le leur fournira, l'emportera sur celui qui ne le pourra faire. Ainsi, si Leurs Hautes-Puissances jugent qu'il est de leur intérêt de s'attacher cette Couronne, je ne doute pas qu'ils n'y réussissent en avançant une partie des Subsides, parce que par ce moyen le Parti qui a ici le dessus conservera son crédit, & la Régence suivra toujours les mêmes maximes ; autrement ils seront obligez de plier & de céder à ceux qui sont d'un Parti contraire. Je crois même que les choses étant ainsi, on pourroit faire une plus étroite Alliance avec ce Royaume, & à la faveur des sommes que l'on fourniroit,

stipuler des conditions plus favorables qu'on n'en pourroit obtenir dans d'autres occasions sur tout par rapport au Négoce de Riga, & nos Négocians ont été fort surchargez de puis quelque tems; peut-être même pourroit on obtenir quelque chose de plus en faveur de la liberté de *Bremen*, sur laquelle il est à craindre que cette Couronne ne fasse toujours quelque entreprise si elle se trouvoit alliée avec quelque autre Etat. Je vous prie de faire attention à tous ces articles & de me faire savoir le plutôt que vous pourrez comment je dois me comporter dans les occasions où je me trouve tous les jours d'entendre parler des mêmes choses.

Mr. *Bassenrode*, qui, ainsi que je l'ai marqué à Mr. le Greffier *Ruysch*, a négocié, conclu & signé ici une Alliance de la part de l'Empereur; a reçu depuis quelques jours ainsi que je l'ai aussi mandé, l'Express qui avoit dépêché, & qui lui a rapporté une ratification beaucoup plus restreinte qu'il n'a osé me l'avouer, parce qu'il est accusé d'avoir agi trop précipitamment, & engagé son Maître dans les dépenses d'une affaire qui avoit fait rechercher cette Alliance, & que la Cour de Vienne juge n'être plus nécessaire. Si chose est ainsi, Mr. *Bassenrode* & ses Commissaires la tiennent fort secrète; mais autant que j'ai pu pénétrer, outre les changemens faits dans la forme du Traité, on a réduit le Subside annuel de 150. mille Rixdaldres à 111. mille 666. comptées sur le pied des florins d'Allemagne, dont la repartition se fait dans ces occasions sur les Princes & Ville

Villes de l'Empire. Quant à la Ville de Bremen, les Suédois avoient stipulé que sa dépendance immédiate de l'Empire seroit amorcée, mais l'on accorde seulement que l'Empereur, ou le Conseil Aulique, ne disposent pas sur les requêtes ou demandes de cette Ville sans en avoir donné connoissance auparavant à la Couronne de Suède. Cet usage n'est pas inconnu dans notre País par rapport aux Villes de la Généralité. Vous aurez la bonté de communiquer celle-ci à qui on vous semblera, d'autant que je n'en ai rien mandé à Mr. le Greffier *Knyfch*. Je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur P. DE GROOT.

*A la Haye le 20. Août 1668.*

MONSIEUR,

J'ai eu l'honneur de vous écrire le 30. du passé, & j'ai depuis reçu la votre du 31. J'ai jugé à propos d'en communiquer le contenu à Messieurs les Députés de Leurs HH. PP. chargés des affaires de Suède, avec l'approbation desquels je dois vous répondre; que Leurs HH. PP. sont persuadées qu'il est raisonnable que la Couronne de Suède reçoive le secours de quelques Subsidés, puis que pour faciliter la Paix entre la France & l'Espagne, elle a si long tems entretenu ses troupes dans le Duché de Bremen; mais vous

vez solidement fait voir pour quelles raisons l'Espagne doit fournir ces Subsidés & non la République, qui a plus fait seule que tous les autres pour faciliter la Paix qui lui a coûté des millions qui font cause que l'on entend encore à toute heure les plaintes de ses sujets, sur tout lors qu'il faut lever le Deux centième denier qu'il faudra cependant encore payer cette année & l'année suivante & cela simplement à cause des dépenses extraordinaires que l'on a faites dans la dernière Guerre, & pendant ces démêlés entre la France & l'Espagne. Il est aisé de concevoir après cela que les délibérations de l'Etat doivent absolument rouler sur une réduction de leurs troupes, afin d'avoir moins de dépense à faire, & de se mettre en état de repousser la force & d'aider ses Alliez au cas qu'il survienne de nouveaux troubles. La situation critique où nous sommes ne permet pas que l'on s'engage à payer de nouveau Subsidés & de lever de nouveau quelque deux centième denier, un demi \* *Verponding*, ou quelque autre taxe extraordinaire. Nos finances sont elles-mêmes épuisées, que la République ne pourra pas tenir sur pied autant de troupes qu'Elle en aura besoin pour la garde de nos frontières. Vous aurez vû au

P

\* Le *Verponding* est une espèce de redevance annuelle que toutes les maisons & toutes les terres payent à l'Etat. Dans les nécessitez de l'Etat on augmente cette taxe de la moitié; ainsi au lieu de 10. on paye 15., ce qui s'appelle *Demi Verponding*; un *Verponding* est quand on paye 20. au lieu de 10. & le double *Verponding* quand on paye 30. au lieu de 10.



ar la lecture du Traité de la Triple-Alliance, ue l'Etat ne s'est engagé ni par le Traité même, ni par l'Acte séparé dressé sur ce sujet, qu'à solliciter la Regence & les Ministres d'Espagne d'exécuter ce qui a été conclû & arrêté à Londres de concert avec les Ambassadeurs d'Espagne. Aussi Leurs HH. PP. ont-Elles laissé passer aucune occasion de faire à cet effet les dernières instances auprès de la Reine & des Ministres d'Espagne, & même auprès du Marquis de *Castel-Rodrigo*, Gouverneur Général des Pais-Bas Catholiques; c'est ce que vous aurez vû par la Relation de tout ce qui s'est fait à ce sujet, que Leurs HH. PP. & moi vous avons envoyé. Leurs HH. PP. ne manqueront point de continuer leurs bons offices avec la même ardeur.

Jé ne suis pas mieux instruit que vous de ce qui regarde la diversion du Commerce en Livonie, ainsi j'attendrai avec impatience ce que vous en aurez appris. Cependant, il me semble qu'il seroit à propos, lors qu'on vous fait tant de plaintes sur la disette d'argent & sur la ruine du Commerce, de représenter aux plus judicieuses des Personnes qui sont là à la tête des affaires, que Leurs HH. PP. savent combien le Commerce de Leurs sujets est tombé depuis quelques années, non seulement en Livonie & dans les autres Conquêtes de la Suède, mais en Suède même, & que c'est-là ce qui y cause cette disette d'argent; que ce découragement par rapport au Commerce, & cette diversion dont on se plaint, vient du refroidissement que la Cour

a témoigné depuis cetems-là pour notre République, jusques là même, que pendant la Guerre contre *Cromwel*, nous avons contracté avec l'Amirauté de Suède pour cent piéces de Canon de toute sorte de Calibre dont nous avons un grand besoin pour monter soixante gros Vaisseaux que l'on avoit bâtis avec beaucoup de dépense pour repousser l'Ennemi ; mais la Reine Christine, ou plutôt la Régence de ce tems-là trouva à propos, en faveur de l'Ennemi, de défendre la sortie & le transport des dites piéces de Canon ; ce qui jetta l'Etat dans l'embaras que l'on peut s'imaginer, & dans la nécessité dégoûtée que l'on étoit par ce contre-tems, de refuser son consentement à d'autres mesures que l'on proposa alors. Depuis cetems nous avons eu recours à tous les moyens imaginables, non seulement pour tirer d'ailleurs des Canons de fer ; mais même pour nous pourvoir & nous servir de Canon de fonte pour plus grande sûreté, quoi qu'ils coûtent beaucoup plus ; aussi n'en avons-nous pas manqué dans la dernière Guerre d'Angleterre, ayant attiré ici des ouvriers & fait bâtir des fondries qui nous mettent en état de nous passer de la Suède à cet égard, ce qui est cause qu'elle ne reçoit plus des millions en argent comptant que nous avons coutume d'y porter seulement pour des Canons. Le changement arrivé dans une branche si considérable du Commerce aura sans doute attiré après soi d'autres diversions.

Outre cela, on a fait tout ce qu'on a pu pour dégoûter les Sujets de la République de

de naviguer en Suède & même dans leurs  
 îles de conquête par l'inégalité des Droits  
 qu'on lève sur les effets apportez par des  
 vaisseaux Suédois, ou par des Vaisseaux de  
 ses Provinces; c'est pourquoi dans la Né-  
 gociation du Comte de *Dhona* à la Haye,  
 on ne s'est pas contenté d'annuller le Trai-  
 té d'Elucidation, on a même tâché de cas-  
 ser entièrement le Traité d'Elbing; nous  
 renons même tous les jours avec cha-  
 cun, que quoi que nous ayons sauvé ce  
 traité du naufrage, & qu'on l'ait même  
 confirmé de nouveau, on ne pense point  
 à rétablir l'égalité des Droits qui a été sti-  
 lée dans les termes les plus forts & qui  
 doit être établie aussi-tôt le renouvelle-  
 ment de ce Traité d'Elbing; toutes ces  
 raisons nous persuadent, qu'il seroit déraison-  
 nable que nous suppléassions par des Subsi-  
 des à une disette d'argent causée par les  
 obstacles & les empêchemens que l'on met  
 au Commerce & à la Navigation de nos  
 Sujets dans les Ports de Suède; obsta-  
 cles que l'on continuë opiniâtrément non-  
 obstant le Traité d'Elbing.

Vous appliquerez toutes ces raisons selon  
 ce vous le jugerez à propos, & vous y  
 ajouterez celles que vous croirez nécessai-  
 res & convenables au service de l'Etat. Au-  
 tant, vous pouvez assurer la Régence de  
 Suède, que le renouvellement de l'amitié  
 entre les deux Etats a causé ici d'autant  
 de joie, que l'on fait de part & d'autre  
 le tort qu'a causé le refroidissement qui  
 a duré quelque tems & que l'on espère

que cette bonne intelligence retablie produira de grands avantages aux deux Etats en sorte que nous sommes très-disposé pour ferrer de plus en plus cette nouvelle Alliance, de faire pour la Suède de notre part tout ce qui sera raisonnable. Je vous recommande à la sainte garde du Tout-Puissant, & suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Stockholm le 8. Août 1668.*

MONSIEUR,

J'ai reçu hier votre Lettre en date du Juillet *Stilo loci*. Je vous en suis très obligé & des Pièces que vous m'avez communiquées, dont je me servirai dans l'occasion suivant l'intention des Etats; tout par rapport à l'exécution de la Triple Alliance conclüe à Londres. J'ai déjà mandé, & je continuë à en demander Copie, & d'être informé de tout ce qui passera par rapport à cette affaire; & je suis obligé de répéter ce que j'ai déjà dit sur ce sujet, que je trouve que l'on est disposé ici à faire une très-étroite Alliance avec les Etats; mais que comme ce Royaume ne peut subsister sans Subsidies du dehors, tout dépendra de les accorder à propos. On n'a point du tout fait con-

en obtenir de l'Espagne, on en espère  
eu de l'Angleterre, on ne fait fond que  
sur Leurs HH. PP.; en sorte que celui  
qui donnera le premier, en acquérera toute  
la reconnaissance qui est dûe à une person-  
ne qui en secourt une autre dans les plus  
pressans besoins, & qui par-là donne l'ex-  
emple à une autre d'en faire autant. De-  
plus, il est à craindre que l'on n'obtienne  
point le secours des troupes de cette Cou-  
ronne, si l'on n'a touché de l'argent ici  
avant que l'occasion se présente d'avoir be-  
soin de ces troupes.

Enfin, outre que l'on déclare ici ronde-  
ment, que faute d'argent on fera obligé de  
congélier les troupes qui sont dans le Du-  
ché de Bremen, il est à craindre qu'on ne  
ferme l'oreille aux propositions de la Fran-  
ce, dès que l'on verra qu'il n'y aura rien  
à espérer des Subsidés qui ont été promis.  
A cette occasion je dois vous marquer,  
qu'après que Monsieur de *Pomponne* eût  
demandé qu'on lui accordât promptement  
son Audience de Congé, & que suivant la  
coutume il eût été conduit en cérémonie  
hors de la Ville il y a aujourd'hui huit  
jours, il y est rentré le soir fort tard & a  
eu encore quelques Conférences secrètes;  
& je sai de bonne part, que Mr. *Steno*  
*Bielke*, qui est le plus grand Partisan du  
Chancelier & de la France, a dit à Mr. de  
*Pomponne*, que s'il vouloit encore rester  
seulement deux mois, les choses change-  
roient bien de face; & Mr. *Thinne*, Envoyé  
Extraordinaire d'Angleterre ne s'est point

empêché de parler fort mal en ma présence de Mr. *Berenklauw*, qui jusqu'à présent est celui qui a soutenu avec le plus de fermeté les intérêts de la Grande Bretagne. Il est aussi de mon devoir de vous mander, que l'on m'a assez fait entendre ici, que l'on seroit fort porté à faire une Alliance particulière avec Leurs HH. PP. à l'exclusion des Anglois, quoi que ce ne fût pas directement contr'eux, quoi qu'ils avouent naturellement que tout ce qu'ils ont fait jusqu'à présent a été une suite de leurs égards pour l'Angleterre; mais aparenment que les Anglois leur paroissent trop imperieux dans une Alliance, & qu'ils croient que celle qu'ils feroient avec Leurs HH. PP. leur conviendroit mieux, en ce qu'il y auroit plus d'égalité; ou peut-être se persuadent-ils qu'il y a plus de fond à faire sur notre Alliance & sur l'exécution de nos promesses. On me parle tous les jours de ce Projet; mais comme je n'ai aucun ordre qui tende à cela, je ne puis pénétrer quelles sont leurs véritables intentions; & je me contente de répondre en termes généraux & de les assurer des favorables dispositions de Leurs HH. PP. pour cette Couronne.

On commence à revenir de la crainte où l'on étoit que la Couronne de Pologne ne tombât dans l'Élection sur la tête du Prince de Moscovie; le Roi \*régnant a déclaré qu'il ne la quitteroit pas qu'il ne soit assuré qu'elle passera en d'autres mains que celles-là.

Li

\* C'étoit Jean Casimir.

Le Roi de Suède a été incommodé, mais se rétablit. Je n'écris pas à Leurs HH. P., parce que je n'ai rien à leur mander.

J'ai donné à dîner hier aux Députés d'Upland, de Gottenbourg & de Landtskroon qui m'ont assuré qu'ils contribuèrent de tout leur pouvoir à l'abolition des Monopoles ou Compagnies privilégiées.

J'ai écrit à Mr. van *Asperen* une Lettre pour les démêlez du Gouvernement de Bergh-op-Zoom, & je l'ai prié de vous en faire part; je vous prie de faire en sorte qu'on donne à cet égard ce que vous trouverez equitable, vous obligerez, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Stokholm le 1<sup>r</sup> Août 1668.*

MONSIEUR,

J'ai reçu le 1<sup>r</sup> de ce mois la votre du 30. du passé avec les Pièces incluses, savoir l'avis du Conseil d'Etat du 27. Juillet sur la Réduction des Troupes, la Résolution de Leurs HH. P. du 26. du même mois, de recommander aux Ministres d'Espagne ce qui a été négocié à Londres en faveur de cette Couronne-ci, touchant l'échange des Places conquises en Flandre par la France, contre la Flandre-Comté, &c. J'ai reçu aussi le Traité de la Triple-Alliance conclu à Londres le 25. Avril, & l'Acte passé le même

M 7

jour

jour à la réquisition du Comte de *Dhona* quoi que ces deux dernières Pièces, vû-leu date, auroient déjà pû m'avoir été envoyées je ne les ai pas trouvées dans mes papiers quoi que j'en aye eu un grand besoin ; car je n reçois pas une visite où on ne me parle sur ce sujet d'une manière à faire croire que l'on s'attend bien que Leurs HH. PP. & l'Angleterre avanceront les Subsidés promis, si l'Espagne difère plus long tems à les payer. Cette erreur où l'on est ici est cause que j'ai écrit dans mes précédentes tout autrement qu je n'aurois fait si j'eusse été mieux informé. Quoi qu'il en soit cette opinion est générale, aussi-bien parmi le Peuple, que parmi ceux qui sont à la tête des affaires, & parmi les Députés à la Diète qui est à présent assemblée, & je ne vois aucun moyen de l'effacer. Mr. *Thinne*, Envoyé Extraordinaire de la Majesté Britannique, croit que c'est une invention de ceux qui ont appuyé ici le renouvellement de l'amitié avec Leurs HH. PP. qui ont voulu faire leur Cour au Peuple par ce moyen ; mais je crains que ce ne soit un tour du Parti opposé, pour inspirer de l'espérance pour la nouvelle Alliance, lequ'on verra manquer les grands avantages que l'on s'en seroit promis, & ramener les esprits à celle dont on a toujours tiré des secours dans une pareille disette d'argent.

Il est certain que la France y travaille encore, & l'on m'a assuré que Mr. de *Pompe*, quelque tems avant son départ, avoit donné ordre à Hambourg qu'on y retint les Lettres qui y viendroient de France pour l'usage jusqu'à



usqu'à son arrivée, tant il craignoit d'y trouver quelques ordres qui pussent retarder son départ qu'il souhaitoit si passionnément.

Il passera par la Hollande, & autant que j'ai pû m'en apercevoir, il désireroit assez d'y être employé; mais les changemens arrivez dans les affaires domestiques de Mr. d'*Estrades* me font croire que ce Poste ne sera pas vacant si-tôt.

Quoi qu'il en soit, il est constant que rien ne feroit ici un meilleur effet que d'obtenir le payement des Subsidés que l'Espagne a promises à cette Cour-ci qui en a un besoin pressant, jusques-là même que je ne puis concevoir comment ce Royaume, qui ne se voit pas volontiers delarmé, peut subsister sans ce secours; c'est pourquoi l'on parle déjà de réformer les Troupes du Duché de Brémén, qui y commettent beaucoup de désordres faute de payement; il semble qu'on voudroit casser toute la Cavalerie, & les nouveaux Régimens d'Infanterie, & de distribuer les vieux Régimens dans la Poméranie & dans la Livonie, pour soulager le Duché de Bremen des longs quartiers d'Hyver auxquels il a été exposé. J'ai demandé à quelques Seigneurs, qui me parloient de cette Réforme, s'il étoit de la prudence ordinaire de la Régence de cet Etat de diminuer ses forces dans un tems où le succès douteux de l'Élection de Pologne exposoit plusieurs de leurs Conquêtes au danger; sur tout s'ils devoient se dénuer de leur Cavalerie, dont on peut tirer de grands services, & qui auroit bien-tôt trouvé Maître, d'autant plus que

la réforme en étant une fois faite, il en coûteroit extraordinairement pour en faire de nouvelles levées; d'autant plus qu'on ne fait pas ici beaucoup de fond sur tout ce que l'on dit de la Garantie de la Paix entre la France & l'Espagne, dans un tems où l'on voit les Provinces-Unies résolues à réformer leurs Troupes au bout des trois mois exprimez dans le Traité de la Triple-Alliance, & l'Espagne s'embarasser peu de satisfaire aux Subsidies promis: en un mot, je crains fort que la nécessité ne l'emporte ici sur l'envie qu'on auroit de conserver sur pied autant de Troupes qu'il seroit possible.

L'absence du Roi & des principaux Seigneurs de la Régence, qui sont allez se divertir sur leurs Terres, est cause que je n'ai rien de particulier à vous mander.

Je reviens à votre Lettre, & je vous remercie des Pièces que vous m'avez envoyées dont je me servirai dans l'occasion; suivant l'intention des Etats. J'ai appris particulièrement avec une sensible satisfaction, que vous aviez enfin aplani, après bien des peines, le différent dangereux qui étoit depuis long tems entre les Conseillers Députés des deux Quartiers de la Hollande; on peut voir par là combien il est triste de voir des disputes commencer entre des Membres qui du reste rendent de grands services à l'Etat; je n'ai pas appris avec moins de plaisir par mes Lettres particulières l'application avec laquelle vous continuez à veiller au bien public, & la résolution prise d'augmenter vos appointemens, quoi que d'une manière qui n'est pas proportion-

onnée aux services inexprimables que vous  
ez rendus, ni aux dispositions où Leurs N.  
G. P. paroissent être de récompenser vos  
ines. Je prie Dieu qu'il augmente votre  
rtune à proportion de votre mérite, pour  
quel j'ai une vénération toute particulière;  
suis, &c.

P. S. J'avois fini ma Lettre lors que j'ai  
ris de bonne part, que l'on a reçu a-  
de Pologne que la plupart des Se-  
teurs qui étoient du Parti de la feuë Reine,  
qui depuis avoient favorisé celui des Mos-  
vites, ont déclaré rondement qu'il étoit  
possible, dans la conjoncture présente, de  
tablir les choses, qu'en élisant le Prince de  
ndé. On croit ici que c'est encore un tour  
la Cour de France qui a été menagé  
us main & qui éclate présentement; le  
ns seul nous apprendra ce qui en est.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Stokholm le 5. Septembre 1668.*

MONSIEUR,

Je n'ai pas eu l'honneur de vous écrire par  
dernière Poste, parce que je n'avois rien  
particulier à vous mander, il se présente  
peu de chose digne d'être écrite à un Mi-  
tre, & je ne puis me résoudre à vous en-  
tenir de bagatelles. Cependant, je crois  
je serai souvent obligé d'en remplir mes  
Lett-

Lettres à la Régence, moins pour en informer Leurs HH. PP., que pour servir à remplir les Gazettes ; & il seroit à souhait qu'elles fussent ordinairement plutôt remplies de pareilles matières que d'affaires plus importantes.

J'ai reçu votre Lettre du 20. Août, de je vous suis très obligé ; particulièrement cause des raisons évidentes de la ruine Commerce en ce País, que vous avez eu bonté de m'y marquer. Je ne manquerai point de m'en servir à propos & avec fruit comme je l'espère. J'ai déjà eu plus d'une fois occasion de parler sur ce sujet, & je l'eusse plus souvent si j'avois pu tirer plus de lurs de nos Marchands qui trafiquent ici ; n'importe que ceux qui se sont établis ici se piquent assez ordinairement & en termes généraux de la ruine du Commerce, j'ai renoncé qu'ils évitent de descendre dans le particulier, dans la crainte d'offenser la Régence d'ici, & de voir leur condition devenir encore pire qu'elle n'est. Ceci me rappelle la Résolution de Leurs HH. PP. du 10. Août, prise à la réquisition des Marchands de la Religion Réformée qui négocient à Riga ; je vous avoue que, quoi que Leurs HH. ne m'aient pas encore envoyé leurs Ordonnances à cet égard, j'y ai vu avec étonnement que leur intention est, que je tâche d'obtenir le libre Exercice de la Religion Réformée pour ces Négocians. En effet, je ne trouve rien de plus préjudiciable pour le Commerce de nos Provinces que cette liberté de Religion qui ne manqueroit pas de tirer à

ars Familles de Négotians de notre País, elle étoit accordée en Dannemark & dans Suède.

En effet, je suis persuadé que tous les obstacles & toutes les difficultez que nos Négocians rencontrent ici dans leur Commerce, viennent de nos Provinces même, & que ceux qui les forment ici, sont les Hollandois qui y sont établis, & qui sont les plus intéressés dans les Compagnies privilégiées qui font tant de tort au Commerce de nos Négocians. Or le nombre de ceux qui s'établissent ici & ailleurs pour cette raison, augmenteroit infiniment, aussi-tôt que le secret de cette liberté de Religion, à laquelle la plupart des gens pensent fort peu, se feroit divulgué hors des endroits où on la leur refuse.

Je vous prie d'examiner cette affaire avec toute pénétration ordinaire, après quoi je n'ai point de doute que vous ne la conduisiez au plus grand avantage de l'Etat.

Puis que nous sommes sur le sujet du Commerce, j'ajouterais ici que j'ai eu occasion de m'entretenir avec quelque Personne de la Régence de celui qui se fait en Livonie, & j'ai trouvé assez de disposition à abolir entièrement, ou à diminuer de manière que le Commerce n'en soit point incommodé, les Droits excessifs que l'on y a établis & qui ont été cause de la ruine du Commerce dans cette Province, afin de le rétablir par ce moyen s'il étoit possible; ce que l'on pourroit faciliter en obligeant les vaisseaux Négocians en Moscovie, à prendre

dre la route de *Narva* au lieu de celle d'*Changel*, où l'on exige aussi des Droits excessifs: mais comme je n'ai pas une connoissance parfaite de ces sortes d'affaires, j'ai écrit à Mrs. les Bourguemaîtres d'*Amsterdam*, les priant de me marquer ce qu'ils en pensent; &c. ; je vous prie de leur en parler & m'informer de leurs sentimens au cas qu'ils n'ayent pas déjà donné ordre de m'en écrire.

Je n'écris à Leurs HH. PP. que fort peu de chose sur ce qui se passe ici journellement & je ne mets dans mes Lettres publiques que ce qui peut se dire sans offenser personne. Je vous dirai ici en particulier & en confidence, que je crois que le Traité d'Alliance entre l'Empereur & cette Couronne-ci a lieu, malgré les oppositions de plusieurs Princes de l'Empire, & sur tout du Nonce du Pape qui a représenté, qu'il étoit honteux à la Maison d'Autriche, qui avoit donné tant de preuves de son zèle pour l'Eglise Romaine, de contracter la plus importante des Alliances avec les Ennemis de cette Eglise. Ce Nonce a été particulièrement porté à faire cette démarche par les Lettres de Mr. de *Pomponne*, qui a beaucoup perdu du crédit qu'il avoit ici depuis qu'on y a appris cela.

Quant à l'état où se trouvent les Troupes dans ce Royaume, il est certain, que les Finances ne peuvent fournir à leur entretien, & d'un autre côté on ne peut se déterminer tout à fait tant que les choses sont en Europe dans la situation où elles sont, sur tout du côté de la Pologne; & on ne

vous ne vous imaginiez pas que casser  
Troupes dans les Duchez de Bremen  
en lever ici, implique contradiction ; il  
est savoir que les Troupes que cette Cou-  
ronne tient dans quelques Garnisons ou qui  
forment une Armée qui est dans l'inaction,  
sont payées des Finances du Royaume &  
des Subsidés que le Roi tire : mais une Ar-  
mée en action doit tirer sa subsistance des  
quartiers qui lui sont assignez à cet effet ,  
les Troupes levées qui ne sont pas en-  
voyées en Garnisons & ne forment pas une  
armée, tirent la leur de certains Territoi-  
res qui leur sont affectez , & qu'on appelle  
par cela Terres d'assignation , qui à la  
vérité ne suffisent pas pour l'entretien de  
ces levées, mais qui leur donnent le loge-  
ment & les moyens de gagner leur vie par  
travail & par leur industrie.  
Ainsi il est certain que la reforme des  
troupes du Duché de Bremen soulagera  
les Finances ; mais je ne puis assurer que  
ce soulagement fût tel, qu'outre les Trou-  
pes qui resteront sur pied, on pût lever le  
même homme, comme le bruit en court,  
sans s'incommoder. D'un autre côté, il y a  
unearence qu'il y a quelque autre mystère que  
celui de l'épargne dans la cassation de l'Ar-  
mée de Bremen ; mais on en donne une  
raison publique qui est, que l'on a voulu  
éviter par-là à l'Empire tous les sujets de  
soupçon & de jalousie que faisoient paroître  
quelques Princes, de ce que l'on tenoit  
cette Armée surpié pendant que toute l'Eu-  
rope se desarmoit ; cette raison me paroît  
véri-

véritable autant que j'ai pû pénétrer fond des choses depuis que je suis ici; y en a encore une qui n'est pas moins vye, c'est la jalousie que plusieurs de la Fgence ont conçûe contre le Général *Wr gel*, non seulement à cause de la grande autorité qu'il s'aroge; mais encore à cause des dépenses excessives qu'il a fait faire Royaume depuis quelques années, sans voir contenté ni les Officiers, ni les Soldats; & c'est pour rendre compte que l'a prié ce Général de se rendre ici; on croit qu'il ne se pressera point, & qu'il attendra que l'Hiver prochain ait un peu apaisé l'agitation où les humeurs paroissent être à présent sur son chapitre.

Je n'ajouterais pas ici l'avertissement que me donne tous les jours, sur tout de la part de Mr. le Chancelier, qui je crois est informé sur ce sujet, c'est que le Roi de France ne manquera pas de se venger sur les Provinces-Unies, de ce qu'il a été obligé de faire la Paix avec l'Espagne, & que sur tout, il n'oubliera rien pour ruiner leur Commerce, jusqu'à faire même un Traité réciproque pour cet effet avec le Roi d'Angleterre. *Thinne* m'a même avoué qu'on lui en a écrit quelque chose; mais en ajoutant que cela feroit peu d'effet parmi les Anglois. Je ne m'étens point sur ces matières, parce que je suis persuadé que vous en êtes mieux informé que moi, & que je m'en raporte aux précautions que vous prendrez; je suis, &c.



A Mr. l'Ambassadeur de G R O O T.

*A la Haye le 8. Octobre 1668.*

M O N S I E U R,

La dernière que j'ai eu l'honneur de vous  
rire étoit du 20. Août dernier ; comme  
puis ce tems-là il ne s'est rien passé ici qui  
ncernât votre Négociation , que ce que  
eurs HH. PP. vous ont adressé, je ne vous  
pas écrit ; mais depuis ce tems , j'ai reçu  
lles que vous m'avez écrites, dont la der-  
ère étoit du 5. Septembre.

Je trouve très-importantes vos réflexions  
r la Resolution de Leurs HH. PP. du 10.  
Août, par raport au libre Exercice de la  
eligion Reformée en faveur de ceux qui  
gocient à Riga, & j'y ferai toute l'atten-  
on qu'elles meritent dans les délibérations  
ivantes.

J'ai conféré il y a déjà quelque tems avec  
rs. d'Amsterdam sur la proposition de trans-  
orter le Négocede Moscovie à Narva , Re-  
l, &c. lors que Mr. le Comte de *Dhona*  
en a parlé ci-devant ; mais , comme ce  
igneur partit alors assez précipitamment  
ur l'Angleterre, cette affaire est restée-là  
ns qu'on ait pris aucune résolution ; néan-  
oins les sentimens se réunissoient assez à  
oigner la Suède, de voir diminuer les Droits  
elle avoit établis dans ses Ports & y faire  
ffer les vexations qu'on y exerçoit, afin  
y attirer le Commerce de Moscovie ; mais  
qu'il

qu'il ne conviendrait pas que l'Etat s'engageât à faire passer par ces Ports les Marchandises que l'on envoyeroit d'ici en Moscovie ou qu'on en tireroit, afin de ne se pas ôter la liberté de trafiquer à droiture à Archangel au cas qu'il survint quelques nouveaux griefs ou quelques inconvéniens.

Je ne suis pas fâché qu'il y ait de l'apparence à la conclusion du Traité entre l'Empereur & la Suède, parce qu'il y a lieu de croire que cette démarche contribuera à la conservation de la Paix dans la Chrétienté. Nous souhaiterions fort que l'on se déterminât en Espagne à payer les Subsidés promis à la Suède; mais ni les Lettres pressantes que le Roi d'Angleterre & Leurs HH. ont écrites à la Reine Régente, ni les instances & les sollicitations des Ministres de ces deux Puissances n'ont encore eu aucun succès; Leurs HH. PP. ont ordonné aujourd'hui une nouvelle Conférence avec les Ministres d'Angleterre & de Suède qui sont afin que chacun y propose les moyens qu'il jugent capables de disposer la Cour d'Espagne à donner une satisfaction raisonnable à la Suède par rapport à ces Subsidés. Je crois que l'on pourroit en venir à bout en proposant à l'Espagne une chose qu'Elle ne manquera point de goûter; c'est que l'Angleterre, la Suède & Leurs HH. PP. déclareroient non seulement que leur Garantie étoit obligatoire, & qu'Elles l'exécuteront au cas que l'Espagne vint à être attaquée dans les Pays Bas; mais même par tout ailleurs en quelque partie que ce fût de la Monarchie.

Espagne ; je trouve Mr. l'Ambassadeur emble fort porté à embrasser ce Parti ; & ne croi pas que Leurs HH. PP. fassent moindre difficulté de se déclarer conformément & d'entrer dans cet engagement.

Nous tâchons de faire entrer dans cette garantie toutes les Puissances qui peuvent y donner quelque poids , & nous l'avons proposée par Lettre aux Cantons Suisses, après avoir communiqué le contenu aux Ministres de Suède & d'Angleterre ; nous ne faisons rien , tant ici, qu'en Angleterre, que concert avec les Ministres Suédois , & nous n'oublierons rien pour affermir de plus plus la Triple-Alliance ; c'est pour cela encore que l'on a envoyé de nouveaux ordres vendredi dernier à Mr. Boreel, ainsi que vous verrez par l'Extrait ci-joint ; je suis,

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Stokholm le <sup>27 Octobre</sup>  
<sub>6 Novembre</sub> 1668.

MONSIEUR,

Comme Mr. *Silverkroon* retourne en Hollande, j'ai crû que je devois le charger de cette Lettre à votre adresse , d'autant plus qu'il est plus en état que qui que ce soit de vous rendre un compte exact de l'état où les choses sont ici, & sur tout des dispositions

favorables des Seigneurs de la Régence qui ont le plus de crédit, & qui souhaitent qu'on fasse avec la République une Alliance la plus étroite, & qui soit telle, autant qu'on peut compter sur les choses humaines, que l'on soit content de part & d'autre, que la bonne intelligence, jointe aux avantages que les deux partis en retireront, rendent cette Union indissoluble. Je ne m'entendrai point davantage sur ce sujet, parce que je vous en ai déjà écrit plus d'une fois & parce que Mr. *Silverkroon* est instruit de tout, & qu'il a ordre de vous en faire ouverture & à tous ceux que vous jugerez propos, conjointement avec Mr. *Appelboon*. Il est vrai qu'on auroit souhaité ici que la chose fût venue de la part de Leurs HH. PP., & l'on s'y étoit attendu à mon arrivée. Je puis dire qu'on ne pouvoit donner cette Commission à personne qui en fût plus capable que lui, puis qu'il a des connaissances & des habitudes dans les deux Etats, & qu'il ne manquera d'occasion au bien que de bonne volonté de s'en servir pour donner les impressions nécessaires; je ne puis m'empêcher de répéter ce que vous ai déjà mandé, que tant qu'il a été ici il n'a rien obmis pour convaincre cette Régence-ci des sincères & favorables intentions de Leurs HH. PP. pour cette Couronne, & qu'Elle ne pouvoit faire d'Alliance plus sûre pour l'Etat, ni plus avantageuse pour ses Habitans: & il a eu occasion de s'expliquer sur ce sujet, puis qu'il a un accès libre chez tous les Sénateurs, & même

près de la Reine, qui n'est jamais sortie  
la Ville sans le prendre avec Elle, & qui  
uvent l'a consulté sur ses affaires Domestiques.  
J'ai ordre de Sa Majesté de vous  
ier de faire en sorte que l'on portât les  
trons ou modèles des Tapisseries que Mrs.  
Conseillers Députés de Hollande ont  
t faire pour Eux & pour Leurs N. & G.  
pour certaines Tapisseries que Sa Majesté  
t faire en Hollande, c'est une civilité qui  
coûte rien & qui oblige.

Vous apprendrez de Mr. *Silverkroon* dans  
elle disposition l'on est ici par rapport au  
ommerce de Moscovie, que Mr. le Chan-  
lier prend fort à cœur; il sera facile à Leurs  
H. P.P. d'obtenir à cet égard tout ce qu'E-  
s souhaiteront, & par le même moyen de  
ire une solide Alliance dans laquelle on ne  
ur refusera rien. Et comme il y a beau-  
oup d'apparence que le Roi de France est  
rt irrité contre la République; je crois  
il n'y a point de meilleur expédient pour  
i faire changer de vûes, puis qu'alors il  
e lui restera aucune espérance de réussir :  
cette manière il sera obligé de suspendre  
on ressentiment, qu'il oubliera ensuite peu  
peu, & ainsi la bonne intelligence pourra  
rétablir; c'est à quoi Mr. le Chancelier  
pourroit utilement servir, puis qu'il est de  
os Amis, qu'il n'est pas Ennemi de la Fran-  
e, & qu'il y a des Amis; c'est à quoi je  
ous prie de faire réflexion.

Je fais si peu sur quoi roulent à présent les  
élibérations publiques, que je pourrais plu-  
t dire ce qui seroit bon ici, que ce qui se-

roit trouvé nécessaire où vous êtes ; mais autant que je connois la situation des choses ici , je persiste dans mon sentiment , qu'comme il n'y a point d'Alliance que nous dussions à présent rejeter , nous devons surtout ménager celle de cette Couronne-ci qui a toujours à sa disposition un bon corps de Troupes bien aguerries , & , comme vous savez , fort estimées des Princes d'Allemagne non seulement à cause de la France qui ne cessera de mettre ici ses intrigues en œuvre tant qu'elle aura quelque espérance de réussir qu'à cause du Dannemark , qui , comme j'ai remarqué en passant , est gouverné à présent par un Ministre plus dévoué à la France qu'à son propre Roi ; il faut battre le fer pendant qu'il est chaud , car les passions violentes sont sujettes à se changer en leur contraire aussi-tôt qu'elles se sentent méprisées c'est à cela qu'on impute les derniers malentendus , & c'est pourquoi je crois qu'il faut pas perdre l'occasion , si c'est l'intention de Leurs HH. PP. ; car le zèle est si grand ici à présent , que je crois , que si on leur donnoit à choisir un Etat entre tous ceux de l'Univers pour faire une Alliance avec , ils ne balanceroient pas à se déclarer pour la République. Je me raporte du reste à ce que Mr. *Silverkroon* vous dira de bouche , & après vous avoir recommandé à la garde du Très Puissant , je vous prie de me croire , &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Stokholm le  $\frac{19}{29}$  Novembre 1668.

MONSIEUR,

Je ne doute pas que Mr. *Silverkroon*, à qui j'ai pris la liberté de donner une Lettre à votre adresse, ne soit à la Haye avant celle-ci, puis qu'il y a douze jours qu'il est parti d'ici. La Régence l'envoie pour conférer avec vous sur une Alliance plus étroite entre ce Royaume & Leurs HH. PP., & en faire ouverture avec Mr. *Appelboom* à ceux que vous jugerez à propos d'en donner connoissance. On vouloit le charger seul de cette Commission; mais il a eu la modestié d'exiger qu'elle soit commune à lui & à Mr. *Appelboom*, de cette manière il se décharge d'une partie de la peine, & il n'aura pas autant à répondre. On s'étoit flaté ici que Leurs HH. PP. en auroient fait les premières ouvertures à mon arrivée; mais on s'atache plus à la chose en elle-même qu'aux formalitez.

Je suis persuadé qu'on ne pouvoit charger de cette Négociation une Personne qui y fût plus propre & qui en fût plus capable que Mr. *Silverkroon*. Je fais les rapports avantageux qu'il a faits ici des bonnes intentions de Leurs HH. PP., & outre cela ses intérêts sont partagés entre la Suède & la Hollande, ayant du bien & des Amis dans

les deux Païs ; il est à souhaiter qu'il trouve les Esprits aussi bien disposés chez nous , qu'ils le sont ici.

Depuis son départ je n'ai eu aucune occasion de pénétrer quels sont les sentimens de la Régence touchant un plus étroit engagement pour une Garantie en faveur de l'Espagne, parce que la plupart des Sénateurs sont en Campagne. Sans doute que vous en pouvez apprendre plus que moi , dans les Conférences que vous avez tous les jours avec Mr. *Appelboom* ; autant que j'ai pu remarquer ici dans les conversations particulières, on n'y est point du tout Espagnol peu Impérialiste , & Anglois vaille que vaille ; cependant , on ne doit pas s'étonner qu dans la dernière Guerre que nous avons eue avec ces derniers , cette Régence ait pris leur Parti préféablement au notre ; car cela est arrivé moins par inclination que pour certaines raisons accidentelles ; comme il nous souvient en est encore tout récent de ce que leurs HH. PP. avoient fait au préjudice de la Suède dans la Guerre de Dannemark. L'opinion où ils étoient que nous faisons peu de cas d'eux , en recherchant leur secours avec autant de froideur , que si nous jugions que leur Amitié ne pouvoit pas nous être d'une si grande utilité ; enfin , le fort Parti qui étoit alors opposé ici au Grand-Chancelier qui étoit à la tête de ceux qui favorisoient la France & les Provinces-Unies dont les intérêts étoient alors unis. En effet , il y a bien de l'apparence que la Triple-Alliance & les Engagemens qui s'ensuivent sont

un



ne suite de la passion de ceux qui étoient alors opposés au Chancelier & au Parti de la France, secondez par d'autres qui ont plutôt prêté l'oreille aux Subsidés que l'Espagne promettoit, qu'aux maximes de l'Etat : personne ne pourra mieux vous instruire de toutes ces intrigues que Mr. de *Pomponne* qui les connoît à fond, quoi qu'il n'ait pu en tirer avantage. Comme le Crédit du Chancelier commence à se rétablir avec autant de rapidité qu'il a diminué ci devant, ce qui remet les affaires sur l'ancien pied, il est aisé de s'apercevoir que l'affection qu'on avoit pour les Anglois diminuë terriblement, aussi bien que les dispositions où l'on étoit de s'allier avec la Maison d'Autriche. Mais comme les deux Parties sont également portées à faire une étroite Alliance avec les Provinces-Unies, persuadez qu'ils sont d'y trouver plus d'avantage que dans toutes les autres ensemble, puis qu'outre l'égalité d'amitié, ils y voyent les Subsidés nécessaires au cas de jonction des Armes & le rétablissement du Commerce qui tient au cœur au Chancelier ; je suis persuadé que le moyen le plus sûr pour obtenir ici l'exécution de la Triple Alliance de la manière qu'on la propose à présent, ce seroit de renouveler l'Alliance entre ce Royaume & notre République : de cette manière Leurs HH. PP. viendroient à bout du moins de barrer de ce côté-là les desseins du Roi de France, & de donner ainsi le tems au Roi d'Espagne de s'affermir dans ses bonnes dispositions ; d'un autre côté le Roi de France reconnoîtra le

peu d'apparence qu'il aura à réussir dans une nouvelle Guerre, & peu à peu l'ancienne Amitié se rétablira.

Voilà, Monsieur, toutes mes réflexions sur la situation des affaires présentes, qui sont fondées sur ce que j'ai remarqué de dispositions où l'on est ici depuis que j'y suis. Mais comme je me trouve si éloigné du centre des affaires, que je ne puis que le deviner, & par conséquent n'en raisonne qu'à tâtons, c'est pourquoi je vous prie d'excuser la liberté que je prends, & d'être persuadé que je n'ai en vue que le service de mes Seigneurs & Maîtres. J'ai appris avec chagrin que Mr. d'*Estrades* s'étoit démis de son Ambassade de bon gré, ou de force l'ayant toujours crû mieux affectonné pour la République que ceux dont il recevoit ses Ordres, c'est pourquoi j'aurois souhaité qu'il nous eût quitté avec plus de satisfaction Mr. de *Pomponne* qui doit le remplacer à de grands talens; mais il n'a aucun motif qui l'attache à une Nation qu'il ne connoît pas encore: néanmoins je crois qu'il fera tout ce qu'il pourra pour se conserver, même avec l'agrément de ceux auprès desquels il est envoyé, dans ce Poste qu'il a souhaité préférablement à tout autre.

Je n'écris point aux Etats, parce que j'en ai absolument rien digne de leur attention; Mr. le Chancelier est de retour à *Jacobsdael*, & l'on attend les autres Seigneurs au premier jour. S'il se passe quelque chose digne d'attention, je ne manquerai pas de l'écrire aussi tôt; je suis, &c.



avoit déclaré que ce Projet étoit préjudiciable non seulement aux intérêts, mais même l'honneur du Roi son Maître, & tel en un mot, qu'on ne l'approuveroit jamais ici.

Mr. *Thinne* en avoit obtenu une Copie du Chancelier, & il me l'a communiquée, d'autant que, ni lui, ni moi, n'en avions reçu aucune à droiture. Je remarquai d'abord, la lisant, que Mr. le Chancelier ne l'avoit pas bien entendu; c'est pourquoi je jugeai propos d'aller lui parler avant le départ de Poste, ce que je fis hier après-midi à l'heure qu'il m'avoit fixée. Après avoir parlé de choses indifférentes, nous tombâmes sur le Projet, & je lui dis que j'étois venu exprès le voir, parce que j'avois appris qu'il avoit mal interprété les bonnes intentions de Sa Majesté Britannique, & de Leurs HH. PP. pour faire obtenir au Roi son Maître les Subsidies qui lui étoient dûs par la Couronne d'Espagne, lesquelles intentions se trouvoient exprimées dans un Projet dressé depuis peu à la Haye, entre l'Ambassadeur d'Angleterre & les Commissaires de Leurs HH. PP. pour faciliter le paiement des dits Subsidies. Il me demanda si l'on m'en avoit envoyé une Copie, je lui dis que non; mais que j'avois celle que son Excellence avoit communiqué à Mr. *Thinne*. Sur ce qu'il me dit qu'il étoit surpris qu'on n'eût donné avis, ni à Mr. *Thinne*, ni à moi, d'une affaire aussi importante; je repliquai que je serois encore plus étonné si cet avis nous avoit été donné par ceux qui avoient dressé ce Projet, avant qu'ils en eussent fait rapport à leurs Commettans.

uis que si son Excellence vouloit bien relire cet Ecrit, elle verroit que ce n'étoit pas un Projet concerté & arrêté entre le Roi d'Angleterre, ou son Ambassadeur en son nom, & Leurs HH. PP.; mais seulement un projet dressé par des Ministres pour être communiqué à leurs Maîtres, afin de voir s'il leur agréera, ainsi qu'on le pouvoit voir par le premier & le dernier article; (en effet, j'avois remarqué par ce que m'avoit dit tant Mr. *Thinne*, que le Chancelier, qu'on regardoit ici ce Projet comme une chose arrêtée,) & j'ajoutai qu'on l'avoit communiqué pour cette raison-là à Mr. *Appelboom*, parce qu'il seroit inutile de faire quelques instances & d'employer quelques moyens pour faire donner satisfaction au Roi, si ces moyens n'agréoient pas à ceux à l'avantage desquels on voudroit les mettre en œuvre; que pour cette raison j'étois venu chez son Excellence, tant pour savoir d'Elle s'il y avoit quelque chose dans ce Projet qu'on desapprouvât ici, que pour l'assurer que Leurs HH. PP. n'avoient d'autre but que de travailler à faire payer à Sa Majesté les Subsidés qui lui étoient dûs, & d'employer à cet effet les moyens qui paroîtroient convenables & qui agréeroient aux parties intéressées; qu'ainsi je priois son Excellence, que nous examinassions ensemble le Projet, & que nous y fissions nos remarques.

Mr. le Chancelier, qui m'avoit écouté patiemment jusqu'alors, me répondit avec précipitation, que cet écrit étoit aussi contraire

à l'honneur qu'aux intérêts du Roi son Maître, & qu'il n'oseroit entrer en discours sur ce sujet, puis que le Roi étoit encore en Alliance avec Sa Majesté Très-Chrétienne & qu'il n'étoit entré en aucun engagement avec le Roi d'Espagne; mais seulement dans la Triple Alliance & dans la Garantie de Pais-Bas Catholiques, en considération du Roi d'Angleterre & de Leurs HH. PP., dans l'espérance, que sans exiger de lui d'autre engagement, ces Puissances trouveroient des moyens de faire donner à Sa Majesté satisfaction qui avoit été promise par leurs Ministres en Angleterre, au Comte de *Dhona*, au nom du Baron d'*Isola* & du Comte de *Molina*. Que d'un autre côté ce Projet rendroit la condition de son Roi pire qu'elle n'étoit présent, puis que par ce Projet on ne seroit obligé à payer les sommes qui devoient l'être simplement, sans condition & argent comptant, que dans des termes fort longs & après un nouvel engagement; en un mot, que son Maître n'y consentiroit pas. Je pris la liberté de lui repliquer, que puis que son Excellence ne trouvoit pas à propos de conférer avec moi sur le contenu de ce Projet, je priois de me permettre de lui exposer mon sentiment en peu de mots autant qu'il me seroit possible, afin qu'il y fasse les réflexions qu'il jugera à propos; & continuant mon discours, je lui dis, que Mr. le Comte de *Dhona* s'étoit engagé, par ordre du Roi son Maître, dans la Triple Alliance, sans autre secreté par rapport aux Subsidies en question que la paroles des deux Ministres qui avoient

Plei

plein-pouvoir, & la promesse que firent le Roi d'Angleterre & Leurs HH. PP. d'en faire obtenir l'effet au Roi de Suède, par leurs instances & par d'autres motifs exprimez dans l'article séparé qui fut dressé exprès; que la Reine d'Espagne ayant desavoué l'engagement contracté à cet égard par ses Ministres, la chose étoit au point, que le Roi d'Angleterre & Leurs Hautes Puissances ayant fait inutilement toutes les instances imaginables auprès de la Reine d'Espagne, le Roi de Suède devoit être content de l'exécution de l'Article séparé, dont la nécessité n'existera peut-être jamais; ou Sa Majesté doit contribuer à trouver d'autres moyens d'engager la Reine d'Espagne à payer volontairement ces subsides: que le Roi de la Grande Bretagne & Leurs HH. PP. prenant cette affaire à cœur comme les leurs propres, & voyant que tout ce qu'ils ont fait à cet égard jusqu'à présent a été inutile, l'Ambassadeur de l'un, & les Députez des autres, avoient conféré ensemble pour trouver quelques moyens de la terminer à la satisfaction des intéressés; que ledit Ambassadeur & les Députez avoient trouvé un expédient qu'ils croyoient devoir être agréable aux deux Parties, puis que non seulement ils accordent à la Reine d'Espagne le tems de trouver la somme nécessaire; mais même lui font voir pour quelle raison elle hazarderoit une somme si considérable, sans le Roi de Suède, qui néanmoins se trouveroit payé, à la vérité à différentes reprises, sans quoi on ne pourroit espérer d'engager ce Prince à autre chose qu'à ce que Sa Majesté Ca-

tholique s'engageroit Elle-même, ce qui ne lui procureroit d'autre avantage que la satisfaction d'en avoir procuré un considérable à cette Couronne; que cet Ambassadeur & les Députés avoient remis une Copie de ce Projet à Mr. *Appelboom*, avant de demander l'approbation de leurs Maîtres, afin qu'il en fût part à la Régence de Suède, afin que celle-ci examinât s'il s'accordoit avec ses intérêts & l'acceptât, ou qu'elle s'en tint au contenu de l'Article séparé. Il ne me paroît pas, ajoutai-je, qu'on ait fait en tout cela le moindre tort à la Couronne de Suède, puis que le Roi d'Angleterre & Leurs HH. PP. ne travaillent qu'à lui procurer une juste satisfaction, sans vouloir rendre sa condition pire qu'elle n'étoit. Le Chancelier répondit avec plus de moderation, qu'il ne pouvoit croire que le Comte de *Dhona*, qui avoit beaucoup d'esprit, se fût engagé dans une Alliance aussi importante sur la simple Parole d'*Isola* & de *Molina*; & que c'étoit pour cette raison qu'on se persuadoit ici qu'il n'y avoit été porté que par quelque assurance que lui avoient donné le Roi d'Angleterre & les Ambassadeurs de Leurs HH. PP., & qu'ainsi on se flatoit que Leurs HH. PP. ne seroient pas moins disposées que le Roi d'Angleterre à faire toucher ces Subsidés au Roi son Maître, sans exiger qu'il entre dans quelque nouvel engagement, puis qu'il seroit facile d'en venir à bout si Leurs HH. PP., l'Espagne & l'Angleterre se déterminoient à en payer chacun un tiers, ce que l'on avoit déjà promis en Angleterre, disoit-



isoit-il, à Mr. *Legenberg*. Je lui répondis que l'usage étoit à présent de ne plus faire de Traité verbal ; mais de coucher tout par écrit, & qu'on voyoit rarement que les Contractans fissent plus qu'ils n'avoient promis. Or tout dès qu'il s'agissoit de déboursement, il ne repliqua qu'il n'y avoit point d'apparence que le Roi son Maître s'engageât dans aucun Traité en faveur de l'Espagne, qu'Elle l'eût auparavant entièrement exécuté le premier, & qu'alors on ne refuseroit pas d'écouter de nouvelles Propositions, & même qu'il n'avoit envoyé l'ordre au Général *Wrangel* ; mais qu'alors on ne se contenteroit pas du subside payable par mois, ainsi qu'on l'a proposé, tant qu'on seroit en action, qu'il faudroit y en joindre un annuel dès le commencement ; qu'il ne faudroit pas même faire traîner cette affaire, puis qu'il pouvoit n'assurer qu'on les sollicitoit puissamment d'un autre côté. Je me trouvai obligé à cette occasion, que j'ai de fortes raisons de croire que la France agit de toutes ses forces pour mettre cette Couronne dans ses intérêts ; & je sai de bonne part, que Mr. *Rousseau*, Secrétaire de Mr. de *Pomponne* qu'il a laissé ici, a reçu la semaine passée, une grosse Lettre en chiffres de Mr. de *Lionne*, qui n'est pas un homme à écrire si au long à une personne de ce caractère, s'il ne s'agissoit de quelque affaire importante. Le Comte de *Waldeck* me marque d'un autre côté dans sa Lettre du 10. Novembre entr'autre ces paroles-ci ; si on vouloit aussi grossir la Triple-Alliance, il seroit bon de mûrir la chose ; les Intrigues pouvant autre-

ment produire des difficultez très-grandes, les  
 quelles pourroient peut-être paroître plus grande  
 & importantes après les avoir négligées, qu'  
 l'on ne les considère à présent. Il est de la pru  
 dence du Gouvernement d'examiner s'il n'est  
 pas plus à propos de prévenir toutes ces in  
 certitudes, & de faire en sorte que le Traité qu  
 doit se faire à Hambourg, soit bien-tôt con  
 clû, & par-là non seulement cette Couron  
 ne engagée; mais même le Roi d'Angleterre  
 qu'on soupçonne d'être personnellement ai  
 sez François. Je tâcherai de découvrir c  
 que les autres Sénateurs pensent de ce Projet  
 & je ne manquerai pas de vous en informer  
 je suis, &c.

P. S. Je vous prie d'excuser les fautes qu  
 se trouveront dans cette Lettre que je n'ai pu  
 eu le tems de relire.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
 JEAN DE WITT.

De Stokholm le <sup>23 Novembre</sup><sub>8 Decembre</sub> 1668.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du <sup>21 Novembre</sup><sub>8 Decembre</sub> j'ai encor  
 eu occasion d'entretenir Mr. le Chancelier  
 mais seulement en passant, sur la même affair  
 qui fait le sujet de ma dernière. Je le trouva  
 bien plus modéré, & il me fit entendre qu'i  
 espé

spéroit un bon succès de la proposition que le Roi d'Angleterre avoit fait faire, disoit-il Leurs Hautes Puissances; mais il ne m'en dit point le contenu. Après le départ de ce seigneur je parlai sur le même sujet à Mr. *tieno Bielke*, qui a beaucoup de crédit ici, & qui est à la tête du Parti opposé au Chancelier. Celui-ci me dit que Mr. *Arlington* avoit dit au Résident *Legenbergh*, que le Roi d'Angleterre avoit envoyé un Projet à Leurs HH. PP. suivant lequel, si Leurs HH. PP. l'approuvoient, les Subsidies seroient sûrement payés sans beaucoup de délai, d'où il inféroit que ce Projet seroit apparemment de partager le subsidie en trois, dont l'Espagne, l'Angleterre, & Leurs HH. PP. payeroient chacune un tiers. Je lui répondis que je doutois que quelqu'un voulût se rendre débiteur de ce qu'il ne devoit pas, & qu'ainsi je croirois plutôt que ce Projet proposeroit, que la Grande Bretagne & Leurs HH. PP. avançant les sommes nécessaires sur de bonnes assurances que la Reine d'Espagne leur donneroit, mais nullement qu'ils voulussent les payer pour leur propre compte. Je continuai parler de cette affaire comme d'une chose fort incertaine; & je lui demandai, si l'on ne pouroit pas la terminer en contractant une plus étroite Alliance avec l'Espagne, parce qu'il étoit à présumer que la Reine Régente étendoit n'être pas obligée à ces Subsidies; mais qu'Elle y pouroit aisément consentir si elles les trouvoit contrebalancées par le grand avantage du secours certain de ce Royaume, Elle venoit à être attaquée. Son Excellence

me

me répondit que son sentiment étoit, que puissance de la France étoit devenue si formidable qu'il étoit de la prudence de tous les Princes Chrétiens d'employer contre elle les mêmes moyens auxquels on avoit eu recours ci-devant contre la Maison d'Autriche, qu'il pouvoit me protester, que la plupart des Sénateurs étoient en cela de son sentiment, en sorte qu'il pourroit se flater de faire agréer cette Alliance avec l'Espagne sans exiger de cette Couronne aucun Subside annuel, tant que le Roi de Suède ne seroit pas obligé d'augmenter ses troupes pour sa sûreté, ou de faire changer de quartiers à ses dépens; mais que les momens étoient chers qu'il falloit profiter, & qu'on n'auroit pas de peine à réussir si l'on prenoit quelque résolution agréable par rapport aux Subsidés; que la France ne dormoit pas, & qu'elle donnoit, selon ses propres termes, *de petites amorces* qui nourrissoient la bienveillance de ceux qui lui étoient affectionnez.

Plus je réfléchis sur cette Régence-ci & sur les autres, plus je me confirmois dans l'opinion où je suis, que les affaires les plus importantes se réglient moins sur l'intérêt public que sur celui des principaux Ministres, & que le moyen de réussir le plus sûr & qui coûte le moins, est de s'assurer plutôt de celui qui a l'oreille du Roi, que du Roi même; parce que ce que l'on donne au public n'oblige personne en particulier, & qu'il n'en vient point de la gloire, mais point de reconnoissance. Lors que je passai par le Dannemark, je vis bien qu'on auroit plus fait par le moyen de

Mr. G.... avec cent mille écus qu'on a fait auprès du Roi même avec cinq fois us. Ici Mr. R.... K.... a reçu en une seule fois du Roi de France, soixante mille livres, sous prétexte de faire un présent à l'un de ses Enfans dont il avoit été Parrain : quoiqu'il que je croye Mr. B.... un très-honnête homme, on est persuadé ici qu'il n'est pas pour rien qu'il a été si avant dans les intérêts de l'Angleterre : c'est pourquoi j'avois pris la liberté de vous marquer qu'on avoit un singulier plaisir à la Reine, que je mets à cet égard au nombre des particuliers, lui faire présent d'un de ces Yachts, dont on se sert dans les Parties de plaisir, pour s'en servir ici sur une Rivière.

Vous me ferez plaisir de me marquer le plutôt que vous pourrez ce qu'on aura résolu sur l'affaire des Subsidés ; je persiste à croire qu'il seroit avantageux pour nous ici, que l'on crût que Leurs HH. PP. y auroient déterminé les autres plutôt que de s'y être laissés déterminer ; car les Anglois affectent d'être les premiers mobiles de cette affaire.

Je vous recommande à la garde du Tout-puissant, & je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur P. de GROOT.

A la Haye le 11. Janvier 1669.

MONSIEUR,

Mr. *Silverkroon* m'a rendu votre Lettre 6. Novembre dernier. J'ai eu occasion m'entretenir fort au long avec ce Ministre sur ce que vous me marquiez dans cette Lettre, ainsi que dans vos précédentes, dispositions favorables que vous aviez trouvées en Suède pour la conclusion d'une étroite Alliance avec la République, soit défensive; soit par rapport au Commerce; Mr. *Silverkroon* m'a aussi déclaré, que le Roi & toute la Régence, étoient dans les mêmes dispositions. Je lui ai demandé en quoi la Régence de Suède jugeoit que devoit consister cette nouvelle Alliance, & qu'est-ce que ses instructions portoient à cet égard au de-là des Articles de l'Alliance renouvelée depuis avec le Comte de *Dhona*, & de la Triple Alliance conclûe à Londres le 25. Avril de l'année dernière. Je n'ai pû tirer de lui aucune particularité, & il s'est seulement étendu en termes généraux, sur ce que Les HH. PP. savoient ce que la Suède pouvoit contribuer à leur sûreté & à leur avantage, qu'elle avoit toujours à sa disposition un grand nombre de bonnes Troupes, quelques Vaisseaux de guerre, & tous les Matériaux pour la construction des machines de guerre, &

armement des Vaisseaux; que c'étoit à Leurs H. PP. à examiner ce qu'ils pouvoient tirer de ces Magazins pour leur service; il y eût plusieurs autres choses sur le même point, qui me firent conclure, que si Leurs H. PP. souhaitoient tirer quelques choses de ces Magazins il faudroit qu'Elles missent la main à la bourse; en un mot, que le but étoit de stipuler avec Leurs HH. PP. un subside annuel qui seroit l'ame de l'Alliance à faire. Mais comme la Régence observa avec raison, selon moi, la maxime de n'entrer dans aucun Traité en vertu duquel elle fût obligée de donner actuellement sans recevoir d'un avantage présent, & seulement dans l'espérance d'obtenir du secours en temps & lieu, elle ne peut s'engager qu'à récompenser la promesse de secours à venir par la promesse de Subsidés à venir, en contrebalançant toujours les avantages présents avec une utilité présente, & ne stipulant rien à cet égard qu'avec une égalité réciproque qui tienne la balance dans l'équilibre; c'est pourquoi j'ai bien pris garde de donner lieu dans mes discours à Mr. *Silverkroon* de s'étendre davantage sur la demande de quelque subside. Néanmoins, si le Roi de Suède vouloit que l'on augmentât les Subsidés promis réciproquement par les Alliances précédentes, ou s'engager à une rupture ouverte, *contra aggressores omnes*, on pouvoit de ce côté-ci y donner les mains: ainsi, notre maintien n'a eu aucune suite, & depuis ces temps-là on ne m'a fait aucune autre ouverture.

Quant.

Quant à l'envie qu'on témoigne de trait sur la manière de fixer à Revel, Narva, & le Commerce de Moscovie, j'ai déclaré Mr. *Silverkroon* qu'on donneroit les mains ce côté-ci à tout ce qui pourroit y porter les Négocians; mais que la République ne s'obligerait jamais à quelques conditions que fût, à défendre à ses Sujets de faire la route d'Archangel pour peu que quelques-uns d'eux y trouvât son avantage; que j'avois déjà déclaré la même chose à Mr. le Comte de *Dhona*, & que je ne doutois pas qu'il n'en eût donné avis à la Régence de Suède. En sorte que cette affaire ne consistoit pas à dresser quelque Capitulation réciproque, mais dans la bonne résolution que le Roi de Suède devoit prendre & exécuter, d'abolir & d'empêcher tous les Impôts, toutes les Exactions, les prétendus Privilèges des Bourgeois & Habitans des Villes Suédoises de Livonie, & toutes les autres vexations qui empêchoient les Marchands à faire le Commerce de Moscovie par l'entrepôt de ces Villes, & les déterminoient à aller directement à Archangel malgré le grand détour qu'ils étoient obligés de faire: & que si le Grand Duc de Moscovie entreprenoit d'empêcher le transport des Marchandises des Villes Suédoises de Livonie, soit en établissant de nouveaux Impôts par quelque défense, ou autres moyens semblables, Les HH. PP. aideroient volontiers la Suède à s'y opposer, autant qu'on le pourroit faire raisonnablement & avec équité. Voilà où les choses en sont restées entre nous deux.

rest.



Je, je trouve Mr. *Silverkroon* plein de bon-  
volonté & très capable d'exécuter quel-  
que chose d'avantageux aux deux Etats &  
à toute la Chrétienté.

J'ai vû avec plaisir dans votre Lettre du  
du mois dernier, la solidité des raisons  
dont vous vous êtes servi pour mettre Mr.  
Chancelier au fait du Projet dressé par Mr.  
Ambassadeur *Temple* avec les Commissaires  
Leurs HH. PP. après en avoir conféré  
avec Mr. *Appelboom*. J'espère que l'on com-  
prendra enfin où vous êtes, que l'on n'a  
rien en cela qu'une très bonne intention, &  
l'on ne fera point difficulté d'autoriser Mr.  
*Appelboom*, ou quelqu'autre, à traiter à cet é-  
gard avec l'Espagne, conjointement avec le  
roi d'Angleterre & Leurs HH. PP., afin  
que l'on concoure unanimement à procurer  
à Suède les Subsidés promis. Vous a-  
vez très bien compris le fond de l'affaire de la  
manière que vous l'avez voulu faire entendre  
Chancelier, d'autant qu'il est certain que  
d'un côté l'Espagne ne s'est point absolu-  
ment obligée ni à la Suède, ni à l'Angleterre, ni  
Leurs HH. PP., de payer ces Subsidés, & que  
d'autre côté l'Angleterre & Leurs HH. PP.  
se sont engagées qu'à employer leurs bons  
services pour y faire consentir l'Espagne, ain-  
si qu'il est exprimé dans l'Article séparé qui  
a été dressé sur cela seul. Et comme nous  
renons de tous côtés que l'on s'imagine  
cela tout autrement en Suède, je crois qu'il  
seroit qu'il faudroit que vous instruisiez les princi-  
aux Ministres & Sénateurs de la vérité en  
leur faisant lire cet Article séparé.

Il est encore certain, que par la Triple-Alliance la Suède étant devenue Partie contractante de la Convention de la Haye qui y est intervenue, est obligée en vertu de l'Article V. de ladite Convention, de garantir le Traité d'Aix-la-Chapelle tel qu'il est, & de régler avec l'Angleterre & la République, les moyens & les forces particulières que l'on emploiera pour exécuter ladite Garantie, le cas échéant. Or le premier & le second Article du Projet ne contiennent autre chose; & si l'on suppose dans le premier Article l'exécution de cette Garantie d'une manière générale & sans distinction & exception de lieu, c'est qu'on y est obligé en vertu du Traité d'Aix-la-Chapelle, dont je vous envoie la Copie, & dans lequel il est promis & stipulé, qu'il y aura une Paix perpétuelle entre les deux Rois, leurs Héritiers & Successeurs, leurs Royaumes, Provinces, Païs, Sujets &c. d'où il s'ensuit, selon moi, que s'il arrive que cette Paix vienne à être rompue dans quelque Royaume, Provinces, ou Païs, que ce soit par l'un ou l'autre des Contractans, ceux qui se sont engagez simplement & sans aucune réserve ou exception à la Garantie de cette Paix, sont obligez de contraindre l'Infraacteur de toutes leurs forces à réparer cette infraction, conformément au Texte de l'Article V. de la Convention de la Haye, qui fait à présent partie de la Triple-Alliance.

Quant à la proposition faite dans l'Article troisième du Projet, d'accorder à l'Espagne de payer les Subsidés, une partie

ent comptant, & le reste par termes raisonnables; l'intention de l'Ambassadeur d'Angleterre & des Commissaires de Leurs HH. PP. n'a pas été de favoriser l'Espagne en cela, mais de faire toucher l'argent à la Suède. Néanmoins, si cette Couronne fait quelque moyen d'obtenir tout le Subside argent comptant, soit directement par elle-même, soit par les bons offices promis & qu'on est prêts à employer de la part de l'Angleterre & de Leurs HH. PP., Leurs autres Puissances & l'Angleterre sans doute en seront charmez; ainsi qu'on l'a déclaré à Mr. *Appelboom* avant de dresser ce Protêt, en lui protestant que l'Angleterre & Leurs HH. PP. embrasseroient toujours sans flater tous les expédiens que la Suède leur opposeroit pour faciliter le paiement de ces subsides. Outre cela, on a inséré dans ce dixième Article un nouvel engagement en faveur de la Suède & qui consiste à lui faire toucher 60. mille Ryksdalders par mois aussitôt & aussi long tems que ses forces, jointes avec celles d'Angleterre & de la République, seront employées à l'exécution de la Garantie; au lieu que, suivant la Triple-Alliance & sa Ratification, la Couronne de Suède est absolument obligée de prêter cette Garantie sans être assurée d'aucun Subside pour ce tems-là. Je me flatte que Mr. Chancelier & les autres Ministres comprendront la chose telle qu'elle est, & que par conséquent on expédiera au plutôt les pouvoirs nécessaires pour la conclusion de cette affaire, pour laquelle l'Espagne a déjà

*Tome IV.* O en-

envoyé le Pouvoir dont voici une Copie.

On a fait raport de ce Projet dans la dernière Assemblée de Leurs N. & G. P. qui ont pris la Résolution ci-jointe, mais sur laquelle la Généralité n'a encore pris aucune conclusion ; néanmoins les Députés de toutes les Provinces qui ont travaillé au Projet comme Commissaires, ont déclaré pour leur particulier, qu'ils approuvoient cette résolution, qu'ils la trouvoient salutaire & nécessaire, & qu'ils disposeroient leurs Commettans, autant qu'il dépendroit d'eux, à donner leur consentement. La chose étant dans cet état, je crois que vous ne ferez point mal de disposer d'avance les Seigneurs de Régence de Suède à donner à Mr. *Appelboon* ou à telle autre Personne qu'il plaira au Roi les Pouvoirs nécessaires en conformité. Sans tout je crois qu'il ne faut point perdre de temps & qu'on ne pourra du moins refuser de convenir au plutôt sur le dernier article, qui stipule de quelle manière on mettra les Païs-Ecclésiastiques à couvert des attaques de la France, au cas que le Roi d'Espagne vint mourir, d'autant que nous prévoyons que les Régens des Villes & les Habitans de ces Provinces des Païs-Bas auront de la peine à consentir d'opposer une vigoureuse défense à la France, tant qu'ils ne seront pas assurés d'être vigoureusement soutenus par les trois Puissances Alliées, & cela non seulement *rebus sic stantibus* ; mais même au cas de changement causé par la mort du Roi d'Espagne. Et suivant ce que j'ai négocié sur ce sujet ci-devant avec Mrs. d'*Estrades* & Co-

in, je crois que le Roi de France consenti-  
oit sans peine dès à présent à cette occasion  
& à cette promesse sous l'assurance récipro-  
que projetée dans cette Résolution.

Je ne fais de quelle Proposition faite à  
Leurs HH. PP. par le Roi de la Grande  
Bretagne, on a voulu vous parler ; je vous  
envoie ci-joint l'unique Proposition que M.  
'Ambassadeur *Temple* m'a faite sur ce sujet,  
& il me semble qu'elle s'accorde avec la  
Résolution de Leurs N. & G. P. ; il est vrai  
qu'au commencement le Roi d'Angleterre &  
les Ministres ont fait quelque difficulté sur  
la Garantie générale proposée dans le pre-  
mier article du Projet ; mais après plusieurs  
raisons alleguées de part & d'autre, tant de  
vive voix, que par écrit, & que Sa Majesté  
eût confronté la Garantie promise avec le  
premier article du Traité d'Aix la-Chapelle,  
Elle a pris la Résolution contenuë dans cet  
écrit ; quant aux autres articles du même  
Projet on s'est toujours trouvé parfaitement  
d'accord.

Je finirai celle-ci en vous assurant à mon  
ordinaire , que je suis & serai toujours,  
&c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Stokholm le <sup>26. Décembre 1668.</sup>  
<sub>5. Janvier 1669.</sub>

MONSIEUR,

Depuis mon arrivée ici je vous ai informé des dispositions où j'ai trouvé, autant que j'ai pû le remarquer, tant les Régens de ce Pais que la Nation en général, par rapport à la République & à ses Habitans. Vous aurez remarqué sans doute dans toutes mes Lettres, que comme l'opinion où l'on étoit d'obtenir bien-tôt de l'Espagne, par l'entremise de l'Angleterre & de Leurs HH. PP., les Subsidés que l'on en prétend, avoit mis les esprits dans l'intérêt des deux Etats, il étoit à craindre que le mécontentement que l'on auroit de se voir trompé dans ses espérances, ou du moins de les voir tant reculées, causeroit un terrible refroidissement dans l'esprit de ceux qui avoient compté là-dessus; la chose est arrivée comme je l'ai prévu, & ce refroidissement augmentera tous les jours de plus en plus, si l'on ne trouve quelque expédient pour satisfaire ces Gens-ci sur cet article des Subsidés. Il paroît que les particuliers agissent avec plus de générosité que le Public; que la Politique ne connoît pas d'amitié sans intérêt, & que les Princes ou Etats qui peuvent faire aux autres du bien, ou du mal, prennent rarement les voyes de  
la

la modération , & qu'ils donnent souvent d'une extrémité dans l'autre. C'est pour-  
 quoi il auroit été à souhaiter qu'on eût en-  
 core plus engagé cette Couronne , & qu'on  
 l'eût un peu plus gagnée , sinon par le paye-  
 ment des Subsidés , du moins par quelque au-  
 tre moyen que fourniront sans doute les pro-  
 positions que Mr. de *Silverkroon* doit vous  
 faire. Car quoi qu'il soit vrai que l'humeur  
 de cette Nation ne simpatise avec aucune  
 autre comme avec la notre, il n'est pas moins  
 vrai que c'est une Nation qui a besoin de  
 beaucoup , & qui ne fait rien pour rien. Les  
 avantages que plusieurs de ceux qui sont dans  
 le Gouvernement tiroient en particulier , &  
 tirent peut-être encore de la France n'ont  
 pas tellement perdu toute leur vertu , qu'ils  
 ne puissent encore en tems & lieu produire  
 des effets très préjudiciables dans un Gou-  
 vernement où les Voix qui tiennent tête à  
 ce Parti ne sont pas trop nombreuses & *ta-*  
*men magis numero quam pondere pravalent* ;  
 & il est constant , comme je l'ai déjà mar-  
 qué , que la France ne négliger rien : & vous  
 pouvez voir par la Copie ci-jointe d'une Let-  
 tre écrite à ce Roi-ci par celui de France ,  
 contre la coutume , sur la Lettre de recrén-  
 ce donnée à Mr. de *Pomponne* , que les ter-  
 mes en sont trop obligeans , venant du Roi  
 de France , & étant adressez à celui-ci. pour  
 ne pas cacher quelque dessein dont le succès  
 n'est pas desespéré , après une Ambassade qui  
 n'a pas réussi.

Ce n'est pas que je craigne que pendant la  
 Minorité du Roi ce Royaume prenne des

intérêts contraires à ceux des deux Puissances Maritimes aussi considérables que sont l'Angleterre & notre République ; mais que le Roi de France se pourroit contenter , au cas qu'il voulût atenter quelque chose , ce qui pourroit bien arriver à l'occasion des disputes sur les limites , d'empêcher cette Couronne d'agir ; & que d'un autre côté cette Couronne ne crût qu'Elle n'est pas obligée à la Garantie fondée sur la Triple-Alliance , tant qu'on n'a point rempli les conditions qu'Elle a eûes particulièrement en vûe ; d'autant plus qu'Elle prétend , comme vous verrez par les Ecrits ci-joints , que ces conditions auroient dû être remplies moins par ceux l'avantage desquels Elle a contracté , que par ceux qui l'ont engagée dans le Traité : & Elle est d'autant moins contente de Leur HH. PP. qu'Elle est persuadée qu'il ne manquera pas au Roi d'Angleterre qu'Elle n'avoit déjà été payée ; mais seulement à Leurs HH. PP. , qui n'ont pas voulu consentir à avancer les sommes nécessaires. Vous saurez mieux que moi si la chose est ainsi , ou si les Anglois sont les Auteurs de cette opinion. Quoi qu'il en soit , il seroit à propos qu'on pût effacer cette mauvaise impression.

Quant aux deux Ecrits que je vous envoie , l'un contient les raisons de leurs prétentions , & l'autre , des Extraits des Lettres qu'ils allèguent. Mr. le Chancelier les communiquez confidentiellement à M. *Thinne* Envoyé Extraordinaire du Roi d'Angleterre avec lequel j'ai vécu en très bonne intelligence depuis que je suis ici , & qui me le



aussi communiquez en confidence. J'en ai fait tirer une Copie à la hâte, ainsi elle sera pleine de fautes, d'autant que je n'ai pas eu le tems de la revoir; mais quelqu'un qui entend bien le Latin pourra la corriger. Je vois que le Chancelier a donné lieu à la composition de ces Pièces, & que l'Auteur est Mr. *Eresteyn*, dont la sévérité paroît dans les derniers mots que j'ai soulignez, & que le Sénat a desapprouvez; je les y ai néanmoins laissez; mais je vous prie de les ôter des Copies que vous pourriez communiquer d'autres, parce qu'il ne seroit pas mal à propos qu'on ignorât ici que nous en faisons quelque chose. J'ai avoué dans le moment à Mr. *Thinne*, que j'ai tiré Copie de ces deux Ecrits, il souhaite qu'on le communique à Mr. *Temple*, mais non pas à Mr. *Appelboom*.

Si j'osois dire librement mon sentiment sur le payement des Subsidés, j'avouerois que je crois que, selon toutes les apparences, l'on pourroit aisément y engager la Reine d'Espagne à la faveur d'un nouveau Traité & d'un Engagement plus étroit, & qu'il seroit d'un autre côté plus à propos de disposer cette Couronne, par l'espérance de ce payement, à entrer dans ce Traité, & en même tems à donner les mains à une Alliance avec l'Empereur, qui devroit se conclure en même tems. Rien ne pourroit tant presser la conclusion de ces Traitez que l'intervention du Roi de la Grande Bretagne & de Leurs Hautes Puissances, qui pourroient envoyer leurs Députés dans l'endroit

O 4

droit où se feroit cette Négociation.

Dès qu'elle auroit été portée à une conclusion telle qu'on l'auroit souhaitée, peut-être ne seroit-il pas difficile d'obtenir paiement entier des Subsidés, ce qui feroit un effet merveilleux, puis que cela donneroit occasion, tant aux Sujets de cet Couronne, qu'à ceux de l'Etat, d'obtenir paiement de leurs justes prétentions, ce qui n'arrivera pas, selon toutes les apparences, si ces Subsidés ne sont payez que par portion, parce qu'alors ils resteront entre les mains des Grands, & se dissiperont sans que ceux-là s'en ressentent, qui nous en auroient eu le plus d'obligation, car il est certain qu'il y a ici plusieurs particuliers qui ont plus ou moins à prétendre de cet Couronne, & qui n'en seront jamais payez s'ils ne le sont pas de cet argent, qu'on n'espère que des bons offices de Leurs Hautes Puissances.

Je vous prie de m'excuser si celle-ci est si longue & écrite avec tant de liberté, & d'être persuadé que je ne souhaite rien tant que le bien de la Patrie, & l'occasion de vous témoigner combien je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur P. DE GROOT.

A la Haye le 8. Fevrier 1669.

MONSIEUR,

Je vous ai écrit le 11. du passé fort au long  
s considérations qui devoient engager , à  
on avis , la Couronne de Suède à autoriser  
ns delai les Ministres qu'Elle a ici à con-  
ure la Convention , dont le Projet a été  
ressé le 5. Octobre dernier par Mr. *Temple*  
ec les Commissaires de Leurs HH. PP.,  
de concert avec Mr. *Appelboom* , de la ma-  
iere qu'il est compris dans la Résolution de  
eurs N. & G. P. que je vous ai envoyée par  
la dernière. Depuis ce tems-là nous avons  
nfin terminé l'affaire des Subsidies avec l'Es-  
agne, qui a envoyé à Mr. l'Ambassadeur  
*Amarra* Pouvoir de passer & de signer un  
ngagement conforme au Projet qu'on avoit  
ressé à cet effet , & que je vous envoie  
joint, No. 1., Aussi-tôt que nous lui au-  
ons remis la Garantie passée conformément  
l'Article premier du Projet du 5. Octobre  
ernier. Mr. l'Ambassadeur *Temple* & les  
ommissaires de Leurs HH. PP. ont dressé  
our cela , avec la participation de Mr. *Ap-  
elboom* , l'Acte dont vous trouverez ici la  
opie, No. 2., comme aussi un Projet d'aug-  
mentation des forces que les Membres de la  
Triple-Alliance employeroient en cas de rup-  
ture,

O 5

ture, dont Dieu veuille nous préserver, pour exécuter vigoureusement la Garantie; vous en trouverez la Copie ci-jointe, N<sup>o</sup>. 3. On a remis ces trois Ecrits aujourd'hui entre les mains de Mrs. *Appelboom* & *Silverkroon*, qui ayant été à Amsterdam, n'en sont revenus qu'hier; sans doute qu'ils les enverront au par cette Poste-ci. La Régence de Suède doit point perdre de tems, & elle doit d'abord les approuver, & les ayant mis dans la meilleure forme, les signer, les sceller, & les renvoyer, de peur que l'Espagne, qui a à présent l'argent nécessaire pour le paiement des Suïdes, ne l'employe à autre chose. J'attends avec impatience l'avis que vous m'en donnerez.

Je crois qu'on ne doit pas aussi négliger les Princes de *Brunswick* & de *Lunenbourg*, comme nous savons de quel poids sont auprès d'eux les sollicitations de la Suède; ainsi j'ai crû qu'il étoit de mon devoir de vous proposer si vous ne pourriez pas disposer la Régence Suédoise à employer ses bons officiers auprès de ces Princes pour les engager dans la Triple-Alliance, & les porter à dresser l'Acte de leur accession.

Quant aux affaires de Moscovie, & à ce que le Roi de Suède semble en appréhender, vous pouvez être assuré que Leurs HH. PP. secourront toujours la Suède dans ses bonnes intentions, conformément à la déclaration par écrit que Leurs HH. PP. en ont donnée à Mr. *Appelboom*: mais nous serions bien aise d'être informez de ce en quoi consistent les contraventions des Moscovites,

qu

quoi la Couronne de Suède se plaint, & des Articles des Traitez précédens, auxquels les contraventions donnent atteinte; c'est sur quoi ni Mr. *Appelboom*, ni Mr. *Silverkroon* n'ont pû donner de justes informations à Leurs HH. PP.

J'ai examiné avec attention le raisonnement que vous m'avez envoyé dans votre Lettre du 5. du passé, & je l'ai communiqué à Mr. *Temple*, & nous sommes tombez d'accord que l'on n'avoit jamais vû de déduction plus travaillée, moins forte & moins concluante; mais puis que la Couronne d'Espagne a enfin été disposée par les instances de l'Angleterre & de Leurs HH. PP. à payer les Subsidés à la Suède, il est inutile de réfuter cet Ecrit.

Un des domestiques de la Reine *Christine* m'a fait savoir, que la Régence de Suède avoit ôté à Sa Majesté la disposition directe des fonds affectez à son entretien, & qu'on avoit ordonné à tous les comptables dans les terres qui lui avoient été assignées pour cet effet, de porter les revenus directement au Tresor Royal, qui les fera compter à cette Princesse. Comme cette Résolution a été prise seulement sur une Lettre que cette Reine a écrite de Hambourg à la Régence avec un peu trop de chaleur, on se flatte que l'on pourroit obtenir par l'intercession de quelques amis, que les affaires fussent remises dans leur état précédent: je vous prie donc d'y employer vos bons offices. Je me suis chargé de vous informer de ce que je viens de vous marquer afin que vous vous interessiez

pour cette Princesse au cas que vous vissiez jour à réussir; mais que je craignois qu'on ne traitât cela d'affaire domestique, & qu'on ne trouvât mauvais que les Ministres étrangers s'en mêlassent; ainsi je laisse à votre sage disposition de faire à cet égard ce que vous jugerez convenable; je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De-Stokholm le  $\frac{14}{24}$  Janvier 1669.*

**M** O N S I E U R ,

Mr. *Thiame* qui est une Personne de distinction, & qui a de gros biens, qui a résidé ici comme Envoyé Extraordinaire du Roi de la Grande Bretagne pendant deux ans ayant reçu ordre du Roi son Maître de faire place au Comte de Carlisle qui vient ici en Ambassade, j'ai crû, puis qu'il est résolu de passer par la Haye, que je ne devois pas lui refuser une Lettre pour vous l'adresser, afin de lui donner une occasion de vous voir d'autant que vous pourrez apprendre de lui avec plusieurs particularitez la situation de affaires en ce Païs-ci. Depuis que je suis ici j'ai vécu avec lui dans une étroite correspondance, & je lui suis redevable de plus de connoissances utiles que j'y ai faites. Je l'ai d'autant plus estimé, que j'ai trouvé en lui un zèle égal à sa fidélité pour son Maître

& pour les intérêts de ses Alliez, & qu'il ne témoigne pas moins de passion à présent pour le bien de notre République, quoi qu'il en ait été l'ennemi déclaré pendant la dernière Guerre.

Personne ne peut vous instruire mieux que moi des intrigues de cette Cour-ci, & combien il sera nécessaire de seconder ceux qui s'opposent au Parti François, avant qu'ils succombent, parce qu'alors les choses seroient sans remède. Je suis persuadé que vous y ferez attention autant que la chose le mérite & que vous y donnerez les mains autant qu'il sera nécessaire; je prie Dieu de vous combler de ses graces, & croyez que je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Stokholm le* <sup>23 Janvier</sup>/<sub>2 Février</sub> *1669.*

MONSIEUR,

J'ai reçu votre Lettre du 11. Janvier dans laquelle j'ai trouvé le premier Article du Traité d'Aix-la-Chapelle, le Projet du 5. Octobre dernier, la Résolution de Leurs N. & G. P. du 10 Décembre, le sentiment du Roi d'Angleterre sur la Garantie, & le Plein-Pouvoir du Roi d'Espagne pour la conclusion d'une nouvelle Ligue défensive. Je ne manquerai

point de faire usage de toutes ces Pièces dans l'ocasion, suivant l'intention de l'Etat, & de la manière que vous me prescrivez, aussi tôt que les Régens de ce Royaume feront retour ici, c'est à dire, environ dans quinze jours. Je dois vous dire, en réponse à votre Lettre, que Mr. *Silverkroon* m'a déclaré avant son départ d'ici, ainsi que Mr. le Chancelier me l'a fait entendre depuis dans les entretiens que j'ai eus avec lui, que cette Couronne préférant à toute autre l'amitié de Leurs HH. PP., avoit résolu de faire avec Elle une plus étroite Alliance & qu'Elle avoit fait partir Mr. *Silverkroon* pour ce sujet, & pour vous faire ouverture de ce qu'Elle devoit contenir. Je n'ai témoigné aucune curiosité d'en découvrir aucune particularité, parce que je me persuadai qu'on vouloit vous en faire les premières ouvertures, & que j'en aurois ensuite connoissance assez à tems, si Leurs HH. PP. jugeoient que la chose méritoit leur attention. Autrement je n'aurois pu manquer de desabuser Mr. *Silverkroon*, & les autres Seigneurs de la Régence de ce Pais si je les avois trouvez dans l'opinion que dans la circonstance présente, Leurs HH. PP. voulussent faire quelque Alliance à d'autres conditions que d'une obligation reciproque. En effet, mon sentiment est, que tout Traité entre Princes & Etats, doit toujours être égal, si ce n'est que l'un des deux soit obligé de faire quelque dépense extraordinaire pour la défense de l'autre; car non seulement il y a de la honte pour celui qui donne comme pour celui qui reçoit; mais même il n'est guère



guère possible qu'il y ait une véritable & mutuelle estime entre deux Princes ou Etats contractans dont l'un paye & l'autre vend l'Alliance commune. J'ai parlé sur ce ton à Mr. *Steno Bielke*, lors que je l'ai entre-enu au sujet d'une nouvelle Ligue avec l'Espagne ; je l'ai fait entrer dans mon sentiment, & je l'ai convaincu qu'il ne seroit ni honorable, ni raisonnable, si l'on faisoit un nouveau Traité avec l'Espagne, d'en exiger quelque Subside, si non pour le tems qu'on seroit obligé de mettre des troupes sur pied pour sa défense, ou de faire pour elle quelque autre dépense extraordinaire. Mais tous les autres Sénateurs sont ici d'un avis tout contraire.

Je dois néanmoins ajouter ici, que quoi que je juge d'un côté qu'il n'est pas honorable pour un Etat, ni même fort utile, d's'allier avec un autre sous condition de payer des Subsidés publics, qui ne font d'aucun avantage pour les particuliers ; d'un autre côté je suis d'avis qu'on ne doit point négliger l'avantage qu'on peut tirer d'une judicieuse distribution de quelques sommes d'argent, surtout dans un Royaume, où tout est fort cher, où l'on a coûtume de depenser plus que l'on a, où l'on ne fait rien pour rien, où chacun préfère le particulier au public ; en un mot, où personne ne feroit un pas pour le public s'il n'étoit assuré d'y trouver son intérêt particulier. Il y a des Seigneurs ici qui ont 60. à 70. mille Ryxdaldres de revenu qui ne leur suffisent pas ; il y en a d'autres qui sans avoir des revenus extraordinaires dépensent tous les

les ans en vin seulement quatre à cinq mille Ryxdalders. Enfin, il n'y en a pas un qui n'ait besoin, ou des *revenans-bons* de la Guerre, ou des libéralitez de leurs Alliez. C'est par ce moyen que la France a toujours ici un Parti formé; c'est par ce moyen que le Roi d'Angleterre l'a emporté dans la dernière Guerre; & c'est ce moyen qu'il faudra mettre en œuvre, si l'on veut engager cette Couronne à quitter absolument le Parti de la France pour entrer dans des intérêts contraires.

Je trouve même que c'est le plus court, le moins somptueux & le moins préjudiciable, puis qu'avec 20. milles Ryxdalders de présents on fera plus qu'avec 200. mille de Subside. Mr. *Thinne* vous dira de bouche comment & à qui il faut les distribuer; & il est d'avis qu'on doit obliger l'Espagne à faire cette dépense, & que si on ne peut l'y faire résoudre, l'Angleterre & Leurs HH. PP. ne doivent pas balancer à s'en charger. Il y a quelque tems que j'ai pris la liberté de vous représenter, que j'étois averti de bonne part qu'on feroit un grand plaisir à la Reine en lui faisant présent d'un petit Yacht pour aller d'ici à une maison de plaisance que Sa Majesté fait bâtir; car je ne mets point de distinction à cet égard, entre cette Princesse & les particuliers, d'autant plus qu'elle n'a rien à dire par rapport aux finances & qu'elle est souvent sans argent; ce présent ne peut coûter plus de deux milles Ryxdalders, & l'on s'imagine ici que l'argent ne rarit pas chez nous; si vous pouviez engager l'Amirauté d'Amsterdam à faire cette dépense, je suis

ir qu'on pouroit tourner ici les choses de manière que cette Amirauté retrouveroit bien la valeur de ce Yacht, dans l'achat des Canons que cette Amirauté négocie à présent, dont la disposition est réservée à la Couronne.

Il est vrai que ce qu'on exige à présent de Suède n'excede pas les obligations où le Roi est entré par le Traité de la Triple Alliance; mais vous savez combien l'on peut facilement se dégager, lors qu'on manque de bonne intention, sur tout lors que la rupture de la Paix, qui a toujours quelque prétexte, laisse aux Garants la liberté de juger qui a été agresseur. C'est pourquoi je crois qu'il seroit tres-avantageux de mettre, de quelque manière que ce fût, un petit nombre de Seigneurs de cette Régence dans nos intérêts.

Je suis entièrement de votre avis par rapport au Commerce de la Moscovie par la Livonie, & il faut qu'il soit ce qu'on nomme *acultatis*, & non pas *necessitatis*. Ceux qui prêteront ici la main à cette affaire seront du même avis, sur tout Mr. le Chancelier qui a de gros biens en Livonie, & qui s'intéresse non seulement au rétablissement du Commerce dans cette Province; mais même au redressement des abus & des désordres qui y sont glissez avec le tems par l'inattention ou par les malversations des Gouverneurs, c'est pourquoi il profitera volontiers de l'occasion d'y faire recevoir un nouveau Règlement autorisé par un Traité, & de le faire observer à la rigueur pour satisfaire au Traité; & comme tout ce que l'on fait par rapport

à l'engagement de cette Couronne en faveur de l'Espagne est contre le sentiment & les maximes de ce Ministre, qui n'en a pas pour cela moins de crédit ici, je crois qu'il sera avantageux de ne pas manquer quelque autre occasion de faire quelque chose qui pût lui être agréable. Dès qu'il sera de retour je lui parlerai encore sur cette affaire, & en attendant j'en conférerai avec quelques Marchands d'ici qui connoissent à fond ce Négoce, pour voir si nous pourrions concerter quelque chose qui fût agréable des deux côtes, ce dont je ne manquerai pas de vous faire part.

Je prie Dieu qu'il vous conserve la santé pour le service de notre chère Patrie. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Stokholm le  $\frac{3}{13}$  Février 1669.*

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 2. de ce mois j'ai eu occasion de faire une visite à Mr. le Chancelier qui étoit venu ici pendant l'absence de la Cour & des autres Sénateurs pour assister à une Nôce. Je lui ai parlé fort au long sur les affaires qui font le sujet de votre dernière, & particulièrement sur une plus étroite Alliance avec l'Espagne, afin de faciliter le paiement des Suédois.

es, & sur le Commerce de la Moscovie  
la Livonie, qui est une affaire à la-  
elle je sai qu'il s'intéresse.

Je ne lui cachai point, sur le premier  
icle, que j'avois parcouru à la hâte, un  
rit qu'on m'avoit prêté sous le sceau du  
ret, & que je sai avoir été composé  
, & qui renferme plusieurs raisonnemens  
lesquels on tâche de prouver que cet  
Couronne est en droit d'exiger du Roi  
Angleterre & de Leurs HH. PP. le paye-  
nt des Subsidés.

Son Excellence me demanda comment  
vois eu cet écrit & ce que j'en jugeois.  
lui dis sans détour, que je l'avois eu  
Mr. *Thinne* à qui son Excellence l'a-  
it confié; après que je lui eus fait com-  
ndre qu'on ne l'avoit pas fait composer  
ur le tenir caché, mais bien pour le faire  
ir, sur tout à ceux contre qui on formoit  
te prétention; & qu'il étoit vrai-semblable  
e son Excellence avoit jugé qu'en le com-  
miquant à Mr. *Thinne*, c'étoit le moyen  
m'en donner connoissance sans être obli-  
de me l'envoyer directement. Je lui dis,  
raport à l'Ecrit même, que j'avois trou-  
en le lisant, que celui qui en étoit l'Au-  
r devoit être une Personne d'un génie sub-  
autant que savant; mais que son Excellen-  
ne devoit pas trouver mauvais, si en sa-  
faisant sa curiosité, je lui déclarois, que  
vois trouvé qu'on avoit employé fort mal  
propos, ou, pour mieux dire, tout à  
à rebours les raisonnemens que cet Ecrit  
tient.

Qu'il

Qu'il me sembloit que lors qu'il s'agissoit de conclure quelque Traité, d'établir quelque Loi, ou de faire quelques Ordonnances, devoit faire attention aux raisons & aux motifs qui y donnoient lieu ; mais que quand une fois les choses étoient faites & établies, n'étoit plus la Raison qui regloit la Loi, mais la Loi qui régloit la Raison ; & pour en obtenir l'exacte observation, il suffisoit d'en alléguer les simples termes ; ce je ne prétendois pas nier qu'il y eût eu des raisons qui, avant d'entrer dans les engagements qui sont une suite de la Triple-Alliance, auront été alléguées par le Comte *Dhona* pour assurer le payement des Subsidies ; mais que l'affaire ayant été ensuite conclue, on ne pouvoit exiger du Roi d'Angleterre de Leurs HH. PP. que ce qui étoit contenu dans les termes formels qui expriment les engagements dans le Traité. J'aurois remarqué avec étonnement qu'on auroit même des conséquences contre Leurs HH. PP. des bons offices qu'Elles ont employés auprès de la Reine d'Espagne & de ses Ministres pour procurer le payement de la Couronne de Suède : ce qui pourroit être la cause, si Leurs HH. PP. en étoient informées, qu'Elles ne voudroient plus continuer leurs instances, si elles croyoient qu'on venoit à interpréter à leur préjudice les raisons dont Elles pourroient se servir pour persuader la Cour d'Espagne.

Mr. le Chancelier, me répondit en souriant, après m'avoir écouté fort tranquillement, qu'il étoit charmé que nous nous trou-

vassions

ions de même sentiment ; qu'il étoit vrai  
qu'il n'avoit confié cet Ecrit à Mr. *Thinne*  
parce qu'il avoit jugé que c'étoit le meilleur  
moyen de le faire parvenir jusqu'à moi ,  
que, par rapport au contenu , il en avoit  
pris le même jugement aussitôt qu'il en avoit  
eu la lecture dans le Sénat ; qu'ainsi je pou-  
vois être persuadé que la Régence n'avoit au-  
cune envie de s'en servir publiquement contre  
ce que ce soit ; qu'il ne pouvoit me nier  
qu'on s'étoit flaté ici que Messieurs les E-  
tats , qui sont si pécunieux , & qui ont un si  
grand intérêt à la conservation des Pais-Bas ,  
pour conséquent à maintenir la Paix par le  
maintien de la Triple-Alliance, se seroient inté-  
ressés au payement de cette Couronne , &  
n'auroient point fait difficulté d'avancer le  
tiers du Subside, puis que cela auroit mis  
le Royaume en état d'entretenir un plus grand  
nombre de troupes , & obliger plus efficace-  
ment la Reine d'Espagne, avec les Ministres  
de laquelle ceux de cette Couronne n'a-  
voient jamais traité directement, à satisfaire  
ses promesses. Je lui répondis qu'il n'i-  
roient pas que ce n'étoit point l'usage dans  
le monde de faire plus, sur tout en matière  
de déboursement, que ce à quoi l'on étoit  
obligé, sur tout dans un Etat où les finan-  
ces appartiennent au public, & non au Prin-  
ce comme dans un Royaume, & dont l'ad-  
ministration plutôt que la distribution com-  
mande un bien Public, étoit confié à la Ré-  
gence, suivant un certain ordre établi. Je  
proccasion de-là d'expliquer à son Excel-  
lence la constitution de notre Gouvernement

à cet égard, & de lui faire comprendre qu'il n'étoit pas aussi facile qu'on se l'étoit peut-être imaginé, particulièrement en tems de Paix & lors qu'il n'y avoit pas un besoin sensible, d'engager le Peuple, d'autant que nous n'avions ni domaines ni revenus d'où l'on pût tirer cet argent, à fournir une somme si considérable pour payer les dettes d'un tiers être transportée dans un Païs d'où nous ne pourrions faire revenir un sou dans le Païs sur tout d'autant plus que les dépenses de la dernière Guerre ont tellement épuisé la partie des Provinces qu'elles n'avoient pu jusqu'à présent fournir leur Contingent des sommes que l'Etat doit au Roi de Dannemarck & aux Princes de Lunembourg. Que si la Province de Hollande avançoit cet argent pour les autres Provinces, comme son Excellence paroïssoit l'entendre, elle s'exposeroit au hazard de n'en être jamais remboursée non plus que des autres sommes qui sont déjà dûës par les autres Provinces, outre qu'en surchargeant ses Habitans à cette occasion, plus que ne le feroient ceux des autres Provinces, elle donneroit lieu à plusieurs d'entr'eux, qui ne sont attachez aux lieux où ils demeurent par les Benefices dont ils jouissent de la part de la Régence, & par les avantages qu'ils trouvent dans leur Commerce d'aller s'établir dans quelque Province voisine moins surchargée, ce qui priveroit celle de Hollande d'une bonne partie de ses revenus qui s'employent dans la consommation de ses habitans.

Je m'aperçûs que son Excellence se rendoit à mes raisons, c'est pourquoy j'employai



ut de nouveau celles que je lui avois déjà  
guées pour le convaincre de la nécessité  
il y avoit d'envoyer au plutôt des ordres  
ur conclure avec l'Espagne le Traité pro-  
sé par le Roi d'Angleterre, & par Leurs  
H. PP., pour l'avantage de cette Couron-  
, puis que l'on obtiendrait par ce moyen  
payement des Subsidés, que l'on n'eût  
ut-être jamais obtenus autrement, & que  
on ne s'engageoit à rien plus qu'à ce qu'on  
oit déjà obligé par le Traité de la Triple-  
liance, c'est à dire la Garantie de celui  
Aix-la-Chapelle. Que tout étoit prêt  
ur la conclusion de cette affaire, que  
Roi d'Angleterre avoit envoyé son sen-  
ment sur cela par écrit, que le Connêta-  
e de Castille avoit reçu les Pouvoirs né-  
ssaires, & je lui donnai Copie de ces  
ux Pièces qu'il n'avoit point encore  
es, que *l'Isola* qui pouvoit beaucoup fa-  
iter cette Négociation, étoit à la Haye;  
fin, que tout étoit prêt pour conclure  
tte importante affaire si l'on vouloit ici  
joindre aux autres Alliez, & choisir  
ur cela la Haye au lieu de Hambourg,  
donner les Plein-Pouvoirs à Mr. *Appel-*  
*om*, ou à quelqu'autre à la place de Mr.  
Général *Wrangel*; que cette affaire é-  
it d'une nature à ne pas s'améliorer par les  
lais; que l'armement du Roi de France  
ontre le Duc de Lorraine pourroit donner  
occasion à quelqu'autre dessein, & que les  
oses étoient sur un pied à présent, qu'on  
arrêtoit moins à la foi des Traitez, qu'on  
e pensoit à profiter de la foiblesse de ses  
voisins.

voisins. Sut quoi je montrai à son Excellence une Lettre que j'avois reçûe le même jour de l'Evêque de Straesbourg, qui témoignoit, malgré ses engagements avec la France, qu'il craignoit extrêmement les maux qui pouvoient naître de cette Guerre contre la Lorraine, & j'en conclus qu'il étoit de la prudence de tous les Etats de s'opposer par toutes sortes de moyens permis à l'accroissement formidable des forces de la France. Son Excellence me répondit à ceci, que cette Couronne devoit faire plusieurs réflexions sur ce sujet, & tout puis qu'elle étoit encore en Alliance avec la France dont les Ministres la sollicitoient tous les jours, jusques-là même que Mr. *Russeau* que j'avois rencontré dans son vestibule, venoit de lui remettre une Lettre de Mr. de *Pompone* sur ce sujet qu'on ne devoit pas faire moins d'attention à l'honneur qu'aux intérêts du Roi son Maître; qu'il ne convenoit pas à l'Espagne qu'on obligât ce Prince à stipuler par un nouveau Traité, ce qui lui étoit dû par le précédent; & que ses intérêts en souffriroient si on lui payoit par termes, ce qu'il avoit promis de lui payer comptant; enfin qu'il n'y avoit aucune raison à vouloir que cette Couronne s'engageât à une Garantie Générale de toutes les terres du Roi d'Espagne dont la plupart sont situées de manière, que les troupes Suédoises ne pouvoient en approcher. Je lui repliquai, que le Roi pouvoit trouver son intérêt non seulement dans la Paix de toute la Ch

tier

ienté que nous avons tant à cœur; mais même en ce qu'il obtiendrait des Subsidés, qu'on ne pouvoit trouver d'autre moyen de lui faire payer; que pour ce qui étoit de son honneur, on auroit soin de le sauver *in modo tractandi*, puis qu'avant de faire ce nouveau Traité où il ne seroit pas nécessaire de faire mention des Subsidés, on pourroit lui donner des assurances qui lui seroient payées en vertu du premier Traité, aussi-tôt que la Reine d'Espagne seroit assurée de son nouvel engagement. Que dans le Traité à faire on pouvoit convenir de la manière dont on s'y prendroit pour faire diversion aux armes de France, au cas que Sa Majesté Très-Chrétienne attaqué le Roi d'Espagne en Italie, ou aux environs: que par rapport à l'Alliance où cette Couronne étoit encore avec la France, Leurs M. PP. se trouvoient dans le même cas; qu'Elles n'avoient pas la moindre intention de donner occasion à quelque infraction de leur Alliance, & qu'Elles ne pouvoient croire que la Garantie d'une Paix solennelle faite par leur entremise entre deux Parties qui étoient également disposées, pût causer la moindre jalousie, ou altérer la bonne intelligence avec l'une ou l'autre des Parties; surtout puis que l'on est dans l'intention d'accorder la Garantie autant à l'une qu'à l'autre, que l'on n'a d'autre vûe que de conserver la tranquillité & le repos dans la Chrétienté, & s'oposant aux entreprises de celui qui voudroit la troubler. Enfin, qu'on avoit lieu de craindre avec raison que la France, vû ses forces excessives, ne soit en état de l'entre-

prendre avec moins de péril que personne.

Enfin, son Excellence me promet qu'aussi tôt que les Membres de la Régence seroient de retour ici, ce qui ne pouvoit tarder plus long tems que la semaine prochaine, il en feroit la proposition, & verroit d'abord que biaux cette affaire prendroit; mais il continue à insister sur le prompt paiement des Subsidies sans quoi, disoit-il, il n'y auroit rien à faire. J'ai déjà pris la liberté de vous représenter les raisons qui me faisoient croire que le prompt paiement de ces Subsidies feroit ici un bon effet, sur tout par rapport aux Habitans de Hollande qui ont ici des prétentions; j'ajouté ici, avec votre permission, un expédient qui m'est venu dans l'esprit depuis mon entretien avec le Chancelier; ce seroit que la Reine d'Espagne remît ici le tiers argent comptant, en donnant des sûretés pour le paiement des deux autres tiers, sans quoi on n'en fera jamais satisfait ici, & que le Roi d'Angleterre & Leurs HH. PP. avançassent alors argent comptant, chacun un de ces tiers, condition qu'on en satisfît aux prétentions des Sujets des deux Etats, ce que Mr. le Chancelier a déjà approuvé. Alors on pourroit engager sous main les habitans de Hollande: ceux d'ici qui ont des prétentions à avancer cet argent qu'on leur laissera en paiement, puis que de cette manière ils tireroient le entier paiement des Subsidies de l'Espagne au lieu de le recevoir de la Caisse du Royaume; & qu'il est à craindre que s'ils perdent cette occasion, ils n'en retrouveront de long tems.

ne qui pût leur procurer un payement certain. Je crois que les deux prétentions le feu *Elie Trip* & de *Thomas Cletscher* ieroient au moins un tiers des Subsidés; le sorte que Leurs HH. PP. obligeroient cette Couronne sans s'incommôder en aucune maniere, & reëndroient un grand service à leurs Sujets, qui, j'en suis persuadé, accepteroient volontiers ces conditions, sur tout, si l'on peut obtenir ici, ce à quoi je travaillerai, qu'après que ces prétentions auront été liquidées ici, elles soient payées en Hollande. J'en parlerai Mr. *Cletscher*, qui est à la Campagne, aussi-tôt qu'il sera de retour ici; si vous voulez de votre côté écrire sur le même sujet à Mr. *Joseph Coeymans*, je crois que nous mettrions cette affaire en bon train d'être bientôt terminée. J'allois finir celle-ci, lors que je reçois une visite de Mr. le Sénateur *Benthora*, dont Mr. *Thinn* vous parlera, & qui m'assure qu'il contribuëra de tout son pouvoir au succès de l'affaire qui est sur le Tapis. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Stokholm le  $\frac{17}{27}$  Février 1669.

MONSIEUR,

Aussi-tôt que j'eus reçu hier votre Lettre du 8. avec les Pièces incluses, savoir le Projet d'engagement pour le payement de Subsidés, la Garantie en conformité de l'article I. du Projet de la Haye du 5. Octobre dernier, & le Projet pour l'augmentation des forces qui doivent servir à l'exécution de la Garantie, j'ai envoyé de mander visite à Mr. le Chancelier & aux principaux Sénateurs, & j'y ai employé toute la journée d'hier & une partie de celle-ci. Je ne vous ferai point un détail de Entretiens que j'ai eus avec eux & sur tout avec le Chancelier sur ce sujet, vous aurez vu dans ma dernière ce que l'on prétend de ce côté-ci, & les raisons que j'ai alleguées & leur répondant; je vous dirai seulement que le Chancelier m'a assuré qu'on envoie par cette Poste les Pouvoirs pour la conclusion du Projet en question, tant à Mr. *Appelboom* qu'à Mr. *Marchal* Conseiller du Roi dans le Duché de Bremen, à qui on donne ordre en même tems de prendre la route de Hollande sans perdre de tems. Leurs instructions consisteront, autant que j'ai pu

pénétrer, à perfectionner, *circà modum executionis*, le Projet qui concerne l'étendue de la Garantie, tant par raport à la France qu'à l'Espagne. J'ai remarqué aussi que l'on voudroit ici prendre des précautions pour ne pas être obligé d'éloigner trop leurs forces de leur centre ; & particulièrement de régler les Subsidés qu'on leur payeroit alors par mois, sur le nombre des Troupes qu'ils seroient obligez d'employer, & par conséquent de stipuler plus à proportion pour seize que pour douze mille hommes, ainsi qu'ils l'ont pratiqué dans les Traitez semblables qu'ils ont fait avec la France ; à moins qu'ils ne fassent réflexion sur ce que je leur ai dit par raport au premier Article, & que Mr. le Chancelier ne considère qu'en tems & lieu il sera plus facile qu'à présent de régler de quelle manière on procédera à l'exécution de cette Garantie ; sur tout quand on sera d'accord sur le nombre des Troupes que chacun devra fournir ; d'autant que les expressions dont on est obligé de se servir en prenant ces précautions choquent souvent davantage que les Lignes & la Garantie même, dont il faut espérer que l'exécution ne sera jamais nécessaire, parce que l'apparence d'un mauvais succès contre tant de forces réunies, ne manquera point de faire perdre à la France l'envie qu'elle auroit eue d'ailleurs d'entreprendre quelque chose. Quant au second article, c'est-à-dire, de régler les Subsidés de chaque mois sur le nombre des Troupes, je trouve qu'ils ont raison. A l'égard du paiement de 480. mille rixdal-

ders que l'on prétend ici en vertu de l'engagement du 25. Avril dernier, & dont on offre de payer la moindre moitié comptant & la plus grande en deux termes différens. je crois que l'on fera quelque effort de ce côté-ci pour engager l'Espagne, ou le Roi d'Angleterre & Leurs HH. PP. à fournir promptement toute la somme, ou pour faire en sorte que les deux dernières Puissances répondront de l'exécution des promesses que l'Espagne fera.

Je vous avois proposé, dans ma dernière un expédient dont je croyois qu'on pouvoit se servir non seulement à la gloire de notre République, soit que l'Angleterre y eût voulu donner les mains ou non, puis qu'on auroit donné une preuve de nos bonnes intentions pour cette Couronne, mais aussi à l'avantage de ceux qui auroient fourni l'argent nécessaire, & qui par ce moyen auroient été en état de se faire payer en 16. mois de temps de toutes leurs prétentions; mais j'ai remarqué que les payemens sont déjà réglez dans le Projet de la manière dont on veut apparemment les exécuter, outre que j'ai trouvé qu'il est dû plus de 300. mille ryxdalders à l'une des Familles dont je vous parlois c'est-à-dire, beaucoup plus que n'auroit porté le tiers de Leurs HH. PP.; ainsi je ne parlerai plus de cette affaire, & n'y pensera plus même, quoi que je sois certain que j'aurois trouvé ici assez de Gens qui auroient avancé cet argent pour être assuré d'être payez sur les Subsidies d'Espagne de ce qu'il leur est dû, pour peu que le payement de ces Subsidies ait été sûr.

Lors



Lors que j'ai vû cette affaire sur un si bon pied, j'ai proposé au Chancelier de faire entrer les Ducs de *Lunebourg* dans l'Alliance, & s'il ne seroit pas à propos que le Roi les y invitât de son côté; Son Excellence me répondit, qu'en effet on avoit ici beaucoup de considération pour ces Princes; qu'il étoit vrai qu'on n'étoit pas fort content de leur conduite précédente, & que par conséquent on ne feroit point volontiers les premières démarches de ce côté-ci; mais qu'il conduiroit la chose de manière qu'ils fussent informez sous main de la réponse favorable qu'ils ayoient à attendre de cette Couronne, qu'il feroit en sorte qu'on en parlât ainsi à Mr. *Muller* à la Haye, & qu'outre cela il donneroit ordre au Résident de cette Couronne à Hambourg d'aller faire un Voyage comme pour ses affaires particulières dans le Pais de ces Princes, & de leur donner occasion de proposer une Alliance & un plus étroit Engagement. Son Excellence me fit entendre à son tour, qu'on verroit volontiers ici, que lors que ces Princes auroient pris ce Parti, ils travaillassent à faire entrer le Roi de Danemark dans la même Alliance, afin que les deux Couronnes fussent par ce moyen obligées de concourir au même but, ce qui pourroit obvier à tous les sujets de méintelligence entr'elles. J'en ai parlé à Mr. *Luyt* qui est parti aujourd'hui pour Coppenhague avec permission du Roi son Maître, pour ses affaires particulières; il m'a promis d'en parler à ce Prince, quoi qu'il fût persuadé que Mr. *Gabel* ne seroit point de cet avis, & que

je n'ignorasse pas les peines que la France se donne pour empêcher cette Couronne de persister dans cette Alliance ; néanmoins je suis obligé d'ajouter ici , que Mr. le Chancelier m'a fait voir ce matin une Lettre de Mr. de *Pomponne* qui prouve suffisamment qu'il ne rend pas de mauvais offices à notre République ; & comme il est vrai-semblable qu'il conserveroit volontiers long tems le Poste qu'il va occuper , je suis persuadé que Leurs HH. PP. en tireront de bons services.

Je me suis aussi entretenu avec le Chancelier touchant les démêlez de cette Couronne avec le Grand Duc de Moscovie : il me dit qu'on avoit envoyé des Instructions depuis peu sur cela à Mr. *Appelboom*, & qu'il étoit surpris que Mr. *Silverkroon* ne vous eût pas mieux informé de ces affaires-là , puis qu'il en avoit été bien instruit avant son départ d'ici ; qu'il chercheroit les Ecrits qui y ont raport , & qu'il me les remettroit entre les mains , afin que je puisse vous en rendre un bon compte , après que je me serois instruit des Grieffs de cette Couronne & des raisons sur lesquelles ils sont fondez. Son Excellence ajouta à ce sujet , que cette Couronne étoit avertie de plusieurs endroits , & particulièrement par l'Electeur de Brandebourg , & par le Roi de Dannemark , que le Czar vouloit employer contre cette Couronne les Troupes qu'il a rassemblées sur les Frontières de la Livonie ; que cette Guerre ne fait point de peine , puis qu'on peut espérer d'y gagner plus qu'on n'y perdra ,  
ayant

ayant un nombre considérable de Troupes sur pied & les bras libres, & ayant bien été en état ci-devant d'obliger le Czar à lui donner satisfaction, quoi qu'Elle eût alors la Guerre contre la Pologne & le Dannemark; mais que la Suède souhaitoit seulement que ses Alliez fussent bien informez des mesures du Czar & de la modération avec laquelle cette Couronne agissoit.

Quant au redressement du Commerce dans la Livonie, & à ce que l'on a fait ici contre la Reine Christine, je vous en rendrai compte au premier jour, parce que le tems ne manque aujourd'hui, n'ayant que celui de vous recommander à la garde du Tout-Puissant & de vous assurer que je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur P. de G R O O T.

*A la Haye le 15. Mars 1669.*

M O N S I E U R,

Conformément à votre Lettre du 13. j'ai écrit à Mr *Joseph Coeymans*, pour lui faire part de la Proposition contenue dans votre Lettre, il est d'abord venu ici, nous avons eu un Entretien ensemble sur ce sujet, il en a délibéré avec sa Famille, & il m'a chargé de l'incluse à laquelle je me rapporte.

J'ai depuis reçu aussi votre Lettre du 27. & je suis charmé qu'enfin on a approuvé nos

Projets, & qu'on ait envoyé des Pleins-Pouvoirs pour conclure cette affaire, sur laquelle j'espère qu'on ne formera plus de difficultés, & bien loin de-là, que puis qu'elle est si avancée on contribuera vigoureusement à la terminer bientôt; comme je n'ai rien à ajouter, je finirai en vous assurant que je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Stokholm le 6<sup>e</sup> Mars 1669.*

MONSIEUR,

Je n'ai pas eu l'honneur de vous écrire par la dernière Poste, parce que j'étois obligé de rendre compte à Leurs HH. PP. de ce que j'ai fait ici conformément à la Résolution du 13. Février, par rapport aux démêlés des deux Couronnes touchant la Jurisdiction des Villes conquises dans le Pais-Bas, & des dispositions conformes à leurs, dans lesquelles j'ai trouvé cette Régence-ci, sur quoi j'ai écrit au long à Mr. le Greffier *Ruyfch*. J'y ai joint ce qui m'est revenu des sentimens des Sénateurs par rapport à la conclusion du Traité de Garantie; je m'en rapporterai donc à cette Lettre qu'on vous aura sans doute communiquée, j'ajouterai, que quoi que le Roi de France ait fait déclarer ici que les démêlés par

sort aux dépendances des Villes conquises dans les Pais-Bas feroient terminez à la réquisition du Pape par des Médiateurs, & qu'en tout cas Sa Majesté Très-Chrétienne ne porteroit pas ses Armes pour ce sujet cette année-ci dans les Etats du Roi d'Espagne ; cependant, il est certain que la France fait tout ce qu'elle peut pour engager cette Couronne à renoncer à la Triple-Alliance, jusques-là même qu'Elle a proposé non seulement de s'engager à lui payer de nouveaux subsides ; mais même à l'indemniser d'une bonne partie de ceux que l'Espagne a promis, & qu'Elle ne paye pas. Les Sénateurs qui sont dans les Intérêts de la France oublient rien pour faire goûter ces Propositions, sans s'inquiéter beaucoup de l'Alliance que cette Couronne a avec le Roi d'Angleterre & Leurs HH. PP., & qui est directement contraire à ce nouvel engagement ; & ils disent tout naturellement qu'ils peuvent sans contredit s'en dégager, puisque de leur côté ils l'ont rempli leur engagement, ce que l'on n'a point fait de l'autre côté à leur grand préjudice. Ainsi, je crois qu'il est très important de conclure promptement le nouveau Traité qui doit perfectionner celui de la Garantie, quand même on devroit passer sur quelques difficultés par rapport à cette Couronne-ci. D'un autre côté, je dois vous avertir qu'il faut bien prendre garde aux expressions dont on se servira dans deux Articles ; l'un touchant l'étendue de la Garantie par rapport à tous les Etats du Roi d'Espagne, & l'autre touchant

la sûreté de la Rupture, & par conséquent les engagements des Garans contre l'Agresseur. J'ai remarqué par rapport au premier point, que Mr. *Berenklauw* a entendu, que comme le Traité d'Aix-la-Chapelle n'avoit servi qu'à terminer la Guerre qui s'étoit allumée dans les Pais-Bas à cause du prétendu Droit de Dévolution, la Garantie ne pouvoit s'étendre plus loin que le Traité même; & quoi que je lui fis voir que le Traité des Pyrenées ayant été enfreint en ce qui regardoit les Pais-Bas, avoit été rétabli dans son entier par celui d'Aix la Chapelle, & qu'ainsi ce dernier Traité devoit être considéré comme confirmatoire du premier, comme il paroît évidemment par l'étendue de termes de l'Article premier, ce Seigneur qui donne beaucoup à son propre sentiment ne réfuta point le mien, mais ne voulut point démordre du sien: j'ai sçu depuis, qu'il s'étoit entretenu sur ce sujet avec Mr. *Bassendrode* Envoyé de l'Empereur, il lui en avoit parlé sur le même ton. Par rapport au second point, j'ai remarqué dans les discours de Mr. le Chancelier, que je vois souvent, parce qu'il n'y a qu'une maison entre la sienne & la mienne, & qu'il s'agit qu'entièrement dans les intérêts de France en agit assez ouvertement avec moi qu'il est d'avis que souvent il est fort difficile de distinguer qui a été l'Agresseur, & qui a donné occasion à la Rupture; & qu'on puisse beaucoup dire sur ce sujet pour démontrer que le premier Acte d'hostilité peut être attribué, *in dubiis*, à celui que.

Pui

Puissance met en état de rompre avec le moins de danger; cependant, je crois qu'il seroit bon d'en laisser la décision aux Membres de la Garantie; & en cas de disparité de sentimens, à la pluralité des Voix.

Je ne me serois pas tant étendu sur ceci, sachant que tout ce que je puis dire n'approche pas des précautions que vous prenez en pareils cas, si je n'avois quelque raison de croire qu'on seroit bien aise ici que les sentimens des Contractans sur ces deux Points, qui sont l'Ame de tout le Traité, n'y fussent pas trop clairement exprimez: mais quoi que je sois persuadé que l'on s'en divertiroit ici volontiers, il est pourtant certain qu'on y a la gloire trop en recommandation pour contrevenir à la teneur indisputable d'un Traité, en considérant sur tout qu'il n'offense personne, qu'il ne tend qu'au bien de toute la Chrétienté & à celui de cette Couronne en particulier, qui pendant la Minorité du Roi a intérêt de n'entrer en Guerre avec personne; mais de ne voir point les autres courir aux Armes sans y prendre part; enfin, qu'on passera bien des choses ici pour avoir les Subsidés de l'Espagne, dont on a grand besoin.

Venons aux Affaires de la Reine *Christine*. Je vous dirai d'abord qu'à mon arrivée ici, cette Princesse m'a fait complimenter par plusieurs Personnes des deux Séxes, avec lesquelles elle est en Correspondance; & m'a fait prier de prendre ses intérêts dans l'occasion. Quoi que je me trouve assez obligé par reconnoissance des bien-faits que

mon Père a reçûs de cette Reine , de contribuer de tout mon pouvoir à ce qui peut l'obliger ; cependant, je n'ai pas voulu jusqu'à présent me mêler d'une affaire qui pouvoit ne me pas rendre agréable à plusieurs , dans un tems où l'Intérêt de mes Maîtres veut que je ne desoblige personne dans la Régence. Quant à l'affaire en elle-même , il me paroît qu'on fait injustice à cette Reine, ce qui est arrivé en partie par son imprudence, en partie par l'animosité de quelques Sénateurs ; outre quelques intérêts d'Etat qui se trouvent joints à ceux de quelques Seigneurs qui ne sont pourtant pas ses Ennemis ; lors qu'en 1654. cette Princesse quitta la Couronne, après avoir comblé de bienfaits la plupart des Grands Seigneurs du Royaume , elle eût un pressentiment , mais trop tard, du repentir que Charles-Quint eût après qu'il eût fait la même démarche ; ainsi Elle se réserva par une Convention expresse l'entière disposition des Biens qu'Elle s'étoit réservé pour son entretien sa vie durant, & en même tems le choix de ceux qui en auroient la direction & la recette ; en sorte qu'Elle avoit nommé à cet effet sans aucune contradiction des Personnes que leurs mérites Personnels & leurs Alliances ne pouvoient rendre que fort agréables.

Lors que le Roi Charles-Gustave mourût en 1660. le Fils qu'il laissa étoit fort jeune & fort délicat ; cette Reine revint ici pendant que la Diète étoit assemblée, dans la vûe de se faire des Partisans & d'obtenir la permission de reprendre, au cas que le jeune Roi vint



à mourir, la Couronne qu'Elle avoit quittée: mais comme une pareille Proposition ne pût être goûtée de ceux qui avoient alors le Gouvernement des Affaires, outre que les Loix fondamentales du Royaume ne permettent pas que l'on confie la Régence à un Catholique Romain; Elle se laissa persuader à ne point présenter l'Ecrit qu'Elle avoit fait dresser pour ce sujet, & bien loin de-là, Elle confirma par un nouvel Acte, qu'on nomme la Ratification de 1660. son Abdication de 1654. se réservant seulement le libre Exercice de sa Religion, pour Elle, ses Domestiques & les Habitans qui voudroient y assister, au cas qu'Elle voulût venir ici en Personne, avec promesse néanmoins de n'amener, ni Jésuites, ni Moines, dans le Royaume, & de ne donner l'administration de ses Biens à aucune Personne d'une Religion défendue. Depuis ce tems Elle n'a eu aucune correspondance avec la Régence; néanmoins il s'est passé quelque chose dont cette Régence a été ravie de se servir à son préjudice.

C'est un mal universel & dont tous les hommes sont attaquez, de devenir orgueilleux & insupportables à proportion de l'éclat qui les environne. Mais la Maison de *Vasa*, dont est cette Reine, a un vice particulier; plus ceux de cette Famille deviennent vieux, plus ils sont fiers & cruels; le Roi *Erick*, Grand-Oncle de cette Reine en fournit un exemple; après une longue & insupportable tyrannie il perdit en prison la Couronne & la vie. Le Roi Gustave-Adolphe dont la

mé-

mémoire est ici en vénération, tant à cause des grandes Conquêtes qu'il a faites, que pour les Loix salutaires qu'il établit avant son départ, & que l'on observe encore avec beaucoup de respect, avouoit, quelque tems avant sa mort, qu'il s'apercevoit que les grands succès de ses Armes l'enorgueillissoient, & qu'il craignoit, s'il devenoit vieux de tomber dans le vice de sa Famille; & en effet, on a remarqué qu'il commençoit à panacher vers la cruauté. Le dernier Roi Charles-Gustave étoit un grand Prince, sans contredit, son Esprit égaloit son Courage mais comme il étoit, par sa Mère, de la même Famille, il n'a pas été exempt de ce vice. On peut conjecturer ce que l'on peut attendre à cet égard de la Reine *Christine* de ce qu'Elle a fait à Fontainebleau, & en dernier lieu à Hambourg. Elle prétendoit avoir des sujets de plainte contre le Magistrat de cette Ville, qui ne lui avoit pas donné toute la satisfaction qu'Elle desiroit sur un démêlé qu'il y avoit eu entre ses Domestiques & quelques Bourgeois à l'occasion d'un Feu de Joye qu'Elle avoit fait faire pour l'Élection du Pape Régnant, c'est pourquoi Elle envoya ordre au Magistrat de *Nordkoping*, qui est une Ville comprise dans ce qu'Elle s'étoit réservé pour son Entretien d'arrêter & de confisquer tous les Vaisseaux de Hambourg qui y aborderoient.

Il s'est passé plusieurs choses depuis ces tems là, & sur tout pendant la dernière Diète qui ont irrité les Esprits de part & d'autre; d'un côté les obstacles que l'on a formés

ez ici pour l'empêcher d'y revenir quoi  
l'Elle se fût déjà renduë de Rome à Ham-  
bourg pour cela; or on n'avoit d'autres  
raisons sinon, que sa Personne étoit à crain-  
dre dans un Pais, où, d'un côté Elle étoit  
haïe à cause de ses crimes, & où de l'autre  
Elle étoit aimée sur tout du Clergé à cause  
des grands services rendus par son Père;  
d'un autre côté, la Lettre offençante qu'El-  
le a écrite au Roi, à son départ de Ham-  
bourg, & dans laquelle Elle attaque sans  
aucun ménagement tous les Seigneurs de la  
Régence, qui à cause de cela ne l'ont lais-  
sée à Personne. On allégué ces Ac-  
tions & celles que l'on auroit lieu de crain-  
dre encore pour justifier la conduite que  
l'on tient à son égard, & qu'Elle regarde  
comme une injustice; mais on dissimule les  
véritables raisons de cette conduite & qui  
sont fondées sur le ressentiment qu'Elle a  
témoigné par paroles, écrits, & actions,  
contre les Seigneurs de cette Régence, dont  
le moins offençante n'est pas le changement  
qu'Elle a fait parmi les Administrateurs &  
les Receveurs de ses Revenus, qui étoient tous  
saïens ou Amis des Sénateurs, & qu'Elle  
a déposés de leurs Emplois pour insulter à  
ces Régens, en mettant à leur place des Per-  
sonnes de bien plus basse condition; c'est  
pour s'en venger que ces Seigneurs lui ont  
té, sous les prétextes allégués ci-dessus, la  
direction entière des Biens qu'Elle s'étoit  
réservés en quittant la Couronne, ce qui a  
été résolu d'autant plus aisément, que les  
sentimens de deux des principaux de la Ré-  
gence,

gence, qui ont toujours été de Partis opposés, se sont trouvez réunis dans cette affaire, c'est Mr. le Comte *Magnus de la Gardie*, à présent Grand-Chancelier; & *Mr. Steno Bielke*, qui, selon toutes les apparences, le deviendra avec le tems. Le premier a donné les mains pour des raisons qu'il par devers lui, & l'autre pour faire tort à une Personne qui lui en a fait un considérable. Le Trésorier de la Couronne *Bunde*, étant mort l'année dernière, il y avoit apparence que la pluralité des Voix seroit pour élire *Mr. Bielke* à cette Dignité; cependant elle fut donnée à *Mr. Seve Boot* qui étoit Receveur Général des Biens de la Reine *Christine*, parce que Messieurs *Curcq* qui avoient absolument promis leurs Voix à *Mr. Bielke* du Parti duquel ils sont, se laissèrent gagner par l'espérance qu'on leur donna, que la Charge de *Mr. Seve Boot* passeroit à l'un d'eux, s'il obtenoit par leur moyen ce de Trésorier Général, en sorte que *Mr. Bielke* fut obligé de consentir même à un Avancement qui lui ôtoit un Emploi qui lui paroissoit destiné.

Vous conclurez sans peine de tout ce qu'on ne peut pas se flater de réussir ici en sollicitant en faveur de cette Reine, par ce qu'il y a un si grand nombre des Principaux qui se sont liguez contre Elle, en sorte qu'il seroit à craindre que je ne m'engageasse dans une affaire qui pourroit me faire regarder d'un mauvais œil dans un tems, où je ne néglige rien de tout ce qui peut contribuer à rétablir l'ancienne confiance entre cette Couronne

Leurs HH. PP., & à faire réussir des vûës  
Leurs HH. PP. dans la conclusion du  
traité de Garantie. Il est vrai que, selon  
toutes les apparences, ce qu'on a fait par  
rapport aux biens de cette Princesse ne restera  
pas sur ce pied-là, parce qu'inmanquable-  
ment plusieurs Princes écriront en sa fa-  
veur, & que les raisons, dont ceux de la  
Princesse se servent pour justifier leur con-  
duite, ne suffisent point pour exclure une  
cession de ce Rang, des Biens qu'Elles'est  
servé en quittant une Couronne; il est vrai  
que la Lettre dont on lui fait un crime est  
un peu forte; mais elle n'est pas si crimi-  
nelle, comme vous le verrez par la Copie  
jointe, & les autres Actes, entr'autres la  
ratification de 1660., sur lesquels ces Sei-  
gneurs fondent leur conduite, ne renferment  
pas un mot qui les y autorise; car quoiqu'on  
appelle toutes ces Pièces fort secretes, je les  
ai eues sous main, & j'en ai tiré Copie moi-  
même. Lors que je verrai jour à réussir,  
je ne manquerai point de vous en informer,  
et que vous & toute la République puissiez  
avoir part à l'obligation que cette Princesse  
auroit; je me recommande toujours à  
l'honneur de votre souvenir, & suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Stokholm le  $\frac{13}{23}$  Mars 1669.

MONSIEUR,

J'ai eu occasion, depuis ma dernière, m'entretenir plus particulièrement que qu'à présent, avec les Seigneurs de la Rigueur sur les contraventions du Grand-Empire de Moscovie dont ils se plaignent; & qu'on m'ait dit que Mrs. *Appelboom* & *Silvkrone* en sont parfaitement instruits, j'ai jugé qu'il étoit de mon devoir de vous faire un détail aussi abrégé que je pourai de ce que j'en ai compris. On a envoyé depuis par aux deux Ministres Suèdois, dont je viens de parler, la Relation par écrit qui en a été dressée l'année dernière pour l'Instruction de la Diète; ainsi ils seront plus en état de vous donner des lumières sur ce sujet.

Les différens qui sont à présent entre le Roi de Suède & le Czar de Moscovie, viennent sans doute de l'animosité naturelle qui est d'ordinaire entre deux Peuples voisins qui ont plusieurs occasions de se frustrer de plusieurs avantages, soit par le Commerce, soit par les Armes, ce qui ne manque pas d'exciter entre Voisins une jalousie qui dégénère en une haine mortelle.

Comme cette haine a donné lieu à plusieurs Guerres, elle en a bien donné en r

tems pour les terminer, à plusieurs Traitez, qui consistoient plutôt en paroles qu'en série intention de les observer religieusement, & en effet, tous les Grieffs présens continuent dans l'inexécution de ces Traitez.

Il faudroit savoir des Moscovites mêmes, ils ont aussi des plaintes à faire contre la Suède à cet égard, quant à moi je l'ignore, j'ai seulement qu'on se plaint furieusement du Czar & de ses Sujets, & l'on déclare plus, que les raisons de ces plaintes sont évidentes, que les Moscovites mêmes ne nieront point; si cela est, on aura moins de peine à obtenir l'aveu unanime des Par-

Les contraventions dont cette Cour se plaint, se réduisent à quatre Chefs. Le premier, est la détention de ceux qui ont été faits prisonniers de guerre, le second, les Impôts dont on surcharge le Commerce; le troisième, la confiscation des Biens qui appartiennent aux Sujets de la Suède; le quatrième, l'inexécution de l'Article qui concerne la séparation des Limites

On allégué ici sur le premier Article, que nonobstant qu'il eût été stipulé par la Trêve de 1658., & ensuite par le Traité de paix de l'an 1661., & par les Interprétations qui en ont été faites en 1663. & 1655. à cause des délais des Moscovites, ainsi qu'on a coutume de faire dans tous les Traitez, que les Prisonniers de part & d'autre seroient mis en liberté & renvoyés, avec cette exception, que ceux qui auroient embrassé la Religion Grecque, & qui se trouveroient dis-

posez

posez à rester en Moscovie , pouroient faire ; que cette Couronne avoit entièrement exécuté cet Article , qui ne l'avoit pas de la part du Grand Duc de Moscovie. Soit différens prétextes & subterfuges , les Moscovites soutenant, qu'ils sont seulement obligés de rendre ceux qui n'ont pas embrassé la Religion Grecque ; & dont , disent-ils , n'ont plus un seul dans leur País , en sorte qu'ils prétendent avoir exécuté cet Article & ne veulent pas permettre aux Commissaires que l'on a envoyez d'ici pour cet effet de faire aucune recherche. Quoi que l'intention des Contractans ait été & n'ait pu être autre, que tous les Prisonniers de part & d'autre seroient rendus sans aucune distinction ou limitation , en outre de la Trêve , & en suite de la Paix , par laquelle on avoit permis à ceux qui de cette manière seroient remis en pleine liberté , de préférer le séjour de Moscovie à celui de la Suède à cause de leur Religion , & de changer ainsi de Souverain , ce qui paroît clairement par les termes du Traité que voici.

*Tous les Prisonniers de part & d'autre, quelque Nation ou condition qu'ils soient , l'exception de ceux qui auront librement embrassé la Religion Grecque, seront mis en liberté dans quelque endroit qu'ils soient ; item , il sera permis à chacun desdits Prisonniers de se retirer ou de rester au service de celui qui lui agréera le plus.*

On peut aisément conclure de ces expressions , ainsi qu'on le soutient ici , que l'intention a été , que tous les Prisonniers

que



quelque Religion qu'ils fussent, seroient mis en liberté en vertu du Traité, pour servir la suite où bon leur sembleroit, & qu'ainsi chacun des Contractans doit être informé qu'il aura été le choix libre d'un chacun à cet égard. Néanmoins, le Czar avoit tellement trouvé le moyen d'éluder l'exécution de cet Article, qu'il falut convenir d'un nouvel éclaircissement dans la transaction de l'ych de l'an 1663. où il est dit expressément dans l'Article troisième.

*Tous ceux qui ci-devant ont embrassé la Religion Grecque, & qui depuis, en tems de guerre, ont été faits Prisonniers, seront conduits dans les Villes de Moscou, Novogrood & Ierskow, pour y être examinés en présence des Commissaires qui seront nommez de part & d'autre; & ceux qui dans cet examen déclareront qu'ils ne veulent pas demeurer, ou servir plus long tems dans les terres du Grand Duc de Moscovie, seront mis en liberté & rendus au Roi de Suède.*

Quoi que ces expressions semblent exclure toute exception; cependant cet Article n'a pas encore été exécuté, & le Czar n'a jamais voulu consentir à cet examen ainsi qu'il étoit stipulé, & les Moscovites retiennent ainsi tous ceux qu'ils veulent, sous prétexte que ce sont des Déserteurs, ou des gens qui ont embrassé librement leur Religion, quoi qu'on soit bien informé de ce côté-ci, que la plupart ont été contraints par la peur, les tourmens & les menaces à changer de Religion, que plusieurs sont morts de misère dans la prison & dans l'esclavage, qu'il y en a actuellement

tuellement plusieurs qui courent le même risque; que l'on a ici une liste des personnes & des lieux où ils sont, & que les termes de la Convention disent expressement qu'ils doivent tous être représentés à l'examen & participer au bénéfice du Traité.

Voilà ce qui concerne les Conventions au premier Article, à l'observation duquel cette Couronne s'intéresse d'autant plus, que c'est le devoir de tous les Souverains de procurer à leurs Sujets les fruits de la Paix après qu'ils ont supporté les maux de la Guerre, outre qu'il est outrageux à un Etat de souffrir qu'il lui manque aux Traitez faits avec lui; mais sur tout, parce que jusqu'ici ce Royaume-cy ayant tiré les plus grands avantages du succès de ses armes, n'a rien plus à cœur que de conserver une bonne réputation parmi les troupes, & par conséquent de ne rien négliger de tout ce qui peut contribuer à les récompenser de leurs services ou à réparer leurs pertes; la dernière Diète en a donné un bon exemple en accordant des Pensions & le titre de Noble à deux soldats de fortune, qui avoient été long tems prisonniers en Tartarie, d'où ils avoient obtenu leur élargissement après bien des peines & des sollicitations de côté de la Régence qui ne pouvoit leur procurer quelque'avancement pendant ce tems de Paix.

Il n'y a pas moins de plaintes importantes sur le second Article, qui concerne les infractions que le Czar fait tous les jours, dans le cours du Commerce, aux conditions dont on est convenu de part & d'autre, & que l'o

a observé religieusement de ce côté, dit-on, à l'avantage des Moscovites.

On a stipulé dans tous les Traitez entre cette Couronne & le Czar, que la liberté du Commerce sera réciproque, & que les Negocians de part & d'autre ne seront pas plus surchargez que les propres sujets. Nonobstant cela, les Moscovites ont, dit-on, restreint le Commerce des Suèdois à certains tems, lieux & personnes, savoir aux tems de leurs Foires, jusques-là qu'il n'est pas permis d'y vendre en détail, mais seulement en gros, d'y vendre à quelqu'étranger qui négocieroit aussi au même endroit; mais seulement aux Bourgeois & Habitans du lieu où se tient la Foire; outre cela on exige des impôts si exorbitans, que les marchandises de Suède y payent 16. pour cent, pendant que celles de Moscovie ne payent que 2. pour cent en Suède; encore se fait-on payer en ducats ou en rixdalders, & on ne veut pas recevoir les autres especes; toutes choses directement contraires aux termes des Traitez, qui ne restreignent le Commerce ni à certains lieux, ni à certains tems, ni aux Bourgeois, ni aux Habitans, ni au detail, ni au gros, ni à telle monnoye; au contraire, qui établissent une égalité de liberté & de Droits entre les étrangers & les sujets naturels, ce que l'on soutient de ce côté-ci avoir observé exactement.

Les Grieffs par rapport au troisieme Article consistent en ce que, quoi que suivant les termes exprès du dernier Traité, aucunes Dettes, ni celles qui ont été faites pendant la Guerre, mais non celles qui ont été contrac-

tées avant ou depuis, ne seront sujettes à confiscation, les Moscovites les traitent toutes de la même manière & confisquent ce que les Suèdois avoient à prétendre sur eux avant la Guerre: ce qui est directement contraire à l'Article XIII. du dernier Traité de 1661.

A l'égard du quatrième Article qui concerne le Règlement des Limites, quoi qu'on puisse toujours faire ce qui n'a pas été fait sur cet égard, & que l'on puisse s'accorder sur cet Article; néanmoins on se plaint de ce côté-ci, que les délais qui en ont été la cause sont tous venus du Czar, en sorte qu'on peut en présumer, que c'est avec quelque mauvaise intention que ce Prince a manqué l'exécution des principaux Articles des derniers Traitez, & qu'on ne laisse en dispute un point aussi chatouilleux que celui des Limites, que pour entretenir la mesintelligence & avoir un prétexte de rompre dès qu'on croit en état de faire la Guerre avec avantage. Quoi que je sois persuadé qu'on ne seroit point fort alarmé ici d'une Guerre qui viendroic de ce côté-là, pour peu qu'on fût porté à se railler; & que c'est peut-être même pour cette raison, que dans la dernière Diette, on a pourvû à l'augmentation des troupes & aux sommes nécessaires au cas qu'on en ait besoin; néanmoins il est certain qu'on tâche d'entretenir la Paix autant qu'on pourra pendant la Minorité du Roi, c'est pourquoi on seroit bien aise de prévenir toutes les occasions qui pourroient être cause d'une Guerre & l'on croit que rien ne seroit plus facile, si la Médiation de deux Etats aussi puissans que  
l'A

Angleterre & Leurs HH. PP., en sorte que pour le présent cette Couronne seroit exempte des dépenses qu'elle fait depuis quelque tems pour entretenir, dans la Livonie, un plus grand nombre de troupes que d'ordinaire, & pour l'avenir elle seroit sans inquiétude de ce côté-là, si elle étoit obligée, soit en vertu de la Triple-Alliance, soit pour d'autres raisons, de tourner ses armes d'un autre côté. On donne même à entendre qu'on a tout lieu de craindre ici que le Roi de France ne témoigne son ressentiment contre cette Couronne, en armant contre elle ou le Czar, ou le Roi de Pologne, si l'Élection eussit à sa satisfaction.

Mr. le Chancelier m'a dit, qu'il venoit avec le Comte de *Carlisle*, une Personne capable d'être chargée de cette Médiation de la part du Roi d'Angleterre, & que si Leurs HH. PP. trouvent à propos de charger quelqu'un de cette Commission, il pourroit faire le trajet pendant la première bonne saison sans incommodité, & que toute la Négociation pourroit être terminée avant l'hiver.

Je vous ai marqué par ma dernière dans quelle disposition je trouvois la Régence par rapport à la Garantie sur deux Points dont je vous ai écrit alors; depuis ce tems-là j'ai rendu plusieurs visites & je n'ai pas manqué de mettre cette matière sur le tapis; mais soit qu'ils se soient rendus à mes raisons, soit qu'ils ne veuillent point prendre la peine de disputer davantage sur cela, je n'ai point trouvé tant d'opposition sur ce sujet que ci devant,

sur tout, sur l'universalité de la Garantie conformément à l'Article I. du Traité d'Aix: vous démêlerez peut-être mieux si c'est parce qu'ils sont convaincus, ou si c'est qu'ils croient stipuler quelque avantage sous ce prétexte; mais je crains qu'il ne soit difficile d'engager *gratis* ces Messieurs dans une Ligue si longue & si importante, eux qui sont accoutumés à ménager leurs intérêts, soit du côté du public, soit du côté du particulier. Quoi qu'il en soit, je n'oublierai rien pour les convaincre de l'utilité des intentions de Leurs HH. PP.; je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur P. de GROOT.

A la Haye le 9. Avril 1669.

M O N S I E U R,

Depuis ma dernière du 15. du passé j'ai reçu les vôtres jusqu'à celle du 16. du même mois inclusivement, je vous ai mille obligations des avis que vous m'y donnez.

Mr. *Marschal* n'est pas encore arrivé ici: en sorte qu'on n'a pu entamer la Négociation pour terminer l'affaire de la Garantie & des Subsidés; en attendant nous entretenons autant qu'il est possible les Espagnols dans leurs bonnes dispositions.

Quant aux affaires de Moscovie, il y a apparence que Mr. *Appelboom* fera de nouvelles instances auprès de Leurs HH. PP. pour

le

es disposer à envoyer un Ministre de leur part dans ce Pais-là, & il y a longtems que leurs N. & G. P. y ont destiné Mr. le Résident *Heyns*; au reste, je vous suis obligé des bonnes instructions de votre dernière du 16. du passé.

Vous verrez par l'Extrait ci-joint comment leur N. & G. P. vous ont choisi pour remplir l'Ambassade de France; j'ai vû avec satisfaction que toutes les voix ont concouru en votre faveur, & j'espère que ce choix vous fera plaisir. Cet avis Provincial de leurs N. & G. P. ayant été proposé dans la Généralité, ou n'a pû former la conclusion sur le champ, parce que, comme vous verrez par l'Extrait ci-joint, les Députés des deux Provinces ont suspendu cette affaire en demandant du tems pour se déclarer. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Stokholm le  $\frac{20}{3}$  Mars 1669.*

MONSIEUR,

Je vous ai marqué dans ma dernière les raisons que l'on a ici de se plaindre des conventions du Czar au dernier Traité conclu avec lui, & de souhaiter que la bonne intelligence soit rétablie au plûtôt entre les deux Etats par les bons offices des Médiateurs.

Comme on est informé ici que la Personne que le Roi d'Angleterre a chargé de cette Commission a quitté le Comte de *Carlisle* à Hambourg, pour se rendre à Moscou par la Pomeranie, Mr. le Chancelier m'a prié ce matin de vous écrire pour vous déclarer que cette Couronne verroit volontiers que Leur HH. PP. s'employassent à terminer promptement cette affaire, d'autant plus qu'il seroit nécessaire, avant d'entrer en Négociation, ce qui se fera sans doute sur les frontières de Livonie, d'employer les bons offices nécessaires auprès du Czar, pour lui offrir & lui faire agréer la Médiation.

Les derniers Traitez conclus entre ce Prince & cette Couronne sont tels, que l'on ne souhaiteroit autre-chose ici que d'en obtenir la Confirmation, & qu'ils fussent religieusement observez à l'avenir, parce que l'on est sans doute persuadé qu'on ne pourroit le changer à l'avantage de cette Couronne; c'est pourquoi, autant que pour les raisons contenues dans ma dernière, on ne voudroit pas ici en venir avec le Czar à quelque rupture qui pût l'autoriser à regarder ces Traitez comme rompus, & par conséquent nuls, & forte qu'on fût obligé d'en faire un nouveau. Je doute fort que la santé de Mr. le Résident *Heyns* lui permette d'essuyer la fatigue de ce voyage, il est vrai qu'il se rétablit de jour en jour, néanmoins il est encore bien foible; au reste, on seroit charmé ici qu'il fût chargé de cette Commission.

J'ai eu l'honneur lundi dernier de donner à dîner aux Seigneurs de la Régence, et  
tr'autr



tr'autre au Grand Baillif, au Grand-Chancelier, au Grand-Trésorier, au Grand-Maréchal, &c. Comme dans ces sortes d'occasions, hors desquelles il n'y a pas ici grande chose à faire, on est exempt du Cérémonial qui accompagne les visites, je me suis entretenu avec ces Messieurs de la bonne intelligence entre les deux États, & particulièrement de la Négociation qui est sur le tapis par rapport à la Garantie du Traité d'Aix. Je me suis plaint du retardement survenu dans le départ du Secrétaire *Polus*, & de ce que l'on me faisoit si peu part des ordres dont il devoit être chargé; ajoutant que je croyois que cette manière d'agir retarderoit les choses au lieu de les avancer, & que si j'étois informé des intentions de cette Régence, je tâcherois par bonnes raisons de détourner ceux qui la composent de ce qu'ils voudroient peut-être tenter en vain en Hollande, & par conséquent perdre de tems; que d'un autre côté étant convaincu des raisons qu'ils auroient de prétendre certaines choses avec fondement, je pourois les appuyer de mon côté & en faire comprendre la justice.

Le Chancelier prit la parole, & me dit que j'avois raison, & que leur intention n'étoit pas de me celer la moindre chose; qu'il étoit vrai que le Secrétaire *Polus* avoit différé de partir plus long tems qu'on ne me l'avoit dit; mais que des affaires inopinées & domestiques en avoient été la cause, & que son retardement ne pouvoit en causer aucun aux Négociations de la Haye, puis que Mrs. *Appelboom* & *Marfchal* avoient les mêmes instruc-

tions que celles qu'on avoit données au Secrétaire *Polus*. Ensuite venant à la chose même, ces Messieurs m'assurèrent, comme le Chancelier l'a encore fait depuis, que l'on ne prétend ici faire que peu ou point de changement dans les Articles du Projet de la Haye, qu'on s'obligera à la Garantie à condition qu'elle sera étendue suivant le sentiment du Roi d'Angleterre & conformement au Plan que vous m'en avez envoyé, que les Subsidés promis seront payez, & que l'on conviendra sur les Subsidés à venir de cette sorte; que lors que les Suèdois seront employez, on les payera par mois à proportion des troupes qu'ils fourniront; & afin, qu'il soient en état de le faire, qu'on leur payera un Subside annuel raisonnable & tel qu'on en conviendra ensemble. Quant à l'exécution, au cas qu'elle soit nécessaire, on souhaiteroit que ce fût pour les Suèdois par voye de diversion, & qu'on n'employât pas leurs troupes trop loin, comme par mer, ou dans des Païs éloignez, comme l'Espagne ou l'Italie; outre cela, on m'a fait entendre qu'on souhaitoit, qu'en couchant par écrit ce qui concerneroit l'exécution, on évitât de se servir de termes offensans, puis qu'il est certain, que les forces de cette Alliance sont assez respectables pour détourner le Roi de France de tous les Projets de rupture qu'il pourroit former. Je répondis qu'il falloit cependant convenir de la maniere dont on se conduiroit au cas qu'il falût en venir à l'exécution, & on me repliqua que c'étoit aussi l'intention de la Régence; mais que cela

pouvoit

pouvoit se faire sans employer aucun terme insultant & sans donner sujet de mécontentement avant qu'il soit nécessaire.

Je leur dis, par rapport aux Subsidés, dans le tems qu'on n'en viendrait pas à l'exécution, ainsi que je le leur avois déjà dit, que je savois certainement que Leurs HH. PP. ne consentiroient à aucun engagement qui ne seroit pas réciproquement onéreux, & qu'ainsi je ne croyois pas qu'Elles donnaissent les mains à une Alliance qu'il faudroit acheter par des Subsidés annuels, sur tout par rapport à des intérêts qui ne les concernoient pas directement, & pour lesquels Elles avoient déjà fait de si grosses dépenses avec le Roi d'Angleterre, & seroient obligées d'en faire encore d'autres en cas de rupture. On me repondit, qu'on ne prétendoit pas ici que les Membres de la Triple-Alliance fournissent ces Subsidés, & qu'on ne romproit pas pour cela la Négociation; mais qu'il paroïssoit raisonnable que cette Couronne étant obligée dans l'inaction, de faire des dépenses pour se tenir en état d'agir en cas de rupture, ceux pour les intérêts de qui on faisoit cette dépense la payassent: & qu'au cas que les Membres de la Triple-Alliance jugeassent à propos de ne point parler de ces Subsidés dans le Traité de Garantie, on consentoit ici à en faire un Traité séparé avec l'Espagne, comme l'on fait à présent avec l'Empereur. Les Personnes qui sont & qui ont toujours été le plus dans les intérêts de Leurs HH. PP., voudroient me persuader qu'il est de l'intérêt de l'Angleterre & de Leurs HH. PP.

de contribuer de quelque chose à ce Subside annuel pour diminuer de plus en plus le crédit que le Roi de France a encore sur plusieurs Sénateurs, & rendre plus durable l'Alliance entre les trois Etats. En effet, il est bien difficile qu'on s'accoutume ici à joindre ses intérêts avec ceux dont on ne tire aucun profit, sur tout pendant que la France continuë opiniâtement à mettre ce moyen en œuvre.

J'espère d'autant plus un bon succès de cette Négociation, que le Chancelier a accepté sur les Subsidies une Assignation de vingt mille rixdalders qui lui sont dûës; & il m'a fait demander par un tiers, s'il ne pouroit pas en être payé d'avance par les Etats, au cas qu'aussi-tôt après la signature l'Espagne n'eût pas l'argent tout prêt; car ce Seigneur, qui est très magnifique, prend plus souvent de l'argent à intérêt qu'il n'y en met. Vous pouvez croire que je n'ai donné aucune espérance sur cet article; néanmoins je crois devoir vous dire ce qui en est, afin que vous jugiez quel avantage on pouroit en tirer si l'Etat pouvoit faire cette civilité à ce Seigneur. Je vous recommande à la garde du Tout-Puissant, & je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Stockholm le  $\frac{3}{13}$  Avril 1669.

MONSIEUR,

Monsieur le Chancelier m'a assuré non seulement que le Secrétaire *Polus* étoit parti, mais même que son retardement n'aura pu en causer aucun au Traité de la Garantie, puis que l'on a envoyé à Mr. *Appelboom* les mêmes instructions avec ordre de travailler sans interruption, avec Mr. *Marschal* à la conclusion de ce Traité suivant les intentions de la Régence; la même chose m'a été confirmée par le Grand-Baillif & par le Grand-Trésorier. Le premier, contre sa coutume, qui est de recevoir & de rendre peu de visites, m'en a rendu une cette semaine qui a duré près de deux heures, dans laquelle il m'a témoigné, contre les sentimens où il avoit été ci-devant, qu'il souhaitoit ardemment de voir la confiance entièrement rétablie entre la Suède & Leurs HH. PP. Son Excellence ajoûta, qu'à la vérité la diversité des sentimens parmi les Régens avoient fait traîner cette affaire; mais que le succès n'en seroit pas plus mauvais pour cela. Je vous ai marqué dans ma dernière quel est le but de cette Couronne à cet égard, autant que j'ai pu le remarquer; & je ne doute pas que tout n'aille bien, pourvu qu'on prenne gar-

de, comme je vous l'ai déjà écrit, que l'étendue de la Garantie, & la manière de l'exécuter soient couchées dans des termes si clairs qu'on ne puisse former aucune difficulté sur leur sens : car il est constant qu'il y a eu ici de grandes disputes à ce sujet, & qu'il y en a plusieurs qui sont fort portez à profiter des Subsidés, sans s'aquiter en tems & lieu des conditions de l'Alliance qui en sont une suite nécessaire. C'est pourquoi on a demandé ici avec tant d'instance le payement de ces Subsidés comme une récompense du succès de la Négociation d'Aix-la-Chapelle, mais non pas comme une suite de la Garantie. Néanmoins je n'ai pas dissimulé à tous ceux de la Régence, avec qui je me suis entretenu sur ce sujet, que jamais la Reine d'Espagne ne s'étoit obligée à payer ces Subsidés, qu'à la vérité elle ne refuse pas à présent de les fournir pourvu qu'Elle sache pourquoi & qu'Elle ne seroit pas excusable, si dans la situation présente de ses affaires, Elle avoit l'imprudence de se défaire, sans être assurée d'un bon secours, d'une somme aussi considérable qui pouroit lui venir bien à point dans le besoin, suivant la maxime reçûe parmi les Politiques, *qu'on ne perd jamais qu'à faute d'argent*. Je leur ai même fait entendre qu'on ne concevoit pas d'où venoient les scrupules de cette Couronne, puis qu'il étoit de son honneur d'exécuter fidèlement la Garantie à laquelle Elle s'étoit engagée en vertu de sa Médiation & de ses promesses précédentes, & qu'outre cela Elle y trouvoit un avantage réel, puis qu'Elle en tiroit une somme d'argent.

ent considérable, outre que c'étoit autant son intérêt que celui des autres Etats de la Chrétienté, d'empêcher que la puissance d'un Prince, qui n'est déjà que trop formidable, augmente encore par la ruine d'une Maison qui l'a toujours contrebalancée, & qui ne se-  
roit pas plutôt renversée, que ce Prince regarderoit tous ses voisins comme autant d'Ennemis, afin d'avoir occasion d'étendre sa domination à leurs dépens; alors les plus éloignés n'auroient d'autre avantage que d'être conquis les derniers. Qu'aparemment on ne craindroit pas ici pour la Suède, mais que je laissois à ceux qui connoissoient la nature de l'ambition & du despotisme, à juger si l'on resteroit dans la même securité par rapport aux conquêtes en Allemagne.

Mr. le Chancelier qui me comble d'honnêteté, & qui, quoi que bon François, n'est pas mauvais Hollandois, me fait quelque fois part des nouvelles qu'il reçoit, & cette semaine il m'a fait voir entr'autres, une Lettre de Paris où il a de bonnes Correspondances; on lui marque, que quoi que le Roi envoie de tems en tems des Troupes dans l'Isle de Candie, il ne diminuë pas pour cela celles qu'il a sur pied, & qu'il remplace ces détachemens par de nouvelles levées; & qu'il n'est pas si irrité contre l'Espagne que contre les Provinces-Unies, puis qu'il a fait proposer à la Reine d'Espagne par le Marquis de Villars une nouvelle Alliance plus étroite, & journellement on travaille avec l'Ambassadeur de l'Empereur, qui est venu pour le Batême du Duc d'Anjou, pour disposer son Maître à en-

trer dans une Alliance avec la France. J' dis sur cela au Chancelier, que je croyois que la France n'avoit plus pour notre Etat la même bonne volonté, que ci devant; mais que je ne pouvois m'imaginer que la Maison d'Autriche fût assez ingrate pour prendre le Parti de son Agresseur contre ses Deffenseurs, outre qu'il n'étoit pas vrai-semblable que ces deux Maisons, les plus puissantes de l'Europe pussent jamais joindre leurs armes, tant qu'il n'y auroit pas une Puissance assez formidable pour leur donner de la jalousie à toutes deux & qu'ainsi, j'étois fort tranquille de ce côté là. Son Excellence me répondit qu'elle étoit assez de mon sentiment en cela; mais que nous devions pourtant nous tenir sur nos gardes contre la France, & avoir l'œil ouvert sur les démarches de l'Angleterre qu'elle soupçonnoit d'être fort sollicitée par la France, & qu'on ne pouvoit être trop circonspect avec une Nation naturellement jalouse, changeante & corruptible, vû, sur tout, que son Roi, selon toutes les apparences, penchoit plus pour le Papisme que pour le Protestantisme, & qu'il écouitoit beaucoup la Reine sa Mère qui étoit assez le ressort de toutes ses démarches. Je me suis crû obligé de vous rendre compte de cette Conversation, quoi que je ne doute pas que vous ne soyez mieux informé que nous des intentions de ces Cours; & que par conséquent l'Etat sera toujours en situation de s'opposer à toute sorte d'entreprises. Je suis, &c.



A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Stokholm le  $\frac{14}{24}$  Avril 1669.

MONSIEUR,

J'ai reçû par la dernière Poste celle que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire en date du 9. de ce mois, & en même tems les Résolutions de Leurs N. & G. P. touchant l'Ambassade de France. Je suis infiniment redevable à toutes les Personnes qui ont travaillé à ce changement en ma faveur, & surtout à vous, Monsieur, qui ne tenez pas le dernier rang parmi eux. Peut-être m'auroit-il été aussi avantageux que ces Messieurs n'eussent pas fait connoître la bonne opinion qu'ils avoient de moi en me nommant à cet Emploi dans lequel je courai risque de n'y pas répondre comme il seroit à souhaiter ; mais la passion que j'ai de servir ma Patrie par tout où elle voudra m'employer, me fera toujours soumettre mes sentimens particuliers à ceux du Public, dans l'espérance que mon zèle & ma fidélité suppléeront aux autres talens qui me manquent.

Je suis très surpris de ce que Mr. *Marfchal* n'étoit pas encore à la Haye au départ de votre Lettre, puis qu'on m'avoit fait entendre ici le contraire, & j'espère qu'il y sera arrivé & le Secrétaire *Polus*, lors que  
vous

vous recevrez celle-ci, & que l'on terminera bien tôt l'affaire de la Garantie; car j'ai crains toujours, tant que cette affaire ne sera pas conclûë, sur tout pendant l'Ambassade de France en Angleterre & l'incertitude de l'Élection en Pologne. Il ne s'est rien passé ici qui mérite votre attention, parce que tous les Colléges ont Vacances cause des Fêtes. Je marque dans ma Lettre publique, qu'on fait passer des Troupes d'ici en Finlande pour avoir l'œil sur les Armemens du Czar; j'ajouterais ici que l'on débite que ce Prince agit ainsi à l'instigation de la France & du Dannemark, soit que ce la soit effectivement ainsi, ou qu'on le croie, soit qu'on le publie ici afin que les Membres de la Triple Alliance en aient plus d'obligation à cette Couronne; on tient la chose pour certaine, on en cherche seulement la cause. Je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur P. DE-GROOT.

*A la Haye le 14. Mai 1669.*

**M**ONSIEUR,

Ma dernière étoit du 9. du passé, j'ai reçu depuis vos Lettres du  $\frac{20}{30}$  Mars  $\frac{3}{13}$  Avril &  $\frac{14}{14}$  du même mois.

Leurs HH. PP. étant informez que la Régence de Suède souhaitoit qu'Elles envoyassent un Ministre en Moscovie, on  
nom

ommé Mr. le Résident *Heyns*, pour aller faire l'Office de Médiateur en qualité d'Envoyé Extraordinaire, ainsi que vous l'aurez peut-être déjà appris avant la réception de celle-ci, à laquelle je joins néanmoins l'Extrait de cette Résolution.

Les Ministres Plénipotentiaires d'Angleterre, de Suède & de Leurs HH. PP. sont enfin convenus le 6. de ce mois, de passer & de signer l'Acte de Garantie tel qu'il a été projeté; mais cet Acte signé ne se point remis à Mr. de *Gamarra*, il restera entre les mains de l'Ambassadeur d'Angleterre jusqu'à ce que l'Espagne ait payé le premier terme du Subside; ce que Mr. l'Ambassadeur *Gamarra* a promis de faire aussitôt qu'on lui remettra l'Original de la Garantie des Rois d'Angleterre & de Suède, & de Leurs HH. PP., ou la Ratification de l'Acte que les Ministres de ces Puissances ont signé; de même on ne remettra point aux Ministres de Suède l'Acte de l'Ambassadeur *Gamarra*, qui contient la promesse de payer les Subsidies de la manière qu'on en est convenu; mais tous Actes resteront entre les mains de Mr. l'Ambassadeur *Temple*. La semaine passée on a signé ces Actes de part & d'autre, & on en a fait voir les Instrumens signez à Mr. *Gamarra*, qui a témoigné en être satisfait, demandant qu'on joûtât seulement aux Actes signez par les Ministres de Suède & d'Angleterre, une Promesse de leur part, de les faire ratifier par leurs Maîtres respectifs.

Messieurs les Députés de Frise qui avoient pris,

pris, ainsi que ceux d'Utrecht, *ad referendum*, votre Nomination à l'Ambassade de France, se sont conformez la semaine passée à l'avis de la Province de Hollande, ceux d'Utrecht feront sans doute la même chose au premier jour. Mais comme Messieurs les Bourguemaîtres & Conseillers de la Ville de Rotterdam viennent de vous choisir unanimement pour leur Conseiller-Pensionnaire, je ne crois point que votre Election à cette Ambassade ait lieu, suposant que Messieurs de Rotterdam le demanderont. Leurs N. & G. P., & d'un autre côté que vous préférerez ce rétablissement honorab dans un Emploi dont Mr. *Hugo Grotius*, votre Pere, avoit été dépouillé indignement à un exil doré; car, c'est ainsi qu'on peut nommer une Ambassade. Vous aurez probablement assez de raisons qui vous détermineront à prendre ce Parti, sans qu'il soit nécessaire que je vous en fournisse; j'attends avec impatience votre retour dans la Patrie & je suis sincèrement, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Stokholm le 8. Mai 1669.*

MONSIEUR,

Il y a quelque tems que je ne vous ai point écrit pour ne vous pas interrompre inutilement.

mei

ent dans vos sérieuses occupations ; c'est pourquoi je ferai celle-ci aussi courte qu'il le sera possible , puis qu'elle n'est destinée qu'à vous informer d'une Conversation que j'ai eue Dimanche dernier avec Mr. le Chancelier au sujet de la Garantie. J'avois fait dire à Son Excellence que j'irois dîner chez lui ce jour-là *à la familière*, pour réparer ce qui étoit arrivé il y avoit quinze jours, ayant été obligé alors de m'excuser d'assister à un repas magnifique qu'il avoit fait préparer pour moi, parce que j'avois été attaqué le matin même d'une fièvre violente, ce que ce Seigneur n'avoit pas crû autant qu'il l'auroit dû, ce qui m'avoit obligé de l'aller voir à sa Maison de campagne, pour lui faire voir sur mes lèvres des témoins incontestables de cette fièvre dont j'étois délivré. Je fus reçu avec autant d'amitié que d'honnêteté ; car quoi que ce fût en quelque manière à l'improviste, Son Excellence avoit été avertie que je devois la venir voir : avant de nous mettre à table nous nous entretenmes ensemble sur plusieurs choses, & le discours tomba enfin sur mon départ pour France & sur la conclusion du Traité de Garantie qui devoit être fort avancé à la Haye, où Son Excellence m'assuroit que Mr. *Marschal* étoit arrivé, & même qu'on n'étoit plus en dispute que sur les expressions de l'exécution, au cas qu'elle devint nécessaire ; sur quoi, me dit-il, on avoit de la peine à vous faire consentir à quelques expressions modérées dont on voudroit ici qu'on se servît dans cet Article. Je lui dis qu'il me paroissoit que

vous

vous aviez raison, vû que tous les Articles précédens n'étoient que comme une introduction au dernier, qui étoient le pivot sur lequel tournoit toute la Machine, & qu'ainfi les termes dans lesquels il seroit conçu devoient être tels qu'ils ne fournissent aucun prétexte de dispute, lors qu'il faudroit en venir à l'exécution, & qu'on ne fût pas obligé de faire un nouveau Traité pour interpréter celui-ci. Son Excellence répondit qu'on ne devoit pas exiger l'impossible de cette Couronne, comme seroit, qu'Elle laissât ce Royaume sans Troupes en les éloignant trop de ses Frontières; je répondis d'abord, sans hésiter, qu'il falloit aussi ne pas exiger des autres Membres de la Garantie, qu'ils fissent un Traité inutile, dès qu'il manqueroit de l'exécution de ce qui y seroit stipulé, & en faveur de quoi l'on auroit passé sur les autres conditions onéreuses: le Chancelier qui sans doute, ne s'étoit pas attendu à cette objection tirée de l'inutilité, resta interdit, modéra ses expressions & dit, que sa pensée étoit, qu'on pourroit leur fournir, lors qu'il faudroit agir contre l'Agresseur, quelque moyen de faire diversion dans l'Empire, parce qu'alors ils couvriroient leurs Conquêtes sans être obligés d'envoyer leurs Troupes dans les Païs-Bas Catholiques, & peut-être jusqu'en Picardie. Que par rapport aux expressions de l'Article où il est parlé de l'exécution de la Garantie, on pourroit en employer, qui sans choquer personne, établissent néanmoins la certitude de la chose en n'exprimant pas *modum executionis*, mais *modum*.

*dum conveniendi circa executionem*, lors que  
cas écherra. Je lui répondis à mon tour,  
e nous considérons comme leurs Fron-  
res, non les Côtes de la Suède, mais leurs  
onquêtes, sans lesquelles, selon toutes les  
rences, leur Alliance ne seroit pas aussi  
portante, & que jugeant par conséquent  
e le Duché de Bremen n'est pas si éloigné  
Pais-Bas Catholiques, que ceux-ci ne  
issent être aisément secourus par les Trou-  
de ce Duché, & que je ne doutois pas  
e l'intention de la Régence ne fût de ré-  
er leurs secours conformément aux résolu-  
ns qui seroient prises par les Membres de  
Garantie. Quant aux expressions de l'Ar-  
le qui concerne l'exécution, que comme  
te Garantie étoit une Alliance à laquelle  
Puissances Contractantes mêmes, sui-  
nt l'Article VII. du Traité d'Aix-la-Cha-  
lle, invitoient tous les Princes & Etats indi-  
enment de prendre part sans qu'aucun pût  
n exempter, on ne pouvoit dire que les  
embres de la Garantie eussent la moindre  
ention de rompre avec la France ; mais  
sement de prendre toutes les mesures pos-  
les pour prévenir toute Rupture, & dont  
plus sûre étoit de lui ôter toute espérance  
réussir en lui laissant entrevoir les forces  
'on lui opposeroit. Enfin, que je ne dou-  
is pas qu'on ne tint la main en Angleterre,  
en Hollande, aussi bien qu'ici, que la Ga-  
ntie soit couchée en termes si précis qu'on  
pût aucunement revoquer en doute son  
écution, puis qu'il étoit aparent que la cer-  
ude seule de cet Article étoit capable d'em-  
pêcher

pêcher la Rupture. J'en étois-là lors qu'on nous apella pour dîner; & nous ne parlâmes plus d'affaires d'Etat pendant tout le jour. Je conclus de tout ceci, que les Ministres de cette Couronne feront leurs efforts pour énerver les expressions de cet Article, comme je vous l'ai déjà écrit; & ainsi j'ai cru qu'il étoit de mon devoir de vous rendre compte de cette Conversation, & d'y ajouter que je suis informé sous main, que quoique les Ministres Suédois aient ordre d'insister sur ces changemens, ils ont aussi celui de ne pas rompre pour cela la conclusion du Traité: j'en ai parlé hier à Mr. le Comte de Carlisle; mais outre qu'il est desagréable de ne parler que par Interprètes sur des affaires de cette nature, je trouve que ce Seigneur n'est pas au fait; cependant il m'a promis m'appuyer en tout, & de parler sur le même ton que moi, ce qui est important, puis qu'il n'y a pas à douter que cette Couronne plie tant qu'Elle verra que le Roi d'Angleterre & Leurs HH. PP. seront unis, & j'espère que ce puisse être pour long tems; que le génie de cette Nation ne me laisse sans inquiétude; j'espère que tout sera achevé & conclu avant la réception de celle-ci, & que vous n'aurez qu'à la mettre, *interperabundantes Cautelas, quæ non nocent.* Je vous recommande à la garde du Tout-Puissant, & je suis, &c.



Mr. l'Ambassadeur P. DE GROOT.

A la Haye le 28. Mai 1669.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 14. du courant, j'ai reçu la votre du 8., du contenu de laquelle je ferai usage à l'avantage de l'Etat dans la Négociation qui est sur le tapis pour régler les moyens d'exécuter la Garantie qui a été passée; ainsi je vous suis très obligé des bontés & des condescendances qu'elle renferme. Nous espérons d'avoir demain, ou après demain, une nouvelle Conférence sur ce sujet avec les Ministres d'Angleterre & de Suède.

Le 22. de ce mois Messieurs de Rotterdam ont notifié à l'Assemblée de Leurs N. & G., que leurs Committans vous avoient élu Conseiller Pensionnaire de leur Ville à la place de Mr. *Gysbert Rudolfe van Niedeck*, qui le 15. de Mars a été nommé Conseiller d'Etat-Haut-Conseil par Leurs N. & G. P., ayant en même tems Leurs N. & G. P. d'avoir la bonté de vous dispenser de l'Ambassade ordinaire à la Cour de France à laquelle vous avez été désigné par leur précédente résolution, & d'obtenir en même tems de Leurs HH. PP. qu'Elles vous exemptent de tout autre Emploi. Leurs N. & G. P. ont résolu unanimement sur cela ce que vous verrez dans l'Extrait ci-joint, que j'ai crû devoir vous envoyer. On n'a pas encore porté cette

te Résolution de Leurs N. & G. P. à l'Assemblée des Etats Généraux; ainsi, je ferai en sorte que cela soit au plutôt, & d'obtenir là aussi votre démission, persuadé que vous préférerez cette Charge à une Ambassade. Votre prompt retour fera un sensible plaisir à celui qui est, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Stokholm le 22 Mai 1669.*

**M**ONSIEUR

J'ai reçu par la dernière Poste une Lettre de Messieurs les Bourguemaîtres & Régens de la Ville de Rotterdam, qui me notifient qu'ils m'ont choisi pour remplir la place vacante de Conseiller Pensionnaire de leur Ville, en me priant de l'accepter pour le bien de cette Ville où j'ai reçu la naissance.

Vous pouvez juger quelle satisfaction c'est pour moi d'être ainsi considéré de ces Messieurs au de-là de mon mérite; cependant, je me trouve dans une situation à ne pouvoir leur faire réponse positive, non seulement parce que je ne veux pas suivre mon propre jugement en choisissant entre l'Emploi que j'ai & celui qu'on m'offre; nous sommes tous jours fort préoccupés sur nos propres intérêts & je suis résolu de me rapporter au conseil que vous & mes autres Amis me donneront.

rez; mais aussi, parce qu'il ne convient pas, que pendant que je suis employé ici par Leurs HH. PP., j'accepte un autre Emploi sans leur en avoir donné avis, & avoir obtenu leur approbation, ou il faudroit supposer qu'on envoie ici un autre Ambassadeur, puis que je m'engagerois à accepter un autre Emploi. C'est pourquoi j'ai répondu à Messieurs de Rotterdam avec autant de civilité que de reconnaissance de la faveur qu'ils m'ont faite de penser à moi; mais je ne me déclare point sur l'acceptation de l'Emploi: & afin qu'ils ne le prennent pas en mauvaise part, je vous prie de leur faire comprendre que je n'ai pu faire autrement, sans blesser le respect que je dois à Leurs HH. PP. qui sont mes Committens, & à Leurs N. & G. P., qui, comme mes Souverains, m'ont pour ainsi dire, prêté aux Etats Généraux. Je trouve que les deux Emplois qu'on me propose méritent bien des considérations, que je pourai mieux vous expliquer de bouche que par écrit; mais je ne veux me résoudre à rien sans vous avoir consulté & mes autres Amis. Je ne puis avoir une occasion plus favorable que le changement de cette Ambassade en celle de France. J'aurois souhaité que Leurs HH. PP. eussent pris cette Résolution un peu plutôt, non que j'aye aucune raison de me presser de partir d'ici, où j'ai reçu tant de marques d'estime & de civilité, que je ne dois pas me flatter d'en recevoir autant ailleurs, mais parce que j'aurois eu occasion de me défaire d'une Maison qui me coûte bon, & dont le Comte de Car-

lisse s'accommoderoit volontiers, si je recevois bien-tôt une Résolution de Leurs HH. PP. qui me mît en liberté de conclure avec lui.

Je ne vous parlerai d'aucune affaire d'Etat parce que nous en attendons de plus nouvelles de la Haye que nous n'en pouvons donner d'ici, & que l'on est impatient d'apprendre où l'on en est par rapport à la conclusion de la Garantie, dont il seroit à souhaiter que je pusse encore obtenir la Ratification avant de partir d'ici. Le Comte de Carlisle vit avec moi en fort bonne intelligence, & m'a assuré que les changemens arrivez en Angleterre n'en causeront aucun qui pût être avantageux à la France: il m'a dit au qu'en passant à Cel il avoit trouvé le Duc de ce nom & l'Evêque d'Osnabrug fort disposés à entrer dans la Triple Alliance, qu'il seroit à propos que Leurs HH. PP. travaillassent un peu de leur côté. Je vous envoie dans une Lettre que Mr. Joseph Goeyman a écrite ici à Mr. Jean de Geer qu'il y a parlé des Subsidies que leurs HH. PP. payeront à l'avenir tous les ans à cette Couronne; quoi que je croye les effets de la Garantie assez importants pour mériter qu'on leur paye de quelque Gratification; je ne puis cependant me persuader que Leurs HH. PP. voulussent se presser de faire une dépense qu'Elles pourroient éviter: c'est pourquoi je dois vous dire, autant que je connois cette Régence, que lors que j'aurai le plaisir de vous entretenir, je vous indiquerai un moyen de parvenir plus au même but. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Stokholm le  $\frac{12}{29}$  Mai 1669.

MONSIEUR,

J'ai reçu par la dernière Poste votre Lettre du 14. du courant avec la Résolution de Leurs HH. PP. qui nomme Mr. *Heyns* pour aller à la Cour du Grand Duc de Moscovie: c'est un grand Voyage pour une Personne si foible, qui cependant ne fait aucune difficulté de l'entreprendre.

J'apprends avec beaucoup de plaisir, par votre Lettre, de quelle manière l'affaire de la Garantie a enfin été heureusement terminée, & j'espère que l'argent du premier terme des Subsidies se trouvera prêt à l'arrivée de la Ratification de cette Couronne qui peut partir par cette Voie. Discourant hier sur ce sujet avec Mr. *Steno Bielke* qui a été un des principaux Auteurs de cette affaire, son Excellence m'a dit, qu'on se flatoit en France qu'on trouveroit bien le moyen d'éluder la force ou l'effet de cette Alliance; mais qu'il pouvoit m'assurer que ceux qui l'avoient poussée ici ne témoigneroient pas moins de vigueur lors qu'il s'agiroit de la maintenir.

Cette Alliance étant aussi avancée qu'elle est, j'employerai le reste du tems que j'ai à

être ici à recommander les prétentions que les Sujets de l'Etat ont sur cette Couronne; j'y ai toujours eu la main; mais je n'ai pas toujours insisté également, dans la crainte que ces sollicitations qui ne sont pas toujours agréables ne fissent tort aux affaires publiques.

Quant à l'Élection que Mrs. de Rotterdam ont faite de ma Personne pour la Charge de Conseiller-Pensionnaire de leur Ville, je la trouve si obligeante & si avantageuse, que je ne puis assez leur en témoigner ma reconnaissance, ainsi que je vous l'ai déjà marqué dans ma précédente; comme je ne puis m'engager à rien, selon mon devoir, je me flâte que ces Messieurs ne le prendront pas de mauvaise part, jusqu'à mon retour, & que j'aye entendu ce que vous & mes autres Amis me conseillerez de faire. Je vous souhaite toute sorte de prospérité, & je suis  
&c.

*Fin des Lettres de Mr. P. de Groot.*

# T A B L E

D E S

## M A T I E R E S.

A.

**A**lbans ( *le Comte de St.* ) Ambassadeur d'Angleterre à Paris , reçoit l'ordre de faire une Ligue entre ces deux Couronnes. II. 159. & de faire des instances, qu'on ne desarmât plus les Vaisseaux Anglois sur la Riviere de Bourdeaux. II. 163. Réponse donnée à ce sujet. II. 164. Il se dispose à retourner en France avec l'Ordre de son Roi pour la Paix. III. 687. Pensée de la Cour de France là-dessus. III. 688. 696. Nouvelles que le Sr. de *Ruvigny* reçoit sur ce même sujet. IV. 4. Le contenu de trois Lettres que le Comte écrit en Angleterre à la Reine Mere. IV. 20. Arrivé à Paris il ne peut pas effectuer sa Commission. IV. 36. Son mécontentement sur ce qu'on avoit écrit qu'il étoit venu à Paris pour entamer les Négociations. IV. 64. Sa Conférence avec de *Lionne*. IV. 113. Son Audience près du Roi. IV. 117. dont on ne communique rien à *van Beuningen*. *ibid.*

§ 121

Algers & Tripoli, pourquoi l'on ne détruit pas ces deux Villes de Corsaires. II. 45. 50. *Voiez* Turcs de Tunis.

Allemagne, dans quel état elle étoit, lors  
R 3 que

## T A B L E D E S

que le Fils de l'Empereur fut déclaré Roi des Romains par les seuls Electeurs contre l'ancien usage I. 113. & *suiv.* On y a sujet de craindre la Maison d'Autriche. *ibid.* Quels bruits se répandent de cette Maison. I. 136. Diverses prétentions des Electeurs & autres Princes, & quels sont les intérêts des Etats. I. 234. 235. 238. 239 Alliance faite en Allemagne contre la Maison d'Autriche. I. 264 Les différens entre les Etats & les Princes d'Allemagne, lesquels on vouloit faire terminer par des Commissaires de l'Empire, peuvent avoir de fâcheuses suites III. 689. 690. Comment on est intentionné en Hollande sur cette affaire. III

69

Allemands, ils gardent bien leur parole, & ils sont de bons Alliez. I. 4

Alliance entre le Danemarck, Leurs HH PP., le Brandebourg & le Lunebourg en faveur de la Ville de Breme. III. 623. 626. La France ne paroît pas y vouloir entrer. III. 636. Ce qui est avantageux à Leurs HH. PP. *ibid.* Il ne convient pas aussi d'y admettre des Puissances plus considérables. III. 65

Alliance Défensive, combien nécessaire pour l'Etat de L. H. P. I. 285. Quelles en sont les raisons. I. 288. 28

Alliance entre la France & L. H. P. *Voie* Traité.

Ambassade (*désignée*) de cet Etat pour l'Espagne, blâmée par les François. I. 371

Quelle étoit la véritable intention de L

H



# M A T I E R E S.

- H. P. là-dessus. I. 372
- Ambassadeurs des Etats Généraux, sont reçus en Angleterre avec des honneurs extraordinaires par le *Protecteur*. I. 175.
- Distinctions observées par la Cour de France à leur Reception. III. 557
- Amerongen, en Ambassade de la part de L. H. P. vers le Danemarc. III. 67. Il revient & fait son raport à Leurs HH: PP. III. 199
- Amirauté (*les Députez des Colleges de l'*) en Hollande, prennent la résolution de traverser par tout les Anglois. III. 2
- Amsterdam abolit l'Impôt nommé *Last en Veylgeld*. I. 345. Les Bourguemaîtres écrivent à ceux de Rouën pour faire entrer librement chez eux du Savon noir. II. 578
- Anglois, ils proposent d'unir leur République avec celle des Etats & de n'en faire qu'un Gouvernement. I. 7. Réflexions de Mr. *Boreel* sur cette Nation. I. 37. 42. 64. Ils ferment leurs Ports pour presser & lever des Matelots. I. 74. Ils sont las de la Guerre contre les Etats, après avoir manqué de prendre les Vaisseaux de retour des Indes Orientales. *ibid.* Comment il faut traiter avec eux. I. 100. II. 417. Ils font de grands préparatifs sur Mer. I. 240. Leurs prétentions dans le Traité avec la France. I. 296. Ils invitent les Vaudois persécutés de s'établir en Irlande. I. 349. Leurs Ministres en France disent qu'ils veulent prendre ce Roi pour Arbitre de l'affaire de la Pêche.

# T A B L E D E S

che. II.

328

Angleterre; l'Alliance entre cette Couronne, la France & les Etats s'y traite fort lentement. II. 99. 103. Elle prétend qu'on laissera en repos les Portugais aux Indes Orientales & qu'on ne leur causera aucun préjudice. *ibid.* § 104. Elle paroît devenir plus traitable avec les Etats. II. 114. Elle offre sa Médiation entre le Portugal & les Etats. II. 122. Elle paroît ne vouloir faire avec les Etats qu'un Traité de Paix & de Neutralité. II. 141. Il y a apparence d'y réussir. II. 152. 168. Empêchement qui survient sur ce Point. II. 360. & sur l'arrêt mal fondé qu'on y fait des Vaisseaux Hollandois. II. 361. Comment cette affaire est prise en Hollande. II. 368. & comment en France. II. 372. 373. Ces affaires qui concernent les Etats y prennent une meilleure face. II. 375. 376. Nouveau retardement causé par les prétentions mal fondées sur les Vaisseaux. II. 399. 400. & sur l'affaire de *Pouleron*. II. 401. Elle est enfin terminée II. 415. 416. Le Chancelier d'Angleterre fait naître des soupçons au Danemarck & au Brandebourg. II. 427. Il remet sur le tapis les prétentions mal fondées sur les Vaisseaux, & donne aux Etats de nouveaux sujets de plaintes. II. 592. Réflexions sur les grands préparatifs de Guerre de l'Angleterre. II. 605. Cette Cour continuë les hostilités contre les Etats. III. 2. Tems auquel cette Résolution a été prise par cette Couronne.

*ibid.*

## M A T I E R E S.

*ibid.* & sur quel prétexte. III. 3. Ils a-  
niment d'autres Souverains à faire aux  
Hollandois la Guerre par Terre. III. 27.  
Quelles raisons il peut y avoir qu'ils sus-  
pendent encore leur Déclaration de Guer-  
re contre les Etats. III. 35. Le Duc  
d'*York* presse fort qu'elle se fasse au plû-  
tôt. III. 62. Le Chancelier tâche de  
persuader au Roi, que par là on détruira  
le Commerce des Hollandois. III. 63.  
Autres nouvelles de conséquence. *ibid.*  
& *suiv.* Ils traitent leurs affaires plus par  
*Madame* avec le Roi de France, que par  
les Ministres. III. 89. Ils veulent met-  
tre sur leur Flote presque toute leur In-  
fanterie; diferentes nouvelles venuës de  
là. III. 92. Bruits qu'ils font répandre  
en France, pour détourner le Roi de l'Al-  
liance avec les Etats. III. 212. & *suiv.*  
Ils donnent ordre à Mr. *Vane* de faire à  
Cleves quelques ouvertures pour la Paix  
à l'exclusion de la France. III. 251. Nou-  
velles instances des Anglois à cette fin  
faites par *Castel-Rodrigo* & par *Buat*. III.  
311. 542. 543. 557. Ils accordent des  
Passeports aux Vaisseaux François & Hol-  
landois. III. 375. Réflexions de *van Ben-  
ningen* là-dessus. *ibid.* & 391. & celles des  
Etats. III. 377. Nouvelles de leur Flote. III  
475. 487. Où elle s'est retirée après la  
Bataille. III. 500. Quelles nouvelles on  
apprend de leur perte & de leur nouvel  
Armement. III. 509. Après la seconde  
Bataille Navale ils restent encore quelques  
jours sur les Côtes de Hollande. III. 534.

## T A B L E D E S

539. Ils entrent dans le Flie avec quelques Brulots, & y causent beaucoup de dommage. III. 547. Conditions de Paix irraisonnables proposées par les Ministres Suédois. III. 590. Suites de cela. III. 633. Nouvelles propositions de Paix faites par le Chevalier *Templ* comment reçues. III. 649. Aussi-bien que la Lettre du Roi aux Etats. III. 667. 681. Ouvertures de propositions de Paix faites par *St. Albans*. III. 687. 690. IV. 4. 20. 40. Le Roi d'Angleterre choisit la *Haye* pour y traiter de la Paix. IV. 41. Son obstination sur cet Article, comment y résister. IV. 77. Il donne la Carte blanche à la France sur les Países Catholiques, en cas qu'elle voulut abandonner les intérêts des Etats. IV. 129. De quelle vûë il paroît être porté pour cette Guerre. IV.
- A**pel, liberté pour les Sujets de l'Etat pour appeler plus haut des Sentences de l'Amirauté de France, n'est point accordé. II.
- A**ppelboom, Résident de Suède dans cette ville, dit la raison pourquoi le Traité entre son Maître & le Brandebourg n'est encore conclu. I. 382. Il se plaint des Directeurs de la Compagnie des Indes Occidentales. I.
- A**rgent, Mr. *van Beuninghen* propose un moyen pour en trouver. IV. 21. Réponse du G. P. de *Witt* là-dessus. IV. Autre plan. IV. 32. 33. & nouvelle réponse. IV.

Arge

# M A T I E R E S.

argent ; la difette qu'il y en a en France  
cause des difficultez pour les voyages de  
*Chanut* en Hollande, & d'*Avancourt* en  
Suède. I. 173. Argent ou monnoye de  
cuivre en France ; grand danger qu'il y  
a d'y faire entrer les pièces contrefaites. I.  
295. 298. Les Grands Seigneurs de la  
Cour y ont beaucoup de part. I. 310.  
Changement que la France fait dans les  
espèces. I. 386. 387  
*Clington* ( *le Comte d'* ) se trouve en état,  
par son Mariage avec M<sup>le</sup>. de *Beverwaert*,  
De négocier une Alliance pour lui-mê-  
me. III. 343. Etant affectionné à l'Es-  
pagne l'on n'approuveroit pas qu'il trai-  
tât de la Paix à la Haye. III. 360  
Armateurs. ou *Commissie Vaerders* ; quelle  
somme exigée pour leur Caution. II. 187  
Harpajou. *Voiez* Harpajou.  
*Mscue* ( *Mr. George* ) Amiral Anglois du  
Pavillon Blanc, comment il fut fait pri-  
sonnier, & son Vaisseau brûlé. III. 481  
*Avancourt* ( *Mr. d'* ) envoyé en Suède de  
la part de la France pour faire un Accom-  
modement entre cette Couronne &  
la Pologne. I. 415  
Aubaine ( *Droit d'* ) en France. Les Ha-  
bitans des Provinces-Unies n'y sont pas  
sujets. I. 378. Il est onéreux aux Hol-  
landois. I. 358  
Avis sur les Traitez à faire avec la France  
& avec l'Angleterre. I. 146. 147  
Aumônes ( *grandes.* ) collectées pour les  
Vaudois persécutez. I. 335. 345. 360  
Autriche, cette Maison aussi bien que l'Es-  
pagne

## TABLE DES

pagne, espère fort que la Négociation de *van Beunningen* ne soit d'aucun effet, afin de pouvoir lier une plus étroite amitié avec les Etats. III. 26. *Van Beunninge* juge que ce point de jalousie est fort délicat. III. 3

Auvergne ( *le Comte d'* ) est recommandé par Mr. *van Beunningen* pour lui faire obtenir de L. H. P. une Compagnie de Cavalerie. III. 42. 4

### B.

**B**aleine. *Voiez* Pêche de la Baleine.

Barriere, en vouloir regler une entre la France & les Etats des Provinces Unies, ce seroit une méchante Politique selon Mr. de Lionne. III. 39. *Voiez* Limites.

Bassenrode, Envoïé de l'Empereur à la Cour de Suede, ayant fait une Alliance préjudiciable, en reçoit la Ratification, qui lui fait peu d'honneur. IV. 26

Batiment franc affranchit sa cargaison, regulier que la France n'accorde pas à la Hollande. I. 125. *Voiez* Vaisseau Franc.

Beaufort ( *le Duc de* ) Amiral de France, n'ayant rien executé de consequence avec la Flote de France, fait prendre la résolution d'équiper un petit nombre de vaisseaux de guerre. II. 478. Description avantageuse de la petite Flote qu'il commandoit. III. 334. Il n'a aucune experience des Evolutions sur la Mer. III. 339. Instructions que Colbert dit être données.

# M A T I E R E S.

cet Amiral. III. 459. & *suiv.* Il doit commander 36. Vaisseaux de guerre à son retour de Lisbonne. III. 496. mais il reste là sur la Riviere. III. 510. 511. Quel jugement les Hollandois en portent. *ibid.* & 523. Mouvemens que Mr. *van Beuningen* se donne pour faire hâter son retour dans la Manche. III. 514. Qu'est-ce que ce Ministre en apprend. III. 537. Nouvelles de son depart de Lisbonne. III. 550. Il arrive à la Rochelle. III. 558. Trois Vaisseaux s'étant séparés de sa Flote se battent vaillamment contre sept Vaisseaux Anglois. III. 606. Considerations, comment conduire cette Flote en sûreté dans ses ports sans être escortée par des Vaisseaux Hollandois. IV. 13. 14. 88. 89. Nouvelles du nombre des Vaisseaux, en quel endroit ils étoient, & reflexions sur leur jonction avec les forces navales des Etats. IV. 169.

170

Bellefont (*le Marquis de*) premier Maître d'Hôtel du Roi de France va en Hollande pour concerter sur la jonction des deux Flotes. III.

554

Bergh; Prétensions sur ce Duché. I.

238.

239. 274.

Bertillot, Fermier du droit de Tonneau en France. II.

555

Beverningh, Ministre des Etats vers la Republique d'Angleterre, présente à un Comité un Mémoire pour le bien des deux Republiques, dressé à ce qu'on croit par *Cromwel* même. I. 75. Reçoit de nouvelles Lettres de Créance & l'ordre de féliciter

# T A B L E D E S

er le Protecteur. I. 147. de signer le Traité, d'effectuer une suspension d'armes. I. 152. & de faire son possible d'obtenir que la France y soit comprise I. 153. Est accusé par la Province de Zelande de s'être laissé employer contre les intérêts du Prince d'Orange. I. 227. Il revient en Hollande. I. 290. sa Commission de Tresorier est suspendue jusqu'à ce qu'il ait fait le raport de sa Négociation & donné là-dessus toute satisfaction. I. 292. il va à Cleves de la part de Leurs H. P. III. 282. 291. bon succès de sa Négociation. III. 301. il revient à la Haye faute de nouveaux ordres; il retourne à Cleves. III. 306. Il revient après avoir terminé les affaires, & déclare dans l'Assemblée des Etats ce qu'il y avoit de véritable sur le bruit qui couroit de son abouchement avec *Vane*. III. 320. & *suiv.* On croit que ses maximes sont différentes de celles du grand Pensionnaire de *Wit*. III. 328. 414. Il retourne à Cleves pour les affaires de Munster, différent qu'il a dans cette Ville avec *Colbert & Furstenberg*. III. 384. & *suiv.* 394. Il revient avec la Ratification du Traité avec Munster. III. 407. Il est justifié par le G. P. de *Witt*. III. 419.

Beuningen (*Conrard van*) Ministre des Etats à la Cour de Suede, donne avis que l'Ambassadeur Anglois *Whytelock* ne se hâte pas beaucoup d'arriver là, & que nous n'avons rien à craindre de la Négociation des Anglois dans cette Cour. I. 109

Beuningen (*Conrard van*) Ambassadeur extra-  
or.



## M A T I E R E S :

ordinaire des Etats à la Cour de France. II. 1. Il donne connoissance des bruits, qui courent, d'un Mariage entre *Charles II.* Roi d'Angleterre & une Nièce du Cardinal Mazarin. II. 3. Il propose un homme intrigant pour pénétrer dans le secret des affaires. II. 5. Il s'oppose à la prééminence que l'Ambassadeur de Savoie demande. II. 11. Il envoie une Lettre de son Correspondant secret. II. 12. 18. Sa reflexion sur le long délai de sa reception publique. II. 16. Sa reception se fait & il entre en conference pour renouveler l'ancienne Alliance. II. 20. 21. il ne peut pas encore obtenir Audience du Cardinal *Mazarin*. II. 26. Sa pensée sur le progrès de l'Alliance. II. 27. 28. & de ne se pas laisser amuser par des Résolutions limitées à l'égard de l'Angleterre. II. 52. & *suiv.* Réponse à ce Sujet. II. 57. 58. Autres reflexions sur l'Alliance, & sur l'armement contre les Pirates de Barbarie. II. 71. 72. il a bonne opinion de sa Négociation. II. 111. 112. Quoiqu'il s'y présente de nouvelles difficultez il y montre beaucoup de fermeté. II. 115. & *suiv.* 118. & *suiv.* il reçoit des remerciemens pour son zele. II. 120. Continuë à tenir ferme. II. 140. Ses pensées libres & hardies sur le delai de la conclusion des diferens dans la Négociation. II. 135. & *suiv.* sur l'avis des Marchands de Zelande II. 143. & sur les nouvelles difficultez qui se présentent dans la Négociation. II. 149. & *suiv.* Son Entretien avec *Turenne* & *Brienne* au sujet de l'Alliance. II. 154. & *suiv.* & sur l'article de

# T A B L E D E S

la Pêche. II. 159. & *suiv.* Sa pensée sur le mécontentement de Mr. du Thou dans l'affaire du Capitaine Brasset. II. 169. 177. sur l'article des Représailles & de la défense de ne pas servir les ennemis de Alliez. II. 170. il donne au G. P. de Witt une ample relation de l'état de sa Négociation. II. 179. & *suiv.* & de ce qu'il découvre dans ce qui regarde le Prince d'Orange. II. 202. 235. Sa pensée sur la grande dispute de Concurrence arrivée à Londres entre les Ambassadeurs de France & d'Espagne. II. 209. Qu'est-ce qui excite l'attention des Ministres de France & même du G. P. de Witt sur l'article du Commerce. II. 230. Son expedient pour ne pas accepter les présens de la France & pour faire recevoir ceux de LL. HH. PP. II. 232. 244. attend avec impatience les Résolutions des Etats sur sa Négociation, y aiant quelque chose sur le tapis entre la France & l'Angleterre. II. 242. il voudroit retourner en Hollande dès qu'elle seroit conclüe. II. 243. il prédit les prétensions de la France sur les Pais Bas Catholiques. II. 287. Son jugement sur la conclusion ou rupture du Traité d'Alliance avec la France à l'occasion du diferent de la Garantie de la Pêche. II. 291. Pensées plus particulieres sur le même sujet, & sur le Droit de Tonneau. II. 296. 297. 300. Autres avis & le resultat d'une Conference sur le Traité d'Alliance. II. 331. & *suiv.* 336. Rapport de la conclusion & de ce qui s'étoit passé à ce sujet. II. 343. & *suiv.* 349. Com-  
bien

## M A T I E R E S.

bien il s'est ouvert sur la garantie du Traité entre la France & la Lorraine. II. 451  
 euningen (*Conrard van*) ses premières considerations sur divers points en allant à la Cour de France. III. 4. 5. Avis de son arrivée à Paris. III. 10. En conference avec *de Lionne* sur les hostilités des Anglois. III. 15. & *suiv.* Situation dans laquelle il y trouve les choses. III. 23. 24. Autres particularitez. III. 30. & *suiv.* reçoit l'ordre d'insister fortement que le Roi accomplisse ce à quoi il est obligé par l'Alliance. III. 34. Il n'a pas bonne opinion de sa Négociation. III. 38. ni aucune esperance à cause des discours que Mr. *de Lionne* tenoit. III. 39. Il trouve pourtant qu'on n'est pas à la Cour aussi Anglois qu'on le croit. III. 44. & *suiv.* Il fait voir la nécessité qu'il y a de réfuter sous l'autorité publique par une bonne plume les Ecrits de *Downingh.* III. 52. 680. Il recommande fort le secret, sans quoi l'on ne lui confieroit rien d'important. III. 55. 63. Réponse qu'il reçoit sur l'article du secours en argent. III. 53. Dans quel état il trouve les forces navales des François & leur Négociation avec l'Angleterre. III. 54. 55. Il refute solidement l'intention des François, qui vouloient moïenner la Paix entre l'Angleterre & les Etats sans effectuer l'engagement de l'Alliance. III. 69. & *suiv.* Ses Lettres à Mrs. *de Turenne* & *de Lionne* pour prouver, que *de Ruyter* n'a agi sur les côtes de la Guinée qu'avec connoissance du Roi  
 de

# T A B L E D E S

de France. III. 72. & *suiv.* Sa conférence avec ces Mrs. sur le sujet de sa Négociation, dans laquelle il n'avance pas beaucoup. III. 82. Il fait savoir au G. l. de *Witt* le mécontentement de Mr. de *Lionne*, & comment il s'excuse sur le délai d'envoyer du secours. III. 85. & *suiv.* & lui marque, qu'il vaut mieux témoigner en être plus content qu'on n'en est effectivement. III. 88. Sa Lettre à Mr. de *Lionne* pour hâter l'Ambassade de France en Angleterre. III. 89. Il souhaite qu'on accommode les différens au sujet des Vaisseaux de la Compagnie Française des Indes Orientales, pour voir, si en France n'exécutera pas la promesse d'un Traité, sur laquelle ils font des instances autant qu'ils le jugent nécessaire. III. 98. 125. 127. Il croit que, malgré toutes les peines qu'il se donne, il n'obtiendra pas encore le secours, & qu'il vaudrait mieux agir avec douceur, puisqu'on a dit, qu'on n'obtiendra rien par les menaces. III. 100. 101. Ce qu'il a dit à Mr. de *Turenne* & de *Lionne* pour ôter le soupçon qu'on avoit d'une Négociation de H. P. avec l'Espagne, & sur le changement imaginaire qu'ils avoient crû découvrir sur son visage. III. 113. & *suiv.* qu'il a fait sur la demande d'une promesse du Roi par écrit, d'assister Leurs H. P. la Négociation en Angleterre n'avoit pu avoir un heureux succès. *ibid.* il continue à faire la relation de sa Négociation; & s'entretient avec de *Lionne* sous quel

## M A T I E R E S.

conditions on pouroit faire un accommodement avec l'Angleterre. III. 117. il recommande le secret. III. 118. quels mouvemens il s'est donné pour faire hâter l'Ambassade en Angleterre, si l'on est dans le dessein qu'elle soit de quelque fruit à L. H. P. III. 121. & *suiv.* L'on n'a pas à s'attendre à aucun secours avant le succès de cette Ambassade. *ibid.* Conférence avec de Lionne touchant la Navigation & le Commerce, & l'envoi de Mr. d'Estrades en Angleterre. III. 124. 125. On refuse de lui communiquer les nouvelles de Suede qui regardent L. H. P. & quelle raison il en soupçonne. III. 126. Raisons pour presser la Cour de faire l'Alliance. III. 131. & *suiv.* Ce qui lui est arrivé faute qu'on n'ait pas gardé le secret, & pourquoi les Etats n'ont pas voulu relâcher les vaisseaux de la Compagnie Françoisse des Indes Orientales. III. 135. 136. & *suiv.* Ce qui s'en est en suivi. III. 149. 150. même après qu'ils ont été accordez à la France. III. 153. 154. Sa pensée sur les bruits d'une Ligue entre le Brandebourg, Nieubourg & l'Evêque de Munster contre L. H. P. III. 156. & *suiv.* Ses raisons, pourquoi, étant en France, il ne doit pas être chargé d'une Commission pour l'Angleterre. III. 167. & *suiv.* Il fait voir qu'il est plus utile qu'il soit à Paris. III. 170. Ce qui lui est arrivé à la Cour après la défaite de la Flote des Etats. III. 173. jusqu'à 178. Il n'avance en rien sa Négociation, parce qu'on attend des nouvelles d'An-

# T A B L E D E S

d'Angleterre; & il apprend, qu'on pou-  
 bien gagner le Dannemark, mais non  
 la Suede. III. 178. & *suiv.* Sa pensée  
 sujet de ces deux Couronnes. III. *ibid.* 179.  
 & *suiv.* Il témoigne la joie qu'il a,  
 le G. P. *de Witt* ait quitté la Flote &  
 revenu à la Haye, & combien l'able  
 du sus-dit à préjudicié à la Négociati-  
 III. 190. 191. Ses raisons opposées à  
 nouvelle proposition de la France, pa-  
 quelle elle differe encore plus l'enga-  
 ment de l'Alliance. III. 193. Ses confi-  
 rations sur le rapel de Mr. *de Gogh*  
 l'Angleterre. III. 213. 214. 217. 226.  
 sur ce que les Anglois veulent persua-  
 aux François, qu'ils pourront faire t-  
 jours une Paix particuliere avec L. H.  
 III. 215. Recit circonstantié, sous qu-  
 les conditions il a obtenu la Résolution  
 la Cour de rompre avec l'Angleterre.  
 216. & *suiv.* Sa Lettre à Mr. *de Lio-*  
 à cette fin. III. 221. Il marque la situat-  
 dans laquelle il se trouve sur l'article  
 la guerre de Munster & des Négociati-  
 dans le Nord. III. 226. 254. 260.  
 qu'il pense & ce qui lui est arrivé là-d-  
 sus; il croit que la Suede peut être en-  
 re gagnée. III. 233. 253. 279. Il a  
 couvert qu'on machine en Allemag-  
 contre L. H. P. & pourquoi on n'écl-  
 pas encore. III. 256. 629. Sa pensée co-  
 ment certain Memoire secret peut é-  
 tombé entre les mains des Anglois,  
 comment on pourra éviter pareille cho-  
 dans la suite. III. 262. 271. Il a une co-

## M A T I E R E S.

érence avec *Colbert*, au fujet des vais-  
 seaux François & de L. H. P. destinez  
 pour la Méditerranée. *ibid.* & 263. Ce  
 qu'il pense des Troupes des Suisses. III.  
 264. 265. Raïsons qu'il allegue pour por-  
 ter la Cour à fournir de l'argent pour l'ar-  
 mement Danois. III. 266. & *suiv.* Au-  
 tres reflexions à ce fujet & sur la défiance  
 que l'Angleterre tache de semer entre la  
 France & L. H. P. *ibid.* & 270. 271. il  
 parle à Mr. de *Lionne* sur la déclaration  
 de Guerre de la France contre l'Angleter-  
 re. III. 279. 280. sur les subsides pour le  
 Danemarc, afin que la France y contri-  
 buë. III. 263. 284. & sur le Commende-  
 ment en chef des deux Flotes lorsqu'elles  
 seroient combinées. III. 285. Ses reflex-  
 ions sur la Negociation avec le Brande-  
 bourg. III. 289. 297. Sa crainte, que le  
 traité avec le Danemarc ne soit traversé  
 avant sa conclusion. III. 303. Sa reflexion  
 sur le choix d'un Chef dans la guerre con-  
 tre Munster. *ibid.* Il fait sçavoir la mé-  
 fiance que cette Cour a conçue par ce qui  
 s'étoit passé fort casuellement à Cleves en-  
 tre *Beverning* & *Vane*; suites de cette af-  
 aire. III. 316. & *suiv.* Il répond ample-  
 ment au Memoire d'*Estrades*, touchant  
 la jonction des deux Flotes. III. 329. jus-  
 qu'à 335. & il trouve cet article de si gran-  
 de importance, qu'il n'ose rien conclure  
 sans nouvel ordre. III. 352. Il confere  
 sur ce fujet avec Mrs. de *Turenne* & de  
*Lionne*. III. 355. & *suiv.* Suites de sa  
 Negociation sur ce point. III. 372. & *suiv.*  
Pro;

# T A B L E D E S

Proposition de *Colbert* sur cette matière  
 III. 381. Le Traité entre l'Angleterre &  
 le Danemarck le surprend. III. 383. Il jug  
 qu'il faut dissimuler là-dessus. *ibid.* L  
 France en est aussi surprise. III. 393. I  
 entre en Conférence avec *Mr. de Lionne*  
 & *de Turenne* sur le différent survenu  
 Cleves entre *Beverning* & *Colbert* III. 394  
 & *suiv.* Ses considerations sur l'état de  
 affaires de Suede. III. 402. & *suiv.* 41  
 413. & pour porter le Roi à prendre de  
 résolutions vigoureuses en faveur du D  
 nemarc. III. 415 Il demande des instru  
 tions pour la Négociation de Paix, en c  
 qu'on l'entamât à Paris. III. 424. & *suiv.*  
 674. 689. On le loue de la Propositio  
 qu'il a faite à Paris dans l'Hôtel de la Re  
 ne Mere d'Angleterre. III. 427. Result  
 de ses conferences sur la conduite & l  
 prétentions de la Suede, qui vouloit qu  
 le Danemarck restât neutre. III. 429. &  
*suiv.* 448. Sa pensée sur les prétentio  
 des François sur les Pais-bas Catholique  
 III. 440. 446. 456. IV. 33. 105. Sape  
 sée sur une Ligue en faveur du Danema  
 contre la Suede. III. 448. & sur le com  
 te des subsides paieez par la France. III. 45  
 & *suiv.* combien il a débattu sur l'artic  
 de la sortie de la Flote de L. H. P. sa  
 celle de France. III. 467. & *suiv.* ce q  
 s'est passé sur ce même sujet entre lui  
*Colbert*. III. 484. 485. Il s'en entretie  
 plus particulièrement avec le Roi. III. 48  
 Face des affaires lors de la nouvelle de  
 défaite de la Flote Angloise par la Ho  
 la



# M A T I E R E S.

landoise. III. 495. 496. 507. Ce qu'il a fait pour qu'on effectuât la jonction des vaisseaux Danois avec ceux de Leurs HH. PP. III. 508. 499. 506. 514. Dans quel état sont les affaires de Suede. III. 498. De quelle maniere il a proposé au Roi l'affaire du Salut du Pavillon. III. 529. *Et suiv.* il juge qu'il faut feindre en traitant avec la France. III. 536. 569. 583. Il parle avec *Colbert* sur le salut du Pavillon & sur la jonction des deux Flotes. III. 551. 558. *Et suiv.* Il écrit à *Zeeftet* sur la jonction des Vaisseaux Danois avec la Flote de L. H. P. III. 573. il fait sçavoir au G. P. de *Witt* ce qu'il a fait pour avoir des nouvelles exactes des deux Flotes. III. 602. *Et suiv.* Sa pensée sur l'avantage qu'on retirera de ces deux Flotes. III. 605. *Et suiv.* 622. 629. Ce qui s'est passé sur l'article du Pavillon. III. 630. 645. 694. *Et suiv.* Sa Conférence plus particuliere avec *Colbert* sur ces deux affaires. III. 643. IV. 88. *Et suiv.* Il rapporte comment la France retient la Suede dans ses intérêts; raisonnement là-dessus. III. 698. *Et suiv.* IV. 5. Il parle avec *de Lionne*, sur le choix du lieu pour les Conférences pour la Paix. IV. 15. *Et suiv.* & pour prévenir la défiance des François contre L. H. P. IV. 26. 27. Reflexions sur l'arrivée de *St. Albans* à Paris & sur les points principaux auxquels il faut avoir égard dans la Négociation de la Paix. IV. 36. *Et suiv.* Comme il voit, que la Négociation pour la Paix ne se fera pas à Paris, il demande, qu'on le laisse dans  
cette

# T A B L E D E S

cette Ville, où sa présence est nécessaire  
 IV. 50. 72. Son étonnement de la fierté  
 des Anglois, & sa pensée comment on  
 pourroit l'abaisser. IV. 64. Son Mémoire  
 touchant l'article de mettre le Pavillon bas  
 présenté au Roi. IV. 90. & *suiv.* Autre  
 remarques sur ce même Sujet. IV. 106  
 107. Il communique les desseins qu'on  
 sur les Pais-bas Catholiques, & la répon  
 sé peu satisfaisante qu'il reçoit à la Cour  
 IV. 116. & *suiv.* Il souhaite de retourner  
 en Hollande, & croit cependant suivre le  
 Roi à Amiens. IV. 120. Son inquiétude  
 pour la guerre entre la France & l'Espa  
 gne. IV. 128. Ce que là-dessus il en a dé  
 couvert par le Comte de *Furstenberg*. IV  
 129. 156 Il fait des efforts inutiles pour  
 faire executer ce qui avoit été promis, &  
 pour traiter de bonne foi. IV. 130. 131. Il  
 découvre de nouveau qu'on ne ménage pas  
 les intérêts de LL. HH. PP. IV. 138. Il  
 ne trouve pas de meilleur moïen, que de  
 tacher de contenter la France, en lui ac  
 cordant une partie des Pais-bas Cathol  
 ques, & de garantir le reste. IV. 139. 140  
 Il demande son rapel pour plusieurs ra  
 sons. IV. 146. 148. 212. De quelles ra  
 sons il se sert pour porter la France à pren  
 dre de justes mesures avec LL. HH. PP.  
 IV. 149. 150. Il ne s'attend pourtant pas  
 à grand' chose. *ibid.* Combien de tems  
 doit encore rester à la Cour de France  
 IV. 156. 221. Il ne s'attend pas que le Roi  
 se relache beaucoup sur l'article des Pais  
 bas Catholiques. IV. 157. 158. Lettre

M

# M A T I E R E S . .

Mr. *de Lionne*, au sujet des Païs-bas Catholiques, de la jonction des Flotes & de la Négociation à Breda. IV. 160. Sa pensée sur la Conference entre d'*Estrades* & *Coventry*. IV. 169. Comment il faut agir dans les autres affaires générales. IV. 170. Il juge que la jonction des Flotes n'est plus nécessaire. IV. 187. Son entretien avec *de Lionne*, & sa pensée sur diverses affaires qui sont sur le tapis. IV. 187. & *suiv.* Il juge qu'on ne devoit pas être si ferme dans ses demandes, mais plus accommodant, nonobstant la victoire navale remportée sur les Anglois. IV. 196. La France veut bien maintenant traiter sur l'article des Païs-bas Catholiques. IV. 197. Il confere avec *de Lionne* sur les difficultez qu'il y prévoit; sa pensée là-dessus. IV. 201. & *suiv.* 208. Il prouve à ce Ministre, que la France doit se contenter de ce qui pourra raisonnablement être obtenu. IV. 215. Réponse qu'on lui donne IV. 217. Son sentiment sur cet article. *ibid.* & *suiv.* Il est dans la pensée de laisser un peu reposer la dispute du Pavillon. IV. 222. De quelle maniere il souhaiteroit recevoir l'ordre de retourner en Hollande. IV. 223. 224. La raison pourquoi. IV. 212. Il desapprouve le Projet de former une Republique des Païs-bas Espagnols. IV. 227. Prétensions du Roi. *ibid.* De quelle maniere il en veut parler encore au Roi. IV. 232. Après l'avoir fait, il dit son sentiment sur cette Affaire. IV. 235. Son en-

Tome IV. S tre-

# TABLE DES

- tretien avec *de Lionne* sur le même sujet  
 IV. 235
- Bieike, il conduit, avec quatorze Vaisseau  
 de guerre Danois & huit brulots, les vais  
 seaux qui retournoient des Indes Orienta  
 les, jusqu'à la Flote des Etats, & plus loir  
 I, 2
- Biens des Ennemis confisquent &c. *Voie*  
 Ennemis &c.
- Bignon, Avocat du Roi au Parlement de  
 Paris; combien librement il parle du Ro  
 I. 40
- Blaspeil, Ministre de l'Electeur de Brand  
 bourg; il avertit le G. P. *de Witt*, qu  
 l'Angleterre fouhaiteroit faire la paix ave  
 LL. HH. PP. mais à l'exclusion de  
 France. III. 251. Réponse de Mr. *de W*  
 là-dessus. 2.
- Blaye, les François y ont le Droit d'y fai  
 defarmer tous les Vaisseaux Anglois q  
 vont à Bourdeaux. II. 10
- Blumenthal (*le Baron de*) Envoié de l'Ele  
 teur de Brandebourg à Paris. II. 50
- Borckelo; Négociation entre LL. HH. P  
 & l'Evêque de Munster sur la renonciati  
 au Droit de territoire, que l'Evêque pr  
 tend y avoir. III. 386. De quel œil  
 France regarde cela. III. 399 41
- Boreel (*Guillaume*) Ambassadeur ordina  
 des Etats à la Cour de France, félicite  
 G. P. *de Witt* sur l'entrée dans sa Charg  
 I. 11. On lui fait sçavoir qu'on efface  
 douzième Article de ses Instructions cor  
 me étant offensant. I. 12. 14. Il don  
 avis que la Republique de Venise souha

## M A T I E R E S.

de renouveler la bonne correspondance avec les Etats. I. 17. & que la Cour de France est alarmée des Ouvertures que l'Angleterre a faites. I. 18. Il demande au G. P. de *Witt* un Extrait de ses Instructions sur la Correspondance secrete. I. 25. Il prévoit qu'il n'avancera de rien dans sa Négociation, aussi long tems que les Etats seront en traité avec l'Angleterre. I. 29. Il propose de faire des présens aux Courtisans, pour garder son Rang. I. 29. 30. Il se plaint, que les Commissaires des Etats n'ont pas bien compris sa pensée qui regardoit le secours mutuel. I. 35. Son sentiment sur la guerre & la paix. I. 49. & sur la guerre entre la France & l'Espagne. I. 79. Combien il a avancé dans le Traité d'Alliance & de Ligue défensive. I. 80. Il donne là-dessus des éclaircissemens au G. P. de *Witt*. I. 103. 104. 105. *Et suiv.* Il demande qu'on lui communique les nouvelles d'Angleterre, comme lui étant de grande importance dans sa Négociation. I. 121. Ses Lettres à la Généralité ne demeurent pas secretes. I. 122. 182. Il ne peut pas obtenir, que *Batiment franc affranchit sa cargaison*. I. 125. Quelques éclaircissemens concernant la Marine. I. 125. 126. & touchant le secours qu'on doit accorder à un Allié qui est attaqué. I. 150. Il desire, qu'on communique ses plaintes à l'Ambassadeur *Chanut*, parce que les Lettres de ce Ministre se lisent dans le Conseil du Roi. I. 182. 183. Sa reflexion

# T A B L E D E S

sur la remarque de Leurs HH. PP. au su-  
 jet du Traité d'Alliance &c. I. 201. son  
 sentiment sur le dernier Traité fait avec  
 l'Angleterre. I. 208. Il ne croit pas se  
 trouver à Rheims au Couronnement du  
 Roi, pour éviter les cérémonies & la dé-  
 pense. I. 211. Il recommande l'Alliance  
 avec la France, & il demande qu'on lui  
 réponde sur deux points qui lui sont pro-  
 posez par des Marchands François. I. 218.  
 Son inquiétude sur la liberté & l'avantage  
 des Etats. I. 237. même après avoir reçu  
 la Deduction de LL. HH. PP. I. 244.  
 Il presse beaucoup pour l'Alliance avec la  
 France. I. 296. 367. Son sentiment sur  
 les *Liards* de France, par rapport aux  
 Marchands Hollandois. I. 310. Il fait  
 sçavoir ce qu'il a découvert de l'arme-  
 ment des Suedois. I. 322. Il conseille aux  
 Etats d'être les Médiateurs entre la Fran-  
 ce & l'Espagne. I. 357. Il demande quel-  
 que instruction touchant les affaires des  
 Vaudois. I. 364. 365. 367. 440. 373. La  
 France lui fait un froid accueil, après  
 qu'elle s'est accommodée avec l'Angleter-  
 re. I. 374. 377. Ses sollicitations en faveur  
 de Mess. *Brasset* & *d'Estrades*. I. 378 379.  
 Il demande explication sur l'article du  
 Rang & des dépenses extraordinaires. I.  
 440. 441. Il faut consulter là-dessus un  
 Acte antérieur. I. 447. Il recommande la  
 prompt Ratification des Traitez de l'an-  
 née 1662 & pourquoi. II. 365. Il deman-  
 de une Copie du Rapport que les Ambas-  
 sadeurs des Etats avoient fait là-dessus à  
 LL.

## M A T I E R E S.

**EL. HH. PP. II.** 380. Il donne avis, que les secretes Resolutions des Etats deviennent chaque fois publiques. II. 406. Il donne connoissance à la Cour de France de la lenteur des Anglois dans la Négociation avec les Etats. II. 416. Sa remarque sur le Commerce avec les Suédois. II. 429. Il a Audience du Roi sur l'affaire du Duc de Neubourg &c. II. 439. Sa Conference avec *de Lionne*. II. 445. Autre avec le même & avec *Colbert* sur la Ratification. II. 468. Mr. d'*Estrades* en effectuë enfin l'échange. II. 476. Sa reflexion de faire la tentative d'abolir la défense de l'entrée de l'Huile de Baleine & le Droit de Tonneau. II. 481. 482. En entretien avec *Colbert* sur les mauvaises suites du Droit de Tonneau. II. 491. 509. 521. Considerations que L. H. P. devroient établir un pareil Droit de Tonneau. II. 511. Ce qui s'est passé encore sur ce Droit & sur la Compagnie de l'Huile de Baleine. II. 521. 522. Il demande qu'on lui envoie tous les jours de Poste les Resolutions de l'Assemblée de L. H. P. la raison. II. 525. 541. Il voudroit sçavoir par quelle voie il pourroit envoyer sûrement à L. H. P. un gros paquet de Traitez. II. 528. Ses reflexions sur les fautes & bevuës commises dans la Liste des Traitez qu'on vouloit garentir; & la Ratification. II. 535. & *suiv.* 539. & *suiv.* 543. On redresse cela. II. 546. Ce qu'il a découvert de plus sur ce Droit de Tonneau en parlant là-dessus avec les Fermiers. II. 555. & *suiv.*

## T A B L E D E S

Il continuë à traiter ce sujet. II. 567. Ses reflexions sur le depart de *Trelon*, *Conventry* & *Talboth* pour le Nord, par raport à la France & à l'Angleterre. II. 597. Ce qu'il a decouvert du Traité fait nouvellement entre la France & le Brandebourg. II. 598. 599. Il souhaite de sçavoir s'il lui seroit permis de depenser quelque chose pour avoir les Pieces secretes. II. 600. Réponse qu'il reçoit là-dessus. II. 604. Il écrit encore sur le même sujet. II. 606. Sa pensée sur l'envoi du Tarif des Droits d'entrée & de sortie en France. II. 608. Sa pensée sur le soupçon d'une Négociation secrete entre la France & l'Angleterre. II. 610.

**Boreel** (*Guillaume*) Ambassadeur ordinaire de LL. HH. PP. à la Cour de France, fait plusieurs instances pour l'enregistrement du Traité d'Alliance &c. mais en vain. III. 104. & *suiv.* Il envoie au G. P. de *Witt* plusieurs Ecris, par lesquels il paroît, que les François continueront d'avoir un Commerce libre avec les Anglois, & qu'ils en sont favorisez. *ibid.* 106 & *suiv.* & il marque, que Mr. de *Lionne* ose assurer qu'il sçait tout ce que lui *Boreel* & Mr. de *Bèuningen* mandent-aux Etats & même au G. P. de *Witt*. III. 109. Il souhaite d'être rapellé à cause de ses indispositions. IV. 212.

**Boreel** (*Jacques*) par l'ordre de son Pere donne avis au G. P. de *Witt*, que d'*Estrade* tâche de former à Londres une Ligue, l'ex.



# M A T I E R E S.

l'exclusion de LL. HH. PP. & pour quelle raison. II. 440

Bouillon (*Mr. le de*) On sollicite en sa faveur pour la Pension qu'elle tire de LL. HH. PP. II. 127. 128. 139.

Boulleau (*Mr.*) Lieutenant au service des Etats. Les Ambassadeurs de la Republique le recommandent, pour qu'il soit avancé. II. 272. 274. mais cela n'a aucun succès; la raison. II. 284. 309. Nouvellés instances en sa faveur. II. 317. 319. qui ne produisent aussi aucun effet. II. 323. & *suiv.*

Bordeaux Neufville (*Mr. de*) Ambassadeur de France en Angleterre fait sçavoir, qu'on y est fort offensé de la saisie des Vaisseaux Anglois en France, surquoi le Roi les fait relacher. I. 73. Il se plaint que les Deputés des Etats à Londres ne lui donnent pas la moindre connoissance d'une grande Conference qu'ils ont eüe. I. 88. Il reçoit un ordre de féliciter le Protecteur. I. 148. Il n'est point satisfait de la premiere Audience qu'il a eüe du Protecteur. I. 197. Nouvelles de sa Négociation I. 131. Particularitez sur le même sujet, & qu'est-ce qui en arrête le progrès. I. 302. 305. Il fait quelques propositions au sujet des Rebelles des deux Roïaumes. I. 317. Pourquoi il n'envoie pas en France le plan du Traité. I. 322

Bourgeoisie (*Lettres de*) de telles Lettres doubles en usage parmi les Capitaines de Vaisseaux Marchands, qui (comme on dit) navigent entre deux eaux; combien cette fraude leur peut-être préjudiciable. I. 279. 280

## TABLE DES

Brandebourg (*l'Electeur de*) ; il prie les Deputez des Etats d'appuier à Ratisbonne ses intérêts contre le Duc de Neubourg. I. 175. Il est honoré par le Roi de France du titre de *Mon Frère*. I. 312. Il refuse le pas à LL. HH. PP. I. 326. Quel expedient on prend sur cela. I. 339. Particularitez du Traité entre ce Prince & les Etats. I. 340 344. Il est conclu. I. 340. Subsidés au lieu de Troupes accordez par les Etats à ce Prince. I. 390. Il conclut avec la Suede un Traité qu'on dit deroger au précédent fait avec les Etats. I. 391. 392. Autre Traité fait avec la France ; & quelques particularitez qui le regardent. II. 598. 599. Négociation avec ce Prince pour le porter à rompre avec *Munster*. III. 200. 201. Méfiance qu'on a en traitant avec lui. *ibid.* Ses Ministres négligent de présenter leurs Conditions par écrit. III. 231. Après avoir été congratulé par les deputez de l'Etat sur son heureuse arrivée à Cleves, on convient ensemble de conclure. III. 242. mais les Ministres de l'Electeur à la Haye ont des vuës si vagues, que la conclusion du Traité paroît encore bien éloignée. III. 250. & *suiv.* Nouvel ordre reçu là-dessus. III. 275. Il continuë à trainer. III. 282. Sentiment de *van Beuningen* sur cette Négociation. III. 289. Quoique *van Beverning* ait levé toutes les difficultez, néanmoins un nouvel obstacle en suspend la conclusion. III. 301. Enfin ce Traité se conclut. III. 321. l'Electeur recommande le Prince d'Orange, quelle

## M A T I E R E S.

réponse il reçoit à ce Sujet. III. 361. 362. Il se trouve *incognito* à la Haye, & s'abouche avec le G. P. de Witt. III. 438. Son sentiment sur la Ligue en faveur du Danemarck. III. 453. Ses Ministres demandent d'être traitez dans le Cérémonial comme ceux des Rois. III. 542. La pensée de Mr. van Beuningen là-dessus. III.

557

Brasset, ci-devant Resident de France à la Haye, son Eloge; on le consultoit souvent sur des affaires qui regardoient les Etats. I. 254. il dit n'avoir jamais employé de l'argent pour corrompre qui que ce fut en Hollande. I. 352. Suite de cet aveu. I. 355. 363. Sa bienveillance pour les Etats. I.

378

Brasset, le Fils, ne peut pas obtenir une Compagnie dans le service des Etats, non obstant les grandes sollicitations faites en sa faveur. I. 378. II. 110. Nouvelles sollicitations faites par le Roi de France. II. 144. 145. Celles-là produisent leur effet. *ibid.* 146. & *suiv.* Suites de cette affaire. II. 168. Quelle Compagnie on lui accorde. II. 229. Il demande excuse du retardement de son voyage en Hollande. II.

232

Breda, Ville choisie pour y traiter de la Paix avec l'Angleterre. IV. 84. Quels Ambassadeurs on y enverra. IV. 85. 98. Combien de Plenipotentiaires il y aura de la part des Etats. IV. 116. Qui prennent la résolution d'y en envoyer trois. IV. 125. & de faire signer le Traité par huit, dès

## T A B L E D E S

qu'il sera conclu. IV. 126. Quelques particularitez des Instructions envoiées aux Plenipotentiaires des Etats. IV. 135. 136. Arrivée des Ambassadeurs Anglois, & des Médiateurs Suedois. IV. 155. Ce qui s'est passé dans la premiere Conference entre les François, Danois & Hollandois. *ibid.* Reflexions sur la Paix qu'on y doit conclure. IV. 162. 167. Comment la Négociation s'avance. IV. 176. 181. 194. Sur tout après la nouvelle de l'avantage qu'on a eu sur la Flote Angloise. IV. 199. 200. Quelques particularitez de ce qu'on concertoit ensemble communiquées par Mr. de Beverningh. *ibid.* Conclusion du Traité. IV. 221

Breme; plusieurs Princes d'Allemagne se liguent ensemble, pour empêcher que cette Ville ne tombe entre les mains des Suedois. I. 269. Pour cette fin ils mettent une bonne armée sur pié. I. 270. Les Etats s'emploient aussi en faveur de cette Ville. I. 281. Nouveau différent entre la Suede & cette Ville; les Etats continuent d'agir. III. 617. 631. 646. Pour la mettre à l'abri il faudroit conclure une Ligue. III. 623. Laquelle se conclut entre le Danemarc, les Etats, Brandebourg & Lunebourg. III. 625. 626. Ce que la France en pense. III. 643. Comment cette Ville est fortifiée, & comment on pourroit la prendre le plus facilement. IV. 132

Bret (*Mr. du*) les Ambassadeurs des Etats le recommandent à LL. HH. PP. pour qu'il reste dans leurs Troupes. II. 79. 80.

## M A T I E R E S.

Il est élu Lieutenant-Colonel dans le Regiment de *Mombas*. II. 241. Autres sollicitations pour lui faire obtenir la place de Colonel, quoi qu'il reste au service de la Duchesse de *Montpensier*. III. 195

*Brienne (le Comte de)* son sentiment touchant la Négociation de *G. Boreel* est communiqué au G. P. de *Witt* par le Resident *Brasquet*. I. 19. Il se plaint à *Boreel* que les Etats donnent du secours à l'Espagne. I. 429. Il est affectionné à LL. HH. PP. II. 84. 317. Il le fait voir en parlant de l'affaire de la Pêche. II. 305. Le Roi de France lui donne le nom de *Hollandois*. II. 317. Son Fils est disgracié. II. 471. Il est aussi sur le point de se demettre de sa Charge en faveur de Mr. de *Lionne*. II. 487

*Broen (Marc)*, son procès contre le Président de *Pontac*. I. 377

Bruits; d'une Ligue offensive & défensive entre l'Espagne & la République d'Angleterre. I. 222. 225. de la mort du Roi de France & de *Mazarin*. I. 458. que le Portugal voudroit se rejoindre à la Castille. II. 405 461. d'une Négociation secrète entre la France, la Savoie & le Duc de Mantouë pour faire servir les Alpes de limites entre l'Italie & la France. III. 482. Continuation de ces mêmes bruits. III. 486. On dit, que ce bruit a été répandu par la Cour de Rome & la raison. III. 488. Que le Roi d'Angleterre auroit vendu *Tanger* à la France. III. 24. D'un Traité entre l'Angleterre & le Danemarck entièrement contraire aux Etats. III. 318.

S. 6. 319

## T A B L E D E S

319. Que la France a envoyé *incognito* une personne en Angleterre dans le tems qu'on faisoit des Ouvertures de Paix. III. 692. Cela se trouve faux, aussi bien que toutes les autres Nouvelles venues de Paris & écrites par des personnes qui n'ont aucune part aux Affaires. III. 705
- Brunel, Gouverneur du fils de Mr. de Sommersdyck est soupçonné d'intelligence. II. 25. 50. Il est justifié. II. 47. Eclaircissement là-dessus. II. 59
- Buat, Capitaine de Cavallerie au service des Etats, fait des propositions de Paix au G. P. de *Witt* de la part de l'Angleterre. III. 311. La réponse concertée avec Mr. d'*Estrades*. III. 312. est envoyée à *Buat* par le G. P. de *Witt*. III. 323. 324. Il envoie des nouvelles plus particulieres d'Angleterre. III. 397. 421. Réponse du G. P. de *Witt*. *ibid.* Il est mis en prison à cause des correspondances dangereuses qu'il avoit. III. 542. 543. Il commence à avouer. III. 549
- Buillau. *Voiez* Boulleau.

## C.

- C**abo-Corps, un Fort sur la côte de Guinée, est un sujet de differend entre la Suede & la Hollande. II. 519. Quelle est l'opinion du Roi de France sur cet article, & comment on la doit refuter. II. 531. Explication plus claire sur ce sujet par un exem.

# M A T I E R E S.

- exemple sensible. II. 547. Sentiment de la France sur cette affaire. II. 551. Relation circonstanciée de l'achat- & de la possession de ce Fort, faite par le G. P. *de Witt*. II. 552. & *suiv.* Pour quelle raison le Danemarck ne soutient pas les intérêts des Etats dans cette affaire. II. 560. comment *Borreel* agit sur ce sujet de contestation. II. 565. 566. *Voiez* Silverkroon.
- Carlisle (*le Comte de*) Ambassadeur d'Angleterre en Suede; il s'abouche avec P. *de Groot*. IV. 382. Il l'assure que l'Angleterre ne se separera pas de la Triple Alliance. IV. 385. 386
- Casse & Reforme de Troupes dans la repartition de la Hollande. II. 74
- Cérémonial, differend survenu entre la France & les Etats sur la signature d'un Traité. I. 501. 502. 503. Comment il se termine. I. 505. 506. Prétenfions des Ministres de Brandebourg pour la droite dans les Conferences avec les Commissaires des Etats. III. 542
- Cargaisons des Vaisseaux; qu'est-ce qu'on a observé dans le calcul qu'on en a fait. II. 207
- Centa; défaite des Chretiens devant cette Ville. II. 13
- Chambre Mipartie, son érection. I. 69. Deputez prêts à s'y transporter. I. 77. Quelques uns vont à Malines. I. 82. Cela donne des soupçons à la France. I. 93. L'Ambassadeur *Gamarra* est content de ce qu'on y a résolu. II. 20
- Chambre de justice. *Voiez* Justice &c.

## T A B L E D E S

**Chanut**, se prépare pour aller résider en Hollande en qualité d'Ambassadeur extraordinaire de France. I. 32. Il propose plusieurs choses pour en jouir lorsqu'il seroit arrivé. I. 33. On les refuse la plupart. I. 38. Son credit & son commerce de Lettres avec la Reine de Suede. I. 55. 56. 64. Son Eloge. I. 64. 356. On lui communique de tems en tems les avis qui viennent d'Angleterre. I. 128. Sa personne est fort agréable au G. P. *de Witt*. I. 175. Il fait des feux de joie & regale à la Haye des Personnes de distinction. I. 251. Il est rapellé. I. 350. Il fait son raport & parle des Etats avec honneur. I. 368. 369. Quelle personne lui doit succeder. I. 369. Ce qu'il a dit aux Deputez des Etats lors de son depart. I. 382. Il entre à Paris dans le Conseil de Commerce, & il soutient la continuation du Droit de Tonneau. II. 126. 127.

**Charges des Vaisseaux.** *Voiez* Cargaisons.

**Charost** (*le Comte de*) Gouverneur de Calais, est intéressé dans les Armemens de course. I. 451. Son mécontentement de ce qu'on n'avoir pas observé le Cérémonial dans une Lettre adressée à lui. III. 583. On découvre que la faute venoit du Copiste. III. 587.

**Charles II.** Roi d'Angleterre fait à Paris l'exercice de sa Religion dans la maison de son Resident. I. 155. Il tient fort secret son Traité fait avec l'Espagne. I. 482. 483. On parle de son mariage avec une Nièce de *Mazarin*. II. 3. 6. mais il ne se fait pas. II.



## M A T I E R E S.

II. 11. Il est sur le point de se marier avec la Princesse de Portugal. II. 104. Ce qui offense l'Espagne. II. 113.

Chifres dont on se sert dans les Lettres secretes, leur Clef, & instruction là-dessus.

III. 4. 7. IV. 172.

Chigi (*Fabio*). Voyez l'Article *Pape*.

Christine, Reine de Suede; étant arrivée dans le Brabant, s'y fait faire un Equipage de Roi. I. 313. Elle se rend à Fontainebleau. I. 481. Bruits de son voyage en Hollande. *ibid.* Elle fait prier le G. P. de *Witt* de faire en sorte que *P. de Groot* travaillât à mettre en Suede ses affaires en un meilleur état. IV. 324. Réponse de *P. de Groot* sur les affaires de cette Reine, sur sa Personne & sur sa Famille. IV. 349. *jusqu'à*. 355.

Civita-Vecchia, un Anglois qui en avoit levé le plan est regardé comme un Espion & mis en prison. I. 460.

Clergé de France, Remontrances qu'il veut faire au Roi contre les Reformez. I. 410.

411.

Cleves; Prétensions sur ce Duché. I. 238.

239. 274.

Clingenberg & Charisius, Ministres de Danemarck à la Haye, aiant négligé de communiquer à Mr. d'*Estrades* les Articles secrets du Traité qu'ils avoient conclu avec les Etats, sont cause de la défiance de la France. III. 320.

Clingenbergh parle avec *P. de Groot* sur le choix de la Langue dont ils devoient se servir dans les Lettres qu'ils s'écrioient.

IV.

## T A B L E D E S

IV. 248. & sur les prétensions des Marchands Hollandois sur le Roi de Danemarck & de celles de S. M. sur les Etats.

IV. 249. Comment cette affaire doit être traitée. IV. 257. 258

Colbert, Intendant des Finances en France, soutient plus qu'aucun autre le Droit de Tonneau; en conference là-dessus avec *Boreel*. II. 521. 522. 566. Plaisante pensée de ce Ministre sur la liberté du Commerce. *ibid.* Réponse de *Boreel*. *ibid.*

Colbert, Intendant des Finances, presse plus qu'aucun autre pour avoir des Etats les deux Vaisseaux pour leur Compagnie des Indes Orientales. III. 149. 153. 154. Ses raisons qu'il communique à *van Beuningen*, pour excuser la Cour sur les subsides à faire au Danemarck pour ses apprets de guerre. III. 266. & *suiv.* Sa proposition de diviser en deux la Flote des Etats, & la pensée de *van Beuningen* là-dessus. III. 381. 382. Proposition de convenir avec la Suede pour tous les materiaux qui concernent les Vaisseaux d'une telle maniere, que l'Angleterre en fut privée. III. 553

Colbert du Terron, envoyé par la France en Angleterre pour le paiement de Dunkerque; il doit aller en Suede & dans le Danemarck pour établir en ces deux païs le Commerce des François. II. 436. Il s'embarque à Brouage pour Lisbonne, avec une grosse somme d'argent. II. 487. Son retour en France sur un Vaisseau Hollandois. II. 570

Colbert du Terron, va à Cleves de la part de

## M A T I E R E S.

de la France; il passe par la Haye & s'abouche avec le G. P. de *Witt* & Mr d'*Ejtrades*. III. 292. Ce qu'il mande à la Cour de France de la Conference de *Beverning* avec *Vane*. III. 334. 335. Sa mesintelligence avec *Beverning*. III. 385. 395. Il n'est pas d'une humeur traitable, il est fort soupçonneux. III. 419. 420

Cologne (*l'Electeur de*) propose un secours mutuel, pour empêcher les Troupes Lorraines au sujet de leur quartier d'Hyver. I. 40. On nomme des Députés pour traiter ce sujet. I. 51. Ce qui donne occasion à plusieurs reflexions & paroît être de grande consequence. I. 58. Cette affaire pourtant n'a point de succès. I. 78. On la remet sur le tapis. I. 82. Differend entre l'Electeur & les Etats au sujet de l'Election du Magistrat de Rhynberg. I. 466. Comment cette affaire est proposée à Paris dans le Conseil du Roi en faveur de l'Electeur. II. 84. 85. Ce que là-dessus l'Ambassadeur des Etats a fait. II. 86. De quelle maniere les Etats croient qu'il faut proceder dans cette affaire. II. 311. & comment *van Beuningen* croit y réussir. II. 315. 316. Autre diferend avec lui pour l'Eglise Reformée à *Iffum*. III. 632. 633. Pensée de Mr. de *Lionne* sur ce sujet, & la réponse de Mr. *van Beuningen*. III. 644. le G. P. de *Witt* fait une relation claire de cette affaire. III. 647. Elle est en bons termes d'accommodement. IV. 27

Colvius Ministre de Dort: son Fils est recommandé à Mr. *Boreel* par le G. P. de *Witt*.

# T A B L E D E S

- Witt*. I. 223. Son Eloge. I. 259. 260
- Commerce entre la France & les Etats. Raison-  
nement sur cette matiere. II. 34. & *suiv.*
- Compiègne (*Traité de*) les Etats y sont char-  
gez d'une vieille debte. II. 388 Comment  
on doit agir sur cet article, si la France  
fait revenir cette affaire sur le tapis. *ibid.*  
395. 396. 399. Mr. de *Lionne* en parle à  
*Boreel* qui demande à Mr. de *Witt* son avis.  
II. 435. 436. Sentiment du G. P. de *Witt*  
là-dessus. II. 441
- Compagnie des Indes Orientales. *Voiez* In-  
des.
- Concurrence. *Voiez* Rang.
- Condé (*le Prince de*) hérite de tous les grands  
biens du Duc d'*Angoulême*. I. 72. La  
France procede contre lui comme contre  
un Rebelle. I. 101. Changement dans  
son Procès, & pourquoi. I. 148 Incivi-  
lité & impolitesse de ce Prince lorsqu'on  
lui annonce le mariage de son Frere. I.  
160. Ses biens son réunis au domaine de  
la Couronne. I. 299. Combien le zele se  
réveille pour lui, lorsque la France a échoué  
dans son dessein sur Valenciennes. I. 464.  
Desseins qu'il forme avec *Don Jean d'Autriche*  
contre la France. I. 483
- Conjonction des Flotes de France & des  
Etats, comment elle doit se faire; conference  
là-dessus entre de *Lionne* & *van Benningen*  
III. 285. entre le G. P. de *Witt* & d'*Estrades*.  
III. 287. 306. Délibérations & infor-  
mations sur ce même sujet en Hollande.  
III. 293. Comment la France prend ce  
qui

## M A T I E R E S.

qui s'est passé dans la Conference entre *de Witt* & *d'Estrades*. III. 295. Autres réflexions de *de Witt* là-dessus. III. 299. Différence de la jonction des Flotes à forces égales, ou inégales. *ibid.* 308. Raisonnement de *van Beuningen* sur cette jonction. III. 329. & *suiv.* Autre du G. P. de *Witt*. III. 337. & *suiv.* Autre encore de *van Beuningen*. III. 352. & *suiv.* & du G. P. de *Witt*. III. 362. 363. 369 370. Comment *van Beuningen* continuë d'agir sur ce point important. III. 372. & *suiv.* aussi bien que LL. HH. PP. III. 376. Proposition de *Colbert* de faire agir separement les deux Flotes; réponse de *van Beuningen*. III. 381. 382. laquelle est conforme à celle du G. P. de *Witt*. III. 384. Comment *van Beuningen* continuë d'agir. III. 389. 390. Apparence qu'on s'accordera ensemble sur cet article. III. 394. La France ne songe plus tant à cette affaire. III. 437. 447. Proposition du G. P. de *Witt* pour la jonction des deux Flotes. III. 442. 443. Opinion de la Cour sur cela. III. 459. jusqu'à 464. Cette affaire est remise sur le tapis, par le retour de l'Amiral de *Beaufort* du Portugal. III. 550. & *suiv.* Pour cette fin Mr. de *Bellefont* est envoïé en Hollande. III. 554. Proposition faite par *Colbert* & *van Beuningen* pour la jonction. III. 558. & *suiv.* 560. & *suiv.* Lettre sur ce sujet, du Roi à *d'Estrades*. III. 584. & *suiv.* pensée du G. P. de *Witt* là-dessus. III. 587. & *suiv.* On s'accorde enfin. IV. 65. mais l'affaire traine encore du côté de la  
Fran-

# T A B L E D E S

- France. IV. 79. *van Beuningen* fait fortes instances pour que la jonction fasse IV. 110. 111. Convention pour jonction des Flotes. IV. 125. On ne juge plus nécessaire IV. 20
- Conseil de Marine. *Voiez* Marine.
- Constantinople, desseins de cette Cour, pour faire une invasion dans l'Italie. II. 60 60
- Consuls, nécessité dans laquelle sont les Hollandois d'en établir dans les Ports de France. II. 534 57
- Conti, (le Prince de) succede à son Frere Prince de Condé. I. 101. Il épouse M<sup>lle</sup> *Martinozzi*, Nièce de *Mazarin*. I. 148. Il jette la Lettre de son Frere de Condé au feu, & donne une réponse plaisante au Porteur. I. 160. Il se prépare pour partir pour la Catalogne en qualité de Viceroy. I. 189. La Cour lui donne quelques biens confisquez de son Frere. 29
- Corfaires. *Voiez* Piraterie & Turcs de Tunis.
- Cour de France étant éloignée de Paris, & occupée à des Sieges des Villes, est causée par-là des plaintes des Ministres étrangers & de la négligence dans les affaires qui concernent les Etats. I. 236. 242. 260. Elle se propose un Voiage à Lyon; conjecture sur la raison qui la porte à cela. I. 277. 341. Elle répand de bonnes nouvelles, pour pouvoir plus facilement introduire de nouveaux Impôts. I. 355
- Cour de Hollande execute les Sentences déterminées

## M A T I E R E S.

cernées en France contre les Sujets des Etats. III. 616. Le reciproque n'est pas observé en France. *ibid.*

ourtin, Resident de France à la Cour de Suede, assure le Resident des Etats à la même Cour, qu'il lui communiquera tout ce qui se passe; mais il ne remplit pas sa promesse. II. 433. 434 il doit aller en Ambassade de la part de la France en Angleterre. III.

omwel, Protecteur d'Angleterre; la Maison d'*Orange* lui donne de l'ombrage; les Etats deliberent de l'en guerir. I. 206. Conspiration contre sa Personne découverte; & ce qu'on en pense en France. I. 217. Il reconnoit, que les prétentions des Anglois sur la Couronne de France étoient mal fondées. II.

unæus, Secrétaire de l'Ambassadeur *van Gogh*, arrive d'Angleterre à la Haye; dans quelle situation il y a laissé les affaires. IV.

## D.

Danemarc, se plaint qu'on a fraudé le Péage du Sond. III. 178. Il est porté à se joindre avec les Etats contre l'Angleterre, pourvu qu'il soit assisté. III. 199. Plusieurs propositions faites à cette fin par les Etats. III. 240. 241. Il demande une trop grosse somme d'argent. III. 241. Autres propositions faites sur ce sujet par le G. P. de *Witt* aux Ministres Danois. III. 250.

# T A B L E D E S

250. & pour disposer la France à avancé de l'argent. III. 259. 260. Suite de cette Négociation. III. 273. & *suiv.* Conditions proposées sur cet article. III. 281. 345. Comment *van Beuningen* agit là-dessus à la Cour de France. III. 283. Cette Négociation est sur le point d'être conclue. III. 291. Elle est conclue dans toutes ses parties. III. 300. 301. 304. Ce Traité est signé & scellé. III. 308 31
- Danemarck craint les desseins des Suedois. II. 380. son Traité secret avec l'Angleterre est découvert. III. 383. il ne faut pas laisser cette Couronne dans la neutralité, mais tâcher de la faire agir avec vigueur contre l'Angleterre. III. 412. 413. 416. 417. & *suiv.* Quelles en sont les raisons & les motifs. III. 496. 506. 515. Du Salut des Vaisseaux en cas de jonction des Flottes Danoises & Françoises. *ibid.* Lettres entre *van Beuningen* & *Zeevet* sur la jonction des deux Flottes. III. 571. *jusqu'à* 57
- On donne connoissance au Roi de Danemarck des ouvertures qu'on a faites pour la Paix. III. 702. Belle réponse du Roi sur la nouvelle qu'il alloit être attaqué par les Anglois. IV. 2
- Dantzick, les Hollandois y ont moins de franchise, & sont plus chargez que ceux des autres Nations. I. 414 Cette Ville met ordre, & demande le reste du secours des Etats. I. 445. 446. Suites de cette affaire. I. 4
- Davidsz (*Laurent*) prisonnier à Dort, réclamé par la France à cause de ses propriétés. teri



# M A T I E R E S.

teries. II.

559

Deutecom, Consul des Etats au Havre de Grace, ne peut pas exercer sa Charge tranquillement, raisons pourquoi. I. 294. 297. 338. Il s'y ruïne. I.

343

Diepe, sédition qui s'éleve dans cette Ville, à l'occcation du Droit de Tonneau. II.

137

Dissensions dans les Pais-bas, combien préjudiciables par rapport aux Etrangers. I. 249. Reflexions sur de pareils evenemens. I.

370

Dolman (*Thomas*), grace que les Etats lui accordent en considération de son Pere. I.

446

Downingh arrive d'Angleterre à la Haye, pour être un des Médiateurs pour la Paix entre le Portugal & les Etats. II. 122. Il demande d'être présent aux Conférences de l'Ambassadeur de Portugal avec les Commissaires de LL. HH. PP. II. 132. 133. Il sort du caractère de Médiateur. II. 134. Il n'est pas présent à la dernière Conférence, & pourquoi. II. 152. 153. il va à Cleves pour les affaires du Prince d'Orange. II. 196. Ce qu'il dit au G. P. de Witt. au sujet de la Pêche. II. 248. & sur l'arrêt fait en Angleterre sur les Vaisseaux Hollandois. II. 363. Il s'en retourne en Angleterre après quelques diferens survenus entre ce Roïaume & les Etats. II. 591. 592. On donne à un de ces Memoires le nom d'*impertinent*, & pourquoi. III.

29

Draps de Hollande. *Voyez* Manufactures.

Dun-

# T A B L E D E S

Dunkerque, les Anglois vendent cette Ville aux François; reflexions sur la Garantie que les Etats en doivent faire. II. 443. 450. Resolutions à ce sujet. II. 456. 457. Mr. d'*Estrades* dit que cela doit se faire au même tems de l'échange de la Ratification du Traité de l'Année 1662. II. 467. 468. Sentiment de LL. HH. PP là-dessus. II. 473. La Garantie des Etats étant prête, de quelle maniere il faudra la livrer. II. 514. Comparaison de cette acquisition de la France avec celle des Hollandois de Cabo Corps dans la Guinée II 546. Pourquoi cette Ville ne doit pas être plus exempte du Droit de Tonneau que les autres. III. 171. 172.

Duras (*Mr. de*) est proposé par Mr. de *Turenne* pour avoir un emploi dans les Troupes des Etats. II. 32. difficulté qu'il y a. II. 43. 44.

## E.

**E**Gmont (*le Comte d'*); l'Ambassadeur d'Espagne sollicite les Etats en sa faveur pour la restitution de ses biens, & pour obtenir un sauf-conduit. II. 44.

Elbing (*Traité d'*) entre la Suede & les Etats; reflexions sur ce Traité, sçavoir s'il faut le casser ou non. III. 238. 252. 476. 512. 51

Electeurs, leurs differens intérêts par rapport à la Maison d'Autriche. I. 273. 274

Quiconque d'eux prête l'oreille à la France

# M A T I E R E S.

- ce sont autant de moins pour la Maison  
d'Autriche. I. 354
- Electeurs, les trois Ecclesiastiques, sont  
portez à faire une Alliance avec les Etats. I. 463
- Eleus en France offrent six millions au Roi  
pour être rétablis dans leurs charges. I. 179
- Elplingham; Mr. *van Beuningen* le recom-  
mande à LL. HH. PP. pour être employé  
par Elles. III. 112
- Empereur, comment il a sçu gagner l'affec-  
tion de la Reine de Suede. I. 220. 221.  
Ses desseins dans l'Empire en faveur de  
son Fils. I. 255-256. Il parle avec fer-  
meté à l'Envoïé de France au sujet des  
Païs-bas & du Milanez. I. 482
- Empereur, lui & d'autres moindres Princes  
de l'Empire osent demander bien de cho-  
ses aux Etats, maintenant qu'ils croient  
que ces derniers sont réduits fort bas. I. 177
- Enckhuse, cette Ville fait difficulté d'abolir  
le *Veyl-Gelt* & de hausser les Convois &  
Licents. II. 107
- Ennemis (les Biens des) confisquent ceux des  
*Amis*. Mauvaise Règle des François, la-  
quelle ils pratiquent à notre égard, & à  
laquelle ils contredisent eux-mêmes en  
Angleterre. I. 287
- Enrégistrement du Traité d'Alliance entre la  
France & LL. HH. PP. dans toutes les  
Cours Souveraines de ce Roïaume, com-  
bien il devoit coûter. II. 577. Re-  
flexions du G. P. de *Witt* là-dessus. II.
- Tome IV.* T. 580

# T A B L E D E S

580. 584. Mr. *Boreel* aiant pressé cet En-  
registrement, Mr. d'*Estrades* lui promet  
dans la suite qu'il se feroit, après qu'on  
auroit dressé un Extrait des Articles des  
Etats, concernant le Commerce: Cela  
étant fait, *Boreel* presse encore, mais inuti-  
lement. III. 104. & suiv
- Enrollement de Soldats ou de Matelots pou  
des Puissances étrangères est défendu pa  
les Etats. I. 421
- Eschar, Seigneur Suisse; témoignage qu'o  
rend de lui. III. 25
- Esclaves. *Voiez* Turcs.
- Espagne; ses Emissaires sont des boute-feux  
& par leur haine Ecclesiastique ils causen  
le plus de préjudice à notre Republique  
I. 65. La mort du Prince d'Espagne & l  
foiblesse de la Reine donnent lieu à plu  
sieurs discours en France. II. 226. O  
songe à donner en mariage à l'Empereur  
la seconde Princesse Infante. II. 396. 397
- L'Ambassadeur de cette Couronne pres  
l'Ambassade résoluë des Etats à Madrid.  
448. 449. L'Ambassadeur Espagnol à Pa  
ris offre au Roi de France les Troupe  
de son Maître, mais on le remercie. I  
37
- Espagne, ses hostilitéz contre les Etats e  
faveur de Munster. III. 319. Consider  
tions des Etats sur ces hostilitéz. III. 32  
350. Qu'est-ce que cette Couronne auro  
de meilleur à faire pour détruire le desse  
des François sur les Pais-bas Catholique  
IV. 151. 152. L'Espagne n'est pas ass  
prévoiante ni pénétrante sur cet article  
IV

# M A T I E R E S.

IV. 157. Reflexion sur la Renonciation de la France sur cette Couronne dans la Paix qui doit se faire. IV. 201. 102. Les Espagnols n'exécutent pas leur promesse sur l'article des Subsidés qu'ils devoient fournir à la Suede en consequence de la Triple-Alliance. IV. 258. Mesures prises pour les y porter. IV. 300. & *suiv.* 312. 313. Ils y acquiescent. IV. 321. & l'Ambassadeur *Gamarra* en passe un Acte à la Haye. IV. 377

Especies. *Voiez* Argent.

*Estrades* (*le Comte d'*); il demande qu'on ne lui ôte pas la place de Colonel qu'il a au service des Etats. I. 30. Il a beaucoup de crédit à la Cour de France, & y est fort estimé. *ibid.* Il va en Ambassade en Hollande. II. 262. Reflexions sur sa Personne, & la cause de ce prompt voiage. II. 268. On dit qu'étant en Angleterre, il y faisoit des propositions sur le différent du Pavillon. II. 288. 296. 308. Sa Négociation y est encore secrette. II. 404. Il attend premierement la conclusion de l'Accord pour la cession de Dunkerque. II. 422. 423. Ce qu'il avoit proposé sur cette affaire avant son départ de Paris. *ibid.* & ce qu'il en dit lorsque cette affaire devient publique. II. 426. 427. Opinion de *Boreel* sur ce sujet. *ibid.* On dit de Mr. d'*Estrades* qu'il travailloit à une Ligue avec l'Angleterre, &c. à l'exclusion des Etats. II. 440. Il se trouve à la Haye, & entre en conférence sur la Ratification du Traité avec les Etats. II. 457. 458. Aiant

## T A B L E D E S

rendu de bons offices pour l'heureuse fin de cette affaire, *Boreel* applaudit à sa méthode. II. 457. 476 Son opinion pour terminer heureusement la Négociation contre la Compagnie de l'huile de Baleir & contre le Droit de Tonneau. II. 48. Sa Personne est agréable aux Etats, & reçoit 25000 livres pour les arrerages de sa Pension. II. 515. Il est en conférence avec des Commissaires de LL. HH. P. sur l'article du Droit de Tonneau. II. 56 sur l'arrivée de *van Beuningen* en France & sur l'accomplissement de l'Alliance. II. 26. Il donne à connoître qu'on a été plus fin que la France en faisant la dernière Alliance. III. 41. Sa proposition de prêter secrètement du secours en argent à la France. III. 49. En conférence avec le G. P. de *Witt* sur l'envoi des Ambassadeurs de France en Angleterre pour moyenner la Paix. III. 77. 78. Autre entrevue sur le même sujet; il s'offre lui-même à cette fin. III. 103. Comment ce projet est pris en France. III. 125. Il se soumet à la décision du Roi sur le rang qu'il doit tenir. III. 128. Il demande quelque éclaircissement sur le bruit qui courroit de méfintelligences entre les Provinces des Etats, & des Négociations secrètes avec l'Angleterre à l'insçu de la France. II. 198. & sur la sortie d'une certaine quantité de Poudre à canon; on la lui refuse publiquement, mais on lui en accorde plus grande partie en cachette. III. 30. En conférence avec le G. P. de *Witt* 1

## M A T I E R E S.

les menaces des Suedois, & pour faire que les Danois demeurent neutres. III. 408. 417. & sur le paiement du Subside à faire aux Danois. III. 410 D'où vient qu'il a écrit d'une autre manière que Mr. *de Witt* au sujet de la Ligue en faveur du Danemarck. On trouve scandaleux les Memoires qu'il présente pour obtenir des Vaisseaux pour la France. III. 640. Il veut engager sa vie & son honneur pour certifier que la France n'a pas envoyé quelqu'un en Angleterre. IV. 2. Ce qu'il écrit en France donne une mauvaise opinion de la Constitution de l'Etat. IV. 71. 59. & suiv. 87. Comment agir sur la réponse qu'il a reçue. IV. 79. 80. Quel effet ont produit ses lettres sur cet article. IV. 103. Il vient des Conférences tenues à Breda pour parler à la Haye du dessein du Roi sur les Pais-bas Catholiques. IV. 142. 143. Il en revient encore pour faire un Accord sur ce point. IV. 200. 201. Sa proposition. IV. 204. Son entrevue avec le G. P. *de Witt* sur cette affaire. IV. 242. Il étoit affectionné aux Etats. IV.

296

Etats Généraux ; par un Traité fait avec la France ils sont deormais appelez *les Seigneurs les Etats*, au lieu de *les Sieurs Etats*. I. 85. Ils ne prétendent pas stipuler le Droit de faire des Traitez avec les Sujets rebelles de la France, mais seulement de pouvoir contracter avec eux pour la sécurité des Sujets des Etats. I. 87. Ils chargent *Boreel* de tacher d'obtenir l'aboli-

## T A B L E D E S

tion de l'injuste Loi: *Que la robe d'Ennemi confisque celle d'Ami.* I. 287. Précautions qu'ils prennent à l'occasion de l'Armement des Suedois. I. 332. & pour le Commerce dans la Mer Baltique. I. 346. Ils travaillent à lever les méfiances qui sont entre les Membres de l'Union. I. 362. Ils donnent ordre de fournir, selon le Traité, de l'argent au lieu de troupes au Brandebourg. I. 390. 391. Instructions qu'ils donnent à leurs Ambassadeurs en Danemarck pour la sûreté du Commerce dans la Mer Baltique. I. 393. & *suiv.* Le respect & les égards des Puissances étrangères pour les Etats augmentent par les Flottes formidables qu'ils mettent en mer. I. 462. Ils arment contre les Corsaires Turcs pour la sûreté dans la Méditerranée. II. 49. Ils prient les autres Princes d'en faire de même. II. 50. Ils font dire à l'Ambassadeur de Portugal de donner une réponse positive sur ce qui s'est passé, à l'occasion de la Paix avec cette Couronne, qu'autrement il n'a qu'à se retirer dans dix jours. II. 148. L'on approuve ce procédé à Paris. II. 163. Souveraineté des Etats sur Ravensstein. II. 193. Ils écrivent au Roi de France au sujet du Droit de Tonneau &c. II. 201. Cette Lettre n'est pas encore rendue. II. 214. & elle est réservée pour servir de dernier effet contre le Droit de Tonneau. II. 220. Ils ordonnent une réjouissance publique sur la naissance du Dauphin. II. 228. Ils délibèrent & viennent à une résolution à l'égard des Négocia-

cia:



# M A T I E R E S.

ciations avec la France. II. 245. & *suiv.* 285. 286. Ils font confronter le Traité conclu avec cette Couronne, avec les Instructions & les Résolutions qui le concernent II. 346. 347. Mesures qu'ils prennent sur l'arrêt fait en Angleterre des Vaisseaux Hollandois à la priere des Chevaliers de Malte. II. 361. 363. & à l'égard de plusieurs autres vexations faites en Angleterre. II. 367. 403. Ils ratifient le Traité conclu avec la France. II. 378. Le titre de *Serenissime*, qui y est donné au Roi de France, ne plait point. II. 391. On l'y laisse pourtant. II. 392. La lenteur de la Ratification de la France donne de l'ombrage aux Etats. II. 443. 444. 456. 459. 460. 466. 468. Les Commissaires de LL. HH. PP. sont en conférence sur cet article avec d'*Estrades*. II. 469. 470. Resultat des délibérations faites sur ce sujet. II. 473. Ils résolvent de mettre une charge sur les Vaisseaux François comme ceux ci le font sur les Hollandois. II. 499. Diverfes remarques sur le titre de *Seigneurs*, ou de *Sieurs* donné par la France aux Etats. II. 536. 537. Ils font faire des plaintes à *Downingh* sur la prise de Cabo Verde par les Anglois, & ils ont de nouvelles brouilleries avec cette Nation. II. 591.

592

Etats Généraux; ils agissent avec beaucoup de moderation contre les hostilités des Anglois, & pourquoi. III. 11. 12. 21. Ils sont mécontents du delai de la France dans l'exécution de l'Alliance. III. 48. Ils

## T A B L E D E S

prennent la résolution de rompre publiquement avec l'Angleterre. III. 50. 57. & d'augmenter leurs forces par mer & par terre. III. 66. 67. Ils choisissent des Envoyez pour la Suede & le Danemarc. *ibid.* Ils prennent à cœur ces affaires contre l'Angleterre. III. 76. 77. Pour cette fin ils font un accommodement avec la Suede. III. 76. Ils ne sont pas portez à prendre des Troupes étrangères commandées par un Chef de distinction. III. 80. Ils regardent le delai de la France dans l'exécution de l'Alliance comme une contravention manifeste de ce même Traité. III. 83. Ils prient le Conseil d'Etat de vouloir faire une seconde petition pour la construction d'un plus grand nombre de Vaisseaux de guerre. III. 104. Expedient des Etats pour sauver le Point d'honneur du Roi de France & en même tems leur propre droit & leurs intérêts, dans le differend survenu au sujet des Vaisseaux pour la Compagnie Françoisse des Indes. III. 145. 146. Ils résolvent de rappeler d'Angleterre l'Ambassadeur *van Gogh*. III. 230. Pour finir la guerre de Munster, ils souhaiteroient traiter directement avec l'Empereur plutôt qu'avec l'Evêque; & pourquoi. III. 238. 239. Ils envoient des Deputez pour accommoder les differens entre la Suede & la Ville de Breme. III. 646. 647. Sous quelle condition ils écriront au Roi d'Angleterre sur la Négociation de la Paix à entamer. III. 681. Ils font faire des recherches pour sçavoir l'intention de la France.

# M A T I E R E S.

ce pour tenir sur pied les Troupes Suedoises aux environs de Breme, ce qui ne leur feroit pas plaisir. III. 686. Réponse de *van Beuningen* à ce sujet. III. 698. 699. La condition des Etats sous laquelle ils veulent écrire à la Cour d'Angleterre étant acceptée, on fait cette Lettre de concert avec les Ministres de France & du Danemarck. IV. 7. Ils délibèrent pour que quelques Provinces paient promptement, afin de pouvoir donner facilement à leurs Alliez les Subsidés promis. IV. 18.

Etats de Hollande, leur Avis présenté à la Généralité pour envoyer des Ambassadeurs en Espagne & à Venise, n'est d'aucun effet. I. 161. 258. Ils panchent à une Alliance avec la France, mais les pirateries des François en détournent les esprits. I. 267. Au sujet d'une Alliance avec la France, ils font examiner les Actes antérieurs, pour voir ce qui s'est passé en pareille occasion. I. 376. 377. Ils résolvent, pour donner plus de pouvoir & d'autorité à leurs Ambassadeurs, de leur laisser conclure & signer les Alliances, sans aucune restriction. II. 78. Ils sont résolus de ne point achever l'Alliance avec l'Angleterre; & pourquoi. II. 92. d'en faire de même avec les François, s'ils n'abolissent pas leurs innovations sur l'article du Commerce. *ibid.* Ils auroient souhaité que leurs Ambassadeurs en Angleterre eussent suivi l'exemple de *van Beuningen*. M. 110. Ils songent à user de représailles, en cas que la France ne désiste pas. II.

# TABLE DES

121. La Résolution prise sur cet article est tenue secrète. II. 124. Ils prennent leur résolution sur la Négociation qui se fait en France. II. 174. Ils insistent fortement sur l'abolition du Droit de Tonneau. II. 190. & *suiv.* Autres délibérations pour porter à une conclusion la Négociation qui se fait en France. II. 199. 200. Résolutions prises là-dessus. II. 234. 240. 245. & *suiv.* Ils travaillent sur cet article dans leur Assemblée, & qu'est-ce qui y est décidé. II. 310. 312. Ils résolvent de rappeler de France leurs Ambassadeurs Extraordinaires, si cette Couronne ne donne point de satisfaction sur l'article de la Pêche. II. 315. 322. 323. Ils prennent la résolution de faire une Ligue contre les Corsaires de Barbarie. II. 381. 386. 413. 417. 418. Ils jugent qu'il vaut mieux, que *Boreel* ne se mêle pas du différend de Venise avec le Grand Seigneur. II. 414. I. 337. 338. Leur mécontentement sur la lenteur de la Ratification de la France, &c. II. 450. 451. Quelle résolution ils prennent sur les affaires qu'ils ont avec la France. II. 475. Leur désir d'observer avec cette Couronne reciproquement & dans tout son entier ce qui a été négocié. II. 497. Résolution ferme sur les différends avec l'Angleterre. II. 592. Sous quelle condition ils voudroient faire une Alliance avec Venise. II. 603. 604. Ils résolvent d'envoier *van Beuningen* à la Cour de France. II. 612.  
 Etats de Hollande; leurs résolutions sur les hosti-

## M A T I E R E S.

hostilitez que les Anglois font contre eux. III. 7. Ils délibèrent sur les moïens de trouver de l'argent. III. 13. 361. 369 IV. 49. 56. & pour équiper un nombre de Vaisseaux de Guerre. III. 50. 58. Ils donnent leur consentement pour de nouveaux impots. III. 58. IV. 56. Ils règlent les choses d'une telle maniere, que l'Argent de Hollande sera employé pour équiper promptement leur Flote, & celui des autres Provinces pour augmenter leurs Troupes. III. 67. Leur résolution sur le différend à l'occasion des Vaisseaux achetez pour la Compagnie Françoisse des Indes. III. 130. 131. Ils y persistent, malgré les paroles fieres de *Lionne* à ce sujet. III. 142. Ils s'assemblent de nouveau sur cette matiere extraordinairement & en secret. III. 143. 144. Résolution qui s'en ensuit. III. 147. Ils résolvent des'opposer aux desseins de l'Evêque de Munster. III. 183. 184. Ils font presser la France de rompre avec l'Angleterre. III. 188. 189. 190. Ils délibèrent pour tacher de faire rester la Suede neutre. III. 237. Sur ce qu'il y a à faire pour soutenir la guerre de Munster. III. 280. & sur le choix d'un Général de capacité & d'expérience pour la Campagne prochaine, quand même ce seroit un Etranger. III. 292. Après avoir découvert qu'on avoit beaucoup de repugnance pour un Général étranger, il semble que cette pensée s'évanouit. III. 305. Délibérations particulieres des Membres de l'Assemblée sur cet article. III. 312. 313. Résolution

## T A B L E D E S

prise là-dessus. III. 325. Dans quelle disposition & sentiment final sont les Seigneurs. III. 336. Autres délibérations, à qui il faut conferer les Charges Militaires. III. 371. Sur le paiement de l'argent des subside. IV. 35. & pour presser les Provinces lentes à fournir leur contingent. *ibid.* Ils rejettent la proposition des Anglois, de prendre la Haye pour le lieu de la Négociation de Paix entre eux & les Etats. IV. 40. 41. La Généralité acquiesce aussi à ce refus. IV. 44. Ils panchent à porter l'Espagne à donner une satisfaction raisonnable à la France sur l'article des Pais-bas Catholiques. IV. 153. Mesures prises pour porter le Roi de France à se déclarer sur ce point. IV. 178. Ces mesures ne sont pas communiquées à la Généralité; & pourquoi. IV. 180. Résolution prise à l'occasion des Ordres donnez à *van Beuningen* sur le differend du Pavillon, sans la communiquer aussi à la Généralité. IV. 209. La bonne harmonie qu'il y a entre les Membres de l'Etat est enfin la cause de l'égalité de la repartition du Contingent entre les Quartiers du Sud & du Nord. IV. 263.

### F.

**F**Abert (*Mr. de*) il fait irruption dans le Pais de Liege, ce qui donne de l'ombrage aux Espagnols. I. 177:178

Fers.

Fermes en France. Quelles sommes elles font entrer par mois dans les Coffres du Roi. II. 490.

Fermiers de France. Leur injuste procédé envers les Capitaines des Vaisseaux Marchands Hollandois. II. 465. Ceux de la Rochelle se plaignent du Droit de Tonnneau. II. 140. 142.

Flote des Etats, est peu endommagée après avoir chassé de nos côtes celle des Anglois. I. 8. On la renforce de nouveau pour être plus puissante en Mer. I. 14. Elle est endommagée par une tempête. I. 58. On l'augmente encore de trente Vaisseaux. I. 95.

Flote; l'on en veut envoïer une de quarante-huit Vaisseaux de guerre dans la Mer Baltique. I. 427. L'on fournit au Collège de l'Amirauté des môiens pour équiper cette Flote. I. 446. La Zelande y fait quelques difficultez, mais on les leve. I. 450.

Flote, celle des Etats étant prête au Texel, on y députe des Commissaires. III. 152. Elle met en mer. III. 163. Etant fortifiée de quelques autres Vaisseaux, elle fait voile vers Harwits. III. 165. Elle a du dessous dans le combat contre les Anglois. III. 173. Elle remettra en mer, quoique contre le sentiment de la France; & pourquoi. III. 185. 186. Sentiment de quelques uns, qui tend à différer un nouveau combat. III. 440. 461. 467. 483. Le G. P. *de Witt* est d'un sentiment contraire, & il allegue ses raisons. III. 442.

# TABLE DES

443. 465. 470. De combien la Flote, qui doit faire voile sous le Lieutenant Amiral de *Ruyter*, est forte. III. 454. 466. 470. Elle est déjà en mer, & en quel état elle est. III. 470. Pourquoi il n'est pas avantageux à la Flote des Etats de livrer bataille dans la Manche. III. 474. 512. Après un combat de quatre jours elle remporte une Victoire complete. III. 477. Relation de la Bataille. *ibid.* & *suiv.* Autre Relation plus circonstanciée. III. 490. & *suiv.* Elle sera prête en peu de jours pour aller rejoindre l'Ennemi. III. 449. Elle remet en Mer forte de quatre-vingt-deux Vaisseaux de guerre. III. 501. 502. L'on a mis sur la Flote vingt Compagnies de Soldats. III. 504. Second Combat naval; pour quelle raison l'on n'a pas remporté la victoire. III. 533. 534. Elle est bien-tôt rétablie dans le *Wielingen*. III. 539. & va promptement remettre en mer sans attendre les François; la raison pourquoi. III. 546. De combien de Vaisseaux elle est composée. III. 564. Instances de la France pour qu'on attende leur Flote. III. 567. Elle met à la voile. III. 577. Préjudice que lui cause l'incertitude de la venue de la Flote de France. *ibid.* & *suiv.* Des maladies obligent le plus grand nombre des Vaisseaux de rentrer dans les Ports. III. 595. Mesures pour la remettre en mer au Printems, & qu'est-ce qu'elle executera alors. III. 619. Qu'est-ce qu'on fera pendant l'Hyver. III. 622. 625. 635. La Flote va en mer; de combien elle est forte.



forte. IV. 165. Nouvelles de l'avantage qu'elle remporte sur les côtes d'Angleterre. IV. 183. 184. Elle occupe & tient fermée la riviere de Londres. IV. 211.

Fouquet Sur Intendant des Finances a beaucoup de part au maniement des affaires.

II. 82. 86. Il soutient avec le plus d'ardeur la Compagnie de l'Huile de Baleine & le Droit de Tonneau. II. 89. 96. 119.

149. Il est disgracié. II. 171. 173. Il traversoit le plus les Hollandois. II. 176. Sa

conduite. II. 177. On lui fait son procès. II. 233. 314. On croit qu'il perdra

la vie. II. 327. Il se plaint qu'on a imprimé son Procès à Amsterdam. III. 84.

116.

France, elle prend de l'ombrage de la Négociation des Etats avec le Gouvernement

d'Angleterre. I. 35. Les François sont tellement mécontents des Anglois, que,

selon le sentiment de *Boreel*, l'on en pourroit bien venir à une rupture. I. 55. S'ils

ne peuvent pas devenir amis des Anglois, ils veulent faire une Ligue avec les Etats

& avec d'autres Puissances. I. 61. & même donner une Flote au Roi *Charles*,

non pas pour le rétablir, mais pour le bien de la Ligue. *ibid.* Ils annullent pourtant

les Arrêts faits dans leurs ports sur les Vaisseaux Anglois, pour prévenir une

guerre. I. 73. Ils tachent de faire entrer le Roi de Portugal dans le Traité qui doit

se faire avec les Etats. I. 79. Qu'est-ce qu'il y a à dire de leur admission dans le

Traité entre l'Angleterre & les Etats. I.

## T A B L E D E S

95. Ils soupçonnent, que les Etats les amusent, pour obtenir de meilleures conditions de l'Angleterre. I. 97. Ils présentent l'Alliance. I. 99. Ils veulent la rendre si forte & si solide, que les Voisins n'oseront pas faire aucun tort à aucune des deux Nations. II. 107. Ils sont résolus de soutenir le Prince de Liege, & proposent aux Etats d'en faire de même. I. 135. Ils ne sont pas compris dans le Traité entre l'Angleterre & les Etats; la raison de cela. I. 141. Ils parlent avec éloge des soins qu'on s'est donné pour faire entrer le Danemarck dans ce Traité, & demandent d'y avoir aussi part. I. 144. Ils témoignent n'être pas fâchez, que, pour obtenir cela, les Etats n'aient pas pris une Résolution *sine quâ non*. I. 157. Ils souhaiteroient, que les Etats envoiasent en Espagne un Ambassadeur Extraord. pour travailler à une Paix entre cette Couronne & la France. I. 159. Ils font battre pour plusieurs millions de monnoie de cuivre. I. 198. 295. Ils prennent de l'ombrage, de ce que Holstein-Gottorp, les Villes Hanseatiques, le Comte d'Oldenbourg & les Cantons Evangeliques sont compris dans le Traité entre l'Angleterre & les Etats par un Article secret. I. 215. 216. Ils avoient crû pouvoir empêcher, que le Fils de l'Empereur ne fut élu Roi des Romains. I. 220. D'où vient qu'ils n'y ont pas réussi. I. 221. Grands desseins de cette Couronne & de celle de Suede contre la Maison d'Autriche. I. 265. Il y a peu d'apparence

## M A T I E R E S.

ce d'accommodement avec l'Angleterre: *ibid.* Le grand dessein contre la Maison d'Autriche se dissipe, par les difficultez que la Suede y trouve. I. 273. Néanmoins on tache d'y engager les Princes d'Allemagne. I. 282. Les François disent n'avoir aucune part à l'armement des Suedois. I. 324. Nouveaux desseins après leur accommodement avec l'Angleterre. I. 374. 380. Comment on considere en France les succès du Roi de Suede. I. 380. Intrigues des François pour engager la Savoie dans leurs intérêts. I. 388. Leur pensée & leurs vuës sur l'état présent des affaires en Europe. I. 388. 389. Offres faites aux Suedois, s'ils font la Paix avec la Pologne. I. 415. 416. Grands murmures en France contre les Etats, au sujet du Commerce & de la Guerre. I. 433. Quelles en sont les mauvaises suites. I. 434. Ceux de la Cour de France sont pourtant portez à garder l'amitié avec les Etats. I. 436. Ils voudroient renouveler l'Alliance avec Leurs HH. PP. & ils sont fort ombrageux. I. 451. Le Roi établit un nouveau Conseil, après que certains desseins ont échoué. I. 464. Propositions faites à l'Espagne pour la paix avec la France. I. 477. Etat chancelant des affaires en France. I. 479. 483. Sentimens differens qu'il y a au sujet du Droit de Tonneau. II. 143. Comment on y considere l'article de la Pêche libre. II. 162. Les nouveaux Ministres de la Cour sont moins affectionnez aux Hollandois que les précédens. II. 163. Ils  
pro-

# T A B L E D E S

promettent un puissant secours à l'Empe-  
 reur, en cas que le Turc l'attaque. II. 164.  
 Paroles résolues des Ministres, au sujet  
 de l'Alliance avec les États. II. 184. Naif-  
 sance du *Dauphin*. II. 219. Réflexions de  
 conséquence sur la mort de l'Infant d'Es-  
 pagne & sur la Renonciation de la Reine.  
 II. 226. Ils font un Traité avec la Suede,  
 & il est négocié fort secrètement. II. 238.  
 Conditions & but de ce Traité. II. 239.  
 Ils disent avoir des raisons *invincibles*, pour  
 ne pas mettre en paroles claires l'affaire de  
 la Pêche dans le Traité de Garantie. II.  
 290. & *suiv.* 296. Enfin pourtant ils y consen-  
 tent, mais pourtant avec beaucoup de mén-  
 agement pour l'Angleterre. II. 332. Ils  
 sont mécontents de la Négociation pour la  
 Paix, entreprise par les Anglois & les Hol-  
 landois avec ceux de Tunis & d'Algers.  
 II. 354. Opinion & proposition du Roi à  
 ce sujet. II. 357. 370. 437. On juge que  
 l'arrêt fait par les Anglois sur les Vaisseaux  
 Hollandois est mal fondé. II. 371. 372.  
 Qu'est ce que les Articles secrets entre la  
 France & l'Angleterre de l'année 1659.  
 contiennent. II. 374. A cause de l'heu-  
 reux succès de la Négociation avec l'Es-  
 pagne les esprits des François s'aigrissent ;  
 il faudroit les ménager. II. 393. 394. Ils  
 font traîner la Ratification du Traité de  
 l'année 1662. ; quelle en pourroit être la  
 cause. II. 411. 418. 435. 453. 463. Ils  
 encouragent & renforcent leur Navigation  
 & préjudicient à celle des autres Nations.  
 II. 420. 424. 455. 463. 575. Excuses  
 de

## M A T I E R E S.

de ceux de la Cour sur le retardement de la Ratification. II. 423. Leur Commerce dans la Mer Baltique n'a pas un grand succès. II. 422-429. Mort de la jeune Princesse *Madame de France*. II. 454. Quel dommage ils ont souffert dans leur Commerce en Suede & dans leur voiage à Madagascar. II. 478. Bon état de leurs finances. II. 489. Ils font enfin l'échange de la Ratification & de la Garantie des Traitez. II. 527-528. Ils sont en traité avec le Danemarck pour l'avantage de leur Commerce. II. 549. 570. Ils favorisent la Suede; la raison. II. 561. Le Commerce avec la Hollande & la Zelande est défendu en France, sur la nouvelle d'une grande mortalité dans ces Quartiers-là. II. 595. 597. Ils font un Traité avec le Brandebourg. II. 598. 599. La Reine est dangereusement malade. II. 607. Un Envoyé d'Angleterre a du Roi de France une Audience fort secrette. II. 609. France; pour quelle raison son Roi, outre le Traité d'Alliance, est encore plus obligé d'exécuter promptement la teneur de ce Traité. III. 2. Le renouvellement de leur amitié avec l'Angleterre enfreind le Traité d'Alliance fait avec les Etats. III. 17. Ils croient, que la guerre commencée entre l'Angleterre & les Etats est une suite de celle de la Guinée. III. 19. Réponse de *van Beuningen* là-dessus. *ibid.* Ils cherchent à ménager l'Angleterre en faveur du Portugal, & à cause de leur dessein sur les Pais-bas Catholiques. III. 33.

## T A B L E D E S

Situation des esprits à la Cour, & jusqu'où va leur intention pour assister les Hollandois contre l'Angleterre, autant que *van Beunningen* peut le découvrir. III. 45. 46. 55. Pauvre état de leurs Forces Navales. III. 54. A cause de quoi l'Alliance avec les Etats leur est nécessaire. III. 60. Pour quelle raison, ils ne pressent pas encore cette Alliance. III. 61. Leurs prétextes pour colorer le peu de satisfaction qu'ils donnent aux Etats. III. 85. & *suiv.* Comme ils sollicitent fortement les Etats pour donner satisfaction à leur Compagnie des Indes, ils veulent persuader, que c'est pour faire voir qu'ils observeront exactement le Traité fait avec les Etats. III. 98. Ils envoient en Angleterre un Ambassadeur Extraordinaire pour moiennner la Paix avec les Etats. III. 101. Ils empêchent les Sujets des Etats de jouir jusqu'à présent du fruit de ce Traité, en faisant traîner l'Enregistrement. III. 104. 105. L'on représente cela en Hollande à d'*Estrades*. III. 105. Ils disent, pour justifier ce délai, qu'il n'y a pas encore une guerre ouverte entre l'Angleterre & les Etats. III. 115. Autres raisons & défaites dont ils se servent pour apuier le délai de secours. III. 132. & *suiv.* Leur mécontentement & leurs soupçons sur ce qu'on ne relache pas en Hollande deux Vaisseaux de leur Compagnie des Indes. III. 149. Après leur relachement ils disent encore pour excuser leur délai, que les Hollandois se joindroient après cela contre eux avec l'Angle-

## M A T I E R E S.

gleterre & l'Espagne. III. 158. Ils sont mécontents du Duc de Neubourg & de l'Evêque de Munster à cause de la Ligue qu'ils ont faite contre les Etats. III. 161. 162. Ils parlent avec étonnement des grandes forces des Etats, & du zele des Ministres. III. 164. Ils demandent la permission de louer en Hollande deux Galiotes. III. 165. Ce qui leur est accordé. III. 166. Ils déconseillent un second combat naval avec l'Angleterre, & pourquoi. III. 174. 176. Ils sont d'avis que les Etats devroient s'entendre avec la Suede & le Danemarck. III. 178. 179. 181. Ils sont portez à assister les Etats contre l'Evêque de Munster. III. 181. 183. Nouvelle proposition pour différer l'exécution de l'Alliance. III. 193. Etat fleurissant de leurs Finances. III. 195. La résolution étant prise à la Cour de rompre avec l'Angleterre, l'exécution en est arrêtée parce que les Anglois insinuent des faussetez. III. 214. 215. Ils se plaignent, qu'on entretient mal les Troupes données pour secours contre Munster. III. 235 & *suiv.* Recommandation du Marechal de *Turenne* sur cet article. III. 254. Ils disent que les Etats ne doivent pas ménager l'argent, afin que le Danemarck arme puissamment, &c. Réponse de *van Beuningen* là-dessus. III. 255. & l'avis du G. P. de *Witt* sur le même sujet. III. 259. Ils fournissent enfin les Subsidies ci-dessus mentionnez, sur le compte des Etats. III. 287. 377. Ils déclarent la Guerre à l'Angleterre. III. 312. Ils croient,  
que

## T A B L E D E S

que les Etats ont achetté trop cherement le Traité avec le Danemarc, & ils se plaignent de l'entrevuë de *Beverning* & de *Vane* à Cleves. III. 315. & *suiv.* & qu'on ne leur communique pas toutes les affaires. III. 316. 317. 334. 335. Ces ombra-  
brages sont levez en les informant du con-  
traire. III. 328. 347. Ils continuent d'a-  
voir quelque ombrage là-dessus. *ibid.* aussi  
bien que sur le bruit qu'on avançoit le  
Prince d'Orange. III. 348. 351. De quel-  
le maniere ils veulent paier au Danemarc  
les Subsidies accordez, sur le compte des  
Etats. III. 391. 392. 410. Comment ils  
considerent la Négociation des Etats avec  
Munster. III. 409. & quelle opinion ils  
ont de la jalousie des Suedois, & du Trai-  
té secret du Danemarc avec l'Angleterre.  
III. 408. 409. 393. Ils sont d'avis de lais-  
ser le Danemarc neutre. III. 408. 417. 515.  
Ils promettent de ne pas attaquer par sur-  
prise les Pais-bas Cathol. III. 428. 429. 446.  
Pensée de *van Beuningen*. III. 440. Ils  
mettent si haut le compte des subsides,  
qu'ils rendent les Etats débiteurs. III. 435.  
520. 523. Ils soutiennent fortement que  
la Flote des Etats ne doit pas se mettre en  
mer pour combattre les Anglois. III. 467.  
468. 487. & *suiv.* Ils offrent de mettre  
de l'Infanterie sur la Flote sous le Lieute-  
nant-Amiral de *Ruyter*. III. 508. 517. 519.  
Ces offres, quoique rejetées, favorisent  
pourtant les affaires des Etats. III. 514.  
Au lieu de Troupes, les Etats demandent  
aux François douze Brulots. III. 519.  
Leur



## M A T I E R E S.

Leur partialité en voulant accommoder  
 les differens entre la Suede & les Etats.  
 III. 525. Ce que *van Beuningen* découvre  
 sur ce sujet. III. 537. Ils tachent de tirer  
 de la Hollande autant de Vaisseaux & de  
 munitions qu'il leur est possible, même  
 au préjudice des forces navales des Etats.  
 III. 640. & *suiv.* Ce qu'ils pensent de  
 l'Alliance faite entre les Etats & quelques  
 Princes d'Allemagne pour la sureté de  
 Breme, & du differend avec Cologne au  
 sujet de l'Eglise Reformée d'Iffum. III.  
 644. Ils fournissent de l'argent à la Sue-  
 de, & la tiennent dans leurs intérêts pour  
 pouvoir mieux réussir dans les desseins  
 qu'ils ont sur les Pais-bas Cathol. III. 698.  
 699. IV. 67. Pour tenir ces desseins se-  
 crets, ils proposent à l'Espagne une Li-  
 gue offensive contre l'Angleterre. III. 700.  
 Nouveaux ombrages contre les Etats. IV.  
 26. Ils sont levez par le G. P. *de Witt*. IV.  
 29. Ils sont fort portez à faire la Paix avec  
 l'Angleterre. IV. 50. Ce qui est préjudi-  
 ciable aux Etats. IV. 63. 64. 66. Leur  
 dessein sur les Pais-bas Cathol. est entie-  
 rement découvert. IV. 105. Raison pour  
 laquelle ils veulent presser la Paix avec  
 l'Angleterre. IV. 108. Ils continuent ou-  
 vertement leur dessein sur les Pais-bas Ca-  
 thol. IV. 117. Réponse qu'ils font à *van*  
*Beuningen*. sur ce qu'il les sollicite d'a-  
 vertir les Etats de leurs desseins dans cette  
 affaire, comme ils avoient promis de le  
 faire avant qu'ils éclataient. IV. 119. 131.  
 Pourquoi ils different & éludent l'article  
de

## T A B L E D E S

de la jonction des Flotes & celui du Pavillon. IV. 119. 120. Ils ménagent l'Angleterre, & qu'est-ce qu'ils en attendent. IV. 128. 129. Par quel prétexte ils prétendent excuser cela envers les Etats & le Danemarck. IV. 138. Ils font déclarer par d'*Estrades* le dessein qu'ils ont sur les Païs-bas Cathol. mais non pas entièrement. IV. 142. & *suiv.* Ils prétendent que les Etats ne doivent avoir aucun ombrage de leurs desseins; paroles fieres d'un de leurs Ministres. IV. 150. 151. Raisonnement sur leurs Conquêtes dans les Païs-bas Cathol. IV. 170. 171. Leur intelligence avec l'Angleterre paroît présentement bien froide, & ils font en quelque maniere des démarches pour regler l'affaire des Païs-bas Cathol. IV. 197. 198. 203. Leur demande proposée à cette fin par d'*Estrades*. IV. 204. *P. de Groot* fait sçavoir de Suede aux Etats que la France leur est mal intentionnée. IV. 286. 291. Ils se donnent encore de grands mouvemens pour attirer la Suede dans leurs intérêts. IV. 303. 307. 317. & lui offrent de grands secours d'argent pour la détacher de la Triple-Alliance. IV. 347. Les desseins qu'ils ont sur l'Etat des Provinces-Unies sont découverts à *P. de Groot* par le Chancelier de Suede. IV.

373

François se rejouissent fort, que le dessein, que leur armée avoit sur Valenciennes, ait échoué. I. 468. & que les Anglois aient pris les Vaisseaux Marchands Hollandois. I. 469. Ils ont demandé autre-fois

# M A T I E R E S.

fois aux Anglois des Passeports pour pouvoir aller à la Pêche. II. 162

Frets des Vaisseaux. *Voiez* Cargaisons.

Friquet, Envoïé de l'Empereur à LL. HH. PP. tache, par ordre de son Maître, d'accommoder les differens qui sont entre les Etats & l'Evêque de Munster. III. 210. 211. Il n'avance pas encore beaucoup; la raison. III. 238. 239. Quel avantage il y a pourtant d'en parler publiquement. III. 257. 258. Il offre la Médiation de l'Empereur pour la Paix avec l'Angleterre. III. 541. Ce qui déplaît à la France. III.

556. 557

Frise (*la Province de*), elle fait suspendre la Commission de Trésorier accordée à *Beverning*, jusqu'à ce que lui & les autres Ambassadeurs de l'Etat aient rendu compte de leur Négociation à la Cour d'Angleterre. I. 292

Fuensaldagne (*le Comte de*) Ambassadeur d'Espagne à Paris, reçoit ordre de se retirer, à cause du diferent survenu entre les Ambassadeurs de ces deux Couronnes à Londres. II. 209

Fuentes (*le Marquis de*) Ambassadeur d'Espagne à Paris fait satisfaction publique au sujet du Rang. II. 327

Furstenberg (*le Comte de*) fait à Paris un rapport malicieux sur l'affaire de la Renonciation de Borckelo. III. 414. Il entre en Conférence avec *van Beuningen* sur le sentiment dans lequel est l'Empereur au sujet des Pais-bas Catholiques. IV. 129. & *suiv.* & sur les mouvemens de l'Armée de France.

Tome IV.

V

ce

# T A B L E D E S

ce sous *Crequi*. IV. 131. 132. Les instances qu'il fait à ce sujet à la Cour Imperiale ne font d'aucun fruit; conjecture quelle en peut être la raison. IV. 156. 157

## G.

**G**abelle, imposition sur le sel, cause de tumulte dans le Boulonnois. II. 377  
Affaire de Politique survenue à cette occasion. *ibid.*

**G**ardie (*Mag. Gab. de la*) Chancelier de Suede, il est ami des Hollandois, & n'est point ennemi de la France. IV. 291. 295. Il est fort mécontent du Projet fait à la Haye entre les Ministres d'Angleterre, de Suede & des Etats, pour l'exécution des Subsidies promis aux Suedois par l'Espagne. IV. 297. & *suiv.* De quelle maniere croit que ces Subsidies doivent être payés. IV. 302. & *suiv.* il est très-magnifique & prend de l'argent à intérêt. IV. 370. Il communique à *P. de Groot* les desseins que la France a sur les Hollandois, & que ceux-ci doivent aussi se défier de l'Angleterre. IV. 373. 374.

**G**arentie. *Voiez* Guarentie.

**G**aumont, qui avoit été Fermier du Droit de Tonneau en France, fait là-dessus quelques découvertes à l'Amb. *Boreel*. II. 55

*& suiv.*  
**G**azettes. Reflexions à ce sujet. I. 453. IV. 28

**G**endr (*Mr. de*) devient Gouverneur du Prince d'Orange. III. 42

**G**endr

# M A T I E R E S.

- Gendt (*Guillaume Joseph de*) est élu Lieutenant-Amiral de Hollande & de West-Frise. III. 545
- Genes a de l'ombrage des préparatifs en mer des François. II. 366
- Geneve; on doit avoir l'œil sur le différent survenu entre cette Ville & le Chapitre d'Anneci en Savoie. III. 419
- Gennep; Péage à Gennep; différent là-dessus entre les Etats & l'Electeur de Brandebourg. III. 301
- Ghie, Seigneur d'Odanger en Suisse, témoignage qu'on rend de sa Personne. III. 256
- Glarges, Agent à Calais, se plaint dans cette Ville des hostilités des François sur les Vaisseaux Hollandois. I. 427
- Gogh (*Mr. de*) Ambassadeur des Etats en Angleterre donne avis, que dans cette Cour l'on n'est pas fort porté pour la Paix. III. 230. Il est rapellé. III. 230. 232
- Gouverneurs François en Picardie &c. leur mécontentement au sujet des Contributions. I. 357. Ceux des Ports de France commettent des excès dans la levée des Impôts; moïen pour y remedier. II. 307.
- Groningue, grande dispute dans cette Province à l'occasion de la Charge de Stadthouder. I. 307. 308
- Groot (*Pierre de*) Ambassadeur ordinaire des Etats à la Cour de Suede passe par Copenhague; ce qui lui est arrivé avant & après l'audience du Roi. IV. 245. & suiv. 570. Il arrive à Stockholm, en laissant

## T A B L E D E S

voltiger le Pavillon Amiral. IV. 250. Contestation sur cette action & sur son bagage. IV. 251. Dans quel état étoit le Gouvernement lors de son arrivée; il demande des instructions. IV. 252. 253. Particularitez de sa reception. IV. 254. *Et suiv.* Il travaille à redresser le Commerce. IV. 261. Il entre en conférence avec le Secrétaire de la Reine, au Sujet du secours en argent qu'on attendoit & sur l'article du Commerce; & il donne avis que, si l'on effectuoit le premier, on pourroit obtenir de bonnes conditions sur le second. IV. 264. *Et suiv.* Il trouve que la Suede est plus portée d'entrer en engagement avec les Etats qu'avec la France & l'Angleterre; mais qu'il faut de l'argent. IV. 274. *Et suiv.* Nécessité de ce dernier article démontrée plus particulièrement. IV. 279. Sa pensée sur le Commerce. IV. 282. *Et suiv.* Dans quel état étoit la milice de ce Roïaume. IV. 284. 285. Que la France n'étoit pas affectonnée aux Etats. IV. 286. Moïen de remedier à cela ou de le contrebalancer. IV. 291. 292. 295. Il confere avec le Chancelier sur le Projet fait à la Haye pour hater les Subsidés en argent des Espagnols pour la Suede; & il fait qu'on goûte ce Projet. IV. 297. *jusqu'à* 304. Il confere encore avec Mr. *Steno-Bielke* sur ces susdits Subsidés. IV. 305. Il trouve qu'il est plus avantageux de gagner les Ministres que le Roi-même. IV. 306. 307. Nouvelles reflexions sur ce fournillement d'argent. IV. 316. *Et suiv.* Son sentiment  
sur

## M A T I E R E S.

sur les Traitez qu'on pourroit faire , & sur l'avantage qu'on retireroit en répandant de l'argent parmi les particuliers. IV. 326. *Et suiv.* Il fait voir qu'il ne conviendrait pas que les États avançassent pour l'Espagne le susdit argent. IV. 333. Il fait sentir qu'il est de l'intérêt de la Suede de hâter le projet de Garantie, dont on a fait le plan à la Haye. IV. 336. 337. Sa pensée de quelle maniere le susdit fournissement d'argent pourroit se faire en argent content à la Suede. IV. 338. Quel avantage les habitans des Provinces-Unies en retireroient. IV. 339. Il mande au G. P. *de Witt* de quelle maniere les Suedois sont entrez dans le projet de Garantie d'Espagne, & quelles instructions ils ont donné à leurs Plenipotentiaires. IV. 340. Il parle avec le Chancelier de faire entrer le Lunebourg dans la Triple-Alliance; le Suedois propose aussi le Danemarc. IV. 343. Il donne avis que la France tache d'attirer la Suede hors de la Triple-Alliance, & quel effet les Subsidés de France y produisent. IV. 347. Il a été en conference avec les Ministres sur le sens & les consequences des derniers engagements. IV. 348. Il continue à parler sur cette matiere. IV. 363. Il est élu pour Ambassadeur ordinaire en France. IV. 365. Il regale les Ministres; à cette occasion il parle avec eux de la conclusion & exécution du Traité de Garantie, & des Subsidés des Espagnols qui doivent s'en ensuivre. IV. 366. *Et suiv.* Autre conference là-dessus.

## T A B L E D E S

avec les Ministres. IV. 371. & *suiv.* Il fait sçavoir le danger que les Etats ont à éviter du côté de la France & d'Angleterre. IV. 373. 374. Il est élu Pensionnaire de la Ville de Rotterdam. IV. 378. Il est en conference avec le Chancelier de Suede sur les expressions & sur l'exécution du Traité de Garantie en cas de nécessité. IV. 379. & *suiv.* Sa réponse sur son Election de Pensionnaire de Rotterdam. IV.

384. 389

Garantie entre la France, le Danemarc & les Etats pour la Paix avec l'Angleterre. IV. 107. Quel en est le but & la nécessité. IV. 115. La France recule; & comment on pourroit l'y faire persister. IV. 121. Mr. *van Beuningen* y aiant fait tout son possible n'y réussit pas. IV. 137. 138. Autres tentatives à faire. IV. 184. 185

Garantie pour le Traité de Paix entre la France & l'Espagne conclu à Aix la Chapelle, en faveur de la France, doit être acceptée par les Etats. IV. 258. Considérations de la Suede là-dessus. IV. 262

Garantie (*Projet de*) en faveur de l'Espagne comme une suite de la Triple Alliance, donne du mécontentement à la Suede. IV. 297. & *suiv.* Explications données à ce sujet. IV. 300. & *suiv.* On prouve que les Suedois non seulement sont obligés d'y entrer, mais que c'est aussi leur avantage. IV. 612. & *suiv.* Ils y acquiescent enfin. IV. 340. 341. Acte conclu sur ce sujet entre les Membres de la Triple Alliance. IV.

377

Guerre



# M A T I E R E S.

Guerre entre la France & l'Angleterre ,  
combien préjudiciable aux Etats. I. 303.

304

Guinée. *Voiez* Cabo-Corps. & Silverkroon.

## H.

**H**Arpajou (*le Comte d'*) s'offre de faire  
l'Ambassade de Rome à ses propres dé-  
pens, & pourquoi. I. 145

Harfolte (*Mr. de*) est député par les Etats  
vers l'Evêque d'Osnabrug pour lui deman-  
der des Troupes. III. 184

Haultain (*Mr. de*) Amiral. II. 387

Haye (*la*) ; pourquoi l'on ne doit pas la choi-  
sir pour y négocier la Paix avec l'Angle-  
terre. III. 360. Le Roi d'Angleterre choi-  
sit pourtant cet endroit. IV. 40. De quelle  
maniere les Etats rejettent cette proposi-  
tion. IV. 41. & *suiv.* Pourquoi la Fran-  
ce n'y acquiesce pas aussi. IV. 45. 46.  
Contestation à ce sujet entre les Provinces  
des Etats. IV. 58. 59. 68. 75. 76. En  
quoi principalement elles s'accordent. IV.  
83. Tumulte qui y est causé par des En-  
fans. I. 4. 5. 6

Heyns, Resident des Etats à la Cour de Sue-  
de , rapporte l'entretien qu'il a eu avec  
*Mr. de Courtin* touchant le Commerce des  
François dans la Mer Baltique. II. 433.  
434. Il est député de la part des Etats,  
pour être Médiateur des diferens entre la  
Suede & la Moscovie. II. 377

Heynsius (*Nicolas*) va en Italie par l'ordre  
de la Reine de Suede. I. 259.

# T A B L E D E S

Hocquincourt (*le Marechal de*) veut enlever le Cardinal *Mazarin*. I. 357

Hoeven (*van der*) *Voiez* Rudolphi.

Hollis Ambassadeur d'Angleterre en France tache d'y donner un mauvais soupçon des conquêtes de *de Ruyter*, & de traverser la Négociation de *van Benningen*. III. 32.  
Pourquoi il n'est pas encore parti de France. III. 367

Hoocher (*Henri*) Lieutenant Ecoissois au service des Etats; comment il fut frustré de son attente d'être avancé. II. 324

Hostilitez des Anglois sur les Sujets des Etats dans les Indes Occidentales; *Downing* soutient qu'on n'en doit pas faire des représailles dans ces Pais-là, mais en demander reparation à la Cour du Souverain de ces agresseurs. III. 21. & *suiv.* Il est refuté par le G. P. *de Witt*. *ibid.* & 30

Hubert (*Mr. d'*) nommé Ambassadeur des Etats en Suede. I. 361. Il est en Ambassade en France. Il recommande qu'on termine l'Affaire des Cours de Justice entre la Hollande & la Zelande. II. 221

Huile de Baleine. *Voiez* Pêche de Baleine.

## J. I.

Jesuïtes se rependent dans l'Angleterre & dans les Provinces Unies. I. 53

Impots mis en France sur les Vaisseaux étrangers combien sont préjudiciables. I. 300

Impots, à païer dans les Ports de France, en

# M A T I E R E S.

- en faire une Liste pour prévenir les abus.
- II. 307. L'Intendant *Colbert* y pourvoit.
- II. 491. Considérations du Grand Pensionnaire *J. de Witt* là-dessus. II. 499
- Impôt nommé *Last & Veylgeldt*. Les Amirautez sont chargées, pour fournir leurs contingens pour la Flote, de negocier quelques sommes sur l'Impôt sus-dit, a quatre pour cent. I. 446
- Indes Orientales, les François y souhaiteroient avoir une Navigation libre; réponse de *Mr. Boreel*, lors qu'on lui fit une telle proposition. II. 566
- Indes (*Compagnie des*) Orientales en France, ce sont, pour ainsi dire, les amitez du Roi & de *Colbert*, differend survenu entre eux & les Etats à l'occasion des Vaisseaux achetez pour eux en Hollande.
- III. 98. 124. 125. 127. Six raisons differentes, par lesquelles le *G. P. de Witt*. prouve le tort de Sa Majesté dans cette affaire. III. 128. & suiv. Grands debats à ce sujet. III. 136. jusqu'à 151.
- Indes (*Compagnie des*) Orientales en Hollande; elle demande que ses Vaisseaux de retour des Indes puissent, pour leur sûreté, relacher dans les ports de France, & à quelles conditions. III. 406. 407. Acte que le Roi de France veut bien passer à cette fin. III. 423. Ordre à l'Amiral de Beaufort de convoier ces Vaisseaux-là. III. 505
- Jonction des Flotes. *Voyez* Conjonction.
- Jongestal. *Voyez* Nieupoort.
- Isola (*Mr. d'*) son voiage à le Haye est suspendu, V. 5

# T A B L E D E S

pendu , parce que Mr. de Witt ne veut pas recevoir sa visite. IV. 122

Iffum (*Seigneurie d'*), Fief de la Gueldre; differend à ce sujet. *Voyez* Cologne.

Juliers , prétentions diverses sur ses Fiefs. I. 238. 239. De quelle importance c'est pour l'Electeur Palatin. I. 274

Justice (*Chambre de*); elle cause la disette d'argent, & fait entrer bien des millions dans les coffres du Roi. IV. 490

Justice; comment on la rend par rapport au Commerce. II. 188. Exercée injustement en France à ce sujet. II. 464. 465

## K.

**K** Erckhove, Capitaine de Mer, il écrit d'Angleterre en Hollande ce que les Ambassadeurs des Etats y avoient traité dans une Conférence. I. 180

Kievit & vander Horst, tous deux députez au Conseil, sont trouvez coupables d'être en correspondance avec *Buat*. III. 549.

*Kievit* s'enfuit en Brabant. III. 563. *Van der Horst* s'étant aussi retiré, on rend contre eux un Mandement criminel. III. 581

Koningsmarck, ses vuës politiques pour la Reine *Christine*, à Brusselles. I. 313

## L.

**L** Agerveldt Ministre de Suede en Angleterre; on ne lui accorde point d'audience. I. 53

Lct.

## M A T I E R E S.

Lettres, le port en est haussé en France, sur tout de celles qui viennent des Sept Provinces. I. 316

Lettres, celles des Ministres, envoiées hors de l'Angleterre ou en Angleterre, sont ouvertes sans façon. I. 72. Quelques unes venues des Pais-bas Catholiques sont interceptées, parmi lesquelles il s'en trouve une fort passionnée de la Reine *Christine* à *Pimentel*. I. 262. 263. Lettre fort Laconique du Roi d'Espagne au Prince de *Candé*. *ibid.* Formulaire d'une Lettre du *Protecteur* au Roi de France. *ibid.* & 264. Lettre de Louis XIV. au Duc de *Lesdiguières* touchant les Vaudois. I. 472. Lettres de Hollande en France, souvent ouvertes & déchirées. II. 453. 455. 528. III. 682.

Lettres de Mer, qu'est-ce qu'il faut observer dans leur formulaire. II. 201

Lettres de Bourgeoisie. *Voiez* Bourgeoisie.

Levée de Soldats. *Voiez* Enrollement.

Ligue à faire contre la France, l'Angleterre, l'Espagne & LL. HH. PP. contre les Corsaires de Barbarie. II. 405. 413. Combien elle est nécessaire. II. 417. 418. Délibération des Etats là-dessus. II. 421. 442. Opinion de *Boreel* sur ce sujet. II. 429.

Ligue; on en propose une entre les Etats, Venise & la Suisse. II. 581. 603. Ce que le G. P. de *Witt* en pense. II. 584. 603. 604.

Limites, les deputez des Etats voulant les régler à Brusselles, cela donne de l'ombrage.

# TABLE DES

brage à la Cour de France. II. 596. 597.  
*Voiez Barriere.*

Lionne (*Mr. de*) va en Italie chargé de plusieurs affaires de conséquence. I. 273. Aiant appris à Bayonne que l'Espagne étoit peu portée à la Paix, il revient sur ses pas. I. 464. On dit pourtant, qu'il est *incognito* à Madrid. I. 473. Sa négociation dans cette Ville. I. 477. Il dit, que *Mr. d'Estrades* ne traite en Angleterre d'aucune autre chose que du Droit de Pavillon. II. 308. Il demande restitution de l'argent, qui émane du Traité de Compiègne, la France en aiant besoin pour le paiement de Dunkerque. II. 435. 436. Il est en grande contestation avec *Boreel* sur la Garantie du Traité de Lorraine. II. 445. & *suiv.* Etant fait Secrétaire d'Etat, *Boreel* le félicite de la part du G. P. *de Witt*. II. 507. 508. Comme il a beaucoup de credit & de pouvoir, *Boreel* propose un commerce de Lettres entre lui & le G. P. *de Witt*. *ibid.* 564. 565. Ce dernier n'y acquiesce pas, & pourquoi. II. 513. 568.

Lionne, Secrétaire d'Etat, reçoit fort froidement *Boreel* dans la premiere visite. III. 16. & *suiv.* & répond en mots couverts à la proposition de ce Ministre. III. 32. 33. Il fait voir qu'on a quelque dessein sur les Pais-bas Cathol. III. 39. Il se plaint que les Etats ne sont pas assez secrets. III. 53. 54. 55. Sa réponse à *van Beuningen* sur le secours en argent qu'on demandoit. III. 53. Son mécontentement des plaintes faites par le G. P. *de Witt* à *d'Estrades*; il se

## M A T I E R E S.

se méfie des Etats. III. 85. & *suiv.* En  
 conference avec *van Beunningen* sur les  
 Vaisseaux pour la Compagnie des Indes  
 Orientales, il use de menaces pour ob-  
 tenir qu'on les relache en Hollande. III.  
 139. & *suiv.* Autre conference sur le  
 Commandement des deux Flotes, en cas  
 de jonction. III. 285. 286. & sur les or-  
 dres envoiez à ce sujet à *Beaufort*, & puis  
 contremandez. IV. 186. 187. Ses paroles  
 fieres contre la Suede. IV. 189. Petite  
 raillerie sur une entreprise à faire a-  
 vec la Flote de France; & la ré-  
 ponse de *van Beunningen*. IV. 193. En  
 conference avec ce Ministre pour un ac-  
 commodement avec l'Espagne sur les Pais-  
 bas Cathol. & la Renonciation sur cette  
 Couronne. IV. 201. 202. Autres parti-  
 cularitez de la conversation tenue sur ce  
 sujet. IV. 214. & *suiv.*  
 Lorraine (*le Duc de*) cede au Roi de Fran-  
 ce ses prétensions sur le Duché de Guel-  
 dre & sur le Comté de Zutphen. II. 292.  
 293. Ce qui donne occasion à un discours  
 fort flatteur & très-choquant. II. 306. Il  
 semble se repentir d'avoir fait un Traité  
 avec la France. II. 307. Ce Traité cause  
 des differens entre cette Couronne & les  
 Etats. II. 445. & *suiv.* 451. Il ne doit  
 pas être reçu dans la liste des Traitez à  
 garantir. II. 474.  
 Louis XIV. Roi de France, il veut une  
 belle Femme; autrement son honneur  
 courra grand risque. I. 271. Il écrit en  
 faveur des Vaudois persecutez. I. 328.  
 V. 7. Bruits

# T A B L E D E S

Bruits de son mariage. I. 341. Intrigues pour lui faire épouser la *Mancini* Niece du Cardinal. I. 420. Il déclare, après la mort de *Mazarin*, qu'il veut prendre lui-même les affaires du Roïaume en main. II. 83. Son application fort louée. II. 90. 371. Il tient secret pendant quatre mois le dessein d'arrêter *Fouquet*. II. 177. Avec quelles paroles pleines de flaterie le Parlement lui parle. II. 306. Cas tout particulier qu'il fait du Traité d'Alliance de l'année 1662. conclu avec LL. HH. PP. II. 355. Grands temoignages d'affection pour les Etats, dont il paroît fort jaloux. II. 355. 356. Mr. *Boreel* le confirme. II. 369. Le Roi est à Dunkerque: Reflexion sur cette proximité aux Frontieres des Etats. II. 453. 454. Il est si heureux dans le redressement de ses Finances, qu'après avoir païé toutes les debtes, il a encore de l'argent de resse. II. 489

**Louis XIV.** Roi de France; passage tiré d'une de ses Lettres à Mr. d'*Estrades*, par lequel il temoigne vouloir observer l'Alliance avec les Etats. III. 9. Il raille sur la liberalité qu'on devoit faire au Danemarck. III. 315. 316. Sa Lettre à d'*Estrades*, sur la jonction des deux Flotes. III. 584. & suiv. Une autre aux Etats, avec les mesures qu'il faut prendre pour traiter de la Paix. III. 608. & suiv. La Proposition de Sa Majesté, d'envoier dans la Mediterranée 18. Vaisseaux de guerre des Etats avec autant de France, rejetée par le G. P. de *Witt*. III. 676 677. Entretien



# M A T I E R E S.

rien là-dessus entre *Colbert* & *van Beuningen*. III. 682. 683.

## M.

**M** Aesdam (*Mr. de*) désigné Ambassadeur des Etats en Suede. I. 361

Maire (*la*) Resident de LL. HH. PP. à la Cour de Danemarc, dit, que les Anglois menacent de la guerre cette Couronne, si elle laisse partir les Vaisseaux des Indes Orientales. III. 271

Malte, à ce sujet on doit user de complaisance pour la France. II. 203. 204. Reflexions sur la satisfaction qu'il faut donner à ceux de cet Ordre. III. 212. 213. Il n'y a pas apparence que tout cela soit de quelque fruit. III. 217. Pour quelles raisons les Etats devroient être accommodans sur ce sujet. III. 225. 226. Cet Ordre est encore recommandé par les Ministres en France. III. 342. 344. L'Agent de cet Ordre fait mettre un Arrêt en Angleterre sur les Vaisseaux Hollandois. III. 361. 363.

Mantonë (*le Duc de*); négociation entre ce Prince & la France. I. 340. 341

Manufactures Hollandoises, empêchées d'entrer en France; plaintes à ce sujet. III. 436. 445. Comment *van Beuningen* prétend agir dans cette affaire. III. 452. Entretien avec *Colbert* sur ce sujet. III. 457. 458. Suite de cette affaire. III. 516. Avis du G. P. *de Witt* là-dessus. III. 520. 522. Le Roi de France ordonne de donner

ner

# T A B L E D E S

ner satisfaction sur ce sujet. III. 707. Or-  
 dre donné à *van Beuningen* d'avoir soin,  
 que les Etats en aient du contentement.  
 IV. 2. Il ne peut pas pourtant l'obtenir,  
 à quoi cela manque. IV. 11. La défense  
 de ces Manufactures en France y devoit  
 être revoquée publiquement. IV. 426. Ce  
 que *van Beuningen* a fait de plus en cela.  
 IV. 32. Les François vont leur train;  
 quel remede il y a. IV. 120  
 Mariages, il y en a plusieurs sur le tapis en  
 France. I. 155. & entre la Nièce de *Ma-*  
*zarin* avec le Duc de Savoie, sous quelles  
 conditions. I. 229. 230. Autres Mariages.  
 II. 4. Entre l'Empereur & l'Infanté d'Es-  
 pagne. II. 396. Entre le Prince de Dane-  
 marc & une des deux plus jeunes Filles  
 du Duc d'Orleans; mais le Duc de Savoie  
 le prévient. II. 430. & fait conclure ce  
 mariage. II. 471. 472.  
 Marine (*Conseil de*) en France, varie dans  
 ses sentimens sur la prise des Vaisseaux,  
 à proportion qu'ils sont redemandez par  
 des Souverains puissans ou foibles. I. 408.  
 11409  
 Maurice de B..... s'étant offert de donner  
 de France des avis secrets, est adressé à  
*van Beuningen*. III. 349. 368. Ce Ministre  
 écrit ce qu'il en pense. III. 365. 366. &  
 juge qu'il est de peu d'utilité. III. 417.  
 Rensée du G. P. de *Witt* sur la même  
 personne. III. 421. 434. Sa bonne volonté  
 devoit, pourtant, être récompensée. III.  
 449. 454.  
 Maurice, Prince de Nassau, il est faux qu'il  
 ait

## M A T I E R E S.

ait quitté le service des Etats. I. 297. Il a le Commandement en chef de l'armée des Etats contre l'Evêque de Munster: Faute qu'il y commet par trop de condescendre. III. 258. Ce qui fait naître la pensée de retenir son Altesse en Hollande. III. 292. 313. On l'élit pourtant de nouveau. III. 325.

Mazarin (*le Cardinal*) termine par sa médiation les différens des Ducs de *Vendôme*, de *Beaufort* & de *Mercœur*. I. 145. Cela n'est pourtant d'aucun effet; & pourquoi. I. 160. Il écrit qu'il devoit s'aboucher avec le Comte de *Fuensaldagne*, sans quoi on ne pouvoit attendre aucun succès de la Paix entre la France & l'Espagne. I. 188. Le Comte lui répond. *ibid.* Il ne donne pendant deux ou trois mois aucune audience aux Ambassadeurs des Princes étrangers. I. 197. Haine qu'on a contre lui en France. I. 246. Il écrit au Président du Parlement de Grenoble contre les *Vandois*. I. 417. Ses intrigues pour faire que le Roi épouse sa Niece *Mancini*. I. 420. Il ne tient pas sa parole. I. 423. On lui conseille de faire la guerre au Pape. I. 460. Il soutient opiniâtement les saïfies des Vaisseaux Hollandois faites en France. I. 497. Sa maladie. II. 13. Il se rétablit, il ne veut pourtant pas recevoir des visites des Ministres étrangers. II. 26. Il entre en négociation avec l'Ambassadeur des Etats. II. 34. & *suiv.* Sa maladie empire. II. 70. 73. 78. 83. Ses deux Nies-

## T A B L E D E S

Nieces se marient. II. 77. Sa mort. II.

83

Mazarin (*le Duc de*) ou de la Meilleraye, Grand Maître de l'Artillerie en France, épouse Madem. *Hortense* Niece de *Mazarin*. II. 77. Grands biens qu'il obtient par ce mariage. *ibid.* & 84. *Voiez* Mille-  
raye.

Méditerranée (*Mer*), en quoi principalement est profitable aux États la Navigation dans cette mer. I

347

Meilleraye. *Voiez* Mazarin (*le Duc de*).

Mer libre; la France & la Hollande doivent maintenir cette Maxime, contre le prétendu *Dominium Maris* des Anglois. II.

89

Mesurage des Vaisseaux, comment selon l'opinion de Mr. *Boreel* il doit se faire en France & dans les États de LL. HH. PP.

II. 600. Cette affaire étant remise entre les mains de Commissaires, de quelle manière il faut s'y comporter en attendant la décision. II. 604. 605. Les Bateliers Hol-  
landois font de fortes instances là-dessus.

II. 607. Les Commissaires présentent leurs Avis, à l'Assemblée des États. II.

612

Mets (*Mr. de*); le Roi de France lui envoie 40000. livres pour l'Ambassade d'Angle-  
terre; il les refuse. III.

109

Milleraye (*le Marechal de la*), son voyage malheureux à Madagascar. II. 478. *Voiez* Mazarin (*le Duc de*).

Mombas, obtient un Regiment & une Com-  
pagnie au Service des États. II. 229. Il

reste

## M A T I E R E S.

reste en France près de *van Beuningen*;  
& la raison. IV. 191. 192.

Monnoie. *Voiez* Argent.

Montpouillan; on sollicite en sa faveur pour  
lui faire obtenir une place de Colonel dans  
les Troupes Suisses des Etats. III. 202.  
203. Pour en venir à bout, il conviendrait  
qu'il fut proposé par les Cantons mêmes.  
III. 205. Autres sollicitations en sa faveur.  
III. 207. 227. 246

Moret (*l'Abbé*) parle en faveur de Savoie  
contre les Vaudois. I. 384. 385

Mortaigne, recommandé par *van Beuningen*  
pour être employé au service des Etats. II.

Moscovie est en differend avec la Suede;  
cette derniere y prévoit pour elle plus d'a-  
vantage que de dommage. IV. 344. 345.  
Recit des diferens qui sont entre ces deux  
Couronnes. IV. 356. & *suiv.*

Munitions des Vaisseaux. *Voiez* Vaisseaux.

Munster; dispute entre l'Evêque & la Ville.  
II. 19.

Munster (*la Paix de*); la France est fort  
mécontente que cette Paix se soit faite  
sans elle. I. 497. II. 54. III. 317.

Munster (*l'Evêque de*) est poussé par l'An-  
glerterre à commettre des hostilitez contre  
les Etats. III. 177. 179. 181. On indique  
ses procedures bizarres; & comment s'y  
opposer. III. 183. 184. Moïens proposez  
pour éviter la rupture. III. 210. 211. Les  
Troupes Françoises, envoyées dans ce pais-  
là au secours des Etats, vivent fort licen-  
cieusement dans l'armée. III. 211. Con-  
tinua-

# T A B L E D E S

tinuation de ce qui est arrivé au sujet de l'affaire de Munster. III. 231. Pensée de *van Beuningen* sur cette guerre. III. 243. & *suiv.* 277. 296. 297. & du G. P. de *Witt.* III. 247. 301. Nouvelles de ces quartiers de l'armée des Etats. III. 258. 259. Offres faites à cet Evêque. III. 367. 370. Négociation pour un accommodement. III. 385. & *suiv.* 394. Le Traité conclu. III. 407

## N.

**N**aturalisation ; les Hollandois en devroient jouir en France. I. 358. Ce n'est pas contre les intérêts des Etats, que leurs Sujets, établis en France & naturalisez, y soient maltraitez. II. 214. 215. 432. 433. Jugement du G. P. de *Witt.* là-dessus. II. 452. *Voiez* Reformez &c.

Neutralité de l'Empereur & de l'Empire. I. 210. 212. 215. 216.

Neubourgh (le Duc de) appuie l'Electeur Palatin dans ses prétensions sur les Fiefs de Juliers. I. 284. Le Roi de France lui est affectonné. II. 439. 440. A quelle occasion les Etats vont traiter avec ce Duc pour Ravestein. II. 442

Nieupoort & Jongestall font aux Etats leur rapport de ce qu'ils ont négocié en Angleterre avec la Republique. I. 6. 7. Ils s'en retournent en Angleterre. I. 41. Ils y ont audience en plein Conseil, & ils s'attendent à une favorable réponse. I. 58. Après avoir terminé les affaires ils s'en retournent

# M A T I E R E S.

nent avec *van Beuningen*. I. 123. La Ze-  
 lande les accuse. I. 226. 227  
 Nobles (*College des*) ou le *Ridderschap* de Hol-  
 lande; ils font sçavoir à l'Ambassadeur  
*Boreel*, qu'il ne doit pas dans ses Lettres  
 donner le titre d'*Amiral* au *Vice-Amiral de*  
*Ruyter*. IV. 474. Ces Messieurs augmen-  
 tent leur Corps de cinq jusqu'à dix Per-  
 sonnes. III. 642

## O.

**O** Bdam, élu Lieutenant Amiral, prend  
 possession de cette Charge dans le Col-  
 lege de l'Amirauté, & il aura sur son Vaif-  
 seau pour Conseillers le Commandeur de  
*Ruyter* & le Capitaine *Kruyck*. I. 14. Il  
 se tient prêt pour se mettre en mer, dèsque  
 le Vice-Amiral *Witte* sera de retour. I.  
 39. 40. Il a mis à la voile avec toute la  
 Flote des Etats contre les Anglois. III.  
 163. Qu'est-ce qui a donné occasion à la  
 perte de la Bataille navale. III. 338  
**O** dyck (*Mr. d'*) est gratifié par le Roi d'An-  
 gleterre d'une pension annuelle de 14. ou  
 15000. livres. II. 15  
**O** ldenburg (*le Comte d'*), on propose de le  
 faire entrer avec les Villes Anseatiques  
 dans le Traité qui doit se conclure avec la  
 Republique d'Angleterre. I. 156  
**O** mbres (*Mr. des*), allant en Allemagne avec  
 des Commissions de la Cour de France,  
 passe par Berlin pour moïenner une bonne  
 intelligence entre le Brandebourg & la  
 Suede. I. 308  
 Om-

# T A B L E D E S

- Ommeren** (*Mr. van*) Envoïé des Etats en Suisse & en Savoie. I. 338. 342. 348. Il prie *Boreel* d'interceder pour les Vaudois. I. 360. & qu'étant arrivé à Paris il puisse jouir de l'honneur & du rang d'Ambassadeur. I. 407. Exemples en sa faveur dans de pareilles occasions. I. 412. Il écrit à *Boreel*, que les griefs des Vaudois vont être envoïez à la Cour de France. I. 439. 442. Cette Cour n'est pas portée à lui accorder le rang d'Ambassadeur. I. 454.
- Oorscot**, Consul à S. Sebastien; on confere avec l'Ambassadeur d'Espagne sur les plaintes qu'il a envoïées aux Etats. I. 447. 448.
- Oorscot** (*Mr. Fey van*) est envoïé par LL. HH. PP. à Paris, pour guerir la Reine Mere. III. 37.
- Orange** (*le Prince d'*), délibérations en sa faveur dans le Conseil du Roi de France. II. 178. Reflexions sur ces délibérations. II. 195. 196. La haine qu'on a dans cette Cour contre sa Mere lui fait tort. II. 235. Reflexions sur l'avancement de sa Personne III. 305. 325. 326. 327.. Délibérations particulieres à ce sujet. III. 313. Nécessité d'écarter de sa personne tous les Anglois & tous ceux qui sont de leur Parti. III. 336. 351. 361. Brandebourg recommande le Prince pour qu'il soit avancé; réponse donnée là-dessus. III. 362. La Province de Zeelande en fait de même. III. 379. Les Etats sont priez de prendre le Prince sous leur protection & d'avoir soin de lui. III. 387. Suites de cette affaire



## M A T I E R E S.

re. III. 388. 395. Il prie instamment qu'on ne le prive pas de Mr. *de Zuylesteyn*. III. 396. On ne lui accorde pas la demande. III. 388. 412. Pensée de la France sur ce changement. III. 415. On casse les anciens officiers & domestiques du Prince, & on lui donne un autre Gouverneur. III. 420

Orleans (*le Duc d'*) soutient que, pour le crime d'un Pere, un Fils ne doit pas être privé des Biens qu'il en a à attendre. I. 148. Il vient à la Cour. I. 467. Il évite toutes les visites que premierement il n'ait parlé au Roi. I. 468. Quel succès à son arrivée à la Cour. I. 476

Over-Yssel. Cette Province élit un Stadthouder. I. 261. Les dissensions à ce sujet semblent devoir se dissiper. I. 272. 292. Elles éclatent de nouveau à l'occasion de deux Partis qui s'y forment. I. 307. Les deputez des Etats y assoupissent tout. I. 399

## P.

**P**Ajot (*Mle.*) est à Paris pour y recueillir la Succession de son Pere; comment elle y est traitée. I. 475. Suite de cette affaire. I. 484. & *suiv.*

Pais-bas Catholiques; plusieurs pensées, soupçons & raisonnemens au sujet des prétensions de la France sur ces Pais-bas. *Voiez les pages.* III. 33. 429. 436. 440. 441. 443. 456. 699. IV. 26. 33. 105. 124. 129. 131. 140. 142. 143. Après que la France

# T A B L E D E S

- France s'est déclarée publiquement sur ce point, on parle de cette affaire en divers endroits, depuis la page 151. jusqu'à 240.
- Paix entre la France & l'Espagne est fort souhaitée par les premiers; & combien elle est nécessaire aux Etats. I. 254. 255
- Paix entre le Portugal & les Etats est sur le tapis. II. 113. Combien elle est avancée. II. 122. Conférence tenue sur cela. II. 133. Par quelle raison elle est suspendue. III. 134.
- Paix entre l'Angleterre la France & les Etats conclue à Breda. *Voiez* Breda.
- Palatins (*les Electeurs*); de quel secours ils ont assisté la France. I. 282. 283
- Parlement de France; le Roi lui défend de se mêler des Affaires d'Etat. I. 403. 404
- Passports, la République de Genes, & les Consuls à Marseille en demandent aux Etats pour pouvoir tirer du bled d'Angleterre. I. 158. 159. 172. On ne les accorde point. I. 175
- Pape (*Fabio Chigi*), est élu à cette dignité. I. 311. Son application pour l'agrandissement de la Religion Romaine. I. 349.
- Ses Galeres n'osent pas se mettre en mer, par la crainte de la Flote Angloise. I. 460.
- Brouilleries avec la France. II. 424. Il leve des Troupes & fortifie Rome. II. 431.
- Son differend avec la France est en train d'accommodement. II. 462. 472. Quelle difficulté il y a encore. II. 549
- Pavillon; les François mettent sur le tapis le droit sur l'article du Pavillon. II. 258.
262. Quelle est leur prétension là-dessus. II.

II. 269. 270. & qu'est-ce qui le fait conjecturer. II. 288

Pavillon; on agite l'article de baïsser le Pavillon entre les Vaisseaux François & Danois. III. 506. De quelle maniere cela est pratiqué entre les Anglois & Hollandois. III. 521. 526. 527. & comment *van Beuningen* a ménagé cette affaire à la Cour de France. III. 530. 552. 559. 562. Réponse du G. P. de *Witt* sur un passage, qui ne prouve rien, & que les François alleguent en leur faveur. III. 588. Mesures & resolutions prises sur ce point important. III. 620. 621. 627. 628. 633. Autres prétensions de la France sur cet article débatues par *van Beuningen*. III. 630. 645. 683. 685. Quelques pensées plus particulieres de ce Ministre tant par raport aux Anglois, que pour lever les difficultez. III. 637. Il faut être d'accord sur ce point avant que de parler de la jonction des Flotes. III. 643. Reflexions sur la raison pourquoi la France fait trainer cette affaire. III. 685. On découvre que le Salut du Pavillon n'a pas été en usage du tems de la Reine *Elisabet*. III. 690. La France soutient qu'elle n'est point du tout obligée de répondre au Salut du Pavillon par un Contre-Salut. III. 693. Raisons que *van Beuningen* y oppose. III. 694. Son sentiment là dessus. *ibid.* & *suiv.* IV. 3. Ordre envoié à ce Ministre d'insister fortement pour obtenir le Contre-Salut du Pavillon. III. 701. L'on produit des attestations & des passages pour tacher de terminer ce differend. IV. 69. *van Beuningen*.

## TABLE DES

*ningen* présente au Roi un Memoire qui prouve, que la France est obligée selon le droit & l'équité de baisser à son tour le Pavillon. IV. 90. & *suiv.* Nouvelles ouvertures sur cette affaire. IV. 107. Raisons pourquoi il faut accorder ce differend. IV. 112. 185. Si l'Amiral des Etats n'est pas assuré que les François baisseront le Pavillon à leur tour, il ne touchera pas au sien. IV. 125. Renvoi de cette affaire, jusqu'à ce que celle qui regarde les Pais-bas Catholiques soit réglée. IV. 203. Les Etats sont là-dessus d'un sentiment contraire. IV. 206. Cinq raisons pour prouver qu'il ne faut pas présentement parler de ce differend. IV. 207. On en laisse la disposition à *van Beuningen*, pour faire comme il le jugera à propos. IV. 209

Pêche de la Baleine (*la Compagnie de la*) appelée en France la *Compagnie du Nord*; on découvre que les François tachent d'enlever aux autres Nations cette Pêche. II. 81. 82. Ils ont payé 800000 livres pour leur Octroi. II. 89. Pourquoi l'on ne veut pas relacher en Hollande quatre Vaisseaux, qui leur apartiennent. II. 94. Le Roi de France lui-même demande qu'on les relache. II. 96. Les Commissaires des Etats travaillent ensemble sur ce point. II. 98. Ceux de Bretagne & de Guienne tachent de faire abolir cette Compagnie. II. 123. Il n'y a pas apparence que cela se fasse. II. 183. 185. Pour quelle raison on est d'opinion, qu'elle tombera d'elle-même. II. 207. 477. Ils arrêtent des Vaisseaux Hol-

lan

## M A T I E R E S.

landois. II. 256. L'on croit que leur Octroi est pour vingt ans, mais l'on tient cela fort secret. II. 394. L'on découvre que c'est un Privilege pour toujours, & les Ambassadeurs des Etats ont été trompez dans cette affaire. II. 453. Cette Compagnie est fort chargée, & elle cherche d'autres finances. II. 492. 522. 523. Reflexion du G. P. *de Witt* là-dessus. II. 501. Leur pouvoir ne s'étend pas par toute la France, ce qui leur est fort préjudiciable. II. 523

**Pêche:** Considerations sur ce mot entre la France & les Etats. I. 86. Resolutions prises là-dessus en Angleterre dans la Chambre basse préjudiciables aux Etats. II. 30. mais qui ne paroissent pas devoir avoir de Suites; & pourquoi. II. 40. Aussi ce Projet est-il rejeté. II. 42. Conference avec des Commissaires en France sur le Droit de la Pêche. II. 64. 65. & pour faire entrer ce mot de *Pêche* dans le Traité d'Alliance. II. 180. 261. A l'égard de cet Article il ne faut laisser rien de défectueux dans le Traité avec la France. II. 200. 207. 208. mais il faut se le garantir reciproquement, non obstant les difficultez que les Anglois disent qu'il y a. II. 248. Contestations sur ce même article entre les Commissaires de France & les Ambassadeurs des Etats. II. 261. Détail circonstancié de ce differend. II. 275. & *suiv.* Ce differend donne beaucoup de mécontentement aux Etats. II. 285. 286. Les François ne veulent pas entrer dans une Ga-

## T A B L E D E S

- rantie claire & distincte. II. 290. 291. 296.  
 De quels mots il faudroit se servir au lieu  
 de celui de *Pêche*. II. 301. Pensée plus  
 favorable sur ce point. II. 302. 304. Les  
 Etats sont résolus de tenir ferme sur cet  
 article. II. 310. 315. 323.  
 Pedy (*Jean*) & Jacob Janse de Jong, Mar-  
 chands à Rotterdam; leurs trop fortes sol-  
 licitations à la Cour de France offensent  
 cette Couronne & les Etats. II. 571. 573  
 Piementel, Envoïé de l'Espagne en Suede;  
 aiant mis à la voile à Gottenburgh, il  
 prétexte que son Vaisseau prenoit de l'eau,  
 & retourne vers la Reine de Suede. I. 15.  
 16. Il arrive enfin à Paris, & part de là  
 pour l'Espagne. I. 220. Combien il étoit  
 aimé de la Reine *Christine*. I. 263  
 Pirateries des François sur les Vaisseaux  
 Hollandois. I. 230. 232. & sur ceux de  
 leur propre Nation. I. 252. Les plaintes  
 faites à ce sujet au Roi ne produisent au-  
 cun effet. *ibid.* Elles continuent avec égale  
 vigueur, d'autant que les Grands du Roïau-  
 me y donnent la main. I. 266. Autres  
 circonstances de cette affaire, & des Pira-  
 teries des Biscaiens. I. 279. Les Etats  
 prennent des mesures pour y remédier. I. 281.  
 Autres mesures à cette fin. I. 414. *Voiez*  
 Turcs de Tunis.  
 Polsbroek (*Mr. van*) nommé Ambassadeur  
 des Etats en Suede. I. 361. Il s'excuse de  
 cette Charge. I. 366  
 Pomponne, Envoïé de France en Suede;  
 deux raisons, pourquoi il n'y réussit pas  
 dans ses Négociations, selon la pensée de  
P.

## M A T I E R E S.

*P. de Groot.* IV. 259. Après avoir pris son congé il y retourne secrètement, & il a une conférence privée. IV. 275. Il vient en Hollande pour succéder à d'*Estrades.* IV. 296.

Port de Lettres. *Voiez* Lettres.

Portrait de l'Infante d'Espagne demandé & apporté à Paris. I. 271.

Portugal, l'Ambassadeur de cette Couronne notifie à la Cour de France la prise du reste des Places du Bresil qui appartoient aux Etats. I. 207. 208. La Paix avec cette Couronne est mise sur le tapis en Hollande. II. 113. 114. 121. 122. 125. Les conférences tenues à ce sujet sont rompues, par le Mediateur *Downingh.* II. 132. & *suiv.* qui dispose entierement à la Haye de cet Ambassadeur. II. 142. Cet Ambassadeur est averti qu'il ait à se déclarer dans dix jours, sinon de se retirer de la Haye. II. 148. La Paix est conclüe entre cette Couronne & les Etats. II. 152. On doit faire entrer ce Traité dans la garantie de la France. II. 208.

Pouleron, Ile des Indes Orientales; contestations sur la restitution de cette Ile survenues entre des Commissaires en Angleterre & l'Ambassadeur des Etats. II. 401. *de Lionne* est en conférence avec *van Beuningen* sur la possession de cette Ile. III. 426. & le G. *P. de Witt* avec d'*Estrades.* IV. 52. 53. Narré circonstancié de cette affaire. *ibid.* & *suiv.* Réponse de l'Ambassadeur Anglois là-dessus. IV. 66. 67. & pensée de *van Beuningen* sur ce point.

# T A B L E D E S

IV.

103

Pradel (*Mr. de*) General des Troupes Françoises, vient au secours des Etats dans la guerre contre l'Evêque de Munster, il est cause que le camp de l'armée des Etats se leve fort mal à propos. III. 257. & *suiv.* Combien il fait paroître d'animosité dans cette occasion. *ibid.* On le justifie en quelque maniere. III. 276. 277. 281.

Préséance de la France devant l'Espagne, & des Etats devant Savoye; l'on veut se tenir ferme sur ce point. II. 236. 383. 384. Les nouvelles venues d'Espagne satisfont la France II. 244. Elles ne se confirment pas. II. 250. Mais dans la suite on regle la chose publiquement. II. 327. *Voiez* Rang.

Présens qu'on doit faire aux Commissaires qui sont en France en négociation avec les Ambassadeurs des Etats. II. 232. Nos Ambassadeurs ne veulent point accepter les Présens de la France. *ibid.* Moïen d'en lever la difficulté. II. 244. 249. L'on doit parcourir les *Retroacta* de la Republique, pour voir si les Conseillers deputez peuvent agir en pareille occasion sans ordre exprès de LL. HH. PP. II. 254. Ces Présens doivent être plus grands qu'autrefois. II. 258. Jusqu'à quelle somme ils doivent monter. II. 341. On differe la resolution sur cet article. II. 347. Les Seigneurs François ne paroissent pas aussi vouloir accepter ces Présens. II. 587. On devroit employer d'*Estrades* dans cette affaire. *ibid.* mais cela est rejeté par le G.

P.



# M A T I E R E S.

*P. de Witt.* II.

590

Présens à faire en France aux Introduceurs des Ambassadeurs, &c. jusqu'à quelle somme, hors de quelle caisse, & avec quelle diligence. II. 328. 329. 330. La chose est réglée par les Etats. II. 347

Présens, de quelle maniere & à qui l'on devroit les faire en France. I. 46. 47. Quelques Membres des Etats y forment des difficultez. I. 66

Prisonniers faits dans un Port neutre sont relachés. I. 449. Quelques reflexions sur l'entretien des Prisonniers faits sur mer. IV. 6

Proposition des Anglois, de faire un seul & même Gouvernement de leur Republique & de celle des Etats. I. 7

Protestans d'Allemagne; comment il faudroit faire pour ne se pas laisser accabler par les Cathol. Romains. I. 115. 116

## R.

**R** Ang, est cause à Londres d'un differend entre l'Ambassadeur de France & celui d'Espagne. II. 208. 209. Ressentiment que la Cour de France en a. II. 223. Mesures que cette Couronne veut prendre là-dessus avec les Etats. II. 236. 250. 255. L'Ambassadeur d'Espagne donne à Paris sur ce point une satisfaction publique. II. 327. Le Rang des Etats sur la Savoye doit être réglé à Paris, & sur quel fondement. II. 383. & *suiv.* 387. L'Ambassadeur d'Espagne à la Haye dit qu'il contes-

## T A B L E D E S

tera le Rang à celui de France. IV. 51. 52.  
 Mais qu'il en évitera pourtant l'occasion.  
 IV. 56. *Voiez* Préséance.

Raport dans l'Assemblée de LL. HH. PP.  
 fait par leur Ambassadeur Extraordinaire  
 à la Cour de France sur sa Négociation;  
 ce Rapport est agréable à la Cour qui en  
 demande une Copie. II. 380 381. 332. 390.

Receveur des Droits. *Voiez* Fermier.

Reede (*Henri de*) de Renswoude va en Com-  
 mission à Madrid de la part des Etats. I.  
 449.

Reforme de Troupes, *Voiez* Casse &c.

Religion Reformée, quelques raisons de son  
 abaiffement en France. I. 243. 244. Que  
 les Hollandois de cette Religion n'aient  
 pas la liberté de s'établir en France, ce  
 n'est pas contre l'intérêt ni contre les coû-  
 tumes des Etats. II. 214. 215. Tacher  
 d'obtenir en faveur de nos Marchands un  
 libre exercice de leur Religion en Suede  
 & en Danemarc, ne peut qu'être préjudi-  
 ciable aux Etats. IV. 282. 283. *Voiez*  
 Naturalisation.

Reine de France; les Etats aiant pris sa  
 grossesse, consultent s'ils lui enverront  
 sa Layette. II. 117. Ils recherchent dans  
 les Papiers de la Republique ce qui peut  
 avoir été fait en pareille occasion. II. 121.  
 & ils ne trouvent pas qu'on ait jamais fait  
 de tels présens. II. 132. Elle accouche  
 d'un Dauphin. II. 218. Paroles obligean-  
 tes d'un Ministre à l'Ambassadeur de LL.  
 HH. PP. à cette occasion. *ibid.*

Renswoude. *Voiez* Reede &c.

# M A T I È R E S.

Représailles, négociation sur ce point entre les Ministres de France, & ceux des Etats.

II. 170. 187.

Requêtes (*les Maîtres des*) en France, combien ils sont puissans. I. 478. Le Parlement rogne leur pouvoir. *ibid.*

Requêtes remplies de trop d'ardeur & de passion présentées en France & en Hollande, offensent & causent de l'éloignement & de la froideur. II. 572

Restitution de Vaisseaux pris, &c. combien il est difficile de l'obtenir en France. I. 194.

195

Retz (*le Cardinal de*) pour quelles raisons il sort de prison. I. 146. Le Chapitre de Paris le déclare Archevêque, dont la Cour est mécontente. I. 179. & tache de le porter à se demettre de cette dignité. I. 276. Son caractère. *ibid.* Le Pape l'estime beaucoup. I. 288.

Rhynbergh, différend survenu entre les Etats & l'Electeur de Cologne à l'occasion de l'Electio[n] du Magistrat & de la Garnison de cette Ville. I. 466. II. 85. 87. La France paroît être engagée de soutenir les intérêts de l'Electeur dans cette affaire. III. 100. 101. De quelle manière on prend en Hollande cette intention de la France. II. 105. Eclaircissement plus particulier sur le point de la Garantie de cette Ville & de Ravestein. II. 181. 193. Qu'est-ce qu'on pourra obtenir sur cet article. II. 207. Le sentiment des Etats là-dessus, & jusqu'à quel point on doit en cela mettre en repos. LL. HH. PP. II. 311. 315. 316. Ce

X. 5.

que

# T A B L E D E S

que *Boreel* écrit sur ce sujet. II. 439. Pen-  
sée de *van Beuningen*; comment on pour-  
roit trouver à faire un accommodement  
par le moïen du Comte de *Furstenberg*. III.

255. 298.

Ridderschap de Hollande. *Voiez* Nobles &c.

Robe d'Ennemi confisque celle d'Ami: Ma-  
xime injuste. I. 287

Roche (*la*) Commandeur d'une Escadre de  
Vaisseaux François; differend sur son rang,  
en cas de jonction avec la Flote des Etats..

IV. 168. à la quelle pourtant, il y a en-  
core peu d'apparence. IV. 175. 176. Con-  
vention conclüe sur ce point. IV. 177

Rochelle (*la*). *Voiez* Reformez &c.

Rosewinge (*Henry Guillaume*) Envoïé de  
Danemarc pour l'Angleterre. I. 156. Il  
reste *incognito* à Rotterdam pour y attendre  
l'issuë de la Négociation des Etats en An-  
gleterre. I. 162.

Rosewinge en Hollande de la part du Da-  
nemarc demande qu'on suspende l'execu-  
tion del'Ordonnance faite contre les abus  
commis dans le mësürage des Vaisseaux  
qui navigent vers la Norwege. I. 427

Rotterdam, les Deputez de cette Ville prient  
LL.HH.PP. de dispenser Mr. P. de *Groot*  
de l'Ambassade ordinaire à la Cour de Fran-  
ce, parce qu'ils l'avoient élu Pensionaire  
de leur Ville. IV. 383

Rudolphi & vander Hoeven, ordres qu'ils  
reçoivent pour le Portugal. I. 51. Consi-  
derations de *Boreel* sur ces affaires. I. 71.

A leur retour en passant par Paris ils y  
parlent de ces mêmes affaires avec ce

Mi-

# M A T I E R E S.

Ministre. I.

79

Rupture entre la France & l'Angleterre, combien elle est préjudiciable aux Etats.

I.

231

Ruyter (*le Vice-Amiral de*) est envoié par le College de l'Amirauté d'Amsterdam avec cinq Vaisseaux de guerre dans la Méditerranée. I. 251. Il est rappelé. I. 372. Il reprend sur les Anglois Cabo-Verde dans les Indes Occidentales. III. 28. Avec quelle modération & discretion il s'y est comporté en suivant les Ordres des Etats. III. 35. 36. Nouvelles de son expedition à la Martinique. III. 175. Il va en mer contre les Anglois avec la Flote de l'Etat en qualité de Lieutenant-Amiral; nouvelles de sa maladie. III. 591. 592. 593. 594. Il se rétablit. III.

628

Rythoven, Consul à Barcelone, se plaint que les Espagnols veulent surcharger notre Commerce de France. I.

427

S.

**S**aisie générale que la France fait des Vaisseaux & des effets des Hollandois. I. 493. Ample raisonnement sur ce point du G. P. de Witt à Mr. Boreel. *ibid.* & suiv. De quel prétexte la France se sert. I. 496. 497. L'Angleterre en fait de même, & sur quel prétexte. III.

361

Sale (*Mr. de la*) va de la part de la France en Suede, pour travailler à une Paix entre cette Couronne & la Pologne. II.

415

Sanitett est recommandé comme un bon &

X-6

bravo

# T A B L E D E S

- Brave Soldat par Mr. *van Beuningen*. III. 229.
- Savoie (*le Duc de*), il est allarmé des préparatifs du Duc de Modene, & il craint pour ses propres Etats. I. 197. Des bruits répandus en France le flatent qu'il sera désigné Successeur de l'Empereur. I. 299. Son Ambassadeur est *incognito* à Paris. II. 9. Il épouse Madem. *de Valois*. II. 472.
- Sauvetat (*Mr. de*) est recommandé pour être avancé dans les Troupes des Etats. IV. 94.
- Schoonen (*Jacques van*), son Poivre est pris par un Capre François. I. 492. On intercede pour lui. *ibid.*
- Secrets; plaintes du peu de secret qu'il y a dans l'Assemblée & parmi les Membres de l'Etat. III. 53. 55. Comment le G. P. *de Witt* se comporte sur ce point. III. 57.
- Secours; la France propose aux Etats de lui donner en argent le secours, dont on étoit convenu par le Traité d'Alliance; comment l'on doit agir dans cette affaire, III. 57. Secours de la France dans la guerre de Munster; quels desordres ces Troupes y commettent. III. 211. 239. 258. 259. 278. Elles doivent être toujours prêtes à obéir en tout aux Ordres des Etats; & aussi long-tems qu'elles sont dans leur service, elles ne doivent pas être soumises à aucun Ordre de la France. III. 343. *Et suiv.* Proposition de faire des Présens aux Officiers de ces Troupes. III. 623. 637. Résolutions prises sur cela en Hollande: III.

# M A T I E R E S.

- III. 652. Comment on doit les effectuer.  
 III. 679. IV. 12. 15. & avec combien  
 d'argent. IV. 19
- Sedition (*Commencement de*) à la Haye en  
 faveur de la Maison d'Orange. I. 4. 5. 6.  
 Pour étouffer celle qui s'étoit formée à  
 Enckhuyse on y envoie des Deputez avec  
 dix Compagnies de Soldats. I. 13
- Sedition, ou Emute excitée à Paris par des  
 Femmes contre les Ministres. I. 169
- Sel; Considerations sur le Commerce du  
 Sel avec la France & le Portugal. IV. 510.  
*& suiv.*
- Servien (*le Comte de*) a beaucoup de credit  
 & de pouvoir en France; & les Affaires  
 des Etats passent souvent par ses mains. I.  
 59. 60. Il achette le Marquisat de Sablé  
 & le Comté de Meudon. I. 195. 196. Il  
 est disgracié. I. 292
- Sidney, Gentilhomme Anglois disgracié,  
 passant par la Hollande pour aller en Fran-  
 ce est recommandé par le G. P. *de Witt*  
 à Mr. *van Beuningen*. III. 346. 350. Son  
 arrivée à Paris. III. 440
- Silverkroon, Ministre de Suede à la Haye,  
 est en conference avec le G. P. *de Witt*,  
 & Mr. *d'Estrades*, sur le differend entre  
 la Compagnie Africaine Suedoise & la  
 Hollandoise des Indes Occidentales. II.  
 518. 519. Suite de cette affaire. II. 531.  
 546. 551. 552. 560. 562. *Voiez* Cabo-  
 Corps. Sous quelle condition on pour-  
 roit lever le differend survenu entre cette  
 Couronne & les Etats au Sujet de la Gui-  
 née. III. 76. Il revient en Hollande pour

# T A B L E D E S

- faire une Alliance avec les Etats. IV. 289.  
 290. Son caractere. IV. 293. En confe-  
 rence avec le G. P. *de Witt*. IV. 308. 309.  
*Sipesteyn*. *Voiez Sypesteyn*.  
*Slingelandt*, Ambassadeur des Etats en Sue-  
 de. I. 367  
*Snetter*, Gentilhomme de Valckenburg ou-  
 tre Meuse, leve un Regiment de Cavale-  
 rie, avec lequel il pille le Pais & les ha-  
 bitans; c'est en vain que le Rhingrave lui  
 dissuade de pareilles choses, parce qu'il  
 s'appuie sur la Protection de la Lorraine,  
 enfin il est tué. I. 21. & *suiv*  
*Soissons (le Comte de)* est employé pour le  
 Mariage proposé entre Charles II. Roi  
 d'Angleterre & une Niece du Cardinal  
 Mazarin. II. 9. 11  
 Soldats venus du Brasil à la Haye sollicitent  
 leur paiement avec importunité. I. 242  
*Sond*. *Voiez Sund*.  
*Spar (le Baron)* est à Paris de la part de l'E-  
 lecteur de Brandenburg. II. 353  
*Stegger (Jean van)*, Maître des Postes de  
 la Généralité, après avoir attendu trois  
 mois à Paris la Ratification, il s'en re-  
 tourne avec la nouvelle de la naissance  
 d'une Princesse Royale de France. II. 444  
*Suede*, n'est pas bien intentionnée pour les  
 Etats. I. 66. Les Suedois avoient plus  
 d'estime & de respect pour LL. HH. PP.  
 sous le Regne du Prédecesseur de la Rei-  
 ne. I. 84. L'inclination pour les Anglois  
 y diminue aussi, au retour de *Langervelt*.  
 I. 103. Ils cherchent a mettre Breme sous  
 leur obéissance, & la France les favori-  
 se.



# M A T I E R E S.

se en cela. I. 281. Ce dessein étant abandonné, ils en forment d'autres sur la succession du Duc de Cleves & de Juliers. I. 290. 291. Ils arment puissamment par mer & par terre. II. 306. & l'on croit qu'à cette fin ils reçoivent de la France de grands secours en argent. I. 312. Ce qu'on dit ouvertement de ces préparatifs de guerre. I. 313. & ce qu'on en pense en Hollande. I. 315. L'Armée est en marche, & de combien elle est forte. I. 339. Ce qu'on en dit en France. I. 343. Ils se rendent maîtres d'Elbing sans aucune résistance. I. 376. Ils font un Traité avec le Brandebourg. I. 398. & un autre avec la France; on en rapporte quelques particularitez. II. 238. 239. 262. Etat du Commerce comme il étoit en 1640. entre cette Couronne & les Etats. II. 429. Remarque faite sur cet article. II. 430. La France les favorise; & pourquoi. II. 561.

Suede, on decouvre qu'elle est dans les intérêts de l'Angleterre. III. 179. Qu'est-ce que les Hollandois se proposent d'accorder aux Suedois, en cas qu'ils veulent exécuter les Articles de l'Alliance contre l'Angleterre. III. 187. Nouvelles offres des Etats. III. 237. Qu'est-ce que la France fait à cette occasion. III. 252. 253. & qu'est ce qu'on y pense du parti que les Suedois doivent embrasser. III. 266. De quelle maniere on pourroit les retenir dans les intérêts de la France & des Etats. III. 378. Menaces qu'ils font; sur ce que le Danemarck leve des Troupes; moïens à

leur

# T A B L E D E S

leur opposer. III. 387. *Van Beuningen*  
 propose à la Cour de France sa pensée,  
 de quelle maniere il conviendrait le mieux  
 d'agir avec eux sur ce point. III. 402. &  
*suiv.* Conference entre le G.<sup>r</sup> P. de *Witt*,  
 d'*Estrades* & *Huygens* sur le même sujet.  
 III. 408. Leur dessein d'empêcher que le  
 Danemarck ne reste neutre. III. 415. 416.  
 Ce qu'ils proposent sur ce point, & ré-  
 ponde là-dessus. III. 429. & *suiv.* 434.  
 Continuation de cette matiere. III. 444.  
 Comment on pourroit exécuter le secours  
 promis à l'Angleterre par les Suedois. *ibid*  
 Soupçon qu'ils ne sont aucunement obli-  
 gez à ce secours. III. 448. Autres refle-  
 xions sur le dit secours. III. 456. & sur  
 d'autres points desirés par eux, comme la  
 Cassation du Traité d'Elbing, &c. III.  
 512. Autres considerations sur les affaires  
 des Suedois. III. 517. 525. & sur l'Acte  
 de Neutralité qu'ils ont dressé. III. 539.  
 550. Leur conduite dans le differend avec  
 Breme paroît être desapprouvé par la Fran-  
 ce. III. 673. Ils éludent leurs promesses  
 faites par rapport au Roi de Danemarck. III.  
 678. On découvre qu'ils reçoivent de la  
 France des subsides en argent, & à quelle  
 fin. III. 698. 699. Il faut avoir l'œil sur  
 leurs demarches. III. 704. Qu'est-ce qu'on  
 en découvre. IV. 5. 67. Sous quelle con-  
 dition l'on peut consentir qu'ils donnent à  
 l'Angleterre leur secours de 4000. hom-  
 mes. IV. 25. Reflexions contraires à ce  
 secours, & comment il faut proceder &  
 agir sur ce point. IV. 27. 28. Plaintes au-  
suiv.

## M A T I E R E S.

sujet de leurs menaces. IV. 69. 70. 81.  
 Comment-il faut se comporter sur les me-  
 naces que le Comte de *Dohna* a fait à la  
 Haye. IV. 85. 86. Conférences tenues  
 sur ce sujet. IV. 99. & *suiv.* Qu'est-ce  
 que *van Beuningen* a fait à Paris sur cette  
 affaire. IV. 104. Sur quel pié & dans  
 quels termes ils sont encore avec les Etats.  
 IV. 136. 137. 176. 182. 185. Ils disent  
 qu'ils sont bien aise de n'être pas entrez  
 dans aucun engagement avec la France;  
 la raison pourquoi. IV. 189. Traité d'A-  
 mitié conclu avec eux. IV. 210  
 Suede, particularitez de ce Roïaume, lors-  
 que *P. de Groot* y arriva en qualité d'Amba-  
 assadeur des Etats. IV. 252. 256. 260.  
 Les Suedois sont fort opposez à un Gou-  
 vernement Despotique. IV. 260. La Rei-  
 ne fait demander au dit Ministre, si l'on  
 a à s'attendre à un subside d'argent de la  
 part des Etats. IV. 264. & le fait prier de  
 vouloir soutenir le Commerce dans la Li-  
 vonie. *ibid.* & 265. Les Suedois s'imagi-  
 nent, que, les Subsidés ne venant pas de  
 la part de l'Espagne, l'Angleterre & les  
 Etats y satisferont eux-mêmes. IV. 278.  
 D'où leur peut venir cette étrange pensée.  
*ibid.* Un Traité entre eux & l'Empereur est  
 chez eux sur le tapis. IV. 284. Ils entre-  
 tiennent leur Milice en deux différentes  
 manieres. IV. 285. Ils envoient *Silver-*  
*kroon* en Hollande pour faire une étroite  
 Alliance avec les Etats. IV. 289. 290.  
 Nécessité d'une telle Alliance, selon la  
 pensée de *P. de Groot*. IV. 292. 295. Hu-  
 meur.

# T A B L E D E S

meur de cette Nation; & quelle a été la  
 raison pour laquelle ils ont pris le parti  
 des Anglois dans la dernière guerre. IV.  
 294. Dans l'Alliance proposée par *Silver-*  
*kroon* ne s'agissant que d'argent, il paroît  
 qu'elle ne se conclura pas. IV. 308. 309.  
 Dans quel engagement ils sont entrez par  
 la Triple-Alliance. IV. 312. Ils donnent  
 aussi leur consentement au Projet, qui re-  
 sulté de la Triple-Alliance, pour la ga-  
 rantie de l'Espagne. IV. 340. Instruction  
 donnée à cette fin à leurs Plenipotentiai-  
 res. IV. 341. Etat de leurs differens avec  
 le Czar de Moscovie. IV. 356. & *suiv.*  
 Pour les lever ils demandent aux Etats  
 leur Médiation. IV. 366. Ils disent, qu'il  
 est nécessaire, que l'Angleterre & les E-  
 tats leur donnent un Subside annuel d'ar-  
 gent, pour diminuer le credit que la Fran-  
 ce a chez eux. IV. 369. Ils sont attentifs  
 dans la Finlande sur l'armement du Mos-  
 covite. IV. 376. Avec quelle crainte &  
 scrupule ils menagent les termes dans le  
 Traité de Garantie, pour ne pas trop of-  
 fencer la France. IV. 379. 381. & pour  
 ne pas envoyer leurs Troupes aussi loin  
 que cet engagement le requiert. IV. 380.  
 Ils disent pourtant qu'ils maintiendront ce  
 Traité avec vigueur. IV. 387  
 Suede (*la Reine de*); elle temoigne plus d'a-  
 ffection à la France & aux Etats, après  
 qu'elle n'a pas pû parvenir à son but près  
 de l'Empereur. I. 145. qui l'avoit flatée  
 d'esperance. I. 221  
 Suedois; leurs excessives dépenses. IV. 327.  
 328

# M A T I E R E S.

328. Faciles à être corrompus. IV. 307.
- Sweers, Schout-by-Nagt, les vingt Vaisseaux qu'il commandoit souffrent beaucoup dans une tempête. III. 205.
- Sujets Reformez. *Voiez Religion &c.*
- Suisses (*les Cantons Reformez des*); on accuse injustement les Etats d'être la cause, qu'ils ne veulent pas renouveler l'Alliance avec la France. I. 191. Les Envoyez des dits Suisses voulant intercéder pour les Vaudois, on leur refuse Audience à Turin. I. 335. Troubles excitez par les Cantons Cathol. Romains. I. 360. Le Canton de Berne est porté à la Paix. I. 396.
- Suisses (*les Cantons Cathol. Romains des*); extremes cruautéz qu'ils commettent la veille avant la suspension d'armes dont on étoit déjà convenu. I. 407.
- Suisses (*Troupes des*), quelques reflexions sur leurs Troupes, & sur leur levée. III. 264. 265.
- Sund (*Péages du*). Comment ils sont paieez au Roi. II. 500.
- Suspension d'armes, il ne faut pas l'accorder à l'Angleterre, ni la rendre publique; & pourquoi. IV. 47. 48. *van Beuningen* croit qu'il vaut mieux qu'elle se fasse, que de laisser les Vaisseaux dans les ports. IV. 118. Autre pensée du G. P. *de Witt* sur ce sujet. IV. 123.
- Sypesteyn (*Ascagne de*), il apporte à la Haye le Traité fait avec la France en 1662. quel présent il reçoit. II. 346.

# T A B L E D E S

## T.

**T***Ailles*, (Subsides en France) combien elles font entrer d'argent tous les ans dans les Coffres du Roi. II. 489

**Tarente** (*le Prince de*), les Etats font agir à la Cour de France pour son élargissement. I. 470. 480. Il part de Paris pour présider dans l'Assemblée des Etats de Bretagne. II. 151. Combien il pourra y être utile à LL. HH. PP. *ibid.* Quelles réflexions cela fait naître en Hollande. II. 153. Il part pour la Haye avec des recommandations. II. 325. 389.

**Temple**, Ambassadeur d'Angleterre à la Haye; il contribue à faire passer l'Acte de Garantie des Membres de la Triple-Alliance, en faveur de l'Espagne; & il en garde les documens jusqu'à ce que la Ratification en soit faite. IV. 377

**Terlon**, Envoïé de France à la Cour de Danemarck, comment il s'y comporte par rapport aux affaires des Etats. IV. 246. 247

**Thinne**, Envoïé extraordinaire d'Angleterre en Suede, trouve qu'on s'y ralentit pour sa Nation. IV. 275. 276. Il est d'une opinion contraire à celle de *P. de Groot* sur l'article de la fausse pensée des Suedois qui leur est venuë au sujet de l'argent qu'ils attendoient. IV. 278. Il va s'en retourner en Angleterre & passer par la Hollande, & il est recommandé par *P. de Groot*. IV. 324

**Thou** (*Mr. du*), Ambassadeur de France à la

# M A T I E R E S.

la Haye. I. 491. Le précis de sa Conférence avec les Deputez des Etats, sur la prise des deux Vaisseaux François, faite par *de Ruyter*; à l'occasion de laquelle on avoit fait en France des saisies de Vaisseaux. I. 499. Il marque le mécontentement de la Cour sur la signature d'un Traité. I. 500. 501. Comme aussi sur la prise de Vaisseaux, & sur l'impression de livres injurieux à la France. II. 6. & *suiv.* Il fait de nouvelles instances au sujet du Vaisseau *St. Louis* qui avoit fait naufrage. II. 25. Il entre en conférence avec le G. P. *de Witt* sur l'Alliance avec la France. II. 67. Son emportement en recevant une Résolution des Etats, qui ne lui paroît pas satisfaisante. II. 146. 147. De quelle fâcheuse suite cela a été. II. 153. & comment cela a été pris en France. II. 158. Il est de retour à Paris. II. 178. & il conseille qu'on fasse une Alliance avec les Etats. II. 198. & qu'on abolisse le droit de Tonneau. *ibid.*

Tonneau (*Droit de*) mis en France sur les Vaisseaux Hollandois, combien il est préjudiciable au Commerce: l'Ambassadeur des Etats à Paris s'y oppose avec vigueur. II. 34. & *suiv.* Expédient pour adoucir cet article. II. 124. 125. Entretien de *Chanut* avec l'Ambassadeur des Etats sur cette charge. II. 126. 127. Elle cause une sédition à Diepe. II. 137. & du dommage à la Rochelle. II. 140. Néanmoins la Cour soutient ce Droit. II. 155. 157. 160. Changement qui arrive dans cette affaire  
par

## T A B L E D E S

par la disgrâce de *Fouquet*. II. 173. Espérance qu'il sera aboli. II. 177. 178. Ce point est examiné exactement, parce qu'il produit annuellement une grande somme d'argent. II. 183. L'abolition de ce droit est considérée en Hollande comme la principale raison qui porteroit à s'engager fortement avec la France. II. 190. & *suiv.* Si l'on en obtenoit l'abolition, il faudroit alors conclure le Traité. II. 204. Nouvel obstacle causé par le renouvellement du Bail de ce Droit. II. 206. De quelle maniere pourtant on peut negocier sur cette affaire, en cas que le Traité soit conclu sans que ce Droit soit aboli. *ibid.* 250. Nouvelles instances & esperance qu'il sera aboli. II. 220. Raisons des Ministres François pour le maintenir. II. 222. 223. Les Deputez de Bretagne & de Bourdeaux se plaignent de ce Droit. II. 224. 225. La fierté du Roi & l'orgueil des Ministres otent l'esperance de pouvoir venir à bout de l'abolir. II. 230. & *suiv.* Adoucissement qu'on pourroit faire à l'égard de la somme d'argent par Tonneau. II. 236. Délibération & explication sur cet article en Hollande. II. 247. Offres de detruire ce droit pour la plus grande partie, pourvû que les Etats paient aux Seigneurs de distinction de France la somme de 150000. livres. II. 263. & *suiv.* Cette proposition est rejetée, & pourquoi. II. 270 271. *van Beuningen* croïoit pourtant qu'elle étoit acceptable. II. 289. A cause dequoi elle sera proposée dans l'Assemblée de LL. HH.



# M A T I E R E S.

HH. PP. II. 295. Nouvelles raisons des Ambassadeurs des Etats contre le Droit de Tonneau. II. 305. La proposition de lever ce differend par une somme d'argent est rejetée une seconde fois. II. 312. Resultat d'une conférence tenuë sur ce droit. II. 333. La proposition d'en exempter un nombre de quarante Vaisseaux n'est pas acceptée par les Etats. II. 337. 339. On n'en obtient pas l'abolition dans son entier à la conclusion du Traité d'Alliance. II. 343. 344. Mais il est adouci par un Article separé, & de quelle maniere. II. 348. 365. Obstacle qui se rencontre pour l'abolition entiere. II. 477. 521. Autres inconveniens. II. 491. 492. Considerations du G. P. *de Witt* là-dessus. II. 499. 500. Ce droit & cet Impôt est affermé de nouveau. II. 532. 533. Quelle somme il produit maintenant, & combien cela est préjudiciable. *ibid.* 534. Nouvelles decouvertes que *Boreel* fait dans cette affaire. II. 555. *& suiv.* On propose d'établir par représailles en Hollande un tel Droit sur les Vaisseaux François. II. 499  
 Traité d'Alliance entre la France & LL. HH. PP., le Projet en est envoié en Hollande., I. 96. Le G. P. *de Witt* y trouve diverses difficultez. I. 133. & souhaite qu'on lui communique les raisons qui ont porté la France à former un tel Projet. I. 134. Les Deputez des Etats aiant conféré là-dessus, ils communiquent leurs Remarques à la Généralité. I. 170. L'on en extrait les Articles les plus importants, pour

# T A B L E D E S

pour conferer là-dessus avec l'Ambass.  
*Chanut*. I. 180. On les envoie aussi à Mr.  
*Boreel*. I. 185. Considerations de ce Mi-  
 nistre sur cette matiere. I. 201. 202. Cette  
 affaire s'avance fort lentement à cause des  
 Pirateries continuelles des François. I. 267  
 268. Pour empêcher ces Pirateries, & pour  
 plusieurs autres raisons, il est nécessaire  
 qu'on presse ce Traité. I. 270. Nouveaux  
 délais. I. 319. 320. L'on reprend cette  
 affaire, & l'on convient de se communi-  
 quer mutuellement avec circonspection  
 ses pensées. I. 428. Mr. *Boreel* presse ce  
 Traité. I. 431. 441. 451. Combien il  
 s'avance. I. 459. L'Angleterre y devoit  
 aussi entrer. *ibid.* Ouvertures qu'on en fait  
 à la Généralité. I. 465. *C. van Beuning-  
 gen* va pour cette affaire en France avec  
 quelques autres en Ambassade Extraordi-  
 naire; leur premiere Audience. II. 20. &  
*suiv.* Les Etats voudroient que ce Traité  
 se conclut sans l'Angleterre, & pourquoi.  
 II. 24. L'on propose des Commissaires  
 pour négocier cette Alliance. II. 27. Qu'est-  
 ce que notre Ambassadeur y découvre de  
 nouveau. *ibid.* & *suiv.* Autres Confe-  
 rences sur l'article du Commerce. II. 34.  
 & *suiv.* Délibérations prises là-dessus en  
 Hollande. II. 57. 58. Difficultez sur ces  
 paroles: *Villes dans lesquelles il y a une  
 Garnison Hollandoise*. II. 61. & *suiv.* &  
 sur le Droit de la Pêche. II. 64. 65. La  
 maladie du Cardinal *Mazarin* empêche le  
 progrès de la Négociation. II. 76. Diffi-  
 culté sur l'article du Commerce. II. 89.  
 Scrut-

# M A T I E R E S.

Scrupule qui naît sur l'article de la Rupture. II. 97. La Négociation se reprend. II. 98. 100. L'affaire du Droit de Tonneau & de la Compagnie de la Pêche de la Baleine est d'un grand obstacle. II. 116. 118. 119. Il faut achever de regler les points dont on est d'accord, & renvoyer à la fin ceux sur lesquels on est en différend. II. 122. 123. Nouvelles difficultez & inconveniens proposez par l'Angleterre. II. 149. 150. 158. 159. La France fait trainer de son côté la Négociation. II. 154. 155. 162. Plusieurs particularitez de cette affaire. II. 179. *jusqu'à* 189. 211. *jusqu'à* 215. Les Etats de leur côté en facilitent la conclusion. II. 216. Nouvelle esperance de succès. II. 218. Progrès de la Négociation. II. 252. Ce qu'il y a encore à faire avant la conclusion. II. 257. La Garantie de la Pêche est un obstacle. II. 275. *jusqu'à* 284. Si l'on ne l'obtient pas il vaut mieux renvoyer ce Traité à un autre tems. II. 294. Nouvelles considerations pour le faciliter. *ibid.* La France le fait encore trainer; conjecture sur la cause. II. 313. 320. 321. Le Conseil du Roi s'assemble pour cette affaire. II. 321. Le delai inopiné de la conclusion, après avoir réglé l'article de la Pêche, est causé par le Droit de Tonneau. II. 332. & *suiv.* Nouvelle esperance d'accommodement. II. 340. Il est enfin conclu. II. 342. Quelques particularitez qui concernent ce Traité. II. 343. 344. & *suiv.* & qui regardent l'Enregistrement. II. 349. 351. Satisfaction que le Roi de France en a. II.

# T A B L E D E S

355. Aussi bien que LL. HH. PP. II. 359. La France en diffère chaque fois la Ratification, ce qui fait naître aux Hollandois de mauvais soupçons. II. 431. 443. 450. 451. 456. 459. Mechante Suite du delai de la Ratification. II. 465. 466. Plaintes sur les Contraventions à ce Traité faites en France. II. 467. La France en donne la Ratification. II. 494
- Traité; diverses particularitez de celui qui est sur le tapis entre la République d'Angleterre & les Etats. I. 129. & *suiv.* Les Deputez des Etats n'ont pas pû venir à bout d'y faire entrer la France. I. 141. 142. Autres particularitez sur ce Traité. I. 143. Conférence tenuë sur la Satisfaction pour des dommages soufferts. I. 185. 186. & cela par rapport au Roi de Danemarck. *ibid.* Autre négociation sur le même article. I. 192. Ce Traité est conclu & ratifié. *ibid.* Article secret qui allarme la France. I. 215. 216
- Traité entre la France & la République d'Angleterre; l'on souhaite en Hollande qu'il se conclue. I. 297. 298. Qu'est-ce que le Cardinal *Mazarin* en dit, après qu'on a eu déchiffré ses Lettres qui venoient d'Angleterre. *ibid.* Quelques particularitez de ce Traité. I. 302. 303. 305. 306. Combien il s'avance. I. 308. Nouvel obstacle qui survient. I. 315. 334. Il est conclu. I. 363. 365. Articles secrets. I. 397. 399. Les Etats entrent dans ce Traité. I. 452. 453. 466. 467
- Traitez; l'inobservation des Traitez faits auparavant avec la France, cause de grands dom-

## M A T I E R E S.

dommages au Sujets des Etats. I. 358

Traitez mutuels tant de la France que des Etats doivent être délivrez pour la garantie mutuelle; comment il faut agir dans cette affaire. II. 391. 393. Conférence sur ces Traitez. II. 397. 425. Avis du G. P. de *Witt* là-dessus. II. 398. Autre Avis de *Boreel*. II. 406. 445. L'Echange de ces Traitez traîne fort du côté de la France. II. 411. 414. Soupçons que cela fait naître en Hollande. II. 413. 415. Le Traité de la France avec la Lorraine cause de grandes difficultez. II. 445. & *suiv.* 451. 474. Quels Traitez devroient aussi être proposez pour Garantie. II. 456. 457. L'on devroit aussi avoir une Liste exacte des Traitez de la France. II. 470. Mouvements que *Boreel* se donne à cette fin. II. 471. Les Originaux des Traitez faits avec les Etrangers ne sont pas bien conservez en France, à cause de quoi & pour d'autres raisons la susdite Liste se dresse si lentement. II. 485. Enfin on la donne signée à *Boreel*. II. 494. Considerations de ce Ministre là-dessus. *ibid.* 503. & celles du G. P. de *Witt*. II. 497. 505. 506. 514. Comme l'on doit chercher les Rati-fications de chacun de ces Traitez, cette affaire traîne. II. 516. Le Traité de *Querasque* est cause d'un emportement de Mr. de *Lionne*. II. 517. Conclusion & échange mutuel de cette affaire. II. 527. 528. Fautes commises & qu'il faut redresser. II. 529. & *suiv.*

Tranquillité dans ou dehors les domaines de chacun; cet article est cause d'une dispute

# T A B L E D E S

- de mots entre *Boreel* & les Ministres de France. I. 85. 86
- Triple-Alliance entre l'Angleterre, la Suede & LL. HH. PP. se conclut à Londres; but qu'on s'y propose. IV. 258. Mesures prises pour qu'elle produise un bon effet. IV. 288. & pour solliciter Brunswyck & Lunebourg d'y entrer. IV. 322. La Suede propose aussi le Danemarc. IV. 343
- Tromp (*Mart. Harpertz*) Lieutenant-Amiral, sa mort & son Eloge. I. 3. Les Etats le font enterrer avec pompe à leurs propres dépens. I. 4
- Tromp (*Corneille*) Lientenant-Amiral, aiant un differend avec le Lieutenant-Amiral de *Ruyter*, il est cité par devant LL. HH. PP. III. 543. Il montre beaucoup de soumission, néanmoins on le demet de sa Charge. III. 544. & *suiv.* Pensées de la France à ce sujet. III. 568
- Troupes Hollandoises reformées. *Voiez* Casse.
- Troupes Françoises arrivent dans le Boulonnois pour repousser l'ennemi, & y causent plus de dommage que les ennemis-mêmes. I. 221
- Tulp, désigné Ambassadeur des Etats au Brandebourg. I. 362. Il s'excuse de cet emploi. I. 366
- Tumulte. *Voiez* Sédition.
- Turcs de Tunis & d'Algers, leurs Pirateries sur les Vaisseaux des Etats sont d'autant plus fréquentes, qu'ils ont une Treve avec les Anglois, & que nos Vaisseaux Marchands navigent rarement par Escadre. I. 293. Leurs pirateries, dont les suites

## M A T I E R E S.

tes sont facheuses. I. 320. 404. Reflexions pour les mettre à la raison par les forces unies de la France & des Etats. II. 29. La Hollande y est fort portée. II. 30. Raisonnement sur cet article. II. 45. Le Traité fait avec eux par le Vice-Amiral *de Ruyter* n'est pas ratifié par les Etats. II. 353. 354. Sur quel pié on croit en Hollande qu'on pourroit traiter avec eux. II.

359. 375

Turcs (*Eslaves*) pris par la Flote des Etats. La France voudroit les acheter: quelques reflexions à ce sujet. II.

348. 349

Turenne (*le Marechal de*), ses Troupes sont mal-païées, ce qui s'en ensuit de facheux. I. 479. Il est affectionné aux Etats. II. 31. 32. 70. Sa pensée sur l'exécution de l'Alliance avec les Etats. III. 61. 69. 70. *Van Beuningen* le sonde, pour sçavoir s'il voudroit se charger du Commandement en Chef de l'armée des Etats contre Munster; & sa réponse. III. 303. Nouvelles instances à faire là-dessus. III. 313. 314. Il continue à refuser. III.

327

### V.

**V**aisseaux de Guerre des Etats; on dit d'eux qu'ils prennent dans la Mediterranée des Vaisseaux Marchands François. I. 70. A quel égard cela est-il véritable. I. 76. Les Vaisseaux ont ordre de revenir & de ne plus agir. I. 94. Les François se rendent maîtres des Vaisseaux de l'Etat, parce qu'ils transportent des effets & des marchandises pour l'Espagne; & ceux de l'Etat prennent ceux de la France, lorsqu'ils sont chargez pour l'Angleterre. I.

# T A B L E D E S

III. 112. Eclaircissement & justification sur cette affaire de la part des Etats par le G. P. *de Witt*. I. 117. & *suiv.* On dit de nouveau que ces Vaisseaux sont dans la Méditerranée, & de quelle fâcheuse suite cela pourroit être. I. 164. Vaisseaux; douze Vaisseaux de Guerre des Etats à envoyer dans la Méditerranée pour s'y joindre avec ceux de la France. III. 248. 249. 273. Résolution sur ce à quoi on les emploiera. III. 310. On rejette la proposition de la France, qui est d'y en envoyer de nouveau dix-huit avec un pareil nombre des Etats. III. 676. & *suiv.* Vaisseaux; trois Vaisseaux Marchands Hollandois étant chassés par les Anglois dans le port de Calais, on leur demande caution, avant de les laisser sortir. I. 140. 141. Les Vaisseaux Hollandois, qui sont dans les Ports de France, ont ordre de n'en point sortir sur le bruit d'une Paix avec l'Angleterre, mais d'attendre jusqu'à la conclusion. I. 163. Ils respectent peu ces ordres. I. 184. & se hazardent trop légèrement en mer. I. 196. 200. Bon nombre de Vaisseaux Hollandois sont pris par les François, & regardez comme étant de bonne prise. I. 224. Saisies des Vaisseaux Hollandois dans le port de Marseille. I. 430. 431. On accommode & redresse cette affaire. I. 443. La cause de ces Saisies. I. 450. Vaisseau. On défend en France de transporter hors du Roïaume les Munitions de guerre ou tout Equipement des Vaisseaux. I. 88.

*Vaisseau franc, Cargaison franche.* Combien il



- il importe aux Habitans de nos Provinces de stipuler cela dans le Traité de Marine avec l'Angleterre. I. 278. C'est pourquoi les Etats insistent beaucoup là-dessus. I. 281. L'on observe mal cette Regle. I. 475. Elle est fort avantageuse aux Anglois. II. 428. *Voiez* Bâtiment.
- Valée ( *Mr. la* ) est suspect. II. 26. 50. & justifié. II. 47. 48.
- Valois ( *Mle. de* ) Fille du Duc d'Orleans se marie par Procureur avec le Duc de Savoye. II. 471. 472.
- Vane, Envoié d'Angleterre auprès de l'Electeur de Brandebourg ; il fait entendre que son Maître pourroit bien vouloir faire en particulier une Paix avec les Etats. III. 251. On dit qu'il y dépense beaucoup d'argent. III. 297.
- Vatteville, Ambassadeur d'Espagne à la Cour d'Angleterre ; differend qui s'éleve entre lui & l'Ambassadeur de France sur le pas & sur le rang. II. 209. Comment cela est pris à Paris. II. 223.
- Vaudois ( *Massacre des* ) ; quelques reflexions là-dessus. I. 328. 329. & *suiv.* 332. 335. Autres reflexions sur ce qui leur est arrivé. I. 348. 373. Personne n'ose interceder pour eux à la Cour de France. I. 455. Demande des Etats en leur faveur. I. 471. La Remontrance qu'ils ont présentée aux Etats offense la France. II. 572. *Voiez* Aumones.
- Vendôme ( *le Duc de* ) est disgracié de la Cour de France. I. 403. L'on dit qu'il veut aider à faire abolir le Droit de Tonneau pour 150000. livres. I. 264. 268.

# T A B L E D E S

Venise ( *la Republique de* ) voudroit renouveler la bonne intelligence avec les Etats. I. 52. 111. Leur Ambassadeur se plaint à *Boreel* que les Hollandois ont pris un Vaisseau sous le Château de Xantes. I. 111. L'on fait recherche de cette affaire. I. 116. Ils demandent aux Etats un secours de Vaisseaux & d'argent contre le Grand Seigneur. I. 233. Nouvelles sollicitations, & les reflexions de *Boreel* sur la demande d'un tel secours. I. 245. Ils esperent que les Etats n'accorderont pas au *Chiaoux* Turc de louer des Vaisseaux chez eux pour le Sultan. I. 294. 302. Réponse à ces articles. I. 337. 338. Ils risquent de voir enlever la Dalmatie par le Turc. II. 404. Instances qu'ils font faire là-dessus par leur Ambassadeur à Paris. II. 410. & sur ce qu'un Vaisseau Hollandois s'étoit joint avec les Turcs contre eux. II. 550. Nouvelles instances pour que les Etats leur prêtent par an un subside ou secours. II. 582. 583. Réponse du G. P. *de Witt* sur cet article. II. 585. Ils souhaiteroient faire avec les Etats une Alliance plus particuliere. II. 602. 603. Sous quelles conditions l'on pourroit être porté à la faire. II. 604 605.

Verneuil ( *le Duc de* ) est envoié en Ambassade de la part de la France en Angleterre. III. 101. 122.

Vierssen, nommé Ambassadeur des Etats en Danemarc. I. 362.

Ville ( *le Marquis de* ) Ambassadeur de Savoie à Paris, il demande le pas devant les

## M A T I E R E S.

- les Ambassadeurs des Republiques. II. 11.  
 13. Il ne réussira pas dans son dessein ni  
 dans celui de son Maître sur Geneve. I.  
 12.  
 Visite des Vaisseaux ; savoir si les Anglois  
 ont ce droit sur les Hollandois , & dans  
 quelles Mers. I. 218. Les Gazettes An-  
 gloises en font souvent mention en leur  
 faveur. I. 224. Cela donne de l'ombra-  
 ge aux Marchands. I. 230  
 Vivien ( *Nicolas* ) Pensionnaire de Dort est  
 proposé pour remplir la place du G. P.  
*de Witt* , pendant l'absence de celui-ci.  
 III. 153  
 Vogelsangh ( *le Pensionnaire* ) est élu Conseil-  
 ler dans la Cour de Hollande. I. 82  
 Vogelsangh , Ambassadeur des Etats vers  
 l'Electeur de Brandebourg. I. 366  
 Vossius, on le menace de lui ôter sa pen-  
 sion, s'il ne continuë pas d'écrire l'His-  
 toire des Provinces-Unies. IV. 22. L'ex-  
 cuse qu'il allegue est levée par la pruden-  
 ce de LL. HH. PP. IV. 24

## W.

- W** Assenaer. Voyez Obdam.  
 Wentilot, est proposé pour être em-  
 ploïé dans les affaires secrètes par les Am-  
 bassadeurs des Etats à Paris. II 5. Qu'est-  
 ce que le G. P. *de Witt* a fait à ce sujet.  
 II. 10. Les Etats n'aiment pas de telles  
 Correspondances. II. 14  
 Wicquefort, les nouvelles non fondées qu'il  
 donne causent de mauvais soupçons. IV. 2.  
 Witt. ( *Jean de* ) , Grand-Pensionnaire de:  
 Y 5. Hol.

## TABLE DES

Hollande & de West-Frise, donne connoissance à *Boreel*, Ambassadeur à Paris, de son entrée dans cet Emploi. I. 2. Il est chargé d'entretenir correspondance avec les Ministres des Etats qui se tiennent dans les Cours étrangères. *ibid.* Il communique à *Boreel* une partie de ses Instructions, & lui écrit au sujet des Correspondances secretes qu'ils doivent lier ensemble. I. 26. Il répond à *Boreel* sur son second point de délibération & il donne connoissance de la Négociation avec l'Angleterre. I. 38. 39. Il se défie des démarches des Anglois avec les Suedois. I. 53. Il prie *Boreel* de faire ses efforts pour pénétrer ce dont l'Ambassadeur *Chanut* est chargé. I. 68. Ses considerations & son peu de contentement du Projet de Traité envoié par *Boreel*. I. 89. Il explique le 18. Article, qui regarde cette Regle, *Vaisseau libre fait Marchandises libres*, tout autrement que ce Ministre. I. 108. 109. Il lui écrit amplement sur l'Article de la prise des Vaisseaux pour des Marchandises de contrebande. I. 117. & *suiv.* Il souhaite d'apprendre ce que l'Ambassadeur *Chanut* écrit à sa Cour. I. 119. & si c'est par un ordre positif du Roi ou non, qu'il a fait deux Propositions aux Etats. I. 153. Il reçoit sur ce sujet une réponse de *Boreel*, qui le satisfait. I. 166. & *suiv.* Il n'est pas porté à importuner les Ministres étrangers par des plaintes; mais il est d'opinion qu'elles doivent se faire par les Ministres des Etats dans les Cours où ils résident. I. 184. 185. Il  
en-

## M A T I E R E S.

envoie à *Boreel* Copie du Traité fait avec l'Angleterre, & il le prie de ne le pas communiquer avant qu'il soit ratifié. I. 203. 204. Son opinion sur ce que *Boreel* lui a communiqué à l'égard de ce Traité. I. 209. Il envoie à ce Ministre l'Acte d'Exclusion du Prince d'Orange, fait à la prière de Cromwel. I. 219. 220. Il lui envoie aussi la *Déduction* des Etats de Hollande. I. 240. Son sentiment sur le Traité entre la France & l'Angleterre. I. 305. Son attention au grand armement des Suedois. I. 306. 315. 327. Il accorde les differens qui s'étoient levez dans la Province de Groningue. I. 325. Il prie *Boreel* de lui envoïer toujours une Copie des Lettres qu'il écrit aux Etats. I. 326. L'on découvre que son premier Clerc n'est pas fidele. I. 346. Il prie *Boreel* d'écrire aux Etats de Hollande des Lettres conformes à celles qu'il écrit aux Etats Généraux, & à lui comme il écrit au Greffier. I. 405. II. 395. 398. & de tâcher de découvrir ce qui se fait à la Cour à l'égard des affaires de la Suede & de la Pologne. I. 424. Il lui donne des éclaircissemens sur divers points. I. 443. & *suiv.* Il lui communique sa pensée sur les saisies des Vaisseaux faites en France. I. 493. & *suiv.* & sur le Cérémoniel de la Signature avec la France. I. 501. & pourquoi les Vaisseaux des Etats, destinez avec ceux de France pour tenir en bride les Pirates Turcs, ne doivent pas agir sous un seul Chef. II. 49. 50. 69. Sa pensée sur la nécessité de presser l'Allian-

## TABLE DES

ce avec la France. II. 92. 93. 104. & sur l'Article de la Garantie mutuelle. II. 109. Il a une Conférence avec l'Ambassadeur *du Thon*, au sujet du droit de Tonneau. II. 132. Ses considérations plus particulières sur la même affaire envoyées à *van Beunningen*. II. 138. 190. & *suiv.* Quelques pensées communiquées à ce Ministre pour dresser le Traité d'Alliance avec la France. II. 174. 175. Son jugement sur l'avancement en autorité & puissance du Prince d'Orange, par rapport à la France. II. 191. Il prie *van Beunningen* d'avoir l'œil sur ce que Mr. de *Zuylichem* fait à Paris. II. 196. Il parle avec *Downing* sur la liberté de la Pêche. II. 248. 249. Il donne avis à *van Beunningen* de ne pas s'arrêter à l'affaire du Rang, & comment on peut la différer. II. 255. Il n'a pas bonne opinion du scrupule de la France sur la Garantie de la Pêche des Etats. II. 294. 299. & *suiv.* Il propose d'autres mots & termes, pour faire voir qu'il ne faut pas s'arrêter avec opiniâtreté au mot de *Pêche*. II. 301. Il croit qu'il n'est pas de notre intérêt de laisser à la France & aux Etats une entière liberté à l'égard des impôts sur les Vaisseaux. II. 335. Il informe *Boreel* des Vexations des Anglois, & comment il faut représenter cela au Roi de France. II. 363. 367. 368. Il juge nécessaire que ce Ministre tire sous main une Copie de l'Octroi de la Compagnie de la Pêche de la Baleine en France. II. 386. 457. Ses considérations sur le délai ennuyeux de la

Ra-

## M A T I E R E S.

Ratification de la France. II. 459. 460.  
 Autres considérations & instructions sur  
 ce sujet envoyées à *Boreel*. II. 467. 468.  
 473. & sur la liste des Traitez, dressée par  
 la France, pour la Garantie des Etats. II.  
 496. & *suiv.* Il félicite Mr. de *Lionne*  
 sur sa Charge de Secrétaire d'Etat. II.  
 502. Il fait savoir à *Boreel* ce qui s'est  
 passé dans une Conférence avec d'*Estra-*  
*des* & *Silverkroon*, sur le Différend qu'il  
 y a entre la Compagnie Africaine des  
 Suedois & celle des Indes Occidentales  
 des Etats, afin que ce Ministre en donne  
 une connoissance exacte à la Cour de  
 France, &c. II. 519. 524. 531. Il re-  
 leve diverses fautes & bevuës de conséquen-  
 ce, commises en livrant & transcrivant  
 la Liste des Traitez de Garantie recipro-  
 que. II. 529. 530. Instruction plus par-  
 ticulière qu'il donne à *Boreel* au sujet du  
 différend de la Compagnie des Indes Oc-  
 cidentales. II. 552. & *suiv.* 562. Il est  
 en conférence avec d'*Estrades* sur l'article  
 du droit de Tonneau. II. 559. & au su-  
 jet d'un Prisonnier qu'on ne doit pas ce-  
 der à la France. II. 559. Il sollicite *Bo-*  
*reel* de faire de plus fortes instances con-  
 tre le droit de Tonneau. II. 563. 569. Il  
 confère avec d'*Estrades* au sujet du Com-  
 merce du Nord des François, & pour ob-  
 tenir une ouverture de Négociation sur  
 cet article. II. 576. Il instruit *Boreel* des  
 différens survenus avec l'Angleterre, pour  
 qu'il les communique au Roi de France.  
 II. 591. 593. Particulières réflexions de  
 Mr. de *Witt* sur cette affaire, savoir si

# T A B L E D E S

l'Angleterre, à cause de son grand armement, ne seroit pas d'intelligence avec la France; & la raison. II. 605

Witt ( *Jean de* ) Grand-Pensionnaire de Hollande, &c. Instructions qu'il envoie à *C. van Beuningen*, pour qu'il sache comment il doit agir en France. III. 7. 8. Il justifie ce que les Hollandois ont fait dans la Guinée contre les Anglois. III. 21. 22. Il prie *van Beuningen* de lui envoyer toujours copie de ses Lettres au Greffier des Etats; & pourquoi. III. 25. Il lui communique ce qui s'est passé dans une Conférence avec d'*Estrades*. III. 26. Il craint que la France ne s'entende avec l'Angleterre au préjudice des Etats. III. 41. Il découvre par d'*Estrades*, que la France semble être mécontente de l'Alliance. *ibid.* Il représente à ce Ministre, que le délai de la France dans l'exécution de cette Alliance, est absolument un manquement de parole; quelles mauvaises suites cela peut avoir. III. 48. 49. Il ajoute, que l'envoi d'Ambassadeurs en Angleterre ne suffit pas, mais qu'ils sont obligés de remplir d'abord les engagements de l'Alliance. III. 77. & *suiv.* Il justifie la Négociation précédente des Etats avec l'Espagne, pour guerir Mr. de *Lionne* de ses soupçons. III. 93. Il répond aux défaits de la France. III. 94. Il fait voir la nécessité qu'il y a de traiter ensemble avec confiance, & les moyens de le faire avec sûreté. III. 95. 369. Il parle avec d'*Estrades* de l'assurance que son Maître devoit donner par écrit, pour l'exé-



## M A T I E R E S.

l'exécution des promesses qu'il avoit faites. III. 96. Il parle à d'*Estrades* au sujet de l'Ambassade de France en Angleterre, & comment il faudroit agir en cela. III. 103. Il prie *Boreel* de faire tous ses efforts, pour découvrir qui seroit la personne qui communique à la Cour de France les secrets des Etats. III. 111. 121. Il répond aux deffaites de la France, savoir que la Guerre n'étoit pas encore déclarée entre l'Angleterre & les Etats. III. 118. 119. Il donne quelques avis à *van Beuningen* sur l'article de l'Accommodement avec l'Angleterre. *ibid.* Il répond amplement à la plainte des François, qu'on arrête les Vaisseaux achetez pour leur Compagnie des Indes. III. 128. & suiv. Il est en conférence sur ce sujet avec d'*Estrades*. III. 143. Il envoie à *van Beuningen*, outre ses remarques, les Résolutions que Leurs HH. PP. avoient prises là-dessus. III. 145. 146. Dans l'espérance d'être mieux traité par la France. III. 152. Il part pour le Texel, pour expédier les Flotes des Etats. *ibid.* Il n'a pas grande opinion de l'Ambassade de la France en Angleterre. III. 166. Il donne avis à *van Beuningen* de ce qui a été résolu contre l'Evêque de Munster. III. 183. & pour quelle raison on fera promptement mettre à la voile la Flote de l'Etat pour la seconde fois. III. 185. 186. Pour cette fin il retourne au Texel. III. 187. Il fait savoir à *van Beuningen* la grande nécessité qu'il y a, que la France rompe d'abord avec l'Angleterre, qu'au-  
trement

# T A B L E D E S

trement on travaillera à faire la Paix avec  
 cette Couronne à l'exclusion de la France. III. 188. 190. Autres raisons pressantes pour que cette rupture se fasse. III. 196. De quel fruit a été sa présence sur la Flote. III. 197. Il donne avis à *van Beuningen*, au sujet des bruits répandus de dissensions dans l'Etat. III. 198. Il lui demande son avis sur la Négociation avec le Brandebourg. III. 200. Son sentiment, savoir, si pendant la guerre avec l'Angleterre il faut avoir ou non des Ministres dans cette Cour. III. 204. Sa pensée sur les affaires présentes avec la Suede. III. 237. Il répond à la plainte qu'on fait de n'avoir pas bien traité les Troupes de la France contre Munster. III. 239. Il donne connoissance à *van Beuningen* des Conditions offertes au Danemarck, afin que le Roi de France travaille aussi à cette affaire. III. 250. & qu'il a appris par les Ministres de Brandebourg, que l'Angleterre tache de separer les Etats de la France par une Paix particuliere. III. 251. Il fait savoir à ce Ministre la méchante conduite de *Pradel* qui commandoit les Troupes de France dans l'Armée contre Munster, & ne trouve aucune conformité entre ce que *Pradel* a fait & ce que la Cour de France en écrit. III. 258. 259. Ses reflexions sur les Subsidés à fournir au Danemarck & au Brandebourg, & combien il seroit ruineux à l'Etat d'être trop liberal, pendant qu'on ne peut pas porter la France à paier ce qu'elle doit. III. 273. 274. Il donne avis à *van Beuningen* des

## M A T I E R E S.

délibérations de l'Etat sur le choix d'un Chef pour commander la Campagne prochaine contre Munster. III. 292. & de la jonction des deux Flotes ; & il souhaite de le voir à la Haye pour peu de tems : la raison. III. 293. 294. Il trouve pourtant, que sa présence est encore plus nécessaire à Paris. III. 307. Il lui communique les propositions de Paix faites par l'Angleterre, & le sentiment des Etats de donner au Marechal de *Turenne* le commandement de l'Armée. III. 312. 313. Il parle à la Princesse *Douairiere d'Orange* du dessein d'élire le Prince son Fils Général de Cavalerie. III. 313. Il donne une ample déclaration de ce qui s'est passé à Cleves entre *Beverning*, *Vane*, & *Colbert*. III. 321. 341. Comment on a procédé sur la proposition de Paix avec l'Angleterre, faite par *Buat*. III. 322. 323. & ce qui est arrivé au sujet de la Guerre de Munster. III. 324. Il prie *van Beunningen* d'informer l'Etat de l'effet que le bruit de l'élévation du Prince d'*Orange* a produit à la Cour de France. III. 326. Il communique à ce Ministre ses propres pensées sur le danger qu'il y a de laisser, de quelle maniere que ce soit, les Forces Navales de l'Etat sous le Commandement de l'Amiral de France. III. 337. & suiv. On a concerté avec d'*Estrades*, comment il faut recevoir la Proposition de Paix des Anglois, & quelle Ville il conviendrait le mieux de choisir pour y traiter de la Paix. III. 343. Suites de cela. III. 363. Il instruit *van Beunningen* sur l'affaire du Danemarck, de

Munf.

# T A B L E D E S

Munster & du Pr. d'Orangé. III. 376. & suiv. Il communique à d'*Estrades* & à *van Beuningen* ses reflexions sur la Proposition de Paix faite par l'Angleterre. III. 397. Son entretien avec d'*Estrades* au sujet des Suedois; il fait savoir à *van Beuningen* son sentiment sur ce même sujet. III. 409. 410. & sur le paiement du Subside pour le Danemarck. III. 410. & la nécessité qu'il y a d'entamer à Paris une Négociation de Paix avec l'Angleterre. III. 411. Autre entretien d'*Estrades* où l'on combat le sentiment de la France, qui étoit de tenir le Danemarck dans la neutralité. III. 417. 418. Il est d'opinion de porter le Danemarck, le Brandebourg & le Lunebourg à une Garantie mutuelle. III. 420. 428. 626. Il se défie des promesses de la France par rapport au dessein qu'elle a sur les Pais-Bas Cathol. III. 428. Il souhaite qu'on fasse en cela quelque chose pour la tranquillité. III. 436. 443. Il parle avec l'Electeur de Brandebourg, au sujet de la Garantie mutuelle sus-mentionnée, &c. III. 438. 453. Il est sur la Flote des Etats hors du Texel, & il écrit à *van Beuningen* qu'il est nécessaire de donner des ordres dans les Ports de France, de faire bien attention aux nouvelles qui viendroient du Lieut. Amiral de *Ruyter*. III. 465. 466. Il envoie à ce Ministre les Instructions pour cet Amiral. & lui dit les raisons pour lesquelles la France doit pareillement communiquer ses ordres à son Amiral de *Beaufort*. III. 472. 473. 535. 565. 577. Il fait savoir le dessein du Roi de Danemarck sur

Hit-

## M A T I E R E S.

Hitlandt & sur les Orcades. III. 503. & que la France devroit faire une pareille diversion à l'Angleterre. *ibid.* Ses reflexions sur ce que la Flote de France sous *de Beaufort* tarde à se joindre à celle des Etats. III. 511. 523. Il envoie à *van Beunningen* ses considérations & l'ordre des Etats, en réponse I. sur l'assurance que la Suede donne de ne pas molester le Danemarc. II. sur les offres de la France de mettre 2000. Soldats sur la Flote de *de Ruyter*. III. & sur l'ordre de relacher les Draps de Hollande qui étoient arrêtez à Rouen. III. 517. & *suiv.* Sa pensée & son entretien avec *d'Estrades* au sujet des differens avec la Suede, & du salut du Pavillon. III. 526. 527. Il est à Fleffingue sur la Flote de l'Etat. III. 534. Il en est de retour ; état de la Flote. III. 539. Reflexions sur l'Acte de Neutralité des Suedois. III. 539. & *suiv.* 550. Sa réponse à *Friquet* Envoié de l'Empereur, qui offroit la Médiation de son Maître pour la Paix avec l'Angleterre. III. 541. Il retourne en Zelande sur la Flote. III. 544 Il mande à *van Beunningen*, qu'environ 150. Vaisseaux Marchands ont été brulez par des Brulots Anglois, & cela par l'entêtement des Bateliers. III. 547. Fortes plaintes sur ce que la Flote de France tarde tant, & qu'on arrête les ordres qu'on lui devroit donner. III. 577. & *suiv.* 591. Il est d'opinion, pour plusieurs raisons, que le meilleur seroit, que la France, le Danemarc & les Etats tachassent de découvrir en Angleterre l'intention de cette Cour pour la Paix. III. 580. 581. Il est

en

## T A B L E D E S

en mer avec la Flote en qualité de Plenipotenciaire, tant pour harceler l'Ennemi, que pour la jonction des deux Flotes. III. 597. 598. Il confere avec d'*Estrades* sur ce que les deux Flotes doivent continuer de faire. III. 618. 619. Sa pensée sur l'article du Salut du Pavillon. III. 620 627. 685. Il fait voir combien les François sont déraisonnables en faisant leurs efforts de dépourvoir les Etats de Vaisseaux & de Canon. III. 639. & suiv. Il se justifie & Leurs HH. PP. contre l'imputation des François, d'avoir fait à l'Angleterre des propositions pour une Négociation de Paix sans leur en avoir donné connoissance. III. 653. 654. Il semble que les Ministres de Suede ont causé cette défiance. III. 675. Il est d'opinion, que ce que *de Ruigny* a écrit en Angleterre ne produira pas un grand effet. III. 676. Il fait voir à d'*Estrades* & à *van Beuningen*, que, si l'on envoie des Vaisseaux de guerre dans la Méditerranée, cela préjudiciera aux Affaires communes. III. 676. 677. Il mande à ce Ministre la raison pourquoi il n'est pas encore tems d'envoier des Instructions pour la Négociation de la Paix; & sa pensée sur la communication reciproque qui doit s'en faire. III. 691. 702. IV. 9. Il confere avec d'*Estrades* sur le choix d'une Place pour la Négociation: il ne s'accorde pas sur ce point avec le Roi de France. IV. 7. 8. Il est en conference avec d'*Estrades* & de *Ruyter* sur les moïens de faire revenir en sureté en tout tems la Flote de France. IV. 13. Il fait sçavoir à *van Ben-*

## M A T I E R E S.

*ningen* le bruit qui courroit, que la Flote de France pourroit bien encore faire voile vers le Portugal, & quel préjudice visible cela causeroit aux Etats. IV. 29. 30. & que le Roi de France devoit donner de l'argent au Danemarck sur le compte de Leurs HH. PP. IV. 30. Ses raisons, pourquoi il ne faudroit pas choisir la Haye pour y négocier la Paix avec l'Angleterre. IV. 40. 41. Sa pensée sur les Conditions que la France proposeroit dans cette Négociation. IV. 43. 53. & sur une Suspension d'armes avec l'Angleterre. IV. 47. Son mécontentement au sujet de la proposition d'*Estrades* d'abandonner Pouléron. IV. 53. Ample recit au sujet de la possession de cette Isle, & du Point d'honneur qu'il y a dans cette affaire. *ibid.* & *suiv.* Plusieurs raisonnemens sur le choix d'un endroit pour y négocier la Paix. IV. 58. & *suiv.* 68. 77. 78. Il répond à la demande de *van Beuningen* de n'y être pas envoié. IV. 80. Son sentiment, qu'il faut tacher d'obtenir une bonne Paix par le moien de la Flote qu'on doit tenir en mer. IV. 85. 114. De quelle maniere il faut manier à la Haye les differens qu'on a avec la Suede. IV. 86. 99 & *suiv.* Il se justifie du soupçon des François, qu'il traitoit en secret avec *Isola*. IV. 122. Il comprend bien la raison pourquoi ils ne montrent point d'ardeur à mettre leur Flote en mer. IV. 123. Instructions qu'il envoie à *van Beuningen*, pour savoir l'intention du Roi sur l'article des Pais-bas Cathol. IV. 124. & de quelle maniere ce

Mi-

## TABLE DES

Ministre doit continuer d'agir. IV. 133. & *suiv.* 163. Après avoir été en conférence avec *d'Estrades* sur ce sus-dit article, il fait sçavoir à *van Beuningen* comment il doit se comporter dans cette affaire. IV. 142. & *suiv.* 153. Il va au Texel pour faire partir la Flote; & il voit bien qu'il n'y a encore rien à attendre de la promesse de la France. IV. 164. 165. Que cependant il ne faut pas la rejeter mais l'entretenir toujours. IV. 175. Son mécontentement en aprenant que la France a dépeché à Londres un Envoié en son particulier. IV. 181. Il fait voir à *van Beuningen* combien l'excuse de la France est frivole pour ne pas executer la jonction des deux Flotes. IV. 194. Il lui conseille de distinguer la matiere de ses Lettres. IV. 195. Il est en affaire avec *d'Estrades* pour un accommodement au Sujet des Pais-bas Cathol. IV. 204. Son sentiment, qu'il vaudroit mieux que ces Provinces-là se missent en Republique, plutôt que de tomber entre les mains de l'Empereur. IV. 221. Autres pensées sur ce sujet. IV. 233. Il fait sçavoir à *van Beuningen* de quelle maniere il doit parler avec *de Lionne* après la prise de Lille par les François. IV. 239. 240. Il donne avis à *P. de Groot* Ambassadeur en Suede, comment on pourroit le mieux disposer l'Espagne à paier à cette Couronne leurs Subsidés. IV. 262. 288. Comment on a réglé l'égalité du Contingent que devoit fournir le Quartier du Nord & celui du Sud. IV. 263. Comment la Suede ne peut pas exiger des Etats des Subsidés d'argent,



## M A T I E R E S.

gent, & comment la décadence de leur Commerce vient principalement de leur propre faute. IV. 269. & *suiv.* Reflexions sur le Commerce de Moscovie, à transporter à Nerva & Revel. IV. 287. Il confere avec *Silverkroon* sur ce point, & sur une nouvelle proposition d'Alliance faite par la Suede. IV. 308. & *suiv.* Il instruit P. de Groot du Projet de Garantie pour l'Espagne, par où la Suede pourra obtenir les Subsidés promis. IV. 312. & *suiv.* 321. De quelle maniere on pourroit encore fortifier la Triple-Alliance. IV. 322

Witt (*Corneille de*) Ruart de Putten est élu Plenipotentiaire sur la Flote de l'Etat. IV. 154. Il est avec la Flote devant la Riviere de Londres. IV. 180. Nouvelles de son heureux succès. IV. 183. 184

Witte (*W. Corneille de*) Vice-Amir. arrive avec sa Flote au Banc de Jutland pour escorter de là en Hollande les Vaisseaux de retour des Indes Orientales. I. 15. Il est renforcé par d'autres Vaisseaux de guerre. I. 24. & il arrive heureusement dans la Patrie. I. 54. 57. 65

Wrangel, Général Suedois; la Cour de Suede conçoit de la jalousie contre lui. IV. 286

Wytlock, son passage d'Angleterre en Suede peut être disputé par l'Amiral Hollandois. I. 64

### Y.

YOrck (*le Duc d'*) Lieutenant-Général en France. I. 334

Ysbrants va en Ambassade en Suede de la part des Etats. III. 67. I. 361.

Yffelmuyden, désigné Ambassadeur des Etats vers

# T A B L E D E S

vers le Brandebourg. I.

362

Z.

**Z**elande (*la Providence de*); leur ample Deduction contre l'AÛte d'Exclusion fait contre le *Prince d'Orange*. I. 226. & suiv. Ils deviennent plus moderez sur cet article. I. 272. Ils envoient des Deputez en Hollande au sujet de l'autorité des Cours de Justice, & pour les affaires du Portugal. II. 121. Combien les Marchands de cette Province sont fermes & résolus sur l'article du Commerce avec la France. II. 136. 137. Ils sont portez à accepter la Proposition de rachetter en France le Droit de Tonneau en partie. II. 297. 298.

**Zeeſter** (*Hannibal*) est en France de la part du Danemarc; on croïoit qu'il tachoit de faire retarder le Traité entre la France & les Etats. III. 309. 318. Impreſſions des esprits à son deſavantage; il cherche l'amitié de *van Beuningen*. III. 348. Qu'est-ce que le G. P. *de Witt* a dit sur l'article de ces mauvaiſes impreſſions. III. 349. Il écrit à *van Beuningen* sur la jonction des Flotes. III. 571. Réponſe à cette Lettre. III.

573

**Zuylighem** (*Mr. de*) est à Paris pour les affaires du *Prince d'Orange*. II. 196. Il ne paroît pas y devoir réuſſir dans ſon deſſein. II. 235. 253. On lui donne pour Ajoint le Secrétaire de l'Ambaſſade des Etats. II. 352.

*Fin de la Table.*





